

LES PLANTATIONS EUROPEENNES DANS LE KIVU D'ALTITUDE

Jean-François DREVET

Thèse présentée en vue de l'obtention du Doctorat de 3^e cycle,
sous la direction de Paul Pélissier,
Professeur à l'Université de PARIS X

Table des matières

REMERCIEMENTS	6
AVERTISSEMENT	7
INTRODUCTION	9
1. LES CONDITIONS STRUCTURELLES	10
11. LE MILIEU NATUREL.....	10
111. Le relief	10
1111. Description.....	10
1112. La tectonique de faille	12
1113. Les épanchements volcaniques.....	13
1114. Conséquences.....	13
112. Le climat.....	14
1121. La latitude	14
1122. Effets de l'altitude	15
1123. Les nuances locales	16
113. La végétation et les sols.....	16
114. Milieu naturel et vocations agricoles.....	17
115. Conclusion : un cadre varié, mais contraignant	18
12. REPARTITION DE LA POPULATION.....	19
121. Une population dense	19
122. Les modalités du peuplement.....	20
1221. Le peuplement d'altitude.....	20
1222. Peuplement et modelé	20
1223. Les noyaux de population et leurs causes	20
123. Essai d'interprétation des densités	22
1231. Similitude des facteurs naturels	22
1232. Forces et faiblesses du mouvement naturel.....	22
1233. Effets de l'organisation sociale.....	22
124. Conclusion	23
13. UN ISOLEMENT EXCEPTIONNEL.....	24
131. La dureté des conditions naturelles	24
1311. Les effets du relief	24
1312. Effets du morcellement	25
1313. Les effets de la continentalité	25
132. Des infrastructures insuffisantes	26
1321. Échec du chemin de fer	26
1322. Échec du plan décennal.....	27
1323. Inadaptation de la politique des transports aux besoins du Kivu	27
133. Fonctionnement du système de transport colonial.....	30
134. Évolution de la situation depuis l'indépendance.....	31
1341. Un réseau sinistré.....	31
1342. Essor de la <i>voie de l'est</i>	31
135. Perspectives.....	33
1351. Conséquences de la crise des transports	33

1352. Les remèdes.....	34
14. CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	34
21. LA PERIODE COLONIALE.....	35
211. Caractères généraux.....	35
2111. Introduction.....	35
2112. Courte durée de la période de mise en valeur	35
2113. Faiblesse de l'apport démographique	35
2114. Faiblesse des apports de capitaux.....	36
212. Les événements.....	37
2121. Découverte et exploration (1894-1914).....	37
2122. La guerre mondiale et ses conséquences (1914-1924)	38
2123. Le premier essor de la colonisation	39
2124. La crise mondiale et ses conséquences au Kivu (1933-37)	40
2125. La période de recueillage (1938-1941)	41
2126. La deuxième guerre mondiale (1941-1945)	43
2127. La seconde période de prospérité.....	44
213. Situation de l'agriculture européenne en 1959.....	47
2131. La population européenne	47
2132. Prépondérance des exploitations familiales	48
2133. L'agriculture européenne et l'économie du Kivu.....	48
2134. Concurrence de l'agriculture africaine.....	49
214. Les problèmes fonciers	51
2141. Opposition fondamentale des principes	51
2142. Les besoins de la colonisation	52
2143. La politique foncière de la colonisation avant 1946.....	52
2144. La politique foncière de la colonisation de 1946 à 1960.....	54
2145. Les problèmes de répartition	55
22. LA DECOLONISATION AU KIVU.....	56
221. Les crises	56
2211. Originalité du Kivu.....	56
2212. La crise politique.....	57
2213. La crise économique.....	57
2214. La crise agricole.....	59
222. L'éclatement des structures agraires.....	59
2221. Evolution de l'exploitation individuelle	59
2222. Les opérations de concentration	60
2223. Importance des abandons	62
2224. Les plantations reprises par des nationaux.....	64
223. Évolution des productions	65
2231. Le café arabica	65
2232. Le thé	66
2233. Le quinquina et les cultures diverses	68
224. Conclusion	69
23. CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	70
3. LES PLANTATIONS EN 1972.....	72

31. REPARTITION DES PLANTATIONS	73
311. Le Ngweshe	73
312. La rive ouest du lac Kivu et ses abords	75
313. La partie est de la zone de Rutshuru	78
314. Masisi et le Bwito.....	80
315. La région nord (Beni-Lubero)	84
32. SITUATION DU CAFE	85
321. Les conditions écologiques	85
322. Les techniques de culture	86
323. Les domaines de Katale	87
324. La crise de la caféiculture européenne.....	88
325. Les données quantitatives.....	88
33. SITUATION DU THE.....	89
331. Situation des plantations	89
3311. Les données globales.....	89
3312. Les conditions écologiques.....	90
3313. Les techniques de culture.....	91
3314. La récolte.....	92
3315. Conclusion: la force des contraintes	93
332. Situation des usines	93
333. Analyse des coûts	95
334. Conclusion	97
34. SITUATION DU QUINQUINA.....	97
341. les conditions écologiques.....	98
342. Principales techniques culturelles	98
343. Répartition des entreprises.....	100
344. Situation des plantations	102
345. La production et les prix	103
346. Conclusion	104
35. LES PROBLEMES DE MAIN D'ŒUVRE	105
351. Analyse des besoins	105
352. Les disponibilités du monde rural en force de travail	107
353. Persistance de la pénurie	107
354. Le niveau des salaires.....	108
355. Les causes profondes de la pénurie.....	108
3551. Les ressources de l'agriculture traditionnelle	108
3552. Effet négatif des systèmes appliqués antérieurement.....	110
3553. Évolution du problème depuis 1960.....	111
36. LES PROBLEMES DE COMMERCIALISATION	113
361. Faiblesse du marché intérieur	113
362. Les modalités d'exportation.....	114
363. Le processus d'exportation du thé.....	114
3631 l'emballage.....	114
3632. Les formalités	116
3633. Les taxes	116
3634. Les frais de transport	116
364. La commercialisation.....	117
3641. Le café.....	117
3642. Le thé	117

365. Conclusion	119
4. INSERTION DES PLANTATIONS DANS L'ECONOMIE DU KIVU (CONCLUSION)	120
41. L'IMPORTANCE DU CLOISONNEMENT ECONOMIQUE DU KIVU	120
411. Évaluation de l'importance économique de l'agriculture de plantation	120
412. Impact sur l'économie traditionnelle	121
4121 Les plantations villageoises	121
4122. Les prestations de main d'œuvre	122
4123. Les exportations de produits alimentaires	122
413. La sphère urbaine	124
414. Conclusion	124
42. L'AGGRAVATION DE LA SITUATION DE L'AGRICULTURE TRADITIONNELLE	125
421. Les effets de la croissance démographique sur les densités	125
422. Les effets de la saturation sur la physionomie des terroirs	126
423. L'affaissement de la production agricole	127
424. L'aggravation des tensions sociales	127
43. LES MOYENS D'ACTION	128
431. Les perspectives d'appui extérieur	128
432. Les capacités de l'agriculture de plantation	129
433. Les limites	131
434. Les possibilités d'ouverture d'un marché intérieur	131
LISTE DES TABLEAUX	133

REMERCIEMENTS

Nous voulons remercier ici tous ceux qui ont apporté leur contribution à la mise au point de cet ouvrage. La liste en est longue et nous regrettons de ne pouvoir en citer que quelques uns.

Ce travail doit beaucoup aux conseils, au soutien vigilant et à la patience de Monsieur Paul Pélissier, professeur à l'université de PARIS X.

Nous sommes redevables d'une lourde dette de reconnaissance envers Monsieur François de Crévoisier d'Hurbache, consul de France à Bukavu et planteur de thé, dont l'expérience nous a apporté une aide décisive et irremplaçable.

L'appui bienveillant du RP Dominique Milani, Directeur général de l'ISP de Bukavu a considérablement facilité nos recherches. Qu'il en soit ici remercié.

Notre gratitude va également au RP Henri Farcy, missionnaire au Kivu, qui nous a fait bénéficier de sa grande culture et de ses travaux de recherche sur la région.

Nous tenons également à mentionner le bon accueil des services administratifs régionaux: Direction de l'Agriculture, des Affaires économiques, Service de conservation des titres fonciers, Office National du Café.

L'hospitalité des bibliothèques du Collège Alfa-Jiri, du Grand séminaire de Mutesa, de l'INERA de Mulungu et de l'université de Kinshasa (ex Lovanium) nous a apporté une aide très précieuse.

Nous avons contracté une dette particulière envers les étudiants en géographie de l'ISP Bukavu. Leur connaissance du pays, leurs travaux et leurs questions ont beaucoup stimulé notre travail. Que ceux qui nous ont guidé sur le terrain soient ici remerciés.

Enfin, parmi les personnes ayant pris en charge la réalisation technique de cet ouvrage, notre gratitude est acquise à Madame Marie Stella Léogane qui a mené à bien avec dévouement l'ingrat travail de dactylographie.

AVERTISSEMENT

Les statistiques de cette étude reposent sur des bases assez fragiles. Nous avons été gênés par l'intérêt des uns, refusant des informations élémentaires, et le désarroi des autres, aux prises avec une foule de renseignements contradictoires établis de manière fantaisiste.

La plupart des données chiffrées sont des estimations, établies après confrontation de plusieurs sources d'une précision variable. Les évaluations monétaires sont particulièrement précaires, compte tenu de variations importantes dans les cours des produits et des devises. Le niveau des informations varie aussi suivant les produits; le café arabica s'est révélé une denrée difficile, économiquement et statistiquement. Pour le thé, nous devons beaucoup à la franchise et à l'expérience de F. de Crévoisier, planteur à Lemera, et nous pensons avoir sur ce sujet des évaluations assez proches de la réalité. Par contre, le silence obstiné de la principale société exportatrice de quinquina ne nous a pas permis de vérifier les quelques informations recueillies sur ce sujet.

D'autre part, en donnant dès maintenant quelques éclaircissements monétaires sur une période fertile en fluctuations, nous espérons contribuer à clarifier certaines données quantitatives.

En 1960, le pouvoir colonial lègue un franc congolais (FC) à parité avec le franc belge (FB). Les événements politiques et l'augmentation énorme des moyens de paiement, entraînent une détérioration rapide du taux de change du FC sur le marché parallèle (en 1961, il faut déjà 2FC pour avoir 1FB), que les dévaluations ne parviennent pas à stabiliser:

au 1/7/60 1\$ = 50FC
 Après la 1^e dévaluation 1\$ = 64FC (6/11/61)
 Après la 2^e dévaluation 1\$ = 180FC (vente)
 1\$ = 150FC (achat) 9/11/63

La réforme du 23 juin 1967 met un terme à l'existence du FC et prend acte de sa dépréciation qui a atteint 90% de sa valeur de 1960. Une nouvelle unité monétaire apparaît, le zaïre (Z), divisé en 100 makuta (K, singulier 1 likuta) ou en 10000 sengi. Rattaché au dollar américain (1Z=2\$) le zaïre est échangé contre 1000 FC.

La plus grande partie du commerce extérieur zairois s'effectuant avec l'Europe occidentale, la parité zaïre-dollar restée fixe depuis 1967 ne rend pas compte des réalités. Les dévaluations subies par le dollar depuis 1971 ont entraîné une nouvelle dépréciation du zaïre par rapport aux plus solides des monnaies européennes, dont le FB.

Avec le franc français (FF), le zaïre est parti de la valeur de 11,06 FF (après la dévaluation d'août 69) pour descendre à 10,17 FF (1^{ère} dévaluation du dollar de 7,89% le 18 décembre 1971), puis à 9,15 FF (2^e dévaluation du dollar de 10% le 12 février 1973), en nous limitant aux fluctuations du cours légal. La majorité des chiffres cités correspondant à l'année 1972, il nous a paru commode et pas trop inexact de compter le zaïre à 10 FF (1 likuta (K) = 0,10 FF).

Dans le commerce avec la zone sterling (très important pour les exportateurs de thé), l'événement principal est la dévaluation de la livre de 16,67% en novembre 1967: la contre valeur encaissée par les planteurs passe de 1,40 Z pour une livre à 1,20 Z. Le flottement de la monnaie britannique après le 26 juin 1972 a été compensé par la baisse parallèle du dollar et donc du zaïre.

La valeur de ce dernier s'est sensiblement affaiblie face au FB, qui reste une référence fréquemment utilisée dans le commerce extérieur. Avec les dévaluations successives du dollar et la réévaluation du FB, l'écart atteint maintenant 25% au dessous de la parité retrouvée de 1967: de 10 K pour 10 FB à 12,5 K pour 10 FB actuellement.

Enfin, il est indispensable de donner une idée du cours parallèle des monnaies, qui servent de référence à de nombreuses transactions, notamment avec les pays voisins, et qui rendent certaines opérations rentables. Toutes les devises de la région sont échangées à des taux très inférieurs à leurs cours légaux, très sensibles aux événements politiques.

COURS DES MONNAIES UTILISEES DANS LE TEXTE

	Cours officiel 1\$ =	Cours parallèle 1\$ =	
Zaïre	0.50	0.75 à 0.80	Zaïre
Ouganda	7.14	9 à 10	Shilling ougandais
Kenya	7.14	8.5 à 9	Shilling kenyan
Tanzanie	7.14	13 à 14	Shilling tanzanien
Rwanda	80.0	105	Franc rwandais
Burundi	80.0	100	Franc burundi

(source : observations de l'auteur, avril 1972)

Peut-être est-il nécessaire, avant de commencer la présentation du Kivu, de préciser la signification de quelques expressions du vocabulaire administratif et géographique local.

Le Kivu est l'une des neuf régions (anciennement provinces) administratives du Zaïre avec 3370000h sur 259077 km² (la région la plus peuplée de la République avec 15,53% de la population). Il est divisé en 4 sous-régions (ex districts) et 24 zones (ex territoires ou communes).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA REGION DU KIVU

Sous-régions de	Bukavu	Nord-Kivu	Sud-Kivu	Maniéma
Nombre de zones	4	6	7	7
Chef lieu	Bukavu	Goma	Uvira	Kindu
Superficie (km ²)	60	62030	64796	132250
% (Kivu = 100)	0.02	24	25	51
Population	135000	1481000	1131000	623000
% (Kivu = 100)	4	44	33.5	18.5

Les zones forment la circonscription administrative principale autour des chef lieux dont elles portent le nom. Faute d'expressions appropriées pour désigner les *pays* qui composent le Kivu, le nom du chef lieu de zone tend à se confondre avec le territoire qui en dépend. A l'exception des zones de Kabare et de Walungu qui formaient avant l'indépendance un seul territoire (dit de Kabare), les limites administratives n'ont pas été modifiées depuis 1960 et une terminologie différente recouvre des réalités territoriales identiques.

Employé pour désigner un lac, une région, deux sous régions et une unité géographique, le mot Kivu peut prêter à confusion. Dans un souci de clarté, nous proposons d'écrire *Kivu administratif* pour désigner l'ancienne province. Conformément à l'usage courant, nous appellerons *Kivu* la seule région des hautes terres, à délimiter par la suite, de préférence au terme *Kivu oriental* qui peut aussi s'appliquer à la rive rwandaise du lac.

INTRODUCTION

les Hautes Terres du Kivu ont fait l'objet d'une expérience de colonisation de peuplement de 1920 à 1960, qui a entraîné la création de plusieurs centaines d'exploitations agricoles et l'installation de plusieurs milliers d'Européens. L'indépendance n'était pas compatible avec ce type de mise en valeur, recherchant l'enracinement d'une importante population blanche. Et contrairement à ce qui s'est produit dans les pays voisins (Kenya, Zambie, Tanzanie), les événements ont précipité le déclin de l'agriculture coloniale : fuite des Européens, abandon des plantations à plusieurs reprises. Douze ans après l'indépendance et quatre ans après les derniers troubles, nous avons tenté de faire le bilan de ce qui restait du domaine agricole européen. En contraignant les derniers planteurs étrangers à remettre leurs exploitations à des Zaïrois, les décisions présidentielles du 30 novembre 1973 ont mis un point final au processus de liquidation de la colonisation de peuplement engagé en 1960. Malgré quelques dérogations, accordées le plus souvent à des sociétés, le domaine européen a été effectivement remis aux nouveaux acquéreurs dans le courant de l'année 1974.

Avec la disparition de son objet, notre travail était-il réduit à une étude historique ? Au delà de sa propre situation, et quoi qu'on puisse penser de son utilité, la colonisation agricole constitue jusqu'à présent l'unique expérience de mise en valeur tentée au Kivu, et nous pensons qu'elle mérite examen à ce titre. L'insertion bien incomplète et bien partielle des Hautes Terres dans l'économie monétaire a été réalisée en grande partie au travers des moyennes entreprises agricoles et la région en subit toujours les conséquences.

Nous souhaitons aborder immédiatement l'analyse des plantations, afin de pouvoir étudier le contexte historique et géographique à la lumière des informations établies en premier lieu, mais la vigoureuse originalité du Kivu nous a obligés à adopter la démarche inverse. La spécificité du milieu naturel, les caractéristiques structurelles imposées par la répartition de la population et par l'isolement impriment une marque trop puissante pour rester au second plan. Rien n'a pu être réalisé au Kivu sans tenir compte de cette triple réalité.

La courte histoire de la colonisation et de ses suites montre comment ces contraintes fondamentales n'ont pas pu être surmontées. Le pouvoir colonial belge ayant ailleurs des perspectives de développement moins coûteuses et moins aléatoires, le Kivu a occupé une place comparable à l'AEF dans le domaine français. De plus, le fragile équipement réalisé avant 1960 n'a pas résisté aux soubresauts de la décolonisation, particulièrement violents dans la région. Près de huit années d'insécurité ont profondément détérioré les structures économiques, et les opérations de *colmatage* effectuées depuis 1968 sont bien limitées.

Profondément transformées par les événements, les plantations exportatrices font face à la conjoncture avec un succès inégal. Au delà des difficultés locales rencontrées par tous, les aléas du café arabica et du thé contrastent avec la bonne tenue du quinquina. La pénurie de main d'œuvre et les tracasseries en tous genres du processus d'exportation marquent l'affaissement profond et peut être durable de l'économie monétaire au niveau de la production. Au total, malgré de notables exceptions, beaucoup d'affaires en difficulté, à l'avenir incertain.

En transférant la propriété et souvent la gestion des plantations à ses nationaux dans un contexte économique aussi peu favorable, le gouvernement zaïrois a pris un pari risqué. Au delà des difficultés classiques que devront surmonter les nouveaux acquéreurs, on peut s'interroger sur l'avenir de l'économie domaniale au Kivu et sur son aptitude à favoriser le développement d'une agriculture de plus en plus menacée par un déséquilibre croissant entre production et consommation.

1. LES CONDITIONS STRUCTURELLES

11. LE MILIEU NATUREL

111. Le relief

1111. Description

Avant d'analyser leurs inconvénients économiques, il n'est pas inutile de s'arrêter sur la splendeur des paysages naturels du Kivu. Au survol ouest-est, qui valorise le contraste avec les autres régions, mais donne une vision fugitive d'un pays vertical, le géographe préférera un voyage plus révélateur de la succession des ensembles physiques et de la variété de leurs formes.

Au sud se dessine la géométrie grandiose du Tanganyika, des rivages rectilignes du lac aux contours nets de la plaine de la Ruzizi qui le prolonge au nord. En altitude, au niveau des deux murailles escarpées qui bordent le fossé, l'impression est saisissante : tout a ici la précision de la ligne droite. Au pied du plateau de l'Itombwe (les Hautes Terres y atteignent leur plus grande étendue), le fossé est le plus encaissé et le plus profond. Il se poursuit au nord avec la plaine de la Ruzizi (Imbo au Burundi), de 770 m (niveau du lac) à 1000 m l'extrémité nord. Il atteint sa largeur maximum (30 km environ) à la latitude de Bujumbura. La netteté du contact avec la montagne (qui culmine à 2700 ou 3000 m) est atténuée par plusieurs niveaux de terrasses.

Rien de semblable en amont : autour du lac Kivu, aucun trait dominant n'apparaît parmi tout un réseau d'ondulations variées ; méandres des cours d'eau qui s'attardent dans de belles vallées, courses d'un relief morcelé en croupes ou en dômes d'aspect vosgien. Le lac envahit le fond de ce paysage complexe, divisé au centre par la dorsale d'Idjwi. Il isole une multitude d'îles et s'insinue au cœur des terres par des *rias* profondes et découpées le long d'un rivage aux courbes savantes, mariant le bleu des plans d'eau calme au vert tendre des prairies et des bananeraies, A chaque instant l'œil s'accroche aux îles ou cherche en vain le fond d'une baie perdu derrière une colline,

La complexité du relief entourant le lac Kivu, coupé du Tanganyika par la profonde gorge de raccordement de la Ruzizi (560 m de dénivellation sur moins de 40 km) provient de son altitude élevée (1460 m) et de la présence de gradins qui atténuent la brutalité du contact avec la dorsale ; trois niveaux sont nettement perceptibles au sud-ouest :

- Katana-Kavumu (1600-1700m)
- Kabare-Lwiro (1850-1900 m)
- Musisi vers 2000 m au pied du Kahuzi-Biega.

On remarque peu de grands escarpements, qui sont relativement éloignés du lac sauf à Makengere, au nord de Kalehe. Le fossé lui-même est cloisonné par la grande île d'Idjwi (275 km² sur une superficie insulaire totale de 300 km², qui culmine à plus de 2000 m. Le tracé capricieux du rivage épouse les contours du relief très disséqué de l'étage de moyenne altitude.

Le versant ouest du lac est de faible superficie et proche de la ligne de faite. Parfois indécise, celle-ci est d'altitude variable : autour de 2100 m avec un abaissement à la hauteur de Kabare (1950 m), qui permet d'accéder au bassin du Lualaba. Ce versant rejoint la cuvette centrale en pente douce, et couvre une large étendue, avec un modelé de détail vigoureux et contrasté: crêtes, reliefs résiduels, vallées encaissées, falaises.

Au delà du *grand lac*, partie la plus large et la plus profonde du Kivu, l'horizon est barré par la diagonale discontinue des Virunga, huit volcans orientés. Seule la partie occidentale de la chaîne est en activité. Le Nyamulagira, dont la dernière éruption remonte au printemps 1971, étend épisodiquement ses coulées de basalte jusqu'au lac Kivu, donnant au rivage septentrional un sombre liseré noir.

A côté, le lac de lave du Nyiragongo, curiosité unique au monde, sert d'enfer à la mythologie locale. Eteints, les volcans orientaux ont meilleure réputation: l'épisodique blancheur du Karisimbi, point culminant de la chaîne avec 4507 m, lui vaut de recevoir les âmes des élus. Les Virunga correspondent à l'est à la frontière rwandaise et se prolongent jusqu'en Ouganda avec le Muhavura. Portés par un bourrelet continu, de plus de 2000 m d'altitude, ils sont tous bien individualisés et séparés par des espaces importants,

Au nord des volcans, le voyageur européen retrouve la ligne de partage des eaux Atlantique-Méditerranée qui n'a pas craint de changer d'hémisphère, et aborde un nouveau bassin lacustre, moins étendu, mais symétrique du premier. A l'ensemble atlantique Tanganyika-Ruzizi-Kivu s'oppose le bassin Édouard-Semliki-Albert tributaire du Nil.

Derrière la chaîne des Virunga, le bassin du lac Édouard commence avec une vaste plaine, doucement inclinée vers le nord où s'encaissent les cours d'eau (Rutshuru, Rwindi, Ishasha). Le contact avec la dorsale est très franc. Au pied d'un escarpement abrupt et presque rectiligne sur plus de 100 km, intensément raviné au dessus du lac. A 920 m, celui-ci occupe le fond de la dépression, qui se prolonge à l'est en Ouganda autour du lac George, de même altitude et relié par le Kazinga channel. Au nord, la plaine de la Semliki, moins large et divisée en paliers, rejoint le lac Albert, au delà des limites du Kivu administratif. Comme la Ruzizi, le cours de l'émissaire du lac Édouard est coupé de nombreuses chutes.

Mal enchâssés dans un fossé dissymétrique, les deux lacs nilotiques n'ont pas l'originalité de leurs voisins du sud. Les savanes qui les entourent prolongent celles de l'Afrique Orientale. Les paysages les plus variés sont ailleurs. A l'ouest, l'ensemble de hautes terres s'effrange avant de s'achever en triangle à proximité de Beni. Avec leurs versants raides et leurs vallées profondes, les collines du nord n'ont pas la douce harmonie des rivages du lac Kivu, mais une personnalité plus affirmée et plus contrastée par la dissection avancée du relief.

A l'est, forteresse isolée au delà de la vallée de la Semliki, se dresse l'imposante masse du Ruwenzori : 5119 m au pic Marguerite, point culminant du Zaïre et de l'Ouganda. Vaste donjon de 1200 km², il est exactement au centre du fossé qu'il surplombe par des escarpements abrupts et élevés. Ses vallées profondes, ses lacs étroits, ses parois vertigineuses en font un monde à part. Quant aux célèbres glaciers, ils scintillent au soleil par beau temps, à cinquante kilomètres de l'équateur!

La limite administrative du Kivu passe un peu plus au nord. Le trottoir de hautes terres se poursuit dans d'Ituri (région du Haut-Zaïre), mais à une attitude moindre et sans accident majeur, à l'exception de l'escarpement qui domine le lac Albert, avec un paysage de collines commun à tout le nord-est du Zaïre.

Au total, un milieu composite, qui concentre sur une faible superficie une variété impressionnante de paysages très différents. Sur ce plan, le Kivu soutient avantageusement la comparaison avec l'Afrique anglophone voisine pourtant mieux connue, et notamment avec le rift oriental qui n'a pas ses beaux lacs et ses volcans actifs.

Au terme du survol, il ne paraît pas facile de classer des paysages aussi variés. Une division courante fait correspondre l'étage de basse altitude aux plaines (celles de la Ruzizi et de la Rwindi sont au dessous de 1000 m mais elles sont associées à

d'autres formes) et bien évidemment celui de très haute altitude (au dessus de 2500 m) à la montagne. La division est approximativement exacte pour le Kivu oriental. Il n'en reste pas moins difficile de caractériser l'étage moyen, au sens large du terme: entre 1000 et 2500 m, on trouve toutes les formes de relief. Parmi celles-ci, il convient toutefois de privilégier les collines, qui constituent la base essentielle du peuplement humain.

Avec une relative uniformité, elles ressemblent à celles du Rwanda Burundi. Entre une même altitude sommitale, héritière d'un ancien plateau profondément disséqué et le niveau de base du réseau hydrographique, se répètent les dômes aux sommets relativement plats, aux pentes convexes, parfois abruptes, rejoignant un fond de vallée complètement horizontal et souvent marécageux. Sur un terroir de 582 ha la colline type de Bushumba¹ compte:

218 ha de sommet à pente nulle ou inférieure à 15 %	37%
296 ha de versants (pente égale ou supérieure à 15 %)	51%
68 ha de bas-fonds	12%

Le point de contact avec la vallée est nettement marqué et les formes de ravinement nombreuses. La raideur des versants s'accroît avec l'abaissement du niveau de base, peu sensible au centre (le lac Kivu est à 1460 m) mais considérable au nord, où les hautes terres dominent le lac Édouard de plus de 1000 m. Entre les deux ensembles collinéens déjà cités (la bordure du lac Kivu et le triangle nande au nord) de vastes superficies présentent ce type de modelé sur le versant occidental et à l'ouest de Goma. Bien qu'il n'y soit pas exclusif, il caractérise bien l'étage moyen dont il constitue le site humain privilégié.

Au niveau de l'architecture fondamentale, les choses sont beaucoup plus claires : partout s'impose la rigoureuse division du rift occidental. D'ouest en est apparaissent deux ensembles adjacents et méridiens : la dorsale occidentale, aux versants dissymétriques et un fossé paradoxal où se succèdent quatre lacs, trois plaines basses et les deux massifs montagneux les plus élevés. Division bien connue en Afrique orientale, qui nous a été léguée par les événements multiples des âges géologiques.

1112. La tectonique de faille

Au sommet d'un vaste bombement étendu du Lualaba au lac Victoria, le Kivu a subi les fractures les plus importantes. Le socle précambrien (le complexe de base surmonté de deux séries plissées et des pointements granitiques avec leurs auréoles métamorphiques) et les séries sédimentaires primaires auront été fragmentées par des mouvements de cassure qui ont atteint leur paroxysme au miocène. Le tracé des failles qui en résulte constitue le trait majeur de la géographie physique du Kivu.

Au nord prédomine la direction SSW-ENE dite *albertienne* qui correspond aux orientations majeures du lac du même nom. Au sud, la direction *tanganyikienne* (NNW-SSE) limite le graben le plus profond : le lac a 1035 m de profondeur, soit 660 m au-dessous du niveau de la mer, au deuxième rang mondial après le Baïkal.

Au centre, le graben du Kivu a été influencé par les deux directions dont la conjonction a créé un réseau de failles radiales, en forme de croix de saint André,

¹ cf. J. Hecq, E. Vercauteren et A Van Wambeke : Agriculture et structures économiques d'une société traditionnelle au Kivu (Publication de l'INEAC Bruxelles 1963, 230p.) Cet ouvrage est le compte rendu de l'étude systématique d'un terroir considéré comme type après des enquêtes effectuées dans les zones de Kabare et de Walungu avant 1960. Toutes les informations concernant la colline de Bushumba en sont issues.

approximativement centré sur le massif du Kahuzi-Biega (au sud-ouest du lac). Le fossé est subdivisé en marches biseautées, emboîtées les unes dans les autres. Les paliers signalés précédemment sur le versant occidental correspondent à un escalier de failles et l'île d'Idjwi à un petit horst dissymétrique. La tafrogénèse n'est pas limitée au lac et à ses environs (Ngweshé). Elle affecte également une grande partie du versant occidental (zones de Walikale et de Mwenga).

Mais la plus belle création de la tectonique de faille se trouve au nord, avec le horst du Ruwenzori : entre le fossé de la Semliki et celui du petit lac George, un bloc compact a été porté à une altitude proche de 6000 m,

1113. Les épanchements volcaniques

L'importance des mouvements de dislocation a entraîné d'énormes épanchements volcaniques, qui représentent le deuxième trait majeur de l'histoire géologique des Hautes Terres. Deux phases sont bien individualisées dans l'espace (au sud puis au nord du lac) et dans le temps (au pliocène puis au gamblien).

Les trachytes et surtout les basaltes à olivine de la première période se sont répandus sur 5500 km² du Sud-Kivu au sud-ouest du lac, au sud de l'île d'Idjwi et quelques pointements vers Mwenga et Kamituga. A l'exception de quelques cratères bien érodés autour du Kahuzi, il ne reste pas d'édifices volcaniques importants. Des coulées d'environ 400 m d'épaisseur ont enseveli et parfois inversé le relief local, modifiant les directions du réseau hydrographiques, difficiles à fixer sur des plateaux de lave à faible pente. La région paraît aujourd'hui très calme. Les manifestations actuelles de l'activité volcanique se limitent aux sources chaudes, qui forment des travertins calcaires (source de Katana).

La situation est bien différente au nord où les éruptions se poursuivent actuellement. Les vastes épanchements du pléistocène ont établi un énorme bourrelet de 1200 à 1300 m d'épaisseur, en discordance sur les couches de l'Urundi. Des phases ultérieures ont entraîné la construction de la chaîne des Virunga, déjà fortement démantelée par l'érosion dans sa partie orientale, actuellement sans activité apparente. Les éruptions se succèdent au NW de Goma, dans une vaste plaine de lave, traversée de coulées aux formes diverses, et parsemée de plusieurs dizaines de petits cratères (mont Goma, cratère du lac Vert). Le rivage du lac recule devant les coulées de basalte très fluides et son coin nord-ouest a été comblé en 1948 (isolement au petit lac du Sake) et la baie du Kirotshe a échappé de peu (quelques dizaines de mètres) à la fermeture. Trop récemment formée (la dernière éruption remonte à avril 1971) la plaine est aride, les laves poreuses ne permettant pas le ruissellement.

Actuellement deux foyers d'activité subsistent : la caldeira du Nyiragongo, avec un lac de lave de renommée mondiale et le Niyamulagira par l'intermédiaire de ses cratères adventifs, l'un d'entre eux étant à l'origine de l'éruption de 1971.

1114. Conséquences

Traits explicatifs majeurs du relief du Kivu, les mouvements de faille et le volcanisme ont totalement modifié l'organisation géographique de la région. Quand il n'a pas été directement affecté par les fractures, le versant occidental a été rajeuni par une reprise d'érosion, exploitant les différences lithologiques. Il s'est formé un relief de type appalachien, dominé par des barres de grès quartzitique ou des *pains de sucre* granitiques dégagés de leur auréole métamorphique. Les vallées correspondent aux schistes, plus faciles à dégager.

Le volcanisme et surtout la formation des Virunga sont à l'origine d'une réorientation d'une partie du réseau hydrographique et de la formation du lac Kivu. Avant le pléistocène, un double réseau hydrographique s'écoulait de part et d'autre de l'île d'Idjwi pour rejoindre l'un des affluents du Zaïre, à travers la région des Mokotos au

nord-ouest, ou le lac Édouard au nord, Selon cette dernière hypothèse qui est la plus probable, la région qui correspond actuellement au lac et à ses affluents aurait appartenu à l'extrême sud du bassin nilotique. L'ancienne direction du réseau hydrographique est attestée par la continuité de la pente actuelle du fond du lac (985 m d'altitude au sud de Goma) avec celle du lac Édouard (912 m au sud), et par l'ouverture de la plupart des baies vers le nord.

Mais la formation des Virunga bloque l'écoulement des eaux qui s'accumulent derrière le barrage de laves jusqu'à environ 1650 m (niveau actuel 1460 m), en noyant l'ancien bassin hydrographique et en s'insinuant dans les vallées. Ainsi s'est créé, il y a environ 16000 ans, le premier lac Kivu, sensiblement plus étendu que celui que nous connaissons aujourd'hui. Puis les eaux ont trouvé un nouveau déversoir au sud de Panzi, où le lac a été coupé par un tronçon de la Ruzizi. L'importance du débit et la proximité du Tanganyika ont accéléré le creusement d'une gorge de raccordement très profonde entre Bukavu et Kamaniola, entraînant une baisse des eaux du lac jusqu'au niveau actuel.

Les vallées suspendues qui débouchent sur la haute Ruzizi et une vigoureuse reprise d'érosion sur les bords du lac (rives escarpées à Bukavu, profil de la Sebaya près de Gisenyi) marquent l'importance de cette dernière phase. Beaucoup moins prononcées, les variations de niveau des autres lacs ont façonné le modelé des plaines qui les entourent : pour le Tanganyika, les terrasses de la Ruzizi, pour le lac Édouard, les vallées encaissées de la Rwindi ou de la Rutshuru,

Quant au modelé en collines, si fréquent au Kivu, il résulte en grande partie relèvement général de l'altitude de la région à la suite des mouvements de fracture et des reprises d'érosion qui ont suivi, plus ou moins vigoureuses suivant la proximité du niveau de base.

Enfin, on ne peut que souligner le rôle majeur d'une histoire géologique bien remplie dans le façonnement d'un milieu aux contrastes puissants. Le Kivu lui doit ses lignes de force méridiennes, conformes au tracé du graben et l'étrécissement relatif d'un trottoir de hautes terres peu étendu (25000 km²). Plus encore, les effets du relief se révèlent déterminants : formation des collines, milieu privilégié de l'occupation humaine, morcellement des régions qui n'ont pas les facilités de circulation des vastes plateaux de l'Afrique orientale, notamment des *Highlands* du Kenya.

112. Le climat

Défini par H. Scaëtta², le premier à en avoir fait l'étude scientifique, comme *subtropical tempéré d'altitude*, il a des caractéristiques complexes, difficilement comparables, déterminées par deux composantes de portée inégale : l'altitude et la position zonale.

1121. La latitude

Par rapport aux mécanismes généraux du climat, le Kivu peut être d'abord défini en latitude : de 1° de LN à 5° de LS (en fait 3°40' de LS puisque la partie la plus peuplée s'arrête à Uvira). Il appartient donc totalement à la zone équatoriale, dont on retrouve les précipitations régulières à Beni (1722 mm), Lubero (1565 mm), Rutshuru (1463 mm) ou Masisi (2185 mm), où pas un mois ne reçoit, en moyenne, moins de 80 mm.

La position du Kivu en longitude, de part et d'autre du 29° de LE a encore plus d'importance, compte tenu de la proximité de l'anomalie climatique de l'Afrique Orientale. La région se trouve en effet dans une situation intermédiaire, entre la

² cf Henri Scaëtta, Les précipitations dans le bassin du Kivu et dans les zones limitrophes du fossé tectonique, *Mémoires de l'Institut royal du Congo belge (IRCB)*, Bruxelles, 1933.

cuvette centrale du Zaïre, au climat équatorial classique et les pays de l'océan Indien marqués par le double passage bien différencié de la convergence intertropicale,

En conséquence, les courbes annuelles de précipitations marquent deux maxima très nettement différenciés partout, y compris sur l'équateur : novembre décembre (saison des pluies australes) et avril mai (saison des pluies boréale). De plus, la régularité équatoriale s'atténue rapidement par suite de l'apparition d'une saison sèche bien marquée avec un ou deux mois totalement secs, à Bukavu notamment par 2°30' de LS.

La zone équatoriale proprement dite est considérablement réduite, particulièrement au sud où elle est limitée à 1°30' peut-être 2° de LS quand les régions de même latitude situées dans la cuvette centrale continuent d'appartenir au régime équatorial type. Cependant le Kivu ne connaît pas de saisons sèche de longue durée comme la Tanzanie, le Kenya, ou même l'est de l'Ouganda. Sa position moyenne est encore attestée par le total annuel des pluies.

MOYENNES PLUVIOMETRIQUES LE LONG DE L'EQUATEUR

Station	Latitude	Altitude	Précipitations
Boende (cuvette centrale)	0°12' LS	400 m	2160 mm
Eldoret (Kenya)	0°32' LN	2094 m	1025 mm
Lubero (Kivu)	0°10' LS	1950 m	1565 mm

1122. Effets de l'altitude

Région de hautes terres, le Kivu subit les effets classiques de l'altitude sur les températures. A 1460 m, le niveau du lac correspond sensiblement à l'isotherme moyen annuel de 20°. Celui de 19° est compris entre 1800 et 1900 m. L'isotherme moyen de 15° vers 2100 m marque la limite extrême des cultures : la croissance des plantes devient trop lente au delà. On a même pu enregistrer quelques gelées en juillet dans des fonds de vallée à partir de 1850 m (observations faites en 1953 et 1956).

Les pluies augmentent régulièrement avec l'altitude jusqu'à 2500 m. Au delà, elles diminuent de 90 mm tous les 100 m jusqu'à 3300 m (à 3308 m, le sommet du Kahuzi reçoit 1560 mm). A partir de 3300 m, la diminution se poursuit plus lentement : 40 mm tous les 100 m.

ÉVOLUTION DES PRECIPITATIONS AVEC L'ALTITUDE

Station	Altitude	Précipitations
Bukavu	1610 m	1325 mm
Mulungu	1700 m	1515 mm
Tshibinda	2070 m	1850 mm

A cet égard il semble que le Kivu bénéficie, grâce à l'altitude, d'un régime pluviométrique de faveur. Il est certain que des terres moins élevées auraient reçu des précipitations beaucoup moins importantes, comparables à celles qui arrosent le Rwanda oriental ou l'ouest de l'Ouganda et de la Tanzanie (de 1000 à 1500 m). Cependant toute la région n'est pas également favorisée, car le relief accentue les contrastes d'exposition. L'alizé du sud-est, qui domine la circulation atmosphérique subit un effet de fœhn quand il descend des montagnes du Rwanda et du Burundi. La bordure sud-ouest du lac, où l'étendue d'eau est trop étroite pour recharger le vent en humidité, présente de ce fait une saison sèche accentuée (baisse du degré hygrométrique et du nombre de jours de pluie), le total de Birava (1187 mm) marquant cette différence, par rapport à Bukavu (1324 mm), dans une position

abritée à l'extrémité du lac et à Kalehe (1638 mm) au nord, où il atteint sa largeur maximum.

Les rivages occidentaux, au vent, recueillent des précipitations supérieures aux bordures orientales, sous le vent. Pour le Kivu, Sake (à l'ouest) reçoit un total sensiblement plus élevé (1511 mm) qu'à Gisenyi (1228 mm) seulement éloigné d'une vingtaine de kilomètres. Même contraste entre Uvira (1006 mm) et Bujumbura (879 mm) dans le fossé du Tanganyika déjà défavorisé du fait de son altitude et de sa position entre des montagnes.

1123. Les nuances locales

Cumulant la double complexité d'une situation atmosphérique de transition, le Kivu jouit de climats très variés, faits d'une multitude de situations locales, fortement contrastées par l'altitude ou les oppositions de versants. Des différenciations très nettes sont perceptibles sur quelques kilomètres. Mais au-delà des microclimats et en leur conservant toute leur importance, des classements majeurs apparaissent.

Le premier découle des conditions thermiques. Il partage le Kivu en plusieurs étages, de 500 à 5100 m. Nous n'en retiendrons que deux, particulièrement importants du fait de leurs vocations agricoles. Celui de moyenne altitude de 1400 à 1850 m où se trouve la station agronomique de Mulungu (1700 m) et celui de haute altitude (1850-2200 m) représenté par les observations de Tshibinda (2070 m). Si les deux étages étaient couverts d'une végétation semblable, la forêt de montagne (avec l'apparition de peuplements de bambous vers 1800-1900 m), ils ont aujourd'hui des vocations agricoles spécifiques.

CONDITIONS CLIMATIQUES DES DEUX ETAGES D'ALTITUDE D'INTERET AGRICOLE

Stations météorologiques ³	Mulungu	Tshibinda
température moyenne annuelle	20.4°	17.1°
moyenne des maxima	26°	22.5°
moyenne des minima	15°	11.5°
amplitude moyenne annuelle	11°	11°

Le second provient de la position en latitude et plus particulièrement de la durée de la saison sèche. Il divise le Kivu en deux vastes secteurs, de part et d'autre d'une ligne Makengere-Kibuye correspondant approximativement au 2^e de LS. Au nord. l'interruption des pluies est partielle et de courte durée. Inférieure à deux mois en tout et répartie sur deux périodes, juillet et janvier, elle a peu d'effet sur la vie agricole, puisqu'il n'y a aucun mois complètement sec. La situation est différente au Sud.

Si la *petite saison sèche* de janvier ou février n'est guère redoutable, la grande peut durer trois mois consécutifs (15 juin-15 septembre), avec un nombre de jours de pluie inférieur à 10, entraînant un ralentissement prononcé de la végétation et l'arrêt de la plupart des travaux agricoles. Bien que l'altitude diminue l'intensité de l'évaporation, le sud-Kivu a connu des sécheresses sévères et même totales pendant plus de deux mois.

113. La végétation et les sols

La variété des climats contribue à celle des paysages végétaux et le Kivu renferme à ce titre des merveilles. Bien qu'il ne présente pas d'intérêt agricole, on ne peut s'empêcher de citer le massif du Ruwenzori, magnifique exemple d'étagement, de la forêt dense au monde étrange des plantes *afro-alpines*. On y trouve les reliques

³ l'INERA (Institut National de la Recherche Agronomique), nouveau sigle de l'ex-INEAC (Institut National d'Etudes Agronomiques en Afrique Centrale).

d'une flore archaïque, préservée de l'effet destructeur des oscillations climatiques par les possibilités de refuge en altitude.

En dehors de ces splendeurs et de quelques autres protégées par l'administration des Parcs Nationaux, les paysages du Kivu ont subi l'empreinte profonde des hommes. Encore largement étendue sur le versant occidental, la forêt de montagne est beaucoup plus réduite à l'est. Du reste, elle ne paraît pas avoir existé dans la plus grande partie du fossé central. D'après H. Scaëtta, les bordures du lac Kivu étaient couvertes d'une forêt claire sub-xérophile, dont il subsiste un lambeau au centre sud de l'île d'Idjwi. L'homme a créé un peu partout des prairies ou des savanes et le déboisement du sommet des collines a été rendu définitif par l'action du vent et des troupeaux. Dans les régions de savanes originelles des plaines du lac Edouard et de la Ruzizi, le couvert arbustif a été appauvri par les brûlis.

Si l'étage de moyenne altitude, le plus densément occupé par l'homme, a subi les modifications les plus importantes, les zones d'altitude supérieure doivent leurs principales altérations, d'ailleurs beaucoup moins accentuées, à l'action des troupeaux.

Le Kivu compte une gamme de sols assez variés et généralement fertiles. Nous reviendrons sur leurs différentes possibilités lors de la présentation des zones. Toutefois, la classification d'après le substratum d'origine tend à s'effacer devant de nouvelles caractéristiques liées à l'action humaine. Les sols sont détériorés proportionnellement à leur pente par ablation de la couche d'humus, à la suite de pratiques culturelles défectueuses ou de surcharge pastorale. A peu près plats, les sommets des collines conservent généralement leur fertilité, avec la protection supplémentaire de la bananeraie. Par contre les versants livrés aux troupeaux ou aux cultures sarclées (souvent alignées dans le sens de la pente) subissent les effets de l'érosion : ravinements, décollements particulièrement nombreux dans les zones densément peuplées des environs de Bukavu.

114. Milieu naturel et vocations agricoles

Avec une saison végétative à paru près ininterrompue, une gamme importante de bons sols agricoles, souvent fertiles et même très fertiles, le Kivu dispose d'un excellent potentiel qui laisse espérer une mise en valeur sans problèmes. Ceux-ci n'ont cependant pas manqué et l'un d'entre eux est directement issu de l'originalité des conditions naturelles et plus spécialement de celle du climat. Il s'agit de l'adaptation de nouvelles espèces pour la diversification de l'alimentation et les exportations, la civilisation traditionnelle s'étant maintenue dans un cadre vivrier limité à quelques plantes,,

En effet, le climat du Kivu cumule des aspects doublement déroutants. D'une part, comme les autres climats d'altitude de même zone, il hésite entre le tempéré et le tropical. Tempéré, il l'est assurément et plus que le nôtre par sa faible amplitude thermique et l'absence d'hiver, mais ceci exclut plusieurs de nos plantes, qui ont besoin de plusieurs mois froids. Du monde tropical, il a la durée égale des jours et des nuits et les précipitations, mais la faiblesse des températures entrave la croissance des espèces du bas pays. En conséquence les arbres fruitiers européens ou le palmier à huile vivent, mais sans donner de fruits, pour des raisons opposées,

D'autre part, le climat du Kivu ne suit pas les exemples de sa catégorie. A cause de ses précipitations, il occupe une place à part : sauf en Amérique centrale, il y a peu d'exemple de régions intertropicales qui présentent des pluies modérées, tout en restant bien réparties. Dans les premières années de la colonisation, ce type de climat était très mal connu, à la différence des zones tropicales d'altitude classiques à forte pluviosité (Java, mont Cameroun, versant caraïbe de l'Amérique centrale ou des milieux plus contrastés à longue saison sèche comme l'Ethiopie, Madagascar ou

la Rhodésie, connus également depuis longtemps. Si les agronomes connaissaient bien les caractéristiques écologiques des plantes à acclimater, moins bien leurs marges de tolérance, ils ne savaient pas dans quelle mesure elles pourraient s'adapter aux indéfinissables conditions du Kivu.

N'ayant pas une longue expérience coloniale, les Belges ont étudié celle de leurs voisins et les Indes néerlandaises ont exercé sur eux une fascination durable, qui dépassait de très loin l'agronomie. Communauté linguistique ou admiration de néophytes pour l'efficacité de la *machine hollandaise* à Java ? Ce modèle qui a aidé au démarrage des plantations du bas pays s'est montré peu fécond au Kivu. Comparés aux précipitations enregistrées à Buitenzorg ou à Bandung, les faibles totaux de la région n'ont pas incité à l'optimisme et on y a longtemps tenu pour impossibles les cultures du thé et du quinquina.

Toutefois, si les lumières néerlandaises ne semblent avoir apporté au Kivu que la confusion, la colonisation anglaise au Kenya a été un exemple précieux et son avance chronologique a permis aux Belges d'en tirer parti. Le café arabica, le pyrèthre, sans compter le thé, doivent leur acclimatation aux Anglais des *White Highlands*. Par contre, l'élevage et le *mixed farming*, couramment pratiqués à l'est du Victoria, n'ont pas connu un grand succès au Kivu.

En fait les résultats sont très variables suivant les espèces. Parmi les trois grandes réussites agronomiques de la région, l'une (le café arabica) provient du domaine à longue saison sèche, deux (le thé et le quinquina) sont issues du milieu humide. Et contrairement au Kenya, ces trois plantes peuvent être récoltées partout. De la zone tropicale classique, la Kivu a retenu l'ananas, le manioc (quoi que son rendement et sa qualité soient très diminués par l'altitude) mais pas le coton (qui prospère dans les hautes terres de l'Ituri), l'arachide ou le palmier à huile. Les agrumes méditerranéens viennent à maturité, mais ils sont insipides et gorgés d'eau, faute d'un ensoleillement suffisant. La vigne a également échoué, malgré les efforts déployés par les premiers missionnaires. Parmi les espèces réputées tempérées, les légumes verts, les fraises, les tomates, la pomme de terre et même le blé connaissent un succès remarquable, au point de s'intégrer (c'est le cas des deux dernières plantes) dans l'alimentation africaine. Par contre, nous avons vu que les arbres fruitiers européens (dont le poirier, qui s'est bien acclimaté au Kenya) ne portent pas de récolte.

Des possibilités aussi variées ont été longues à connaître et ont demandé plus d'une génération de recherches souvent infructueuses

115. Conclusion : un cadre varié, mais contraignant

Le milieu naturel du Kivu se caractérise avant tout par l'intensité du morcellement topographique et climatique, chaque élément géographique introduit une division qui ne correspond que rarement aux autres,

Même les lignes de force géologiques, qui paraissent si nettes et si bien marquées dans certains paysages, ne conservent pas partout leur belle direction méridienne. Les recoupements au niveau du lac Kivu introduisent un élément décisif de complication. Perpendiculaire aux précédentes, la ligne des Virunga fait de même, notamment avec les réorientations imposées au réseau hydrographique. Si le relief qui en découle n'est pas dépourvu de traits généraux vigoureux, ceux-ci ne s'imposent pas suffisamment au paysage pour conférer aux Hautes terres une unité comparable à celle des *Highlands* du Kenya. De plus, en détruisant les surfaces, la vigueur de la reprise d'érosion est à l'origine d'un morcellement au niveau du modelé.

Utilisées en désespoir de cause, les expressions "*trottoir des hautes terres*" ou "*axe du Kivu d'altitude*" correspondent à une vision à petite échelle qui ne tient pas

compte de l'intensité de la différenciation topographique. En altitude comme en surface, celle-ci pousse à l'extrême une double division.

Quant au climat, non content d'exploiter les contrastes du relief, il introduit les siens inattendus dans une région d'aussi faible étendue. Les variations latitudinales, qui devraient se limiter à de simples nuances, sont accentuées par la position longitudinale du Kivu. Au delà de son application aux données de la topographie, le climat introduit son propre quadrillage, superposé à celui du relief.

Cette variété sans limite n'a pas facilité la mise en valeur. Il a fallu de longues recherches pour parvenir à une connaissance convenable du milieu naturel, et les expériences agricoles en ont été retardées d'autant. Les généralisations hâtives sont à l'origine de nombreuses erreurs. Enfin le morcellement du relief a entraîné un isolement interne et externe particulièrement contraignant et difficile à surmonter.

12. REPARTITION DE LA POPULATION

121. Une population dense

Pour le voyageur aérien venu des savanes ou des forêts du Maniéma, le survol du Kivu apporte un changement total. Après les interminables immensités vertes, qu'il faut fixer attentivement pour y trouver des traces d'occupation humaine, c'est la brusque découverte des dômes dénudés du Ngweshe : *vieux pays* écorchés usés, érodé par l'homme et ses activités. Au lieu du vert, domine le rouge d'un terroir intensément cultivé. Autour des bananeraies, des champs de petite taille, innombrables, aux contours irréguliers, occupent la presque totalité des pentes. A la place des gros villages classiques, on trouve un semis de petits enclos, comptant chacun quelques cases, reliés entre eux par un réseau très serré de sentiers piétonniers. En comparaison de la solide empreinte de la civilisation traditionnelle, le monde moderne et ses lignes droites paraît singulièrement minoritaire : une route carrossable traverse parfois la paysage et on distingue quelques plantations.

Au delà du contraste des paysages, le Kivu d'altitude se distingue des autres régions du Zaïre par son niveau élevé de peuplement, que l'habitat dispersé dissimule d'abord au voyageur. Avec 3370000 h, la région administrative dépasse de peu celle du Haut Zaïre et se situe au premier rang dans la République (alors qu'elle n'occupe que le 4^e pour la superficie). La population du Kivu d'altitude est plus difficile à calculer, faute de correspondance des unités administratives. En retirant toute la sous région du Maniéma et les deux zones de Shabunda et de Walikale, entièrement comprises dans les étages de basse altitude, nous obtenons une entité administrative, *Hautes Terres du Kivu* (HTK) qui regroupe un nombre d'habitants (2546000 h) supérieur à celui du Kivu d'altitude stricto sensu : avec 75550 km² l'entité HTK comprend encore de vastes zones de basse altitude, mais leur poids démographique est faible (à l'exception de la plaine de la Ruzizi : 133000 h dans la zone d'Uvira qui lui correspond approximativement).

C'est pourquoi, la superficie du Kivu d'altitude (au dessus de 1500 m) que nous avons évaluée à 25000 km² peut être difficilement rapportée à un chiffre exact de population, qui devrait être compris entre 2 et 2,2 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 80 à 90 h au km², sensiblement inférieure à celles du Rwanda (117) et du Burundi (121), mais chiffre peu significatif dans une région qui a plus de raisons que d'autres de connaître une répartition contrastée de peuplement.

En effet, celui-ci a dû surmonter les multiples contraintes du milieu naturel. Le niveau de densité atteint montre qu'il s'en est pas trop mal tiré, ce qui a posé de nombreux problèmes diversement résolus.

122. Les modalités du peuplement

1221. Le peuplement d'altitude

Dans l'ensemble du Kivu d'altitude, la population marque d'abord une nette prédilection pour des sites compris entre 1200 et 2200 m, chaque région ayant des étages d'occupation humaine beaucoup plus restreints : 1460 à 1850 m au Bushi, 1600 à 2200 m au Bunande, 1200 à 1900 m chez les Banyabwisha.

Les limites des noyaux de population correspondent trop souvent à des données artificielles (frontière) ou topographiques évidentes (lacs, escarpements) pour qu'il soit facile de déterminer à coup sûr un *plancher* et un *plafond* infranchissables.

Aucun groupe important ne paraît, avant la période de la colonisation, s'être risqué au dessous de 1200m. La descente des Bashi et des Banande ayant été contrariée par des obstacles topographiques, seuls les Banyabwisha, favorisés par la pente douce des plateaux de Rutshuru, ont amorcé un glissement qui s'est arrêté aux environs de 1200 m. Au delà a longtemps sévi la trypanosomiase, dont Pierre Gourou a établi l'incompatibilité avec le peuplement au Rwanda et au Burundi. L'explication paraît aussi valable pour le Kivu : aucun groupe important, avant la colonisation, ne s'est risqué au dessous de l'isohypse de 1200 m. Actuellement, seule la plaine de la Ruzizi où la maladie a été éliminée offre l'exemple d'une implantation appréciable : 133000 h sur 3150 km² (soit 42 h/km²).

Par contre les limites supérieures ont été beaucoup plus fréquemment atteintes et sont donc mieux définies. Au nord, les Banande ont poussé jusqu'à 2200 m, limite extrême de l'agriculture : la croissance de la végétation est trop lente au delà,

Au Bushi, malgré de fortes densités, le peuplement n'a pas dépassé 1850-1900 m. La ligne est très nette dans le paysage et semble correspondre à la limite écologique du bananier. Au sud-ouest du lac, le vent, auquel la plante est très sensible, peut imposer une limite inférieure, fidèlement suivie par les Bahavu et qui confirme cette hypothèse.

1222. Peuplement et modelé

L'attachement des Bashi à leurs bananiers et l'influence des vents ne suffisent pas à expliquer cette différence de limite. A l'intérieur de l'étage défini plus haut, les populations utilisent le milieu collinéen d'une manière identique. Il n'y a personne dans les fonds plats et parfois insalubres et les pentes ne sont occupées que sporadiquement dans les régions les plus peuplées: Ngweshe, environs de Bukavu. Les habitants s'établissent constamment sur les sommets des collines qu'ils soient regroupés en villages (cas du Nord) ou dispersés en *rugo* (enclos du Sud). En fait, les plus hautes densités de population correspondent exactement aux altitudes moyennes des sommets de collines, ce qui explique la différence de comportement entre Bashi et Banande. Au nord le niveau est élevé 1850-1900 parfois 2000 m. Au sud, les gradins de faille se succèdent de 1500 à 1900 m, avec une ampleur plus grande entre 1600 et 1800 m, où la majorité de la population a pu s'installer.

A partir d'un niveau de base collinéen, les Banande avaient d'autres raisons de s'élever. L'exiguïté d'un terroir moins fertile s'est révélée plus tôt qu'au sud et les possibilités d'extension étaient plus grandes dans les étages supérieurs cultivables (les conditions climatiques y sont plus favorables qu'au sud), qu'au dessous où les pentes sont trop fortes (Buholu).

1223. Les noyaux de population et leurs causes

Tous les sommets de collines compris entre 1200 et 2000 m sont loin d'être tous occupés, La carte révèle un peuplement en noyaux, séparés par de vastes espaces à peu près vides.

Au sud, les Bashi et les Bahavu forment un groupe assez compact : 770000 h (y compris la ville de Bukavu) en 1970. On y trouve les plus fortes densités rurales du Zaïre : 144 h/km² dans la chefferie de Ngweshe (156 dans le terroir traditionnel), 135 h/km² dans celle de Kabare, qui contiennent pourtant de vastes territoires inutilisés : une analyse plus fine révélerait des densités beaucoup plus élevées : 256 h/km² sur la colline de Bushumba près de Bukavu, dès 1959.

Le noyau du nord est d'une taille comparable : 700000 h regroupés presque totalement dans le triangle des Hautes Terres des zones de Beni et Lubero. Les densités générales (pour les superficies au dessus de 1500 m) sont moins élevées qu'au sud : 57 au lieu de 74 h/km², Mais le peuplement est très concentré entre Butembo et Lubero où il atteint couramment plus de 200 h/km² et les espaces périphériques, pourtant d'altitude comparable, sont faiblement peuplés.

Au centre-nord, deux noyaux moins importants sont séparés par des vastes étendues vides (dont le parc des Virunga), Celui-ci exclu, la densité des territoires habitables de la zone atteint 119, le plus haut niveau de peuplement étant enregistré à Rutshuru chez les Banyabwisha, bien que l'effectif le plus élevé corresponde au Masisi-Bwito (noyau Itombwe et immigrants rwandais).

Les noyaux sont très inégalement répartis dans l'ensemble du Kivu. Malgré l'importance de ses hautes terres, le vaste plateau de l'Itombwe, au dessus de Bukavu, est resté à peu près vide. Les habitants du Kivu s'entassent dans la partie orientale, laissant inoccupés des espaces considérables du versant ouest, d'accès difficile, mais prometteurs. Enfin, même dans la partie la plus peuplée, subsistent des zones intercalaires sous utilisées: entre Banande et Bwito, entre nord et sud Kivu à la hauteur de l'escarpement de Makengere.

Le système d'expansion pratiqué peut expliquer ce faible dynamisme spatial : les noyaux de peuplement semblent s'être élargis en *tache d'huile*, en maintenant constamment une relation continue avec le centre.

Partis du lac, les Bahavu ont buté sur une ligne de hauteurs abruptes, au dessus de la limite écologique du bananier, Ils se sont entassés sur place plutôt que d'aller défricher des terrains de l'autre côté car ils auraient été coupés par la crête de leur milieu d'origine, où l'altitude très élevée empêchait d'établir une solution de continuité. Au contraire, l'expansion des Bashi vers l'ouest (dans le Ngweshe) a été servie par un accès facile à l'autre versant (abaissement de la crête à 1900 m au niveau de Kabare, en deçà de la limite du bananier, ce qui permettait de maintenir un peuplement continu.

Dès qu'elle atteint une certaine dimension l'expansion du noyau est aussi bloquée. par les divergences de comportement entre le centre et la périphérie. Mieux pourvus, les habitants des bordures manifestent peu de volonté d'expansion. Des gens du centre doivent choisir entre l'entassement et une migration aventureuse au delà des positions des premiers

Le relief et l'enracinement des populations ont ainsi créé un système de capitalisation. sur place des excédents démographiques, ce qui peut contribuer à expliquer le haut niveau de densité atteint localement, et l'importance de superficies restées vides jusqu'à une époque récente.

La remarquable fidélité du peuplement au biotope collinéen quand il est inclus dans certaines limites altitudinales resserre déjà fortement le champ d'action de la civilisation traditionnelle. Son faible dynamisme spatial ne lui a même pas permis de prendre possession de l'ensemble du terrain correspondant à la définition précédente.

123. Essai d'interprétation des densités

Ce type d'organisation spatiale a permis l'accumulation de densités énormes (en regard de la cuvette centrale) ou remarquables (par rapport à l'Afrique orientale qui a de nombreux noyaux fortement peuplés) comparables à celles du Rwanda Burundi tout proche. Dans quelle mesure l'interprétation par Pierre Gourou des fortes densités du territoire sous tutelle est-elle applicable au Kivu ?

1231. Similitude des facteurs naturels

Les facteurs naturels sont comparables et le Kivu paraît même offrir des potentialités supérieures : il est plus vaste avec une bande continue de hautes terres, plus contrasté (les niveaux collinéens ont des altitudes variées) et surtout plus humides de Bukavu à Beni 1200 à 1500 mm tandis que la moitié est du Rwanda (au delà de Kigali) reçoit moins de 1100 mm. Le Kivu possède de vastes étendues de sols fertiles d'origine volcanique (bien que les plus fortes densités de population n'y correspondent pas), rares au Rwanda (limités aux régions de Ruhengeri et de Shangugu) et inconnus au Burundi.

1232. Forces et faiblesses du mouvement naturel

Le Kivu connaît une forte natalité avec 55 à 60 pour mille, le Bushi et le Buhavu détenant en 1958 le record⁴ du Zaïre. Les taux de fécondité du Nord et du Sud se largement au dessus des moyennes nationale (171) et régionale (198) et ils contrastent nettement avec ceux du bas pays : avec 129 le Maniéma assure tout juste le renouvellement des populations existantes.

DONNEES DEMOGRAPHIQUES PAR SOUS-REGION

	sud-Kivu	nord-Kivu	Maniéma	Kivu	Zaïre
natalité (taux brut pour 1000h)	52.3	49.4	34.3	47.2	42.7
fécondité générale (taux global)	211	226	129	198	171
Mortalité (taux brut pour 1000h)	38.3	27.0	26.0	29.7	25.3
mortalité (enfants de moins de 5 ans)	379	293	301	329	291
accroissement naturel (pour 1000h)	14.0	22.4	0.83	17.5	17.4

Jusqu'en 1958, l'existence de taux de mortalité élevés réduit fortement le rythme d'accroissement de la population. Au sud Kivu, plus du tiers des enfants meurt avant cinq ans ce qui élève le taux de mortalité au niveau record de 38,3% et abaisse le taux d'accroissement annuel au dessous de la moyenne zaïroise. Au niveau du Kivu administratif, l'importance de la mortalité annule les effets d'une fécondité élevée. La population du Kivu d'altitude ne s'accroît donc pas beaucoup plus vite que celle de l'ensemble.

La situation ne paraît pas très différente au Rwanda Burundi. Pierre Gourou y signale le mauvais état sanitaire, lié à des conditions d'hygiène déplorables et à la salubrité très relative du milieu. Enfin l'accroissement de la population n'étant pas plus important qu'ailleurs, il ne permet pas d'expliquer directement le niveau de densité atteint jusqu'à cette date.

1233. Effets de l'organisation sociale

Comme au Rwanda Burundi, ni les données naturelles, relativement favorables, ni la démographie ne font apparaître de cause déterminante, Pour Pierre Gourou, c'est l'organisation sociale Nilo-hamite (Batutsis du Rwanda et du Burundi) qui a eu un effet décisif en fixant la population par des liens étroits (contrats de bétail) et en

⁴ Anatole Romaniuk, *La fécondité des populations congolaises* IRES, Mouton 1967

assurant une relative stabilité politique (donc la capitalisation des excédents démographiques au-dessus de la limite supérieure de la trypanosomiase).

Le peuplement du Kivu est venu de l'est, ce qui explique la situation géographique des noyaux en face des points de passage les plus commodes : Bashi au sud du lac Kivu, Banyabwisha et Bahunde à proximité de la digue des Virunga, Banande au nord du lac Edouard. La région a également été affectée par les invasions nilo-hamites⁵ venues du Rwanda (aristocratie Baluzi du Bushi) ou des royaumes interlacustres de l'Ouganda occidental (Banande). Mais l'apport numérique a été beaucoup plus faible. Il n'y a pas eu de peuple ou de classe ayant conservé sa spécificité comme au Rwanda Burundi. Mais le type d'organisation sociale implanté, soit directement par superposition au fond bantou, soit indirectement par installation d'une population venue de l'est déjà stratifiée paraît comparable : contrats fonciers liant fortement les paysans au sol, avec bétail (au Bushi) ou sans bétail (cas des Bashu du Bunande⁶). Dans le dernier cas, l'organisation sociale paraît avoir survécu à la quasi disparition de son facteur fondamental : l'élevage.

L'interprétation de Pierre Gourou paraît donc bien applicable au Kivu, avancée extrême et récente des civilisations interlacustres, marquées directement ou indirectement par les invasions nilo-hamites. Mais contrairement aux habitants du Rwanda Burundi, les habitants du Kivu n'ont pas encore eu le temps de prendre possession de l'ensemble de leur terroir par coalescence des noyaux d'origine.

A l'arrivée des Européens, le Kivu est déjà fortement peuplé par une masse solidement enracinée. Mais l'emprise très inégale des populations traditionnelles laisse de vastes espaces disponibles qui feront longtemps illusion. De plus, la répartition de la population accentue l'aspect linéaire d'un Kivu d'altitude déjà fortement allongé du nord au sud et qui gagnerait à prendre de l'épaisseur.

L'existence de noyaux solidement implantés et bien individualisés en altitude comme en surface crée une géographie humaine plus simple qui contraste avec la complexité du milieu naturel (au contraire du Maniéma, où l'homogénéité du milieu naturel est compensée par l'extrême diversité de la carte ethnique),

Enfin, la répartition de la population correspond à un premier type de mise en valeur, qui définit l'étage (1200 à 2200 m) et l'espace (le long du graben) privilégiés au Kivu et crée des lignes de force dont les opérations ultérieures devront tenir compte,

124. Conclusion

Comme le milieu naturel, la civilisation traditionnelle apparente le Kivu aux pays interlacustres de l'Afrique Orientale : Rwanda, Burundi, Ouganda, et même Kenya et Tanzanie, également influencés par la forte organisation sociale des pasteurs nilo-hamites,

La capitalisation régulière d'excédents de population est responsable d'une charge démographique importante : plus de 10 % du total zaïrois. Un taux de mortalité exceptionnellement élevé a longtemps limité l'accroissement naturel, à un taux proche (en 1958) de la moyenne zaïroise. L'amélioration des conditions d'hygiène pourrait permettre à une fécondité d'une ampleur remarquable de donner tout son effet.

Des modalités de répartition de la population ont créé un premier type d'organisation géographique dont toutes les tentatives ultérieures devront tenir compte : les lignes

⁵ soit directement par superposition au fond bantou, soit par l'installation d'une population venue de l'est et déjà stratifiée.

⁶ Les Bashu (rameau du peuple nande) n'ont pratiquement pas de bétail (effets de l'élévation des densités. Il est élevé dans la vallée de la Seniki par des pasteurs nilo-hamites, les Bahima : cas paradoxal d'inversion des milieux signalé par P. Gourou.

de force du Kivu passent par les collines de l'étage de moyenne altitude du versant oriental de la dorsale.

Ce type de mise en valeur a fait du Kivu un *trottoir de Hautes Terres* aux caractéristiques agricoles homogènes excluant toute exploitation de milieux complémentaires comme c'est le cas pour d'autres systèmes montagneux.

De vastes espaces sont restés apparemment vacants pour d'autres activités. et ont fait naître beaucoup d'illusions chez les premiers colonisateurs.

13. UN ISOLEMENT EXCEPTIONNEL

131. La dureté des conditions naturelles

Bien partagé quant au climat et aux sols, sans compter la beauté des paysages, le Kivu subit par contre un isolement prononcé, d'autant plus important qu'il n'a jamais été surmonté : la nature et l'histoire semblent s'être coalisées pour mettre en échec tous les efforts de liaison tentés jusqu'à présent.

1311. Les effets du relief

La région présente d'abord des difficultés communes à toutes les zones montagneuses : fortes pentes, escarpements qui entraînent un allongement des distances et la construction d'ouvrages d'art fréquents et coûteux. Favorable à l'agriculture, l'humidité constante attaque les chaussées et accélère les effets de l'érosion. Chaque voie de communication doit recevoir un entretien régulier sous peine de disparaître en quelques mois, Dans les régions les plus faiblement peuplées, la forêt constitue un obstacle supplémentaire. Tant pour la construction que pour son entretien, le réseau de communications représente une charge très élevée.

Dans la plus grande partie du pays, les transports doivent se plier aux contraintes du relief des collines. S'ils suivent les sommets les itinéraires ne peuvent s'y maintenir bien longtemps et doivent perpétuellement monter et redescendre. Grâce à leurs fonds plats les vallées permettent d'éviter cet inconvénient, mais l'allongement du tracé, qui doit s'accommoder de nombreux méandres compense la régularité du profil., sans compter les travaux de surélévation nécessaires pour éviter les inondations. Quel que soit le tracé adopté, les kilométrages routiers représentent souvent le double de la distance à vol d'oiseau, comme le montre l'exemple du Rwanda, où les conditions naturelles sont semblables.

EXEMPLES D'ITINERAIRES ROUTIERS

Trajets en km	à vol d'oiseau	route	coefficient
Butare-Kigali	80	136	1.70
Gisenyi-Ruhengeri	46	63	1.37
Shangugu-Butare	94	155	1.65
Shangugu-Kibuye	69	133	1.92
Kibuye-Gisenyi	40	115	2.88

Assurant le contournement de la bordure est du lac Kivu, les deux derniers trajets accumulent les difficultés : la route est perpendiculaire au réseau hydrographique et aux alignements dominants des collines et elle doit contourner les baies du lac, particulièrement profondes de ce côté.

Les conditions ne sont plus favorables que dans des secteurs très localisés : plaines de la Ruzizi et de la Rwindi, environs de Rutshuru, où existent d'importantes étendues planes.

1312. Effets du morcellement

Au niveau régional, aucun axe ne présente de facilités réelles. Le graben lui-même est encombré d'obstacles : son altitude varie de 700 à 2000 m, avec des variations brutales (gorges de raccordement de la Ruzizi) et pour assurer une circulation terrestre continue, il faut contourner les lacs. En fait, le fossé quand il existe n'offre que des conditions localement favorables : navigation lacustre ou traversée rapide des deux principales plaines. Les relations inter-bassins, indispensables à l'unité de la région, sont difficiles, notamment entre le Tanganyika et le Kivu. Par contre la situation est sensiblement meilleure au nord où les Virunga ne forment nulle part un obstacle. Mais le fossé est alors occupé par le parc national, voué à la protection de la nature et par conséquent vide d'habitants et le lac Edouard est trop petit pour présenter un intérêt régional au plan des transports.

La circulation est confrontée en permanence au dilemme suivant : utiliser les lacs au prix de transbordements coûteux qui en annulent les avantages, ou construire une voie terrestre homogène, qui pour éviter les ruptures de charges, oblige à des contournements difficiles. Si le Tanganyika, véritable mer intérieure internationale est assez vaste pour justifier des déchargements, il n'en va pas du même du Kivu. Cependant, celui-ci offre d'importantes facilités de navigation, jusqu'au fond de ses baies les plus reculées, qui contribuent à en compliquer le contournement :

Bukavu-Goma:	par bateau	95km
	par la rive occidentale (Zaïre)	199km
	par la rive orientale (Rwanda)	248km

rendant les communications terrestres très difficiles et parfois impossibles entre le nord et le sud du lac et donc les deux Kivu. Quant à la dorsale occidentale, elle a été trop disséquée par l'érosion pour offrir un trottoir convenablement utilisable. A l'exception de trop courts tronçons sur les plateaux (dont l'Itombwe, qui n'offre guère d'intérêt puisqu'il est vide d'habitants) les routes progressent trop lentement à travers le classique modelé en collines,

1313. Les effets de la continentalité

Ces difficultés pourtant importantes paraissent réduites en regard de celles qui découlent de la situation continentale du Kivu. La région des Hautes Terres ne présente aucune porte de sortie commode vers l'extérieur. A l'ouest il faut franchir la dorsale et son relief accidenté, et traverser les épaisses forêts du Maniéma avant de rencontrer un cours d'eau navigable. Du côté est, une vaste zone de collines (Ouganda occidental, Rwanda, Burundi) sépare le Kivu des savanes plus aisément franchissables de l'Afrique Orientale. Partout, l'efficacité de l'écran est due à son épaisseur, bien plus que des obstacles ponctuels, peu redoutables, à l'exception de l'escarpement de Kamaniola qui verrouille Bukavu au sud.

De plus, la région est particulièrement éloignée des océans : 1900 km à vol d'oiseau séparent le Kivu de l'Atlantique. Cette distance déjà importante doit être augmentée pour les transport de surface à travers une immense zone forestière. L'océan Indien est plus proche (1200 km à vol d'oiseau), sans obstacle végétal, mais le trajet ne comporte pas d'axe navigable et doit franchir la *rift valley* orientale. Des deux côtés, le voyage est long et difficile, au cœur d'une Afrique équatoriale tardivement reconnue.

Au-delà des obstacles du climat et du relief, la distance kilométrique constitue l'inconvénient majeur, qui maintient le Kivu dans l'isolement, à la différence d'autres pays apparemment mieux protégés : malgré les hautes murailles qui le séparent du bas pays, le bastion éthiopien a toujours maintenu des liens ténus avec l'extérieur.

Par contre le Kivu, qui est loin de dresser de tels obstacles est resté inconnu du monde entier jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Région de montagne au plus profond d'une Afrique centrale marquée par des liaisons difficiles et aléatoires, le Kivu subit un isolement au deuxième ou au troisième degré, aggravé par celui des régions périphériques. Pour y remédier, les conditions générales laissent prévoir des coûts de construction élevés et un seul moyen de transport réellement possible partout, la route, la voie d'eau ne pouvant assurer qu'un trafic local, et le chemin de fer étant condamné par les fortes pentes.

132. Des infrastructures insuffisantes

Bien que la mise en valeur du Kivu d'altitude soit retracée en second lieu, nous avons pensé que le problème historique des transports avait une importance prioritaire justifiant son examen la première partie, avec les autres aspects structureaux.

1321. Échec du chemin de fer

De grands projets ont cependant vu le jour dès le début du XX^e siècle, pour équiper l'est du Congo et en faire un des carrefours de l'Afrique centrale. En fondant la *Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux grands lacs africains*, le groupe Empain voulait construire deux lignes partant de Kisangani et aboutissant respectivement aux lacs Albert et Tanganyika. La première liaison n'a jamais été réalisée et la seconde l'a été à l'écart du Kivu, avec l'achèvement de chemin de fer Kabalo-Kalémié en 1915.

L'essor des Hautes Terres a partir de 1920 suscite une nouvelle tentative de mise en valeur. L'acte constitutif au CNKi (*Comité National du Kivu*) auquel participent l'Etat, la Société générale et le groupe Empain, l'oblige à réaliser rapidement une liaison ferroviaire Tanganyika-Kivu. Le Cefaki (chemin de fer du Kivu) est entrepris en 1929 et arrive à Kamaniola le 20 décembre 1931 après avoir traversé sans trop de problèmes la plaine de la Ruzizi où la pente moyenne est faible (139 m sur 93 km entre Kalundu et Kamaniola). Les véritables obstacles se trouvent au delà : plus de 500 m de dénivellation sur une courte distance (30 à 40 km), de la plaine au lac Kivu et pour le tracé une dure alternative entre les escarpements et les gorges de la Ruzizi, le choix étant d'autant plus aléatoire qu'aucune étude sérieuse n'avait été réalisée. L'obstacle géographique aurait peut-être été surmonté si la crise économique et les embarras financiers du CNKi ne s'y étaient ajoutés, mettant le Cefaki dans l'obligation de renoncer au dernier tronçon.

Coûteux dans sa réalisation (on avait dépensé 167 millions de francs entre Kalundu et Kamaniola, soit plus de trois fois le capital de la société du chemin de fer), le Cefaki inachevé s'est révélé plus encombrant qu'utile. Constamment déficitaire, il a coûté à l'Etat qui l'a repris, deux fois plus en moyenne qu'il ne lui rapportait : 4F la t/km en 1954, pour 2 F de recettes. A cette date, le Cefaki était le chemin de fer le plus cher du Congo belge et aussi le plus incommode, à cause du transbordement obligatoire à Kamaniola.

Le chemin de fer s'est donc montré incapable de débloquent les Hautes Terres du Kivu. La géographie et la méconnaissance qu'on en avait à l'époque y sont pour beaucoup. Si l'on peut pardonner au baron Empain d'avoir pris pour un carrefour une région encore largement inexplorée, les bâtisseurs du Cefaki sont beaucoup moins excusables. Les conditions financières ont également joué leur rôle. Dans une région qui exigeait des investissements élevés avec des perspectives de profit lointaines, les sociétés privées, habituées à des opérations plus faciles, ont renoncé à deux reprises. La séparation de leurs activités (voir 2^e partie) leur a permis de continuer à occuper la place tout en cessant leur effort, les dépenses d'infrastructure étant supportées par un état colonial peu enclin à tenter de nouvelles aventures.

1322. Échec du plan décennal

Un état d'esprit nouveau apparaît après la deuxième guerre mondiale avec la préparation du Plan décennal. Le pouvoir colonial souhaite faciliter la création d'un vaste marché intérieur, et par conséquent moderniser un système de transports trop exclusivement fondé sur l'exportation, en créant des liaisons interrégionales. Un instrument pour cet objectif le réseau routier, promu du rôle de serviteur (*feeder line*) des autres moyens de communication à celui de transporteur autonome à 'grande distance. Souple, moins coûteuse à la construction comme à l'utilisation pour de faibles tonnages, la route est mieux adaptée à ce nouveau type de liaison que le chemin de fer. Dans les projets établis à la fin de 1948, on prévoit de lui affecter le quart du capital à investir, soit la moitié de la part des transports.

Le Kivu, qui ne possède en 1947 que 10% du modeste réseau routier de la colonie, un chemin de fer inutile et quelques liaisons lacustres, voit se dessiner d'intéressantes perspectives d'équipement. En première priorité, le Plan décennal a placé l'itinéraire le plus apte à rompre l'isolement de la région : Bukavu-Kisangani, avec un embranchement Walikale-Goma. Les autres projets présentent également un intérêt considérable : en deuxième priorité, figure l'axe ouest-est Matadi-Kindu-Bukavu, dont la partie terminale ouvre une seconde liaison entre le Kivu et le Fleuve. Enfin l'axe nord-sud (3^{ème} priorité) Aba-Lubumbashi par Fizi, Bukavu, Goma, Beni, Irumu, peut donner à la région son épine dorsale (*trunk line*), où viendront se greffer les routes secondaires. Pour la première fois, les problèmes du Kivu apparaissent au premier plan des préoccupations coloniales et les solutions proposées semblent en mesure d'apporter enfin aux Hautes Terres l'équipement de base indispensable à leur mise en valeur.

Malheureusement, les coûts de construction ont été largement sous-évalués, et les premiers travaux font apparaître l'énormité du capital à investir pour assurer une complète réalisation du Plan décennal. De leur côté, les transporteurs traditionnels, publics ou privés, considèrent avec inquiétude l'essor de la route. Leur point de vue l'emporte en 1954 : les projets routiers sont abandonnés à 80 %.

Après l'échec des entreprises ferroviaires, c'est une deuxième déception pour le Kivu qui ne retire du Plan que quelques tronçons épars de routes revêtues, et un axe Kalundu-Bukavu également asphalté. Cette ultime réalisation coloniale, destinée à remplacer l'onéreux Cefaki enfin fermé, ne pourra même pas être efficacement utilisée, le passage le plus difficile, Bukavu-Kamaniola, ayant été construit en territoire rwandais, étranger à partir de 1960. A l'obstacle administratif et douanier s'est ajouté un péage assez lourd pour les véhicules zaïrois qui paient en quatre ans l'équivalent du coût de construction d'une route moderne, sur la rive droite de la Ruzizi entre Bukavu et la plaine.

Pour des raisons différentes, techniques en 1931, administratives à partir de 1960, le chemin de fer et la route ont buté sur le redoutable escarpement ruzizien, maintenant le Kivu à l'écart du réseau congolais.

1323. Inadaptation de la politique des transports aux besoins du Kivu

La pauvreté du réseau est aussi issue de la rigidité des principes coloniaux en la matière, particulièrement inadaptés aux conditions naturelles de la région. Justifiée dans la cuvette centrale, où le Zaïre et ses affluents forment le plus beau réseau navigable d'Afrique, l'utilisation prioritaire de la voie d'eau pour des liaisons à longue distance ne pouvait s'appliquer à des lacs de petite étendue (à l'exception du Tanganyika). Pourtant on s'est entêté dans cette vision du problème, au point de tenter une liaison ferroviaire conforme au 2^{ème} principe : en cas de défaillance de la voie d'eau, construire une voie ferrée de raccordement (type Kisangani-Ubundu). Avec le Cefaki, l'échec ne s'est pas fait attendre.

En conséquence et puisque la route, aux yeux des experts, ne devait pas remplir ce rôle, le Kivu est resté jusqu'à la fin de la période coloniale dépourvu d'axe de transport lourd (à l'exception de la route Bujumbura-Bukavu) et obligé d'utiliser pour cela des axes routiers insuffisants et précaires. Il n'est pas douteux que le développement de la région en a été retardé.

LES ITINERAIRES D'EVACUATION A PARTIR DE BUKAVU, GOMA OU BENI

Itinéraires en km	voie d'eau	rail	route	total	rupture charge	manu- tentions	durée
Voies nationales							
BKV ⁷ - Kisangani			632				hors service depuis 1960
Kisangani- KIN ⁸	1734						
KIN- Matadi		366					
Total BKV-Matadi via Kisangani	1734	366	632	2732	2	3	26 j. BKV-KIN +/- 31 j. KIN-BKV
BKV-Kalundu			135				
Kalundu-Kalémié	345						
Kalémié-Kindu		714					
Kindu-Ubundu	310						
Ubundu-Kisangani		125					
Kisangani-KIN	1734						
KIN-Matadi		366					
Total BKV-Matadi via Kindu	2389	1205	135	3729	6	7	6 sem. minimum
BKV-Kalundu			135				
Kalundu-Kalémié	345						
Kalémié-Ilebo		1728					
Ilebo-KIN	798						
KIN-Matadi		366					
Total BKV-Matadi via Ilebo	1143	2094	135	3372	4	5	
Beni-Mambasa-Kisangani-KIN-Matadi	1734	366	752	2852	2	3	10 j. Beni-KIN / 16 j. KIN-Beni
Voies de l'est							
BKV-Kalundu			135				
Kalundu-Kigoma	230						
Kigoma-Dar es Salaam		1245					
Total BKV-Dar es Salaam	230	1245	135	1610	2	3	6 à 8 j.
Goma-Kasese			212				
Kasese-Mombasa		1661					
Total Goma-Mombasa		1661	212	1873	1	2	8 à 10 j.
Beni-Kasese			130				
Kasese-Mombasa		1661					
Total Beni-Mombasa		1661	130	1791	1	2	8 à 10 j.

⁷ Bukavu (BKV).

⁸ Kinshasa (KIN).

En 1960 les communications du Kivu avec l'extérieur reposent sur des routes d'intérêt local ou provincial, conçues pour alimenter des axes d'une capacité d'écoulement supérieure qui n'ont jamais été construits. Une partie du réseau (l'axe nord-sud notamment) travaille au dessus des capacités. Mais les insuffisances structurelles sont tempérées par un entretien régulier, qui assure un fonctionnement d'ensemble très convenable. Au demeurant, le réseau n'est pas proportionnellement inférieur à celui des autres provinces (12% du kilométrage pour 11% de la superficie de la colonie) et il comporte une assez grande part de routes d'intérêt général entretenues aux frais de l'administration centrale.

133. Fonctionnement du système de transport colonial

N'étant pas parvenue à rattacher le Kivu au reste du Zaïre par une bonne infrastructure, l'administration coloniale a cherché à obtenir le même résultat en orientant le fonctionnement du réseau local vers l'ouest, conformément au principe de la *voie nationale* : les transporteurs sont fortement incités à effectuer l'ensemble du parcours en territoire belge ou sur des navires belges, avec deux points de passage rendus obligatoires par l'exigüité des deux façades maritimes : Anvers et Matadi.

Ce n'était pas facile : 3779 km séparent Bukavu de Matadi via Kindu avec 6 ruptures de charge. En 1956, après l'achèvement du chemin de fer Kamina-Kabalo, la distance a été réduite à 3372 km et les transbordements à 4. La situation au Nord-Kivu n'était pas meilleure : des liaisons malcommodes à partir de Goma pour rejoindre Kisangani (1200 km de mauvaise route) ou Mungbere (terminus du chemin de fer des Uélés, menant également vers le fleuve Congo). Tous ces parcours demandent au moins un mois, alors que quinze jours suffisent pour aller de Matadi à Anvers, sans compter les retards, les avaries et les pertes,

Le transit à travers l'Afrique orientale étant naturellement plus rapide et moins coûteux, les autorités coloniales ont établi des tarifs réduits, mettant l'itinéraire Kivu-Atlantique à parité de prix avec la voie de l'océan Indien (et même au-dessous de 1930 à 1932). Cet avantage financier, auquel s'ajoutaient des facilités douanières (pas de frontière à franchir de Bukavu à Anvers) ont permis à l'ouest de drainer la majorité du trafic du Kivu jusqu'en 1960, notamment 80% des exportations.

En fait, cette politique préférentielle ne présentait aucun avantage. D'une part le Zaïre transporte à perte les produits du Kivu, ce déficit étant couvert par les autres provinces ; d'autre part le Kivu n'y a rien gagné. L'alignement des tarifs sur la façade la moins coûteuse n'est pas pour lui une aide : les sommes dépensées à cet effet auraient été mieux utilisées dans des travaux d'infrastructure. Une fois encore on préfère accroître inutilement les dépenses de fonctionnement plutôt que d'investir. Le Kivu y voit consolidée sa réputation de région déficitaire, où rien ne peut prospérer, alors qu'il n'a jamais reçu les moyens de sa mise en valeur.

Les efforts du pouvoir colonial pour attirer le trafic du Kivu vers l'ouest ont été complétés par des tentatives pour diminuer l'attraction de l'Afrique orientale : tarifs très élevés entre Kalundu et Kigoma, refus de donner aux *East African Railways and Harbours* des promesses de trafic régulier. La voie de l'est n'est utilisée qu'exceptionnellement, en cas de défaillance grave du réseau occidental : encombrement du port de Matadi, baisse catastrophique des eaux du fleuve en 1946. Attitude paradoxale du pouvoir colonial, incapable de débloquent le Kivu vers l'ouest autrement que par des liaisons imparfaites et qui s'est ingénié à fermer l'autre façade pourtant mieux équipée. Le bon rendement du réseau de transports ne doit pas faire oublier les méfaits de cette politique à courte vue, mais conforme aux idées de l'époque, qui a ajouté aux obstacles naturels des barrières tarifaires et douanières, enfermant le Kivu dans un double corset sans profit pour personne.

En conclusion, la méconnaissance géographique a joué un rôle capital. Le cadre régional du Kivu était trop mal connu pour y engager à coup sûr certaines dépenses d'infrastructure. L'échec du Cefaki est sur ce point révélateur. Au niveau de l'Etat, on s'est fait beaucoup d'illusions sur l'unité géographique du bassin du Zaïre, plus apparente que réelle : les chutes, les montagnes, les transbordements isolent les régions périphériques, qui n'ont pas toujours avantage à passer par le centre de la cuvette où vont leurs eaux, mais plus difficilement leurs produits.

134. Évolution de la situation depuis l'indépendance

1341. Un réseau sinistré

Les tentatives de sécession et les troubles ont très vite désorganisé un réseau fragiles qui ne pouvait se passer d'un entretien permanent. Le système reposait en grande partie sur la vitesse d'intervention de cantonniers, échelonnés en campements au long de pistes. Ceux-ci se sont dispersés, après plusieurs mois de travaux impayés, et leur organisation n'a jamais pu être reconstituée. Les importantes destructions entraînées par les opérations militaires ont affecté la plupart des grands itinéraires. En 1967, les mercenaires en retraite ont détruit les ponts et coulé les bacs entre Kisangani et Bukavu. La plupart des dommages n'ont pas été réparés : l'asphalte de la route de Kamaniola porte toujours les traces du bombardement d'une colonne rebelle en 1964.

Incapable d'assurer un entretien régulier, l'administration locale agit au coup par coup, rénovant l'un ou l'autre tronçon qui retrouve son triste état antérieur au bout de quelques semaines. Le gouvernement central prescrit parfois des opérations de plus grande envergure, dont l'efficacité est grandement diminuée par l'absence de matériel en bon état et par les détournements de fonds. La création de *l'Office des routes*, destinée à remédier à l'incurie des autres services en les court-circuitant, ne paraît pas avoir donné de résultats concrets. L'appel à des sociétés étrangères n'apporte que des améliorations de courte durée, personne n'étant en mesure de les relayer ou d'entretenir ce qui a été reconstruit.

Certes, l'administration manque de moyens techniques. Beaucoup de véhicules sont hors d'usage faute de pièces de rechange ou de personnel qualifié et la tâche à accomplir est d'une ampleur exceptionnelle. Cependant, de l'autre côté de la Ruzizi, le Rwanda, qui a hérité d'un réseau comparable, l'entretient convenablement avec des moyens techniques très réduits. Les équipes de cantonniers ne possèdent que des pelles et des brouettes, mais assurent des soins permanents et efficaces.

Une grande partie du réseau, notamment au niveau des pistes d'intérêt local, a aujourd'hui disparu, dissout dans le paysage forestier, ou ramené à l'état de chemin piétonnier. Si l'axe nord-sud, terriblement détérioré, n'est jamais coupé plus de quelques jours par an, toutes les transversales est-ouest ont cessé de fonctionner (à l'exception de l'itinéraire Komanda-Kisangani hors des limites du Kivu), coupant la région de son exutoire occidental traditionnel. Le choix artificiel entre les deux façades a disparu : la plus grande partie des produits du Kivu ne peut atteindre Matadi, qui a du reste perdu ses avantages financiers (tarifs préférentiels) et douaniers. L'ensemble du trafic international est acheminé via l'Afrique orientale, qui dispose heureusement d'un équipement supérieur et en progrès constant.

1342. Essor de la voie de l'est

Le succès temporaire du trajet occidental n'a jamais détourné complètement le Kivu de son autre façade. Deux itinéraires assurent un déblocage relatif, au sud du lac par le Tanganyika et la Tanzanie (port de Dar es Salaam), au nord par l'Ouganda et le Kenya (port de Mombasa).

Le premier est le plus ancien : avant la première guerre mondiale les Allemands avaient construit une voie ferrée de pénétration pour mettre en valeur leur Afrique

orientale. Le terminus de la ligne, Kigoma, port sur le Tanganyika, lui ouvre le vaste arrière pays des riverains du lac, au-delà de l'actuelle Tanzanie. Le chemin de fer est devenu accessible aux Belges après l'accord du 19 mars 1921. Afin de compenser une délimitation peu avantageuse du Rwanda-Burundi, Bruxelles a obtenu du mandataire britannique des facilités de transit appréciables : tarifs identiques à ceux pratiqués pour les produits tanzaniens, cession à bail d'emplacements spéciaux, les *Belbases* dans les ports de Kigoma et Dar es Salaam. Même si les accords ont été remis en cause après les indépendances, le sud-Kivu peut toujours utiliser l'itinéraire, qui reste la voie d'évacuation la plus courte (1610 km), sinon la plus commode (deux points de transbordements obligatoires : Kalundu ou Bujumbura et Kigoma).

Le déblocage du nord-Kivu est beaucoup plus récent. La construction de l'axe ferroviaire commun au Kenya et à l'Ouganda a été moins rapide : les terminus successifs de Kisumu et de Kampala (1931), trop éloignés des frontières du Kivu, ne pouvaient guère lui servir et les efforts de Mombasa pour attirer le trafic belge, même par le relais du lac Victoria, ont eu peu de succès. Tout change avec la prolongation du chemin de fer ougandais jusqu'à Kasese (1957), pour évacuer le cuivre de Kilembe. A 200 km ou moins du terminus, Goma et Beni peuvent largement en bénéficier. Des travaux importants sont menés sur les accès routiers : amélioration de l'axe Beni-Kasindi-Kasese, et ouverture d'un axe direct Rutshuru-Ishasha-Kasese (1958) qui assurent au nord-Kivu le meilleur itinéraire de dégagement : une semaine de voyage, un seul transbordement, même si Beni et Goma sont plus éloignés de Mombasa (respectivement 1791 et 1873 km), que Bukavu de Dar es Salaam (1610 km).

Beaucoup d'autres itinéraires avaient été envisagés : le plus audacieux prévoyait une liaison routière avec le Bahr el Ghazal et l'utilisation du réseau ferré soudanais jusqu'à la mer Rouge. Actuellement, les perspectives les plus intéressantes sont offertes par l'équipement routier, constamment amélioré de l'Afrique Orientale. Depuis 1971, Kabale (à 200 km de Goma) et Kasese (à 119 km de Beni) sont reliés à Mombasa par un axe asphalté continu, qui met le Kivu à 3 ou 4 jours de l'Océan Indien. La liaison projetée Rwanda-Tanzanie devrait rapprocher Kigali de l'océan dans quelques années. Quelques dizaines de kilomètres supplémentaires peuvent associer le Kivu à ce réseau et le faire bénéficier de ses avantages. Malheureusement, l'amélioration continue de la qualité et du nombre des itinéraires est compensée par l'accumulation d'obstacles administratifs et douaniers en nombre croissant : généralisation des contrôles des changes, multiplication des documents de passage etc...

Quoi qu'il en soit, la majorité des exportateurs n'a pas le choix. Le café transite par Ishasha ou Kasindi, le thé également par Ishasha (quand il est produit au nord-Kivu) ou Kigoma (quand il vient du sud), l'ouverture d'une Bourse à Nairobi (1956) ayant accru l'attraction du Kenya. A l'exception des produits fabriqués au Zaïre, la plus grande partie des importations (et notamment les carburants) viennent aussi de l'est.

Le vieux conflit entre les façades paraît aujourd'hui sans objet. Faut de moyens, la réorientation vers l'ouest, caressée par quelques esprits nationalistes, n'est pas actuellement praticable et la majorité des experts ne l'estime pas souhaitable. Au contraire, le Kivu doit pouvoir disposer d'accès convenables aux deux façades et la région a déjà suffisamment de problèmes sans y ajouter celui d'un itinéraire obligatoire.

135. Perspectives

1351. Conséquences de la crise des transports

En 1972, l'activité des transports au Kivu représentait 2.8% du PIB⁹ de ce secteur au Zaïre (pour 11% de la superficie et 15.50 % de la population, parts de la région dans la République). Cette remarquable contre performance, dans un domaine où la situation d'ensemble est déjà peu reluisante, permet de mesurer le triste état du réseau.

Toute l'activité économique de la région s'en trouve évidemment affectée. En dehors de la ville de Bukavu, aucun système régulier de transport des personnes ne fonctionne au Kivu. Les voyageurs doivent payer très cher l'accès aux rares camions qui circulent encore et s'entassent par dizaines au-dessus des marchandises. Ceux qui en ont les moyens prennent l'avion et ce report excessif de passagers contribue à désorganiser le fonctionnement du réseau d'*Air Zaïre*, qui a déjà beaucoup d'autres problèmes.

Aucun transport convenable de marchandises n'est possible sur des distances supérieures à 100 km. Les camions s'embourbent sur des pistes étroites, bloquant la circulation pour plusieurs jours, rien n'étant prévu pour les sortir de là. Les irrégularités de l'approvisionnement en pièces détachées maintiennent à l'arrêt une partie du parc automobile. L'ONATRA, qui assure le trafic marchandises sur l'axe pourtant asphalté, de Bukavu à Uvira n'a pas la moitié de ses véhicules en état de marche. Les prix deviennent prohibitifs et représentent une proportion excessive du prix de revient, sans compter les effets pervers engendrés par la rareté des produits, également dus au mauvais état des transports. Faute d'en trouver suffisamment dans le Kivu, Bukavu doit faire venir son poisson de Vitshumbi sur le lac Edouard. Les camions mettent parfois plusieurs jours pour faire 340 km et arrivent avec de la marchandise avariée. La ville ne parvient pas non plus à recevoir un autre produit de base l'huile de palme, faute de liaison commode avec les régions de production distantes de moins de 300 km. Le prix de la tonne-kilomètre a atteint un niveau prohibitif : pour autant que les choses soient comparables, le coût des transports routiers au Cameroun¹⁰ ne dépassait pas 5 K la t/km, même sur de mauvaises pistes. C'est ce que perçoit l'ONATRA sur l'axe asphalté Bukavu-Uvira, le meilleur du Kivu. Que dire des transports intérieurs à la région où les prix atteignent ou dépassent 10 voire 15 K la t/km. Les planteurs qui intègrent une partie de leurs charges dans les frais généraux de la plantation, estiment leurs coûts de transports entre 3 et 10 K la t/km, suivant l'itinéraire et le type de cargaison.

La régression du système de communications affecte durement l'économie d'échanges, Le monde rural en subit doublement les effets : amputation du prix de vente des produits agricoles et augmentation prohibitive du coût d'accès aux biens manufacturés. En réduisant le pouvoir d'achat, la désorganisation des moyens de communication favorise un processus de repli sur soi. Quand elle n'est plus facteur de progrès économique, la route détériorée reste le vecteur d'une administration incompétente et prédatrice, qui n'apporte rien au monde rural. Au pire, chez un peuple montagnard qui a conservé la nostalgie de l'isolement, une dégradation définitive des liaisons est un gage de tranquillité. Le retour aux réquisitions pour la voirie, qui rappellent les débuts de l'âge colonial, accentue cet état d'esprit : les paysans travaillent le plus mal possible et maudissent la chaussée qui ne leur apporte que des ennuis.

⁹ d'après une étude publiée par la revue économique "Zaïre--Afrique" en mars 1973,

¹⁰ Etude de rénovation du réseau routier de la zone cacao au Cameroun Sedes Paris oct-1973

1352. Les remèdes

Comment échapper à cette détérioration remarquable de l'économie d'échanges ? Après plus d'une décennie, la réfection du réseau intérieur à la région, qui permettrait un abaissement notable des prix de revient, représente une charge énorme. Au Sud-Cameroun¹¹, où le relief est moins accidenté et les routes moins dégradées, on chiffrait en 1973 à 1821 zaïres le coût du kilomètre à réparer, ce qui ferait au minimum 3.6 millions de zaïres pour les 2000 kilomètres carrossables subsistant encore au Kivu. A quel niveau peut-on évaluer le coût de reconstitution du reste du réseau ?

Après un quart de siècle, la création d'une voie revêtue, utilisable pour le transport lourd entre le Kivu et le reste de la République, s'impose avec la même urgence qu'à l'époque du Plan Décennal. Les 200 kilomètres réalisés entre Bukavu et Kisangani attendent leur complément. C'est vital pour le Kivu qui réclame cette ouverture depuis un demi-siècle, et aussi pour le Zaïre qui doit établir d'étroites liaisons avec une région plus dépendante de l'étranger que du reste de la République.

A plus long terme, le Kivu doit construire un réseau intérieur moderne à partir d'un axe asphalté Nord-Sud, puisque les autres moyens de transport font défaut, sur lequel pourraient se brancher des routes secondaires à revêtir au fur et à mesure de la croissance du trafic.

S'il est difficile de prévoir un redémarrage économique du Kivu sans la réalisation de ce programme, la modernisation du réseau de transport ne résoudra pas tout. Il restera toujours plusieurs milliers de kilomètres à parcourir pour atteindre l'océan, handicap important face à la concurrence des pays côtiers. Le Kivu a donc intérêt à produire sur place ce dont il a besoin quand c'est possible et à valoriser au maximum ses exportations, afin d'atténuer le coût du transport qui restera toujours élevé.

Enfin, la crise pétrolière, après la désorganisation de l'économie ougandaise, a mis en évidence les dangers d'un accès unique au monde extérieur. L'efficacité du réseau de l'Afrique orientale, qui pallie depuis quinze ans les carences des transports zaïrois, a été mise à rude épreuve. Dernier placé, en 3^{ème} position en arrière des deux états côtiers (Kenya et Tanzanie) et de leurs trois voisins continentaux (Ouganda, Rwanda et Burundi), le Kivu a été le plus mal servi et a dû faire face à une pénurie de carburant pendant plus de six mois.

14. CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Le milieu naturel au Kivu est marqué avant tout par son fort niveau de diversification, la superposition des variations du relief et du climat découpe la région en altitude comme en surface. Il en résulte une multitude de petites unités aux possibilités variables.

L'économie régionale du Kivu est loin d'être dépourvue de potentialités, même si elles ne sont pas toujours faciles à développer : aux bons sols agricoles, aux vastes pâturages s'ajoutent le méthane du lac, l'hydroélectricité, la forêt, la pêche, le tourisme. De fructueuses relations complémentaires peuvent s'établir avec l'environnement tropical ou équatorial tout proche : plaines de la Ruzizi, de la Semliki ou du Maniéma. De nombreux besoins peuvent être satisfaits par des relations à moyenne distance, à l'intérieur de la province, mais tout dépend de l'éclatement des cloisons internes qui empêchent tout transport massif de produits, que les faibles niveaux de monétarisation de l'économie régionale ne lui permettent pas de réaliser seule.

¹¹ *op. cit.*

Malgré ses ressources, le Kivu a besoin du monde extérieur pour résoudre son problème de liaison. Aucun grand produit agricole ou minier, aucun impératif géographique ne peut conduire celui-ci à faire d'importantes mises de fonds dans la région. Les difficultés de communications entre le Kivu et l'extérieur s'ajoutent à l'isolement interne pour rendre très fragile l'édification d'une économie d'exportation, qui pourrait donner au Kivu les capitaux pour résoudre ses problèmes de liaison internes.

Aux contraintes structurelles causées par le milieu naturel, s'ajoutent celles qui sont nées de la mise en valeur traditionnelle: enracinement solide d'une masse démographique importante et répartition très sélective du peuplement qui donne au Kivu des lignes de forces restées fondamentales.

La colonisation européenne, qui arrive au Kivu avec un projet bien précis, peut-elle s'insérer efficacement dans un milieu aux contraintes aussi nombreuses ?

21. LA PERIODE COLONIALE

211. Caractères généraux

2111. Introduction

Avec un millier d'exploitations en 1960, la colonisation belge au Kivu paraît bien chétive en comparaison des réalisations d'autres pays africains. Elle se place loin derrière les *White Highlands* du Kenya (3000 fermes en 1952) ou de la Rhodésie du sud¹² (6000 fermes environ) et se rapproche des ensembles beaucoup plus modestes de Zambie (726 fermes en 1963) ou de Tanzanie. Déjà limitée par des contraintes géographiques puissantes, l'agriculture européenne semble avoir été très moyennement favorisée par un processus historique très court et plutôt avare d'hommes et de capitaux.

2112. Courte durée de la période de mise en valeur

En effet, la mise en valeur du Kivu débute en 1920. C'est trop tard pour bénéficier de la plus grande période d'expansion coloniale (1890-1910), qui a permis le démarrage de la Rhodésie et du Kenya. Plusieurs milliers de colons sont déjà à l'œuvre sur les *White Highlands*, quand le Kivu n'en a pas attiré plus d'une dizaine. Au moment précis (1927-1928), où la région commence à susciter un intérêt véritable, le monde occidental est à quelques mois de la crise. Malchance historique qui met la colonisation en veilleuse jusqu'à la deuxième guerre mondiale, Celle-ci- provoque un deuxième démarrage, suivi d'une période de prospérité à peu près continue jusqu'en 1960. Au total, le demi-siècle belge au Congo (1908-1960) est au Kivu limité à une double décennie (1939-1959). Pour faire bonne mesure, on peut y ajouter les quelques années de prospérité ayant précédé la crise (1927-1932). C'est beaucoup trop court pour permettre l'enracinement d'une population agricole importante.

Au-delà de ses conséquences économiques évidentes, la faible durée de la période belge a limité son impact humain. Aux yeux des Basile de Mwenga, qui n'ont pas connu d'implantation européenne stable avant 1948, le fait colonial est un épisode noyé dans le cours d'une histoire immuable. Les transformations réalisées surtout de 1945 à 1960 peuvent apparaître comme un désagrément provisoire et l'économie d'échanges elle-même comme un événement fugitif. Les comportements humains n'ont pas eu le temps de s'adapter durablement aux nouvelles conditions commerciales. En fait, le monde *indigène* a été dérangé sans être transformé,

2113. Faiblesse de l'apport démographique

Avec 12000 habitants environ, sur une population européenne de 110000h en 1960, le Kivu n'est pas particulièrement bien représenté. La composition professionnelle au

¹² *Aujourd'hui Zimbabwe.*

niveau de la colonie révèle la faiblesse du peuplement définitif : moins de 20% de colons, exerçant des professions indépendantes et parmi eux peu d'agriculteurs, même s'ils sont au Kivu plus nombreux qu'ailleurs. Comment expliquer cette faiblesse ?

La politique belge en matière de peuplement colonial est aux prises avec de multiples contradictions. Comme les autres gouvernements européens, Bruxelles souhaite canaliser l'émigration vers ses propres possessions et renforcer sa présence en Afrique centrale par l'implantation d'une importante population blanche. Malgré sa position en latitude, le Congo possède un vaste domaine climatique accessible au peuplement européen : Haut Ituri en province orientale, Hautes Terres du Kivu et la plus grande partie des plateaux du Katanga. Mais pas pour tous : outre ses préoccupations démographiques, le gouvernement belge a une vision sociale très étroite. Il souhaite favoriser la création d'une « *classe de moyens blancs* » travaillant éventuellement de leurs mains, puisque le climat le permet. La taille des lots de colonisation offerts au Kivu (50 à 100 ha) témoigne de ce souci, bien éloigné des prétentions aristocratiques des *White Highlanders* du Kenya,

En fait il n'existait pas de meilleure méthode pour raréfier les candidats. De plus, pour éviter l'afflux des *petits blancs*, on ajoute au paiement des frais de voyage, déjà élevés, un cautionnement de 50000 FB pour le chef de famille, et de 25000 pour l'épouse et chacun des enfants. L'aide publique au niveau de l'installation reste longtemps réduite. Quant au crédit au colonat blanc, créé après la deuxième guerre mondiale, il est réservé aux Belges et aux Luxembourgeois, limitant ainsi l'aire de recrutement à 9 millions d'habitants. Du reste, les autorités se méfient des convoitises étrangères et craignent l'arrivée d'une proportion trop importante de non Belges. Politique bien éloignée des objectifs officiels, authentiquement malthusienne, qui contraste avec celle des Britanniques : ceux-ci multiplient les facilités d'immigration (avances, voyages à tarifs réduits) vers leurs territoires africains.

Si l'on peut s'interroger aujourd'hui sur l'avenir qu'aurait pu espérer une importante population blanche au Kivu, il est vraisemblable que son faible effectif a ralenti la mise en valeur, à une époque où l'intérêt général était confondu avec celui de l'Européen. Déjà peu désireux de se lancer dans la promotion de vastes blocs de colonisation avant 1955, le CNKi n'a pas été encouragé par le nombre de candidats.

Enfin, le colonat doit sa faiblesse à la pression des grandes sociétés hostiles à une population blanche indépendante, qui pourrait acquérir des droits politiques et faire prévaloir d'autres intérêts que les leurs. En l'occurrence, les milieux économiques ont rencontré l'appui d'une partie de l'administration et des missionnaires voulant préserver les droits africains.

Les colons ont souvent dénoncé cette situation et leurs associations ont revendiqué des droits politiques, inexistants pour les blancs comme pour les noirs pendant presque toute la colonisation. Mais incapables de débloquer le *robinet* de l'immigration, elles ont toujours été maintenues dans une position minoritaire et même le chiffre de 20 % marque un sommet.

2114. Faiblesse des apports de capitaux

Opposés au colonat, les grands intérêts économiques ne sont pas pressés d'investir à sa place au Kivu. La région est durablement négligée par les pouvoirs publics comme par les sociétés privées. Les perspectives de profits dans la cuvette centrale et surtout au Katanga attirent la majorité des placements. Par contre, rien ne peut stimuler le développement du Kivu qui n'a à offrir que des difficultés. Avec des besoins élevés et des perspectives de profit lointaines, les Hautes Terres ne peuvent

affronter la concurrence des autres régions et l'engagement malheureux de sommes insuffisantes lui a acquis la sinistre réputation de gouffre sans fond.

Le Kivu a connu cependant deux tentatives de mise en valeur, dont l'insuffisante persévérance ont entraîné l'échec, Effrayées par l'engloutissement de leur capital dans les premiers travaux d'équipement de la région, les sociétés ont refusé de faire de nouveaux investissements. Pour ne pas compromettre la réputation des placements au Congo, l'État leur a racheté complaisamment les secteurs déficitaires, en leur laissant l'exploitation des richesses foncières et minières qui ne leur avaient rien coûté. Depuis, le Kivu qui devrait recevoir des capitaux en exporte : si 25 % des bénéfiques doivent statutairement être affectés à des entreprises de colonisation, les 75 % restants sont utilisés ailleurs. En outre, il ne faut rien attendre de l'État qui estime perdre trop d'argent dans les entreprises qu'il gère pour se lancer dans de nouvelles aventures. Au total, peu d'argent pour le Kivu, mal servi par l'État, exploité par les sociétés, à l'encontre des intérêts à long terme de la colonisation.

Le démarrage de la région était et est toujours lié à des investissements massifs dans le secteur des transports, à engager sans perspective de profit immédiat. Les sociétés et l'État ayant eu mieux à faire ailleurs, il faut attendre les dernières années de la colonisation pour voir apparaître au Kivu une firme de la taille d'UNILEVER (Huileries du Congo Belge, aujourd'hui Plantations LEVER au Zaïre). Pendant la plus grande partie de la période belge, en dehors du saupoudrage de crédits publics, les investissements sont le fait des colons qui disposent de moyens réduits.

La docilité de l'État devant les grandes sociétés et les préoccupations économiques à court terme se sont ajoutées à une mauvaise conjoncture historique pour limiter le développement du Kivu, incapable d'exercer par lui-même, une attraction suffisante.

212. Les événements

Il nous a paru indispensable de relater les principaux faits de l'histoire agricole du Kivu colonial, très différente de celle du reste du Congo Belge. Nous avons essayé sans succès d'échapper aux contraintes de la chronologie en analysant plusieurs thèmes. En fait, seule la question foncière nous a semblé posséder une cohésion suffisante pour être traitée à part.

2121. Découverte et exploration (1894-1914)

Premier handicap, la découverte tardive de la région, défavorisée par sa situation géographique. Les conditions d'accès sont difficiles partout: il faut franchir des escarpements, traverser des forêts profondes ou affronter les puissants royaumes interlacustres. Aucune ressource n'y est soupçonnée, qui puisse stimuler les explorateurs ou les commerçants. Politiquement, le Kivu est marginal pour tout le monde : à l'extrémité orientale de l'immense État indépendant du Congo (EIC), au delà de l'Ouganda britannique, il marque également la limite de l'Afrique Orientale allemande.

Le Kivu est le dernier grand lac découvert par l'Allemand von Gotzen en juin 1894. Le premier poste belge est établi en 1900 à Nyalukemba, sur l'emplacement actuel de Bukavu. D'autres sont installés quelques années plus tard à Bobandana, Goma, Rutshuru, alors centre administratif. L'arrivée des missionnaires provoque une reconnaissance plus systématique du pays et des contacts plus étroits avec les Africains. Le premier défrichement de la géographie locale est leur œuvre : statistiques météorologiques, jardins expérimentaux. Pères Blancs au sud, Assomptionnistes et Pères du Sacré-Cœur au nord construisent les premières missions : Nyangezi (1906), Katana (1910), Rugari (1911), Bobandana, appelée alors Saint-Joseph de Pélichy (1912). Au nord, des religieux venus de Kisangani avaient fondé Beni en 1906.

Cependant, le Kivu n'est pas encore soumis. Kabare et Ngweshe, les deux principaux *bamis* (singulier *mwami*) du Bushi conservent leur indépendance jusqu'en 1913. Des mutineries éclatent dans la force publique, entraînant une vacance prolongée du pouvoir. Léopold II propose en vain des facilités d'immigration au gouvernement italien (juin 1905). L'implantation européenne reste limitée aux soldats et aux missionnaires. Le conflit frontalier de 1910, entre les trois puissances coloniales de la région, montre la faiblesse des positions acquises et une profonde ignorance de la géographie du pays. Les puissances coloniales négocient avec des cartes fausses et contradictoires. Les diplomates ont le plus grand mal à renoncer aux limites méridiennes pour fixer les nouvelles frontières au centre du graben. Toutefois, occupé sans être mis en valeur, le Kivu est déjà hypothéqué. La Compagnie du Chemin de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains (CFL), fondée par le groupe EMPAIN en 1902, a acquis des droits sur la région, où elle ne fait aucun investissement avant 1914.

2122. La guerre mondiale et ses conséquences (1914-1924)

En 1914, les hasards de l'histoire font du Kivu, qui n'y était nullement préparé, un des *fronts* de la guerre mondiale. N'ayant qu'une courte frontière avec le Cameroun allemand, le Congo belge doit se défendre essentiellement le long du lac Kivu et de la Ruzizi. Grâce à la Force publique, la colonie est en meilleure posture que la métropole et elle a même les moyens d'attaquer l'Afrique orientale bien plus énergiquement que les Britanniques. Grâce au passage des troupes et à quelques travaux d'infrastructures, le Kivu bénéficie d'une *deuxième découverte*, plus attentive à ses possibilités. L'idée d'en faire une terre de colonisation branche se fait jour.

La première guerre mondiale accroît l'importance des régions orientales dans l'Afrique belge. La brillante campagne du général Tombeur au Tanganyika a assuré la conquête du quart nord-ouest du territoire, avec Tabora et Kigoma. Mais les résultats politiques sont minimes. Les Belges n'obtiennent qu'un mandat sur le Rwanda et le Burundi *stricto sensu*. Ils ne parviennent pas à s'ouvrir une fenêtre sur le lac Victoria, qui aurait pu orienter l'aménagement du Kivu. Mais ils reçoivent en compensation des facilités de transit en Afrique orientale.

Séduits, par le climat, plusieurs anciens combattants s'installent : les frères Dierckx et François van Baelen à Nyalukemba, le Danois Glieman à Panzi (au sud de Bukavu) et quelques sud-Africains commencent à planter du café. Le voyage d'Eugène de Ligne en 1929 donne au Kivu la réputation qui lui manquait en Belgique. Le prince fonde une société de colonisation, la LINEA (1927) pour gérer de vastes concessions en zone de Kalehe. Il établit sa résidence à l'extrémité nord d'Idjwi, à Kihumba, dans un site exceptionnel. Plusieurs grandes familles belges suivent son exemple, suscitant l'ironie de la presse de Bruxelles pour le Kivu *quartier Léopold* ou « *parc de réserve de l'aristocratie* ».

En 1924, on compte 24 colons (dont 7 Belges) et surtout 75 commerçants, Trois ans plus tard, 42 exploitants agricoles (dont 28 belges) emploient 17180 Africains sur 8249 ha. La taille moyenne des exploitations, 196 ha, ne signifie pas grand chose, compte tenu de l'importance de la LINEA qui a acquis plus de 2000 ha. Introduit à l'exemple du Kenya, le café arabica a bien réussi dans les jardins expérimentaux de la mission de Nyangezi. Il domine rapidement l'agriculture européenne: 1488 ha plantés fin 1927 produisant 156t de café marchand (une grande partie de la surface n'est pas encore entrée en production).

La colonisation est encore géographiquement concentrée sur les 7200 km² de la rive ouest du lac, de Sake à Nyangezi. Les plantations sont en bordure ou à proximité de l'eau, à Idjwi et dans les presqu'îles de Birava et de Bobandana, ou voisines de Bukavu qui connaît un premier essor à partir de 1925. La ville devient capitale de district à la place de Rutshuru en 1926 et prend le nom de Costermansville en 1927.

2123. Le premier essor de la colonisation

Les premiers succès font naître de grands espoirs et suscitent beaucoup d'intérêt à Kinshasa et à Bruxelles, où le ministre Franck est favorable à une colonisation plus systématique. L'Académie royale des Sciences d'outre-mer (à l'époque Institut royal colonial belge, IRCB) envoie plusieurs spécialistes qui réalisent les premières études importantes sur le Kivu: climat, sols, hydrographie. En 1928, une station agronomique est créée à Tshibinda, qui deviendra le centre INEAC (Institut national d'études agronomiques en Afrique centrale), puis INERA (Institut national de la recherche agronomique) de Mulungu-Tshibinda.

La mise en valeur de la région est confiée à une organisation nouvelle, le Comité National du Kivu (CNKi), fondé par les conventions du 7 novembre 1927 et du 13 janvier 1928, suivant le modèle des compagnies à charte qui ont déjà fait leurs preuves en Afrique orientale et australe: IBEAC¹³, BSA¹⁴, CSK¹⁵. Le CNKi obtient la jouissance de la quasi totalité du domaine public, dont les revenus doivent compenser les frais à engager dans l'équipement de la région. L'État se décharge de ses droits et obligations, en espérant que le CNKi parviendra à faire des bénéfices.

En apparence, les pouvoirs publics conservent leur mainmise sur le Comité, dont ils détiennent la majorité des mandats au conseil d'administration. L'État est-il désireux de faire usage de ses prérogatives ? Tout le problème est là. Théoriquement concessionnaire de tout l'est de la colonie, le baron Empain abandonne ses droits sur le Kivu au Comité en échange d'une participation en actions.

Le CNKi engage son action avec 200 millions de FB de capital et des droits exclusifs sur tout le Kivu oriental (les régions actuelles du nord et sud-Kivu à quelques exceptions près) soit 12 millions d'ha. Il possède la totalité des droits forestiers et miniers et l'usage direct et indirect des *terres vacantes*. Le Maniéma, conservé par CFL et ses filiales (AUXILACS, COFOLACS) ne fait pas partie de son domaine. Au cahier des charges figure la mise en place d'infrastructures : chemin de fer Uvira-Bukavu, services lacustres et édification d'un réseau routier. Le CNKi doit apporter son appui logistique à la colonisation agricole. Il fonde une société de promotion, la SAAK (société auxiliaire agricole du Kivu).

Avec la réorganisation administrative effectuée par le gouverneur général Tilkens en 1932, le Kivu devient une des six provinces du Congo belge et atteint approximativement ses limites actuelles. Tardivement découverte et occupée, la région paraît cette fois bien engagée dans un processus de mise en valeur, avec le soutien de l'État et des grandes sociétés,

Effectivement, la colonisation européenne connaît un essor rapide au cours des cinq années suivantes. La population blanche passe de 400h (1927) à 1100 (1931). Le CNKi a attribué 23276ha de 1927 à la fin de 1933 dont 23246ha concédés à usage agricole. 200 exploitations environ s'ajoutent aux 42 qui fonctionnaient en 1927. La superficie plantée en arabica passe de 1488 à 9023ha de 1927 à 1933 et représente à cette date une monoculture quasi exclusive (81 % de la superficie plantée en 1933, 9023ha sur 11125). Le robusta, qui occupe la plus grande partie de la superficie restante est plutôt un complément qu'un concurrent, et marque la domination du café, en pleine prospérité. Après des pointes à 20 FB le kilo (1925) le cours de l'arabica, pour les années 1931-1934 se stabilise autour de 10 FB/kg, assurant des revenus convenables aux planteurs.

¹³ *Imperial British East Africa Company pour le Kenya.*

¹⁴ *British South Africa Company pour la Zambie et la Rhodésie.*

¹⁵ *CSK: Comité Spécial du Katanga.*

Le domaine colonial se densifie autour du lac (presqu'île de Bobandana, notamment) et progresse notablement au-delà : dans le Ngweshe, l'est de la zone de Masisi, au sud de Rutshuru et de Lubero. Au bord du lac, l'opposition entre les intérêts africains et européens s'accroît, faute de terres disponibles. La saturation de plusieurs secteurs (Ngweshe, lac) est déjà prévisible, mais on ne s'en inquiète pas beaucoup.

2124. La crise mondiale et ses conséquences au Kivu (1933-37)

Le climat de prospérité et même d'euphorie prend fin à partir de 1933, quand les effets de la crise mondiale viennent frapper le Kivu. La mauvaise conjoncture se manifeste surtout par une baisse catastrophique des cours de l'arabica, qui ne trouve plus preneur. On ne dépasse plus 6 FB/Kg pour les meilleurs lots et la plus grande partie de la production est écoulee à moins de 5 FB/kg.

Monocultrice, l'agriculture européenne est frappée de plein fouet par une diminution de ses recettes d'au moins 50 %. Les capitaux, déjà rares sur place, disparaissent complètement et on assiste à un renversement du mouvement. L'émigration succède à l'immigration, le premier élan est brisé, Les effets de la crise ne doivent pas faire oublier des faiblesses propres à l'entreprise belge au Kivu, faiblesses trop longtemps cachées par l'euphorie excessive des années 1925-1932.

Les travaux d'infrastructure ont été menés à la légère, sans préparation suffisante, alors que le milieu n'était guère favorable aux improvisations. Les finances du CNKI qui n'étaient pas à la hauteur, n'ont pas résisté au coût des travaux de construction ou d'importation du matériel. Le petit capital de 200 millions de FB a été rapidement englouti. Le bilan de 1931 fait apparaître 27 millions de pertes et le Cefaki à lui seul a coûté 167 millions de FB. Le CNKI est dans une situation catastrophique, bien qu'au demeurant peu de choses aient été effectivement réalisées : quelques routes, un chemin de fer inachevé et des appontements sur le lac.

Faut-il liquider le Comité ? L'opération est envisagée, puis écartée pour des raisons politiques : *"Il ne serait pas bon qu'on puisse dire en Belgique que les capitaux placés au Congo le sont à fonds perdus et qu'il ne faut jamais plus s'y risquer"*¹⁶. Les réorganisations de 1933 et 1935 déchargent le CNKI de ses obligations d'intérêt général : le chemin de fer, le réseau routier sont rachetés par l'État à un prix de faveur, ce qui réduit d'autant les dettes du Comité. Par contre, il conserve sans modification importante ses droits miniers et fonciers. Les droits forestiers sont même accrus pour compenser les effets de la création du Parc National Albert (aujourd'hui parc des Virunga), avec 8120 km² pris sur des terres dévolues au Comité.

La mise en valeur du Kivu, déjà mise à mal par la crise économique mondiale, est bien compromise par cette nouvelle division du travail. L'État, qui a repris à regret le secteur des transports et les autres activités non rentables du Comité première formule, n'est nullement décidé à se lancer dans de nouvelles aventures. Il estime faire bien assez en versant des subventions d'équilibre.

Le CNKI par contre, a fait une excellente affaire. Il conserve les avantages de la charte de 1928 sans en supporter les inconvénients. Il est maintenant assuré de faire des bénéfices en vendant des biens qui ne lui ont rien coûté, terres agricoles, coupes forestières. Echaudé par sa première expérience, il participe le moins possible à la mise en valeur de la région et se contente d'affecter comme l'y obligent ses statuts, 25 % de ses bénéfices à des entreprises de colonisation. En vivant au détriment des véritables investisseurs, colons et sociétés, qui doivent passer par lui pour s'implanter, il apparaît comme un rouage inutile et parasitaire.

¹⁶ Déclaration au Conseil colonial, 1933.

A partir de situations financières entièrement différentes, l'État et le CNKi portent un jugement identique sur le Kivu, grand perdant de l'opération. Il ne faut plus s'y risquer et on a eu bien tort d'y dépenser tant d'argent auparavant. En moins d'une décennie, on est passé de l'euphorie au pessimisme le plus excessif.

D'autre part, la monoculture du café n'a pas été la seule erreur de l'agriculture coloniale. Abusée par une propagande excessive et croyant trouver une "*terre promise*"¹⁷ les colons ont accumulé les fautes économiques et techniques. Les investissements disponibles ont été surestimés ou mal employés. Trop d'agriculteurs ont consacré une proportion excessive de leur capital à la construction de leur habitation et n'ont pas pu engager certaines dépenses productives bien plus utiles. Les rendements et donc les profits, se sont révélés très inférieurs aux espérances : on comptait récolter 1 kg de café marchand par arbre, soit environ 1500 kg/ha et on a produit péniblement 400 kg/ha. Trop d'exploitations se trouvaient déjà dans une situation économique malsaine quand la crise les a frappées de plein fouet.

Originaires de secteurs d'activité souvent éloignés de l'agriculture, sans formation particulière, les colons manquaient tout simplement de connaissances. Ils ont recherché avant tout la proximité du lac, sans se soucier de la médiocrité des terrains qui le bordaient. Afin d'économiser les frais de défrichage, ils ont trop souvent choisi des terrains déboisés, mais ayant perdu une grande partie de leur fertilité et pour cette raison plus aisément aliénables. Les Africains en connaissaient la faible valeur et s'opposaient mollement à leur cession. Désireux de vendre le maximum de terres, le Comité ne s'est pas trop soucié de la qualité des lots. D'autre part, le Kivu ne pouvait s'accommoder de façons culturales à la brésilienne : le pays est montagneux et cultivé de longue date. L'absence de protection du sol, l'ignorance des engrais ont fortement affecté les rendements. Des mauvaises méthodes de conditionnement et de lutte contre les maladies ont achevé de déprécier une récolte déjà fortement diminuée par l'inexpérience des agriculteurs.

Dans un Congo belge en crise où la population européenne a diminué de 31% entre 1930 et 1935, le Kivu *Terre Promise* est dans un marasme total. De nombreux colons abandonnent et l'expérience agricole semble condamnée à végéter longtemps et peut-être à disparaître.

2125. La période de recouvrement (1938-1941)

Cependant, l'abandon total n'a pas eu lieu. Les agriculteurs européens ont bénéficié des mesures adoptées au bénéfice de toute la colonie et d'investissements à plus long terme engagés pour remédier aux carences les plus criantes de la première période de mise en valeur.

Pour compenser la mévente, le gouvernement réduit les tarifs de transport (ce qui équivaut à une prime à la production, accorde des avances gagées sur les récoltes à venir et verse 1.5 FB par kilo de café marchand originaire d'une plantation européenne, sous forme d'aide à l'exportation. Les charges des planteurs sont allégées: livraisons gratuites de bois et ristourne partielle des loyers pour les emphytéoses. Directement ou indirectement, le budget de la colonie permet ainsi à l'agriculture coloniale de résister à l'épreuve qui aurait pu lui être fatale.

Quant aux faiblesses fondamentales, qui sont apparues au grand jour avec la crise, elles sont progressivement surmontées par un effort systématique d'organisation et de diversification de la production. A l'exemple du Kenya, l'administration coloniale crée des offices pour le café arabica, le pyrèthre et le quinquina, qui interviennent à plusieurs niveaux. Ils facilitent les opérations de commercialisation: groupage de ventes, publicité à l'étranger, standardisation, conditionnement. Ils rendent aussi de

¹⁷ Cf. Philippe DUTRON, Kivu, terre promise, Bruxelles, 1934.

nombreux services à l'exploitant : avances, importation d'outillage en pool, engagement d'agronomes itinérants. Les offices sont alimentés par des cotisations des agriculteurs et des subsides du CNKi. Ils sont gérés conjointement par des techniciens et des élus des planteurs. Ils apportent ainsi une aide technique et financière décisive et accroissent notablement la capacité d'évolution de l'agriculture européenne,

La culture du café arabica pose un double problème : dans le présent, son monopole a accentué les effets de la crise. Dans l'avenir, elle est condamnée à stagner, faute de terres disponibles, son étage optimal coïncidant avec les plus fortes densités africaines. L'extension de l'agriculture européenne doit se fonder sur d'autres activités, qu'il n'était pas facile de découvrir immédiatement, à cause de l'originalité climatique du Kivu. C'est à la station agronomique de Mulungu-Tshibinda que revient le grand mérite d'avoir très largement diversifié les possibilités agricoles de la région en acclimatant de nouvelles espèces.

La lutte contre le paludisme, rare en altitude, mais virulent dans la plus grande partie de la colonie, demandait d'importantes quantités de fébrifuges. En 1901, pour éviter de dépendre des Indes néerlandaises, principal producteur, le gouvernement belge introduit la culture du quinquina dans le Haut Katanga. Les résultats sont décevants, à cause de la longue durée de la saison sèche. En 1931, avant d'acheter des plantations à Java, les autorités coloniales envoient quelques boutures au Kivu qui, à la surprise générale, s'y adaptent parfaitement.

En 1931 également, l'INEAC réussit l'introduction du pyrèthre de Dalmatie¹⁸ à l'exemple du Kenya, où il avait donné de bons résultats. Cette culture connaît une forte extension à partir de 1936, quand une maladie de la floraison du café ouvre d'importants débouchés aux insecticides. Culture de haute altitude (1800 à 2200 m), demandant de faibles investissements, le pyrèthre n'est pas assujéti aux deux contraintes de l'agriculture coloniale à cette date : la pénurie de terres (seulement sensible à moyenne altitude) et la rareté des capitaux. Il n'est pas inutile de remarquer que dans les deux cas, le marché intérieur a joué un rôle décisif et inattendu dans un système agricole a priori tourné vers l'exportation.

Introduit en 1929, le thé connaît un essor difficile. Le climat du Kivu lui est favorable, mais sa culture demande des investissements trop élevés, que la conjoncture encore incertaine ne permet pas de dégager. D'autre part, les perspectives de commercialisation sont très aléatoires. Ni le Congo ni la Belgique n'en consomment et le marché international est à cette date solidement tenu par les pays asiatiques du Commonwealth et les Indes néerlandaises. Malgré sa réussite technique, la théiculture reste au niveau expérimental jusqu'à la seconde guerre mondiale. Mais les travaux réalisés dans les années 1930 faciliteront singulièrement l'expansion ultérieure.

D'autres cultures connaissent un sort comparable au thé : de bons résultats agronomiques sans être suivis d'une exploitation commerciale. C'est le cas du derris (insecticide), de l'aleurite montana (dont on extrait l'huile de Tung), du vétiver, du géranium rosat et des eucalyptus à essence. Mieux informés des contraintes climatiques du Kivu, les agronomes recherchent systématiquement les plantes pouvant s'y adapter. Dans la période de recueillement qui succède à la crise, on prépare un nouvel essor,

Une reprise est nettement perceptible dans les dernières années de la décennie, à cause du danger de guerre en Europe. L'immigration est relancée par la volonté d'échapper au cataclysme en se réfugiant en Afrique. Les particuliers et les sociétés effectuent d'importants investissements de précaution. Pour une fois, le Kivu en

¹⁸ Les fleurs du pyrèthre contiennent un insecticide, la pyrèthrine.

bénéficie largement. Les grandes sociétés marquent un intérêt nouveau pour la région. En 1937, plusieurs groupes coloniaux fondent THEKI (Plantations de thé au Kivu), qui achète un vaste domaine à Nyabiondo (Masisi). En 1938, l'Union Chimique belge (UCB) acquiert plus de 500ha à M'bayo (Kabare) pour y établir une plantation de quinquina. Depuis 1937, on note une reprise assez rapide des concessions.

2126. La deuxième guerre mondiale (1941-1945)

L'occupation de la Belgique (mai 1940) trouve le Kivu assez bien rétabli des effets de la crise mondiale et prêt à un nouvel essor. La première partie de la guerre (1940 à la fin de 1941) ne suscite pas de changement important. Comme en 1914, la métropole est occupée, mais il n'y a plus de colonies allemandes à redouter ou à conquérir et les seuls adversaires relativement proches, les Italiens d'Ethiopie, ne sont pas trop inquiétants. Pour le Kivu, le tournant décisif de la guerre intervient à la fin de 1941. L'invasion par les Japonais des Indes néerlandaises exclut du marché allié le principal producteur de denrées tropicales, au moment où l'extension de la guerre accroît considérablement la demande. Au centre d'une zone de stabilité, rattaché pour la durée de la guerre à la zone sterling, le Congo belge est particulièrement bien placé pour bénéficier de la conjoncture. Confronté brusquement à une forte demande de produits qu'il vient précisément d'acclimater, le Kivu est dans une position très favorable.

La guerre en Océanie et en Extrême-Orient accroît les besoins de quinine des États-Unis. Le circuit traditionnel du quinquina d'Indonésie transformé par l'industrie chimique hollandaise ou allemande échappe complètement aux Alliés, Pour satisfaire la demande, le Kivu plante autant qu'il le peut : la superficie en quinquina est multipliée par 16 : de moins de 100 ha en 1939 à 1600 en 1945. Le gouvernement colonial achète une usine de transformation des écorces en Angleterre qui entre en production en 1942, exploitée par la régie CONGOKINA.

Les hasards de la guerre ont également mis dans le camp de l'Axe les deux principaux producteurs de pyrèthre, la Yougoslavie et le Japon. Avec le Kenya et le Rwanda, le Kivu bénéficie d'une forte demande américaine pour les opérations militaires d'Extrême-Orient et la protection des cultures. Des contrats avantageux sont signés. De 1938 à 1945, la superficie plantée passe de 79 à 1506 ha, la production (en t de fleurs séchées) de 3 à 497t.

Par contre, les autres cultures, coupées du marché européen, ne bénéficient pas de la bonne conjoncture. Le café stagne et le thé reste au niveau expérimental, faute de débouchés, puisque l'Amérique Latine et le sous continent indien suffisent à alimenter le camp allié, Cela n'affecte pas la prospérité générale, favorisée par les cours du pyrèthre et du quinquina.

La colonisation agricole effectue un nouveau bond en avant : 48 000 ha concédés en 1945 (23300 ha fin 1933). En 1947, on compte 262 exploitations employant 91000 Africains. Le domaine colonial s'élargit au delà du lac Kivu et de ses abords immédiats, partant à la conquête des Hautes Terres de Masisi et du Bwito. La culture du pyrèthre, qui aime les hautes altitudes, a joué un rôle important dans l'expansion au Gishari, autour de Gungu et de Mumba (Masisi). Par contre, il est de plus en plus difficile de trouver des concessions bien situées au bord du lac ou à proximité des routes existantes. Plus que jamais la croissance de la colonisation dépend d'une reprise des travaux d'infrastructure,

A la fin de la deuxième guerre mondiale, le Kivu a fortement accru et surtout diversifié son potentiel agricole. Avec 2506t sur 9541ha en 1945, le café arabica conserve la première place en valeur relative. Sa croissance se poursuit lentement et il perd constamment du terrain par rapport aux autres cultures. Certains planteurs l'ont abandonné au profit du quinquina. En superficie, le pyrèthre et le quinquina

viennent au second rang, presque à égalité (1500-1600 ha plantés pour chacun). 548t d'écorces ont été traitées par CONGOKINA en 1945. Deux cultures presque inconnues avant la guerre font preuve d'un dynamisme prometteur, l'aleurite montana (91 ha) et le géranium rosat (400 ha). La guerre est décidément favorable au Kivu. Avec la première, il s'est ouvert à la colonisation. La seconde l'a aidé avant même son commencement et lui a administré un stimulant décisif à partir de 1941.

2127. La seconde période de prospérité

Néanmoins le Kivu montre, à partir de 1946, qu'il sait tirer parti de la paix. La reprise des relations avec la métropole et l'Europe occidentale permet de retrouver un marché fermé pendant près de six ans, dans des conditions beaucoup plus favorables qu'avant la guerre. En effet, l'élimination du concurrent indonésien, qui a tant contribué à la prospérité récente du Kivu et de toute la colonie, se confirme avec la fin de l'empire colonial néerlandais, que certains administrateurs et agronomes belges avaient pris pour modèle. Après le quinquina, le thé pourra en tirer parti.

L'agriculture coloniale est d'abord stimulée par une vigoureuse reprise de l'immigration, paralysée par la guerre. La population européenne du Kivu est multipliée par 4 de 1946 (2500 h) à 1956 (10000). Si le monde rural ne bénéficie pas autant que Bukavu de la progression des effectifs du colonat, il compte à la fin de 1957 684 agriculteurs indépendants auxquels il faut ajouter 221 colons exerçant des professions multiples, qui sont le plus souvent aussi agriculteurs. Au total, 905 exploitations sans compter les sociétés. La population européenne a doublé une première fois en 1949 (de 2500 à 5000) et une deuxième fois en 1956.

Les concessions foncières sont distribuées à un rythme jamais atteint auparavant : près de 100000 ha en 15 ans. Le chiffre exact est difficile à établir, à cause du statut particulier du Maniéma, hors du domaine foncier du CNKi, donc comptabilisé à part, où de très vastes domaines ont été acquis par des filiales de CFL (12500 ha pour COFOLACS : Compagnie Foncière des Grands Lacs). Le domaine européen triple et atteint 150000 ha.

On assiste à une extension généralisée de la zone de colonisation par suite de la saturation des bords du lac et des plaines de Rutshuru où il est interdit de s'établir après 1950. A proximité des zones déjà peuplées, où il est plus facile de recruter de la main d'œuvre, il subsiste quelques terrains disponibles au dessous de l'étage de peuplement africain, qui sont rapidement occupés : autour du Biega, de M'bayo et de Lemera. Quelques concessions s'établissent autour de Luofu, au sud de l'important noyau nande, malgré la faible qualité des sols. On hésite à s'aventurer dans les zones vraiment inoccupées, où il faut construire des routes et transplanter de la main d'œuvre.

Avec la mission d'émigration des Banyarwanda et l'essor de la culture du pyrèthre, le nord ouest du lac Kivu avait connu un début, de mise en valeur, avant et surtout pendant la guerre. La régularité des pluies, les bons sols de laves décident le CNKi à commencer une mise en valeur systématique autour des lacs Mokotos. Les espoirs ne sont pas déçus et les concessions sont rapidement acquises par les nouveaux arrivants. A la limite des zones de Masisi et de Rutshuru, favorisé par l'essor de la culture du thé, le plus beau domaine de colonisation prend forme. Le découpage des concessions est facilité par la faible densité de la population africaine, mais l'éloignement des centres de recrutement de main d'œuvre ralentit la mise en valeur. Avec la saturation des régions centrales, on ne peut plus trouver au même endroit la terre et la main d'œuvre.

A partir de 1955, les concessions attribuées sont de plus en plus éloignées de l'axe traditionnel Beni-Goma-Bukavu. Le CNKi commence la délimitation des lots dans des régions très marginales : Hautes Terres de l'Itombwe (zone de Fizi), région de

Mwenga. L'expansion de l'élevage permet la mise en valeur des zones de haute altitude, supérieures à 2000 et parfois à 2200 m : arrière pays de Masisi, Mulume-Munene (zone de Kabare). Le succès des Mokotos entraîne la mise en culture des vallées de l'Oso et de la Mwesio (Lutiba).

La mise en valeur des plaines boisées de Beni marque une nouvelle étape de l'expansion coloniale. Pour la première fois, un vaste périmètre est établi au-dessous de 1200 m. L'agriculture européenne franchit les limites des Hautes Terres et du climat tempéré, qui ont justifié son établissement au Kivu. D'accès facile, à proximité de l'axe Beni-Bunia, la région a des sols alluviaux fertiles qui conviennent à la culture du robuste, dans les secteurs de Lume Talya, de la Haute Semliki et au pied du Ruwenzori.

En 1959, on trouve des exploitations européennes dans tous les territoires composant le domaine du CNKi. L'agriculture coloniale tend à échapper aux contraintes foncières de l'entre-deux-guerres en s'établissant au-delà des limites du peuplement dense africain, contrairement à ce qui s'était produit avant 1940. La diversification des cultures permet d'encadrer le terroir indigène en s'installant au-dessous (robusta) ou au-dessus (pyrèthre, thé, quinquina, élevage) et les conflits fonciers sont moins aigus qu'auparavant, malgré l'importance des superficies aliénées.

Les progrès les plus spectaculaires sont réalisés par le thé qui, parti de rien, se hisse à la deuxième place en 1960. Les difficultés du marché asiatique, la guerre en Indonésie, la décolonisation en Inde et à Ceylan favorisent les producteurs africains, des plus anciens (Mozambique, Malawi, Kenya), aux plus récents (Ouganda, Tanzanie Zaïre). Au Kivu, le succès est assuré par un effort important de l'OPAK¹⁹, qui engage un spécialiste thé originaire du Commonwealth (W. Ireland) et construit à ses frais plusieurs usines trop coûteuses pour les planteurs. De 1948 à 1959, la production de thé sec est multipliée par 42, la superficie plantée par 8,5 et la superficie en rapport par 10.

Le thé du Kivu est d'abord de qualité moyenne et doit être écoulé à bas prix sur les marchés de l'AEF (au Tchad notamment). Des efforts continus d'amélioration du produit et des rendements assurent des ventes plus avantageuses : en 1957, 479t sur 1995 (24%) trouvent preneur aux enchères de Londres, les plus réputées et les plus prestigieuses. En 1959, d'importants projets d'expansion sont à l'étude, dans le secteur européen comme dans le milieu villageois, marque d'un dynamisme de la théiculture, qui ne s'est pas démenti depuis 1946.

Par contre, la progression importante des superficies plantées en arabica, de 9256ha (1946) à 21616ha (1959) ne doit pas faire illusion. La part de l'agriculture européenne, autrefois exclusive, y est en diminution constante. En 1959, elle se maintient autour de 73 % des superficies (15741 ha) plantées et son taux de croissance de 1946 à 1959 a été relativement modéré (de l'indice 100 à 170). Au niveau de la production, les résultats sont meilleurs grâce à une amélioration des techniques de culture : amendements pour remédier à certaines carences minérales, emploi des engrais, bien négligés avant 1950 et taille des arbres en progrès.

Le tonnage de café marchand européen atteint 6009t en 1959 au lieu de 2758t en 1946 (de l'indice 100 à 218). La culture européenne de l'arabica, territorialement limitée par les hautes densités africaines, n'avait pas d'autre choix qu'une intensification, encore bien insuffisante. Néanmoins, trop d'exploitations sont dès

¹⁹ Office des Produits agricoles du Kivu, qui a remplacé les offices de produits créés avant la guerre, il est également connu avant 1948 sous le nom d'OPAC (Office des Produits agricoles de Costermansville), s'appelle depuis 1972 l'ONC (Office National du Café) sans que ses prérogatives se limitent à ce dernier produit.

cette époque en déséquilibre structurel avec les réalités économiques à cause de leur petite taille. Certaines régions (Ngweshe) abandonnent la caféiculture pour une activité plus rentable, quinquina ou thé suivant les possibilités.

Les deux cultures pilotes de la deuxième guerre mondiale connaissent un sort inattendu. La bonne conjoncture du pyrèthre survit au conflit et atteint son point culminant en 1947. Le reflux s'amorce à partir de cette date, avec le non renouvellement de certains contrats avec les États-Unis, principal acheteur avec 90 à 95% du tonnage. En 1953, la concurrence des insecticides de synthèse précipite le pyrèthre dans la crise, malgré la bonne teneur de celui du Kivu (1.50% de pyrèthrine pour 0,90 % au Japon). La production régionale, qui avait frôlé les 2000t de fleurs séchées en 1947, descend définitivement au-dessous de 1000t. Les agriculteurs européens négligent leurs champs : en 1953, 43 % des superficies plantées ont plus de 4 ans, 23 % plus de 5 ans, alors que les agronomes conseillent de ne pas dépasser 4 ans. De moins en moins bien entretenus (le pyrèthre est une culture sarclée), les champs sont souvent convertis en pâturages. En 1959, les plantations européennes produisent 107t sur 2353 ha, rendement dérisoire qui témoigne du triste état de cette culture.

Avec quelques années de décalage, le quinquina suit un destin parallèle. La prospérité de la deuxième guerre mondiale est prolongée par la ruine de l'Indonésie. En 1950, l'arbre atteint son apogée avec 12000 ha plantés, chiffre jamais retrouvé par la suite, qui le porte au premier rang des cultures du Kivu. Mais le déclin est proche, avec la concurrence des alcaloïdes de synthèses. Les cours s'effondrent brutalement. Le gouvernement abaisse le taux minimum de teneur en QAA à l'exportation²⁰, supprime les droits de sortie, accorde des tarifs de transport préférentiels, sans pouvoir compenser la baisse du revenu des planteurs, Ceux-ci arrachent leurs arbres et plantent du thé (Ngweshe, Mbayo). En 1954, les superficies plantées sont déjà tombées à 5046 ha. Les 2600 ha subsistant à la veille de l'indépendance sont très mal entretenus et sans grande valeur économique.

L'usine de transformation des écorces de la Régie CONGOKINA passe en 1947 à une coopérative de colons, avant d'être reprise par l'État en 1953. Elle est alors en pleine déconfiture, et l'OPAK, qui en reçoit la gestion, doit arrêter son fonctionnement en 1955. Après deux années de recherches infructueuses, le gouvernement est bien heureux de la vendre à Böhringer und Sohne en 1957, qui fonde sa filiale PHARMAKINA.

Préparées par les recherches agronomiques des années 1930, plusieurs autres plantes connaissent un début d'exploitation commerciale. Le géranium rosat trouve un terrain favorable dans les marais d'altitude, fréquents au sud Kivu (zone de Walungu et de Kabare aux environs de 2000 m, ce qui permet de le substituer au pyrèthre à partir de 1953. Mais les résultats financiers ne sont pas à la mesure des efforts consentis. L'essence du Kivu ne parvient pas à s'imposer sur un marché étroit dominé par l'Algérie et la Réunion, Les planteurs manquent d'expérience, surtout pour la distillation et ne parviennent pas à produire une qualité constante.

Le succès de l'eucalyptus dans les opérations de reboisement au Kivu comme au Rwanda Burundi, où il est devenu l'un des arbres les plus courants est suivi de l'implantation d'espèces à essence: *Smithii*, *dives* et *citriodora*, pour la pharmacologie ou la parfumerie. En 1952, on obtient 28000 litres d'essence sur 582ha. Le succès est sans lendemain et la culture vite abandonnée, sauf par quelques planteurs qui s'assurent des débouchés stables en se spécialisant. L'aleurite montana, le vétiver ou la digitale connaissent une vague éphémère et vite oubliée. Dans leur recherche systématique de nouvelles possibilités agricoles, les

²⁰ Quinine alcaloïde anhydre contenue dans les écorces de quinquina.

experts de l'OPAK ont pensé aux plantes à parfum. Il était question d'établir des champs de lavande, quand une mission revenue de Grasse en 1952 a mis en évidence l'importance des risques encourus. Enfin, parmi les plantes médicinales, la belladone et la camomille, assurées de débouchés limités, mais relativement sûrs en Belgique et en Suisse, ont assez bien réussi au Kivu. D'une manière générale, la région manquait trop de réputation et d'expérience pour acquérir une position enviable sur des marchés restreints et marginaux.

La période d'après guerre manque le véritable démarrage de l'économie du Kivu, qu'on attendait depuis longtemps. Malgré les fluctuations de certains produits, le revenu agricole tiré des principaux produits d'exportation augmente régulièrement, marquant l'indéniable maintien de la prospérité, au prix de quelques reconversions. L'augmentation des investissements des sociétés est à cet égard significatif. Filiales ou participantes du CNKi, elles sont installées au Kivu depuis longtemps, mais n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour y développer leurs activités, leur vision du Kivu n'ayant pas varié depuis les années de crise. Elles opèrent un retournement graduel dans les années 1950 et commencent à envisager une extension de leurs activités. L'installation au Kivu de SUCRAF qui regroupe les sucreries belges, ou d'UNILEVER, auparavant peu intéressé par le Kivu, fait réfléchir les sociétés plus anciennement établies, et les incite à accroître à leur tour les investissements productifs. Même le CNKi, pourtant peu réceptif aux idées nouvelles, envisage certaines perspectives de développement au-delà des profits faciles qu'il doit à la prospérité générale. En vérité, l'économie du Kivu se renforce réellement et la période écoulée est bien différente de la trompeuse euphorie de l'entre deux guerres,

Si un léger ralentissement se fait sentir à partir de 1958, il est surtout sensible au niveau de l'emploi. Pour la première fois le nombre des salariés africains stagne, alors qu'il avait connu depuis la guerre un taux de croissance très supérieur à celui de la population. On ne s'en soucie guère à l'époque. Plus encore que dans le reste du Congo belge, le déclenchement de la marche vers l'indépendance surprend tout le monde. Presque personne, parmi les Européens, ne l'a envisagée, même superficiellement.

213. Situation de l'agriculture européenne en 1959

En 1958-1959 l'agriculture européenne connaît son apogée. C'est le dernier éclat d'un certain type de mise en valeur du Kivu, fondé sur la juxtaposition de deux économies rurales. Avant d'assister à son déclin, nous voudrions en préciser certains traits.

2131. La population européenne

Dans la population européenne du Kivu, les planteurs sont plutôt bien représentés: ils forment 30 à 40% du total, soit 4 à 5000 personnes avec les familles, proportion inconnue dans le reste du Congo belge. Avec une population dispersée à la campagne et dans les petits centres, le Kivu fait exception. Principale concentration européenne, Bukavu²¹ compte moins de 40% de la population de 1957 (12544 h).

Les agriculteurs sont également bien représentés dans la population active : 905 colons (53 % au total), auxquels il faut ajouter les employés européens des sociétés, ce qui fait un bon millier d'actifs agricoles, Leur répartition géographique suit d'assez près celle des plantations et contraste évidemment avec la répartition de la population africaine. Ils sont en majorité établis au nord (62%), notamment dans les territoires de Masisi et de Rutshuru (respectivement 20 et 19%). Le sud Kivu, avec Kabare, Walungu (18%) et Kalehe (8%) est beaucoup moins bien représenté (30%). Les autres agriculteurs sont dispersés dans les basses terres du Maniéma,

²¹ en 1948, Costermansville a repris son ancien nom de Bukavu.

Ce poids démographique ne doit pas faire illusion, car il est plus que compensé par une situation très défavorable au niveau de l'ensemble de la colonie. Les 12000 Européens du Kivu forment 11,5% de la population blanche du Congo belge, où la répartition de la population active laisse peu de place au colonat : à peine 20 Européens sur 100 sont établis à leur compte et 4 seulement sont dans l'agriculture. Regroupant seulement 2% de la population active du pays, les planteurs du Kivu forment une minorité dans la minorité, pratiquement sans influence sur le pouvoir colonial.

2132. Prépondérance des exploitations familiales

Malgré la pénétration croissante des sociétés l'exploitation familiale, au sens colonial du terme, continue de prédominer. La plupart des plantations sont dirigées par un célibataire ou un couple. Les employés européens de colons sont pratiquement inconnus dans l'agriculture et seuls les grands domaines des sociétés ont plus de 3 ou 4 salariés blancs. Le petit exploitant de l'entre deux guerres, ajoutant à la caféiculture de multiples activités, n'a pas disparu. Il est encore largement représenté dans la catégorie *professions multiples*. Mais l'agriculture européenne compte maintenant de nombreux spécialistes, compétents et bien informés qui gèrent leur exploitation de manière moderne. C'est le cas des planteurs de thé, soumis à des contraintes techniques beaucoup plus rigides que pour les autres cultures. En général, la plupart des planteurs ont acquis une expérience plus vaste et plus variée, grâce aux spécialisations plus ou moins durables entreprises successivement. D'autre part, les cultures principales sont beaucoup mieux pratiquées et les efforts de vulgarisation technique de l'OPAK ont souvent porté leurs fruits.

Par suite de l'attribution de lots assez uniformes, il y a assez peu de différences entre la plupart des exploitations individuelles. Au début de 1957, on trouve 764 colons sur 122782ha concédés, dont 56256 sont aménagés ou cultivés. Compte tenu de l'augmentation des moyennes provoquée par l'inclusion des élevages, la plupart des cultivateurs disposent d'une concession d'environ 100ha dont ils cultivent un peu plus de la moitié. Quelques *grands colons* possèdent ou utilisent des superficies plus importantes, de 200 à 500ha, mais ils sont peu nombreux (de 10 à 20%). Par contre, toutes les sociétés disposent de lots d'une assez grande étendue, parfois supérieure à 500ha : à M'bayo l'Union chimique belge a 847ha, à Nyabiondo Théki possède 725ha, et Linea Idjwi, la plus ancienne, antérieure à la création du CNKi, a reçu plusieurs milliers d'hectares. Au-delà du périmètre des Hautes Terres, à Kiliba, dans la plaine de la Ruzizi, SUCRAF (Sucrieries d'Afrique Centrale) a obtenu la plus grande concession jamais attribuée au Kivu : 6869 ha. Dernière grande firme à s'établir au Kivu colonial, UNILEVER (Huileries du Congo Belge) fait enregistrer une concession de 1676ha en 1960; superficies considérables mais encore peu exploitées au moment de l'indépendance.

A part les deux dernières (mais qui ne sont probablement pas prises en compte dans les chiffres de 1957), ces exceptions ne modifient pas beaucoup les moyennes régionales: 160 ha pour la concession et 74 ha cultivés ou aménagés par exploitation, ce qui contraste fortement avec les chiffres moyens en Afrique orientale ou australe.

2133. L'agriculture européenne et l'économie du Kivu

Sur le plan économique, les plantations européennes représentent la principale activité productive du Kivu, loin devant les mines et l'industrie encore très embryonnaires (une brasserie et une usine textile à Bukavu, en dehors de Pharmakina). Les produits de l'agriculture européenne forment la majeure partie des exportations, en valeur comme en tonnage. Les plantations prises globalement sont la principale source de revenu monétaire en milieu rural et leur contribution au

revenu provincial n'est dépassée que par le volume des salaires versés par l'administration.

Une fois encore ce bilan avantageux doit être tempéré par le faible poids du Kivu administratif dans le Congo belge : à peine 9% du produit intérieur brut, soit une importance relative très inférieure à celle de la population (15% du total de la colonie), qui maintient le Kivu dans un rang modeste, loin derrière les deux provinces pilotes du Katanga et de Léopoldville pourtant moins peuplées. Les 160000 ha concédés à la colonisation européenne, dont moins de 100000ha appartiennent à des particuliers, comptent peu face aux immenses domaines établis ailleurs: 640000ha ont été acquis par des particuliers dans tout le Congo belge et 2570000 par des sociétés. Le faible rang quantitatif de la région ne se rattrape pas par la production d'une matière première essentielle à la colonie ou à la métropole. La Belgique recherche surtout des produits de base pour l'industrie et le Kivu n'en possède pas. Il est facile de se passer de sa production principale, le café. Si la région jouit d'un quasi monopole pour l'arabica (le Haut Ituri ne produit pas 5% des quantités obtenues au Kivu), celui-ci représente moins de 15% de la récolte globale de café de la colonie. Avec le robusta qui représente pour le Kivu administratif un tonnage comparable à celui de l'arabica, le total n'atteint pas le tiers de la production de café du Congo belge. Quant au thé, malgré ses progrès et au quinquina alors en pleine déconfiture, ils sont à peine pris en considération.

A l'heure des choix décisifs pour l'avenir de la colonisation en Afrique centrale, l'agriculture européenne au Kivu ne compte pas pour grand chose et constitue un groupe de pression tout à fait négligeable par rapport aux *farmers* du Kenya ou aux *settlers* de Rhodésie. En 1959, quelques tomates sont lancées en vain sur un ministre en tournée à Bukavu et la plupart des colons prennent brutalement conscience de leur faiblesse. Au-delà de l'avenir menacé d'un groupe social relativement réduit, il faut s'interroger sur son rôle dans la mise en valeur du Kivu.

Après un demi siècle, le Kivu a atteint un niveau de prospérité appréciable, mais non dénué de fragilité. Nous avons vu comment les problèmes fondamentaux d'infrastructure n'avaient pas été résolus, maintenant le développement général dans certaines limites et condamnant le Kivu à peser d'un poids trop réduit dans l'économie de la colonie. A l'intérieur de ce cadre comment évaluer l'importance du choix fait en faveur de la petite colonisation ? Son ambiguïté a été soulignée au début de ce chapitre et il n'est pas contestable que les grandes sociétés, d'une puissance sans égale au niveau de la colonie, sont constamment, grâce au CNKi, restées maîtresses du jeu au Kivu. Aurait-elles fait les investissements indispensables, si le colonat n'avait pas existé ? C'est très douteux et on peut même penser qu'une bonne part de la mise en valeur a été rendue nécessaire par l'afflux pourtant minime des agriculteurs européens, car ces travaux n'auraient pas été entrepris au seul bénéfice des Africains.

2134. Concurrence de l'agriculture africaine

Malgré cette contribution positive, l'avenir du colonat agricole paraît incertain en 1959, même dans la perspective d'une prolongation de la période belge. En effet, le modèle d'origine essentiellement climatique de la petite exploitation européenne est menacé par une double concurrence et pourrait déjà paraître anachronique dans une structure plus avancée que celle du Kivu. D'un côté, avec l'implantation des grandes sociétés, apparaît un nouveau modèle agricole et même agro-industriel, indifférent au climat, grand consommateur d'espace et demandant un encadrement européen réduit. De l'autre côté, l'agriculture africaine pénètre dans l'économie d'échanges et obtient à moindre frais des produits de plus en plus variés. Malgré les réticences du colonat, l'administration s'est finalement décidée à faciliter cette modernisation qui a parfois donné de bons résultats.

L'extension aux Africains des facilités accordées au colonat européen n'a jamais eu de succès : depuis 1952 ils peuvent acquérir des concessions, mais très peu en profitent et quelques dizaines seulement pratiquent une agriculture à dominante commerciale en 1960. Le service de l'agriculture, qui en compte 43 sur 6340 ha à cette date, est certainement très au-dessus de la réalité. Du reste, ils sont plutôt encouragés à s'établir dans les paysannats qui connaissent aussi un succès relatif. En fait, les Africains manquent trop de capitaux et d'expérience de l'exploitation individuelle, pour réussir d'emblée dans un cadre très différent de leurs structures traditionnelles

Par contre, les plantations villageoises connaissent un succès grandissant. L'administration coloniale qui a réussi l'introduction de plusieurs cultures nouvelles, notamment le blé, favorise après quelques hésitations, la création de petites parcelles d'arabica de 0,1 à 0.2 ha, imitant l'expérience faite au Rwanda Burundi par l'OCIRU²². Les superficies villageoises en rapport passent de 8 % du total en 1949, à 13 % en 1955 et la production de presque rien à 6.3% du total en 1955, puis 10 en 1958 selon l'OPAK (14 % d'après l'Agriculture). En 1959, la caféiculture villageoise réalise près du tiers de la production d'arabica du Kivu.

COMPARAISON DES PLANTATIONS VILLAGEOISES ET EUROPEENNES

2622 ha jeunes sur 6007	(43.65%)
3253 ha en rapport sur 15609	(20.84%)
5875 ha totaux sur 21616	(27.18%)
2289 t produites sur 8298	(27.58%)

La forte proportion des superficies de jeunes arbres indique que la prééminence de l'agriculture européenne est menacée dans ce domaine. De plus, les Africains obtiennent des rendements appréciables et parfois supérieurs à ceux des colons : 704 kg/ha en 1959 d'après le service de l'agriculture contre 564kg/ha. Même si le chiffre est douteux, faute d'une évaluation convenable des superficies en rapport qui sont très dispersées, il laisse prévoir une concurrence difficile pour l'agriculture européenne dont le secteur arabica n'est pas le plus moderne.

Le café s'adapte à merveille à l'étage de peuplement villageois, où il trouve des conditions écologiques excellentes et la forte population permet un bon entretien des parcelles de taille réduite. Points forts qui correspondent précisément aux points faibles de l'agriculture européenne, manquant de terres et de main d'œuvre.

Là même glissement au bénéfice de l'agriculture villageoise s'effectue avec le pyrèthre, mais sans opposition des planteurs blancs qui en abandonnent progressivement la culture, jugée non rentable à leur niveau. Là encore, le Rwanda Burundi et notamment la préfecture de Ruhengeri ont joué un rôle pionnier et depuis la deuxième guerre mondiale, on y produit autant de pyrèthre qu'au Kivu. En 1959, ce dernier récolte 190t de fleurs. Si l'agriculture européenne en a récolté un peu plus de la moitié, les différences de rendement sont éloquentes.

COMPARAISON DES PERFORMANCES DANS LA CULTURE DU PYRETHRE

catégorie	Production (t)	Surface (ha)	Rendement (kg/ha)
Européens	107	2353	45
Africains	83	168	Près de 500

La culture du thé, où le cadre de la grande exploitation paraît plus nécessaire qu'ailleurs, est aussi touchée. La superficie plantée des villageois augmente

²² Office du café indigène du Ruanda Urundi.

rapidement à la fin de l'époque coloniale, passant de 363 ha en 1958 à 477 en 1959 (soit 6 % du total planté en thé). Sans tenir compte d'autres cultures commerciales de moindre importance, l'agriculture villageoise compte en 1959 14% des superficies plantées au Kivu, soit plus de 6 500 ha.

Le mouvement est très variable suivant les territoires. Autour de Beni-Lubero, dans les hautes terres du nord, où les plantations européennes sont rares, les Banande sont à la pointe du progrès. COPROCAFE (coopérative des producteurs de café) groupe 25000 planteurs sur 2650 ha en rapport en 1959 (0,1 ha par planteur). Elle a produit 1797t d'arabica, soit 78,5% de la production de café villageois du Kivu, ou 21,5 % du total arabica. Au Sud-Kivu par contre, les Bashi répugnent à entretenir les plantations que leur ont fait établir les agronomes. Le café demande beaucoup plus de travail que le bananier et rapporte moins que la bière qui trouve un débouché avantageux chez les citadins de Bukavu.

On voit que le pouvoir colonial s'est progressivement décidé à donner de plus en plus d'extension à l'agriculture villageoise qui peut à certains égards lui paraître plus rentable que les plantations européennes: sans investissements importants, une plus value importante peut être dégagée par l'intermédiaire des offices qui fixent le prix d'achat des produits. Ayant longtemps reculé devant les dépenses d'infrastructure, et déplorant le coût d'installation élevé des colons européens, l'État semble de plus en plus intéressé par ce type de mise en valeur.

Ainsi, les succès de l'agriculture européenne à la veille de l'indépendance dissimulent une position de plus en plus inconfortable, qui n'a rien à voir avec l'évolution politique du pays. Phénomène social, le colonat du Kivu voit progressivement rétrécir ses bases économiques.

214. Les problèmes fonciers

En 1960, la superficie aliénée au profit de la colonisation atteint 160000ha, pour tout le Kivu administratif soit un peu plus de 0.60% de la superficie totale. Pour les Hautes Terres, domaine du CNKi, il faut compter 122000 ha, ce qui fait monter le pourcentage au chiffre encore modique de 1.61%. La superficie cultivée ou aménagée par les Européens, 70000 ha environ, reste très inférieure au terroir mis en valeur par les Africains estimé à 770000 ha environ. Au total, les terres européennes représentent un peu plus de 8% de la superficie cultivée dans le Kivu d'altitude.

En apparence, la colonisation agricole semble avoir été relativement peu avide de terres, notamment par rapport à l'Afrique du Sud (85 % du territoire attribué aux Européens), à la Rhodésie (50 %) ou même au Kenya et à la Zambie. Cependant, cette faible emprise foncière n'a pas été sans problèmes.

2141. Opposition fondamentale des principes

Les premiers textes législatifs datant de la création de l'État Indépendant du Congo reconnaissent les droits des Africains sur les terres effectivement occupées par eux. Ils leur en garantissent la possession et l'usage suivant leur coutume. Les terres vacantes sont attribuées à l'État (terres domaniales) et l'administration peut y agir suivant le droit européen.

Cette vision européenne du problème foncier s'oppose complètement à celle des Africains, Pour ceux-ci les terres vacantes n'existent pas. Au delà du terrain cultivé, les superficies incultes sont incluses de plein droit dans le domaine coutumier, dont les limites sont parfois bien établies. C'est le cas au Kivu, où les fortes densités de population et l'histoire ont favorisé l'établissement de coutumes précises d'appropriation et de limitation des espaces individuels et collectifs. Au Bushi existent à la cour des *Bami* de véritables spécialistes fonciers et des procédures complexes d'attribution et d'arbitrage. D'autre part, les droits exercés ou délégués par les chefs

ne permettent aucune cession au sens européen du terme. En fait, les autorités coutumières sont usufruitières d'une terre collective et inaliénable. Entre le droit coutumier et le droit colonial, l'opposition est totale.

D'un côté, l'étatisation de toutes les terres vacantes peut spolier les Africains de 99% du territoire, puisque 1% de la superficie du Congo belge est effectivement cultivée. Au Kivu, les fortes densités de population portent la superficie mise en culture à 7%. La colonisation peut-elle s'étendre sur 93 % de la superficie ? De l'autre, aucune aliénation, au sens européen du terme, n'est possible sur la totalité du territoire, à l'exception de quelques régions complètement vides et authentiquement dépourvues d'appropriation éminente. En fait, au-delà des principes, la politique foncière coloniale évolue en fonction de ses besoins et de la résistance variable des milieux coutumiers.

2142. Les besoins de la colonisation

Au Kivu, les fortes densités générales auraient pu exclure *a priori* la colonisation agricole européenne. Au Rwanda Burundi, dans une situation comparable et en Ouganda pourtant moins densément peuplé, ce type de mise en valeur a été écarté. Pour des raisons diverses, le gouvernement belge en a décidé autrement. Entre des noyaux de peuplement africain solidement enracinés, il faut faire de la place à l'agriculture européenne, ce qui ne paraît pas facile dans certaines zones,

L'organisation de la production aggrave encore le problème. Les plantations ont besoin de terres, mais aussi d'une main d'œuvre nombreuse qui n'est disponible qu'à proximité des zones fortement peuplées, où précisément on manque de place. Il faut choisir entre la terre et les hommes, transporter la main d'œuvre où la terre est disponible, ou insérer en force les plantations dans un milieu déjà fortement peuplé, la répartition contrastée du peuplement au Kivu ne permettant pas de solution intermédiaire. Le pouvoir colonial, puis le CNKi utiliseront successivement les deux possibilités, avec un succès inégal.

Au centre du débat, se trouve la notion ambiguë de vacance, ou plutôt de son contraire: où prend fin l'occupation effective africaine, garantissant la préservation des droits coutumiers ? Entre les terres cultivées, où les droits africains sont évidents et les zones totalement inhabitées existent d'importantes superficies litigieuses : certaines jachères, les terrains de parcours du bétail, des forêts ou des savanes, où les Africains jouissent de droits variés de chasse, de passage, de coupe de bois) plus ou moins bien définis. A proximité des noyaux de peuplement traditionnel, ces terres sont particulièrement convoitées par les Européens, qui espèrent y résoudre leur problème : trouver de la place pour leurs exploitations tout en restant à proximité de leurs sources de main d'œuvre. D'autre part, la résistance des Africains y est naturellement plus vive qu'ailleurs pour des raisons évidentes.

2143. La politique foncière de la colonisation avant 1946

L'importance variable de ces terres dans le processus de colonisation est au cœur du problème foncier. Avant 1946, la monoculture de l'arabica met la colonisation en op- position ouverte avec les intérêts fonciers africains. L'étage géographique de l'arbre correspond presque exactement à celui des plus fortes densités africaines. Les Européens ne pratiquant pas d'autre culture, ils entrent tous en compétition foncière avec l'agriculture traditionnelle, lui disputant âprement ses terres.

Les superficies disponibles dans certaines zones éloignées, versant occidental de la dorsale, Hautes terres du sud-ouest, auraient pu atténuer la pression foncière, Mais elles exigeaient une mise en valeur généralisée, de gros investissements, des équipements et des transferts de main d'œuvre qu'on a pas pu ou pas voulu engager à cette date. La demande européenne se porte donc exclusivement sur le terroir déjà humanisé, qui est également le seul à disposer d'un embryon de réseau

de communications. Donc la terre est rare et on a tendance à définir de manière aussi restrictive que possible les droits africains.

De 1920 à 1934, un procès verbal établi par l'administrateur ou un simple agent territorial suffit à établir la *vacance* d'une terre. Au début, cette procédure rapide ne soulève pas de difficultés : les colons sont peu nombreux et il est encore possible de trouver des terres. L'agriculture européenne trouve notamment dans les superficies marécageuses, négligées par les Africains, faute de moyens techniques, des concessions incultes, fertiles et bien situées.

A partir de la création du CNKI, investi par l'état colonial de ses prérogatives foncières, il en va différemment. L'augmentation du rythme d'arrivée des colons entraîne une forte demande, de plus en plus difficile à satisfaire : 8249 ha ont été concédés avant la création du Comité et 23 276 de 1928 à la fin de l'année 1933. Les facilités de la procédure, la puissance du Comité par rapport à l'administration entraînent une multiplication des abus. Les agents fonciers du Comité obtiennent l'accord des chefs coutumiers par la corruption. Ensuite les paysans sont expulsés sans indemnité véritable. L'affaire du domaine de Kavumu²³ marque le peu de considération qu'on porte aux intérêts africains à cette date. 431 ha ont été acquis en deux opérations, 57 ha en 1926 et 374 en 1929. Dans les deux cas, l'administrateur a conclu à la vacance. Vérification faite, il y avait au moins 85 cultivateurs, avec 230 cases, 235 parcelles et 10,5 ha de bananeraies sur la concession. La recherche à tout prix de terres de colonisation dans le terroir africain va même à l'encontre des intérêts bien compris des agriculteurs européens : on aboutit ainsi à la création de plantations peu viables, trop petites, sur des sols appauvris.

A partir de 1931, les difficultés financières du CNKI permettent au pouvoir colonial d'intervenir. Les superficies mises à la disposition du Comité sont réduites de 800000 ha à 400000 en 1935 puis à 300000 en 1943, à choisir jusqu'à l'expiration de ses privilèges (2011). Cette mesure est provisoirement sans effet, puisque le total disponible est de toute manière supérieur aux besoins du moment. En 1931, le CNKI n'a sélectionné que 62 250 ha (15 000 au Nord Kivu, 57 650 au Sud, dont 30650 à vocation agricole et 42 000 à vocation pastorale).

Plus efficace est le décret du 31 mai 1934 qui institue une procédure moins sommaire en matière de droits africains. Une *enquête de vacance* est ouverte sur décision du commissaire de district (auparavant un simple agent territorial avait cette latitude). Tous les Africains concernés sont obligatoirement convoqués. Les réclamations sont possibles ultérieurement au niveau du territoire, du district et surtout du Parquet de Bukavu. Dans ces conditions, les *terres vacantes* intéressantes pour la colonisation risquent de se raréfier singulièrement.

Le décret aurait pu avoir un effet déterminant si les terres africaines avaient été mieux protégées. En effet, il est tout de même possible aux Européens d'en acquérir, suivant une procédure spéciale, fixée par ordonnance du Gouverneur Général du 30 septembre 1922, modifiée le 6 octobre 1930. Toute transaction doit s'effectuer suivant un contrat authentique établi obligatoirement après enquête sur place d'un magistrat assisté d'un fonctionnaire et d'un missionnaire. L'avis favorable de l'administration concernée est indispensable. Établie à l'origine pour empêcher les Africains de disposer de leurs terres contrairement à leur intérêt, la procédure est devenue en 1934 moins sévère que l'enquête de vacance. Le CNKI s'en rend compte et s'engouffre par la brèche. En violation de sa charge constitutive, qui

²³ Cité par E. MENDIAUX in Zaïre de novembre 1956. L'article intitulé "Le Comité National du Kivu" critiquait la politique foncière du CNKI. Celui-ci a violemment protesté et obtenu du gouvernement la suppression de la subvention versée à la revue.

exclut formellement de sa juridiction les terres africaines ou grevées de droits africains, le Comité se met à négocier avec les notables, rachète leurs droits à des prix dérisoires et revend la terre au prix fort. L'*indemnité* versée aux villageois a parfois représenté le centième du prix payé par le colon.

L'évolution du rôle du CNKi apparaît ici clairement. Organisme créé pour assurer la mise en valeur du Kivu, donc essentiellement pour s'occuper des régions réellement vacantes, il est devenu par suite de sa déconfiture financière un "*courtier en terres indigènes*" (E. Mendiaux) exploitant conjointement les Africains et les colons, sans aucun progrès pour le pays.

Poussé par les planteurs, le Parquet de Bukavu a tenté d'obtenir une application plus stricte des statuts de 1928 et a fait procéder à des transactions directes entre colons et Africains. Mais le décret foncier du 22 juillet 1938 confirme indirectement l'interprétation du CNKi. Les transactions directes sont interdites et les indigènes ne peuvent céder leurs droits qu'à la colonie, dont le Comité hérite automatiquement puisqu'en cette matière, il lui est substitué au Kivu.

Le décret marque une fois de plus la faiblesse du colonat devant les intérêts des grandes sociétés, malgré la situation particulière du Kivu. Quant au CNKi, non content de spolier les Africains, il montre aussi l'étroitesse de ses vues en s'opposant aux intérêts bien compris de la colonisation.

Au-delà d'un contexte économique défavorable, la politique foncière témoigne des difficultés structurelles de la mise en valeur de la région des hautes Terres et des contraintes du cercle vicieux terre main d'œuvre, aggravées par la monoculture du café arabica. Dans un territoire aux densités générales faibles, une poignée de colons parvient difficilement à dégager la superficie nécessaire à l'agriculture de plantation,

A la fin de 1945, les concessions européennes regroupent 47873 ha pour les Hautes Terres (domaine du CNKi). 63 934 ha sont disponibles pour les nouveaux colons, 132915 en cours d'enquête, qui permettront une extension très importante du domaine si la conjoncture le permet. Par contre, le Comité abandonne de lui-même 133987 ha, généralement pour insuffisance pédologique ou mauvaise situation et 52334 ha lui été refusés par l'administration. Ce dernier chiffre marque la montée des oppositions aux opérations foncières douteuses.

2144. La politique foncière de la colonisation de 1946 à 1960

En effet, l'attitude du pouvoir colonial évolue à partir de la deuxième guerre mondiale. On prend conscience du dynamisme démographique de la population africaine et des perspectives de saturation du terroir qui en découlent. Les difficultés des deux pays voisins montrent l'importance du problème. Le Rwanda Burundi, corseté dans un terroir trop exigü, n'a pu échapper à plusieurs famines, au cours des années de guerre. Et surtout la révolte des Mau Mau au Kenya met en évidence les graves conséquences d'une mauvaise répartition foncière. Ainsi la nécessité de ménager une place importante à l'expansion de l'agriculture africaine apparaît de plus en plus clairement.

L'administration se décide à interdire les nouvelles installations dans les parties les plus peuplées du terroir traditionnel : cas des bords du lac et de l'est de la zone de Rutshuru qui sont déclarés "*saturés*". A long terme on décide de réserver 70% des terres arables du Kivu à l'usage des Africains. Ceux-ci voient confirmé leur droit de s'établir librement sur des terres domaniales, disposition très contestée auparavant, notamment sur les superficies ayant déjà fait l'objet d'un procès verbal de vacance.

Cette nouvelle politique foncière atteint directement le CNKi. De 1946 à 1948, celui-ci a retenu en deux ans de recherches 61 880 ha considérés comme "*sans*

occupation apparente". En fait, 55385 ha (près de 90%) lui sont refusés par l'administration (20980 pour "saturation" et 34405 pour "droits indigènes"). 6495 ha seulement sont accordés, moyennant des indemnités. « *Peut-on dire plus clairement que l'activité du CNKi s'est confinée dans les terres indigènes et qu'a été perdue la raison d'être même de sa création à savoir la mise en valeur des terres vacantes mise en valeur qui eût dû se faire en dirigeant vers ces terres le surplus de population des zones surpeuplées du Kivu et du Rwanda Burundi et par l'installation de colons européens au milieu d'eux ?* »²⁴

Néanmoins, l'attitude plus favorable aux droits africains n'entrave pas les progrès de la colonisation : de nouvelles possibilités sont dégagées par la rupture du cercle vicieux de l'arabica. Les cultures de haute altitude et l'essor de l'élevage attirent les nouveaux colons vers des zones réellement inoccupées, encore proches des sources de main d'œuvre, mais au dessus du terroir traditionnel.

La bonne conjoncture économique. facilite les investissements dans des régions nouvelles. L'Etat y joue un rôle décisif, au contraire du CNKi, qui continue de spéculer sur les terres, sans négliger quelques trafics sordides. Le bois vendu aux colons se trouve être le plus cher de toute la colonie et le Comité parvient pendant de longues années à refuser aux anciens fonctionnaires coloniaux les concessions gratuites auxquelles ils ont droit.

La forte progression de la superficie européenne n'est pas accompagnée d'une augmentation des tensions foncières et les 100000ha occupés après la deuxième guerre mondiale ont paradoxalement posé moins de problèmes que les acquisitions des périodes précédentes, pourtant inférieures de moitié.

Après l'indépendance, on ne compte pratiquement pas d'exemple de reprise définitive d'un domaine européen par les villageois, ce qui témoigne du peu d'ampleur des conflits fonciers en 1960. La chétivité de la colonisation, qui a limité l'ampleur des appropriations, en est certainement responsable. Compte tenu de l'importance des zones faiblement peuplées, on peut même avancer qu'un développement beaucoup plus important de cette colonisation n'aurait pas aggravé le problème. En limitant pendant longtemps la mise en valeur aux régions centrales les plus peuplées, le malthusianisme du CNKi a artificiellement aggravé les rivalités foncières en masquant les véritables données du problème. Ainsi, de par sa faiblesse même, la colonisation agricole européenne a évité un violent choc foncier de type kenyan.

2145. Les problèmes de répartition

Du point de vue du colonat, le seul avantage du CNKi est d'offrir aux nouveaux arrivants des possibilités d'installation immédiate, en offrant des terrains déjà repérés et autorisés. Le candidat colon évite ainsi de longues recherches et surtout l'attente des résultats de l'enquête de vacance, parfois aléatoire. D'autre part, l'attribution de terres aux Européens fait l'objet d'une procédure variable.

Les sociétés jouissent d'un régime assez libéral. Elles peuvent acquérir de vastes domaines et les exploiter assez librement ou plutôt les laisser en friche en attendant une conjoncture plus favorable, comme c'est le cas au Kivu. En effet, plusieurs sociétés se réservent de vastes superficies dans des zones marginales (Mwenga, Shabunda, Walikale), dont elles espèrent la mise en valeur, en étant bien décidées à ne pas dépenser d'argent pour la hâter. Le CNKi les leur accorde complaisamment, car il pratique la même politique au profit de ses filiales. La SAAK a obtenu plus de 10000ha sur les hauts plateaux de l'Itombwe. Ainsi se poursuit au Kivu une politique foncière assez couramment pratiquée au Congo belge, dont le

²⁴ E. Mendiaux, *op. cit.*

Maniéma proche fournit un bon exemple, d'attribution presque illimitée de superficies plus ou moins inutiles aux grands groupes économiques.

Les concessions aux particuliers sont définies par des textes beaucoup plus, rigides. Conformément à son option théorique en faveur de la petite et moyenne colonisation, l'administration limite assez strictement la taille des lots : 100 ha maximum en deux fois pour les cultures, 250ha (100ha et trois fois 50ha) pour le *mixed farming* et l'élevage. Dans les secteurs faiblement peuplés (au-dessus de 2000 m et au dessous de 1200 m), on peut obtenir jusqu'à 500 ha. Pour éviter les achats spéculatifs (sans doute réservés aux sociétés), l'octroi de la concession est assorti d'une clause de mise en valeur de 50 % dans les cinq ans et de début de mise en valeur dans les 6 mois, sous peine de résiliation. Afin d'éviter la concurrence africaine, les cultures vivrières sont interdites.

Le statut juridique des concessions est destiné à assurer le respect de ces clauses obligatoires. Au départ, le colon ne peut souscrire qu'un contrat de location pour 8 ans qui permet à l'administration de garder l'initiative. Les conditions de mise en valeur remplies, il peut acheter sa terre aux conditions en vigueur cinq ans auparavant ou souscrire une emphytéose de 30 ans. Dans les deux cas, les tarifs sont peu élevés : 60 F par hectare et par an pour une location, ce qui fait 1200 F/ha/an pour un achat (20 fois le loyer) suivant les tarifs en vigueur en 1956.

La rigidité de la législation a eu un effet déterminant sur les structures agraires, donnant ses dimensions sociales au colonat agricole, comme nous l'avons vu plus haut. Les intérêts clés sociétés sauvegardés, l'administration est parvenue de cette manière à son objectif : créer un groupe social homogène et finalement assez proche de celui des agriculteurs belges. Mais comme lors de la création des paysannats, on ne s'est pratiquement pas préoccupé de ménager des possibilités d'évolution.

22. LA DECOLONISATION AU KIVU

221. Les crises

2211. Originalité du Kivu

A l'image de celui des Indes néerlandaises qu'il avait pris quelque temps en exemple, le système colonial belge a suscité des jugements très contrastés. Universellement vanté avant 1960, notamment par ceux qui déploraient la faiblesse de la mise en valeur de l'AEF il a été non moins universellement critiqué ensuite.

Au Kivu comme ailleurs, le faible niveau de préparation aux responsabilités, dans un monde replié sur lui-même et la précipitation du processus de décolonisation rendent les difficultés inévitables. L'enracinement de plusieurs milliers d'Européens y ajoute une dimension supplémentaire. Le système du colonat et plus particulièrement du colonat agricole paraît difficilement compatible avec les finalités d'un pays indépendant. Beaucoup plus clairement que pour d'autres activités, le changement de souveraineté implique l'arrêt de la colonisation de peuplement et peut être sa résorption ultérieure.

L'introduction tardive de l'économie d'échanges y pose un autre problème; la faible durée de la période de colonisation rend plus tentant qu'ailleurs le retour à un passé encore vivant dans certaines mémoires. Le salariat agricole, par exemple, discrédité par une longue période de travail forcé, est particulièrement impopulaire.

Les événements justifient et dépassent les prévisions les plus pessimistes. A la crise généralisée du deuxième semestre 1960 s'ajoutent de graves combats durant les années suivantes: sécession Gizenga-Kashamura (fin 1960-1961), rébellions mulélistes (1963-1965), équipée des mercenaires (juillet-novembre 1967). Contrairement au Shaba-Katanga et au Bas Zaïre qui n'ont connu que quelques

courtes périodes troublées, le Kivu a été chaque fois la théâtre d'opérations militaires prolongées et en 1967 la seule région à connaître des destructions importantes. Aucune autre région du Zaïre n'a autant souffert et aussi longtemps : plus de huit années d'insécurité pratiquement ininterrompue.

La population européenne du Kivu, qui compte une proportion importante de colons, n'est pas prédisposée à un départ massif. À la différence des fonctionnaires ou des employés des sociétés et à l'exception des plus aisés, ces derniers sont sans ressources en Belgique. La plus grande partie de leur fortune est investie sur place. Les agriculteurs sont presque tous dans ce cas et on pourrait s'attendre à les voir manifester plus de stabilité que les autres. Mais la gravité des événements, qui ont entraîné à deux reprises l'évacuation de la totalité de la population européenne du Kivu, est à l'origine d'un repli bien plus massif que dans les autres régions du pays. Après la dernière secousse, à bien des égards la plus grave pour la région, provoquée par les mercenaires de Jean Schramme, beaucoup d'Européens découragés ont préféré rester en Belgique.

2212. La crise politique

La fuite des blancs, dans une structure qui quelques mois auparavant, était encore totalement dominée par eux et sans doute plus étroitement que dans les autres colonies africaines, marque le début d'une crise généralisée. Celle-ci est d'abord politique : la nouvelle administration est totalement livrée à elle-même. Le personnel européen, à qui on venait de garantir un reclassement en métropole, s'est replié massivement durant l'été 1960. La lourde machine territoriale, avec ses 12000 fonctionnaires blancs (1957), charpente de tout le système colonial, intervenant à tous les niveaux de l'organisation du pays, y compris les plus minimes, est bloquée pour longtemps.

Cantonné jusqu'à une époque récente dans les tâches d'exécution, le personnel africain n'est nullement préparé à intervenir efficacement. Au Kivu, l'administration est rapidement coupée de la capitale, aux prises avec des difficultés insolubles, sans moyens contre le développement des tyrannies locales. En diluant les responsabilités, l'avènement du fédéralisme accroît encore l'inefficacité d'une administration déjà pauvre en personnel d'encadrement compétent. Au-delà d'une panique momentanée, les services publics entrent dans une crise profonde et durable, que plusieurs tentatives de réorganisation n'ont pas réussi à surmonter. Si elle a pu venir à bout des abus les plus criants, la centralisation à outrance rétablie par la II^e République²⁵ n'est pas parvenue à obtenir un fonctionnement normal et a introduit d'autres causes de paralysie.

À l'impuissance s'ajoute la corruption, fille naturelle de l'incompétence. Comme le fonctionnement des services échappe à tout contrôle, les agents utilisent leurs fonctions pour s'enrichir. On passe très rapidement du parasitisme, où l'administration se contente de ne pas faire son travail, à l'exploitation, où elle utilise ses prérogatives au seul profit de ses agents. La police et l'armée, favorisées par la situation, donnent l'exemple. Le coût de fonctionnement des services publics pour l'ensemble de l'économie (salaires et exactions diverses) augmente en proportion inverse du rendement. Le niveau des prestations d'intérêt général s'effondre rapidement: fin de l'entretien des routes, paralysie de certains rouages qui deviennent plus encombrants qu'utiles : OPAK, douanes.

2213. La crise économique

Les conséquences de la désorganisation administrative sont incalculables. La disparition de certains services publics, les exactions de toute nature entraînent une insécurité économique durable, propice à tous les dérèglements (spéculation,

²⁵ II^e République: dénomination officielle du régime établi par Mobutu à partir de 1965.

accaparements), particulièrement néfaste dans un ensemble embryonnaire encore très dépendant de son encadrement administratif et bancaire. L'économie du Kivu est trop jeune pour se passer de la tutelle publique, à plus forte raison pour tenter de se substituer à un pouvoir défaillant. Au-delà des événements et des crises politiques momentanées, le Kivu ne peut échapper à une dépression profonde et il est beaucoup moins bien armé que les autres régions pour la surmonter. Si elle a consolidé l'économie, la période de prospérité des années 1950 ne s'est pas suffisamment prolongée pour amener le Kivu au niveau des deux grandes régions de la République.

Dès juillet 1960, les planteurs sont confrontés à un double problème. Les avances consenties par l'OPAK ou les coopératives sont supprimées, obligeant les exploitants à brader leur récolte à bas prix. D'autre part, la fuite des capitaux et les augmentations de salaires consenties à la veille de l'indépendance, notamment la célèbre prime « *pour l'indépendance* », ont raréfié le numéraire. Les entreprises sont contraintes d'utiliser le troc ou des monnaies de substitution pendant quelques semaines.

Cette première crise purement conjoncturelle, est de courte durée, l'économie congolaise souffrant beaucoup plus d'un excès que d'une pénurie de monnaie. En effet, l'émission excessive des moyens de paiement s'ajoute à la fuite des capitaux, toujours active, pour entraîner une dépréciation accélérée du franc congolais : 50 % dès 1961, 90 % en 1967. Au niveau du pouvoir central, personne ne pouvant ou ne souhaitant s'attaquer aux causes du mal, les dispositifs mis en place sont totalement inefficaces. Faute de personnel compétent, le contrôle des changes se révèle plus nuisible qu'utile et contribue à l'affaissement du cours parallèle du franc. Malgré deux dévaluations, il subsiste constamment une marge appréciable entre le taux de change officiel et celui du marché noir. De nombreux trafics illicites sont ainsi rendus possibles.

A cet égard, le Kivu est placé dans une situation très particulière. Coupé du reste du pays par la rupture du réseau de communications (voir 1^{ère} partie) il ne peut plus compter que sur l'Afrique orientale pour son approvisionnement et l'exportation de ses produits agricoles. Les réglementations de la capitale se révèlent particulièrement mal adaptées aux réalités locales. Les protections douanières ou les contingentements accordés à certaines entreprises de Kinshasa ou de Lubumbashi dont les produits restent introuvables à Bukavu en sont un bon exemple. Trop rarement révisés, les prix d'achat des produits agricoles par l'OPAK suivent de trop loin l'évolution du coût de la vie. Mal rémunérés avec de la monnaie au pouvoir d'achat diminué en quantité comme en qualité (beaucoup d'articles ne sont vendus qu'épisodiquement au Kivu), les planteurs blancs et noirs en sont réduits à frauder.

Ainsi s'instaure un trafic en grande partie illicite avec l'Afrique orientale, et principalement l'Ouganda. Les produits agricoles (le café arabica surtout) passent clandestinement la frontière. Les commerçants ou les courtiers de l'Office ougandais du café²⁶ les achètent à un prix variable, mais très supérieur à celui de l'OPAK. Les shillings ainsi obtenus pourraient être échangés à un taux très intéressants contre des francs congolais, s'il était possible de les utiliser valablement. En fait, ils sont le plus souvent dépensés sur place dans des achats de produits fabriqués, qui entrent au Zaïre comme le café en est sorti. Ainsi les producteurs maintiennent leur pouvoir d'achat et évitent les taxes. Si les douaniers s'accommodent fort bien de ces transactions, l'administration centrale y perd évidemment d'importantes recettes.

²⁶ intéressé par l'opération, les quotas de vente de l'Organisation Internationale du café (OIC) étant calculés en proportion des exportations.

2214. La crise agricole

Confronté à la crise monétaire et à l'interruption des communications terrestres avec l'ouest, le Kivu a pu trouver des palliatifs en développant ses relations avec l'Afrique orientale. Face à la désorganisation du réseau régional causée par le manque d'entretien, et à la régression généralisée de la vie de relation intérieure qui en est issue, il n'y a pas de solution applicable.

L'ensemble du Kivu subit un abaissement général de son niveau de vie, par absorption d'un coût de transport excessif. Comme tous les vendeurs de matières premières, les planteurs voient baisser le prix de vente de leurs produits. Par contre le prix des produits fabriqués augmente rapidement, quand il est possible de se les procurer ; la disparition des engrais, par exemple, entraîne une baisse massive des rendements. Certains exploitants qui atteignaient des rendements de plus de 1.5t de café à l'ha (presqu'île de Bobandana) assistent impuissants à une chute graduelle au dessous de 1 tonne.

À la crise intérieure viennent s'ajouter les aléas de la conjoncture internationale, qui évolue défavorablement. Les cours du café s'affaissent régulièrement, la dévaluation de la livre sterling et des monnaies qui lui sont liées diminue encore les revenus des exportateurs de thé, À l'exception de ceux du quinquina, qui se sont progressivement améliorés depuis l'indépendance, les autres cours réservent des marges de plus en plus ténues et parfois des pertes.

La rupture des équilibres fragiles qui avaient permis au Kivu d'atteindre son niveau de prospérité de 1959 est donc totale. Aux contraintes sévères du milieu naturel, insuffisamment surmontées durant la colonisation, s'ajoutent l'incurie d'un pouvoir impuissant à manœuvrer des leviers de commande qui n'ont pas été faits pour lui. Cependant, l'économie de plantation, si sensible aux aléas, n'a pas sombré.

222. L'éclatement des structures agraires

Contrairement à ce qui s'est produit dans l'administration, le départ des hommes n'entraîne pas l'effondrement du secteur agricole. Pour être à peu près total (en 1973 il reste à peine une cinquantaine d'exploitants individuels sur les 900 de 1960), l'exode n'a pas été aussi brutal que celui des fonctionnaires. En juillet 1960, beaucoup espèrent revenir et s'arrêtent au Rwanda-Burundi, resté sous tutelle belge ou en Ouganda. Par contre les deux vagues de 1963 et 1967 ont été plus rarement suivies de retours. Et entre les crises, on compte beaucoup d'abandons progressifs, principalement dus aux difficultés économiques. Et à partir de 1968, l'effectif se stabilise à peu près à son niveau actuel.

La disparition à peu près totale du groupe social des planteurs provoque un éclatement des structures agraires plus ou moins figées par la juridiction foncière coloniale et parfois déjà caduques. L'exode donne le signal d'une redistribution à peu près générale des exploitations, accomplie dans le plus grand désordre et au détriment des anciens possédants. Beaucoup d'entre eux abandonnent purement et simplement leur bien, sans pouvoir se soucier de son avenir. Ceux qui ont le temps de préparer leur départ remettent leur plantation à un gérant, européen ou zaïrois, ou la vendent à bas prix. D'autres transactions ont lieu en Belgique, où les planteurs réfugiés liquident leurs dernières possessions africaines. C'est pourquoi la plupart des prix de vente sont mal connus, mais aucun n'est élevé. Profitant de la situation critique des biens autant que des personnes, les nouveaux acquéreurs font d'excellentes affaires. Au terme d'une décennie de troubles, les structures agraires sont méconnaissables.

2221. Evolution de l'exploitation individuelle

Une poignée d'exploitants individuels sont restés sur place, mais aucun d'entre eux ne travaille sur une superficie comparable à celle qu'il occupait avant 1960. Tous les

particuliers ont participé à l'opération de concentration, leur agrandissement étant rendu inévitable par les difficultés économiques ou des nécessités techniques. Le plus souvent ils ont racheté ou pris en gérance une ou plusieurs exploitations voisines, formant ainsi un domaine plus vaste et plus solide.

Les exemples les plus intéressants de concentration individuelle se trouvent dans la zone de Beni, qui n'a jamais intéressé les sociétés. Si les jeunes planteurs, qui vivaient de subsides du Crédit au Colonat en attendant la mise en rapport de leurs arbres, ont abandonné massivement, 6 planteurs se sont maintenus en accroissant leur superficie.

LES RACHATS DE PLANTATION DANS LA ZONE DE BENI

	ancienne superficie (ha)	nouvelle superficie (ha)	augmentation (indice 100 en 1960)
Pol Léonard	62	133	215
Duvigneaud	160	260	162
Ingels	91	241	265
Debremaker	156	254	163
Mortelmans	100	238	238
Zaphirakis	129	235	182
Moyenne	116	227	196

L'augmentation permet d'atteindre un nouveau seuil de rentabilité théorique, supérieur à 200 ha, alors qu'il n'était pas rare de trouver avant 1960 des planteurs vivant convenablement avec 60 ha.

Pour les planteurs de thé, l'agrandissement est une, nécessité vitale. Une usine ne peut fonctionner convenablement avec moins de 300 à 400ha plantés, suivant le rendement. Beaucoup n'ont pas cette superficie et se trouvent placés devant un choix draconien : abandonner ou acquérir les plantations des autres. François de Crévoisier a ainsi repris progressivement les plantations voisines de Lemera: depuis 1968, l'usine est entourée d'une exploitation unique de 330ha de thé sur une concession de 440ha.

Malgré ces exemples, les planteurs individuels ont assez rarement participé aux opérations de concentration. Ils s'y placent loin derrière les commerçants et les sociétés et c'est compréhensible. Menacés par les incertitudes politiques d'un exode précipité vers la Belgique, où la plupart n'ont pas de position de repli, ils ne veulent pas utiliser leurs maigres liquidités à s'enfoncer un peu plus avant dans des investissements africains. C'est l'opération inverse qui est la plus souvent pratiquée: les colons réalisent leur capital et l'utilisent pour assurer leur reconversion européenne, quand ils trouvent un acquéreur. Les planteurs de Beni constituent une exception : pour eux, pas d'autre alternative que l'agrandissement ou l'abandon, aucune société n'étant implantée dans la région. A ce niveau, l'entêtement et l'enracinement de l'exploitant ont beaucoup plus joué que les conditions économiques.

2222. Les opérations de concentration

La désorganisation de l'économie a permis à certains commerçants²⁷ de réaliser d'importants profits. La dépréciation du franc congolais sur le marché noir ne les encourage pas toujours à les exporter. C'est pourquoi ils recherchent des possibilités

²⁷ *Le Kivu se situe au carrefour de deux grandes aires du commerce étranger en Afrique : celle des Asiatiques (Indo-Pakistanaïens ayant souvent acquis la nationalité britannique) venus d'Afrique orientale, nombreux à Bukavu et à Kigali. Les Grecs (de Grèce et de Chypre) plutôt représentés en Afrique du Nord-Est, sont nombreux à Bunia, Goma et Bujumbura.*

de placement dans le pays, susceptibles de prendre de la valeur avec le temps : le bas prix des plantations leur fait espérer une importante plus value en cas de redressement de la situation politique. Plusieurs d'entre eux s'y intéressent et en regroupent un nombre appréciable. A Beni, Georges Odysseos rachète 876 ha (dont 635 plantés en robusta) qu'il réunit dans la société PLANOS (Plantation Odysseos). Il devient ainsi le principal planteur de robusta au Kivu et donc de Beni, avec 29 % de la superficie totale européenne. Dans la région des Mokotos, les frères RAI (Raï Brothers, d'origine asiatique) reprennent la plupart des plantations de thé et obtiennent la gestion de l'usine gouvernementale de Kahe en 1968, constituant ainsi un ensemble économique cohérent. Cependant, les résultats sont peu brillants: la mésentente s'installe entre les frères et quand l'usine retourne à l'OPAK, elle est dans un triste état.

Au Ngweshe se sont fondées des sociétés anonymes, associant des planteurs individuels à des affaires d'importance moyenne, dont il est difficile de connaître la composition exacte. Avant l'indépendance, Edgar Méeus était déjà l'un des plus gros planteurs individuels du Kivu. Il possédait de vastes domaines et a même quelque temps participé à la gestion de l'usine de quinquina de Bukavu, Depuis quelques années, son nom disparaît derrière celui de la société des plantations d'Irabata, dont il est actionnaire et à laquelle participe aussi BELGIKA implantée au Maniéma. A la charnière de la plantation individuelle et de la société anonyme, Irabata regroupe 1672ha dont 693ha de thé. Cependant, le cas est exceptionnel : les sociétés nouvelles veulent bien de l'ancien colon, mais souvent pour en faire un gérant.

Car la révolution dans les structures agraires du Kivu est bien l'arrivée en force des sociétés, faiblement implantées en 1960. Elles possèdent à cette date 50000ha environ (à peu près 30% de la superficie concédée), dont la plus grande partie n'est pas mise en valeur. En effet, les sociétés ne sont pas soumises aux mêmes impératifs que les particuliers et le CNKi a doté ses filiales (SAAK) et celle de ses actionnaires (COFOLACS) au-delà de leurs possibilités. Le phénomène est moins sensible sur les Hautes Terres, où moins de 17200ha sont attribués aux sociétés, soit le tiers de leurs superficies dans le Kivu administratif et 14 % environ du total concédé en altitude. Malgré quelques progrès récents, elles jouent un rôle agricole relativement faible.

Tout change avec l'indépendance. Face aux particuliers, les sociétés se trouvent placées dans une incomparable position de force. Elles ont de l'argent et peuvent en perdre un peu pour en gagner beaucoup plus tard, ce qui leur donne les moyens d'attendre la ruine des colons à court terme et le redressement de la situation générale par la suite et donc de choisir les meilleures plantations dans l'immense réserve disponible. Ainsi se profile une occasion unique d'accélérer un processus de concentration prévisible, dans des conditions de rentabilité étonnantes. Aussi, à la différence des particuliers, on enregistre peu d'abandons, à l'exception des 8137ha à peu près vierges de la société ELIT, aventurée dans la zone de Mwenga. Partout ailleurs et de manière significative, les possessions des sociétés progressent, en surface et surtout en valeur. Dans la théiculture, le groupe Lever (HCB puis PLZ²⁸) arrondit son domaine de Mweso de 1676 à 3739ha, avec seulement 450 ha de thé en rapport. En 1973, la Société Agricole du Mushari (Agri-Mushari, ex-Giliwer), qui possédait 888ha dispersés entre Masisi, Kalehe et Rutshuru, en compte 2555.

Mais ces opérations les plus spectaculaires sont provoquées par la remontée des cours mondiaux du quinquina. Connaissant les facilités naturelles du Kivu pour la production des écorces, trois principales sociétés spécialisées font irruption dans le pays. Favorisés par les circonstances, les acheteurs peuvent y sélectionner les

²⁸ HCB: Huileries du Congo Belge; PLZ: Plantations Lever au Zaïre.

meilleurs domaines potentiels, plutôt que de reprendre les vieilles plantations de quinquina, que la mévente des années cinquante avait laissé dans un triste état.

Ils font l'acquisition de plantations bien situées, géographiquement et pédologiquement, qu'ils vont reconvertir. Ayant pu en 1957 racheter l'usine de Bukavu, pourtant en pleine déconfiture, PHARMAKINA recueille les fruits de sa lucidité et s'approprie la meilleure part : 6434 ha dans 4 zones (Walungu, Kabare, Kalehe et Rutshuru) dont 38 ha en gérance, et 74 ha possédés personnellement par le directeur de la société, K. Schneider. L'opération fait de PHARMAKINA le principal planteur du Kivu, en superficie comme en valeur économique, BUKINA (filiale du groupe allemand BUCHLER) et Kinaplant (filiale de la société néerlandaise NEDCHEM) se situent loin derrière avec respectivement moins d'un millier d'hectares.

Enfin, le secteur arabica a fait l'objet d'une opération tout à fait particulière, qu'il est difficile de classer : s'agit-il de la progression exceptionnelle d'un particulier, ou de la création d'une société ? En 1960, Gérard Van de Vyvere, avec 1217ha dans la zone de Rutshuru n'est déjà plus un planteur ordinaire. En 1973, il a multiplié son domaine par 3,5, contrôlant 3956 ha répartis dans trois zones : Rutshuru (95 %), Lubero et Kalehe (respectivement 2,5 %) dans une société où il est associé avec Hubert van Overberghe.

Les deux hommes semblent avoir profité du désordre qui régnait au Kivu en 1960-1961 et du désarroi des derniers planteurs pour acquérir d'emblée des positions de force, qu'il leur a été facile d'exploiter ensuite. La réunion du dernier conseil d'administration de CAFEKIVU²⁹ à Gisenyi semble leur avoir fourni l'occasion idéale. En effet, G. van de Vyvere y obtient de rapatrier la contre valeur au taux officiel des avoirs de CAFEKIVU de Belgique au Kivu, ce qui, compte tenu de la dépréciation du FC à ce moment lui assure une prime de change égale au capital restitué (24 millions de FB) et l'exclusivité des exportations d'arabica.

L'habile homme a maintenant les moyens d'étrangler les autres planteurs, qui doivent passer par lui et assez d'argent pour s'approprier leurs exploitations. Il acquiert ainsi une position dominante dans la zone de Rutshuru et l'arabica cultivé par les Européens. Certains planteurs sont restés comme gérants sur leurs anciens domaines.

Au total, sur 68326ha restés en possession des Européens, les sociétés contrôlent en 1973 47866ha soit exactement 70% ou près de la moitié de la superficie non abandonnée. En réalité, l'importance économique des sociétés est plus grande encore. Alors qu'elles contrôlaient avant 1960 une superficie importante, mais marginale et faiblement mise en valeur, elles disposent dix ans plus tard de la portion la mieux située et la plus productive du domaine colonial. En face, les petits et moyens planteurs européens ont pratiquement disparu : 20460ha leur restent, total ambigu qui comprend de nombreux espaces en voie d'abandon, soit 30 % de la superficie européenne subsistante et à peu près 20 % des 100000ha détenus par les particuliers en 1960. La liquidation des anciennes structures agraires fonde une véritable organisation domaniale, propre à modifier profondément l'économie du Kivu si elle se relève de ses ruines.

2223. Importance des abandons

Le nouveau cadre de l'agriculture du Kivu est aussi bien loin de recouvrir l'ancien. Après le vaste repli du colonat européen, un nombre très important d'exploitations est resté sans maître et retourne peu à peu à état naturel. Le phénomène est

²⁹ Avant l'indépendance, CAFEKIVU regroupait la plus grande partie des planteurs d'arabica dépendant de Goma (y compris les planteurs africains par COPROCAFE) et contrôlait donc presque toute le circuit de commercialisation de ce produit au Kivu.

d'importance puisqu'il concerne, d'après une enquête de 1973, près de 40% de la superficie concédée de 1960, c'est-à-dire un vaste ensemble de 63000ha. La réalité est probablement supérieure à ce chiffre, de nombreux domaines étant dans un état proche de l'abandon et avoisine les 50%. A première vue l'examen des circonscriptions révèle peu de différences entre la région administrative et le reste du Kivu, le pourcentage exact étant dans les deux cas proche de 39%. Au niveau des zones, les proportions les plus élevées sont atteintes à Beni (66% de la superficie concédée en 1960) et les plus basses à Walungu (moins de 5%).

Au delà de quelques cas particuliers, la localisation des superficies abandonnées est le résultat d'une double logique. Logique ancienne : elle traduit les faiblesses de l'agriculture coloniale avant l'indépendance. Logique nouvelle : elle témoigne négativement des critères de choix des nouveaux acquéreurs : potentialités de la plantation (sols, climat, type de culture réalisée ou possible), niveau d'équipement. (arbres, usines et installations diverses) et au premier rang, de la situation géographique.

Les événements provoquent d'abord la disparition de deux groupes marginaux de l'ancienne structure coloniale les trop jeunes et les trop vieux. Les plantations non encore en rapport, vite abandonnées par leurs exploitants privés de ressources, n'intéressent personne. De vastes périmètres, Mwenga par exemple, pleins de promesses, retournent ainsi en friche. D'autre part, de vieilles plantations d'arabica connaissent le même sort : exiguës, enclavées dans le terroir villageois, parfois infertiles, elles ont perdu toute rentabilité et ne peuvent être modernisées ou agrandies.

Mais c'est la crise des transports qui opère le déclassement le plus important. Après plusieurs années d'entretien insuffisant, de nombreuses pistes disparaissent, condamnant les exploitations. L'ouest de la zone de Masisi, par exemple, retourne à la forêt avec la coupure de l'axe Goma-Walikale. Des périmètres entiers de colonisations s'évanouissent après la rupture d'un pont, ou la mise hors d'état d'une piste carrossable. Les abandons touchent particulièrement le versant occidental, éloigné, parfois de mise en valeur récente et compris dans les zones basses qui n'intéressent pas les acquéreurs. Ainsi retournent en friche les plaines boisées de Beni (12405ha concédés), le secteur de Walikale (1017ha) ou celui de Mwenga ouest (8804ha), l'ouest de la zone de Kalehe. Même les zones d'altitude n'échappent pas à de vastes abandons : une partie du Bwito (ouest de la zone de Rutshuru), d'immenses pâturages à Masisi et Muhume-Muneme (Kabare).

En conséquence, l'agriculture européenne marque un très important recul géographique. En 1960, elle était présente dans tous les territoires. En 1973, elle a pratiquement cessé d'exister en dehors de l'axe principal Beni-Goma-Bukavu ou a proximité immédiate de celui-ci (Masisi, Bwito, Ngweshe. Et à l'intérieur de ces régions favorisées, si l'on peut dire, au niveau des transports, de vastes espaces ont perdu toute valeur économique à toutes les altitudes. Faute d'entrepreneurs aptes à succéder aux colons défaillants, la redistribution des concessions est accompagnée d'un *déchet* énorme.

Bien qu'il s'agisse d'un type de mise en valeur condamné par l'accession à l'indépendance, le Kivu ne peut tirer aucun avantage de ces abandons. Pour la régions, il s'agit d'une perte de potentiel élevée et particulièrement grave. Le mouvement d'expansion vers l'ouest, destiné à délivrer l'ensemble du Kivu des contraintes d'un espace trop densément peuplé, enfin entamé à la veille de l'indépendance, est brisé pour longtemps. En 1973, après une décennie d'abandon, tout est à reprendre au point de départ

2224. Les plantations reprises par des nationaux

Entre les terres restées entre les mains des Européens et les superficies abandonnées, on trouve une troisième catégorie : les plantations reprises par des nationaux. Comme nous l'avons vu, ces derniers n'ont pas utilisé avant 1960 leur droit d'acquérir des concessions. Dans les statistiques des titres fonciers antérieures à 1960, il n'y a pas trace d'achat au profit d'un Africain. Ceux qui possèdent des plantations les ont obtenues dans le cadre du terroir traditionnel et elles sont généralement de taille réduite (moins de 5 ha)³⁰.

Après l'indépendance, les Zaïrois n'ont pas les moyens financiers de participer aux transactions. Ils ne peuvent que s'établir sur des plantations laissées vacantes et qui ne sont pas revendiquées par un nouvel acquéreur. Contrairement à ce qui s'est produit au Kenya, les exploitations ainsi reprises ne sont jamais réintégrées dans le terroir villageois, ce qui atteste du peu d'ampleur des rivalités foncières. La structure domaniale subsiste avec le nouvel exploitant zaïrois, qu'il soit gérant ou occupant de fait, très rarement propriétaire.

Plusieurs textes législatifs sont promulgués pour régulariser la situation. On aurait pu se contenter de la réglementation coloniale, qui prévoyait le retour à l'État des superficies non mises en valeur. La *loi Bakajika*, promulguée en 1967, fournit une autre base en annulant toutes les concessions accordées avant 1960. Le maintien dans les lieux est subordonné à une nouvelle demande, naturellement impossible à présenter pour les plantations abandonnées. Pour faciliter l'attribution des terres récupérées aux candidats zaïrois, qui n'ont pas les moyens de les louer ou de les acheter, le service des titres fonciers de Bukavu (qui a succédé au CNKi dissout en 1960), les accorde gratuitement sous le régime de *l'autorisation provisoire*, à charge pour l'ayant droit de remettre le domaine en fonctionnement par ses propres moyens.

Une superficie importante passe ainsi entre les mains de 272 planteurs, qui se partagent 28 474ha (moyenne 105ha), soit 18 % des concessions de 1960. Les exploitants zaïrois détiennent ainsi 30% du domaine colonial resté en activité. Leur répartition géographique correspond sensiblement à celle des superficies abandonnées, puisqu'il s'agit dans les deux cas des terres négligées par les maîtres du marché. Ainsi les Zaïrois sont majoritaires à Walikale (78 %) Fizi, Shabunda, bien représentés à Beni (40%). A Lubero, les quelques domaines possédés par les Européens ont été récupérés à 85 % par les Africains, qui ont acquis toutes les plantations d'arabica. Ailleurs, la concurrence des sociétés les a défavorisés. Malgré les fortes densités de la zone de Walungu, les planteurs africains n'y contrôlent qu'un tiers de la superficie non abandonnée.

Malheureusement, la valeur économique des plantations zaïroises est loin d'être en proportion des superficies. Dans la liste des entreprises du Kivu établie par la Direction des Affaires économiques, on ne retrouve que 4 plantations africaines (sur les 272 recensées par l'Agriculture), tandis que toutes les exploitations européennes y figurent. Compte tenu de quelques oublis, notamment au Maniéma (où plusieurs entreprises africaines fonctionnent), une dizaine seulement de plantations africaines semblent avoir gardé une importance économique appréciable. Les statistiques de l'OPAK/ONC en ignorent également la plupart, preuve de la faiblesse de leur production.

La majorité des planteurs occupent des domaines semi-abandonnés, où ils parviennent de temps à autre à faire une récolte et la plus grande partie de leurs ressources provient de cultures vivrières. Deux des planteurs zaïrois de Rutshuru

³⁰ Par contre, dans son enquête de 1973, le service de l'Agriculture donne une liste assez importante de planteurs zaïrois établis de longue date sur des superficies considérables.

déclarent en pratiquer et leur superficie plantée se réduit à 8 et 15 ha d'arabica sur des concessions de 50 à 100 ha. Le plus souvent, le coefficient de plantation est faible : 123ha pour Rukoliki sur une concession de 800ha (15 %). Et nous n'avons aucune idée des rendements, de l'âge des arbres, de la superficie réellement en rapport, qui pourrait renseigner sur l'avenir de la plantation. Ne parvenant pas à assurer l'entretien des domaines, les exploitants pratiquent plus une cueillette (résultat des investissements passés) qu'une récolte.

En fait, les plantations reprises sous le régime de l'autorisation provisoire constituent un véritable secteur fantôme de l'économie agricole. Les Zaïrois ont acquis des exploitations qui avaient déjà connu plusieurs années d'abandon, dans un environnement défavorable et sans aucune aide de l'État, sinon l'octroi des terres. Il n'est pas tellement surprenant que ces résultats soient mauvais.

Les planteurs zaïrois partagent d'abord les difficultés de leurs confrères européens ; crise des transports, baisse des cours des produits, pénurie de main d'œuvre plus accentuée chez les Africains, à cause des irrégularités de paiement qui découragent les travailleurs. Et dans ces conditions défavorables, la gestion agronomique et financière est difficile à improviser. Si certains planteurs ne sont pas dépourvus d'expérience agricole, ils manquent en revanche de connaissances économiques. Leur inexpérience en la matière, aggravée par la faiblesse des capitaux disponibles, empêche toute remise en ordre importante. Aussi est-il tentant de vivre sur un capital qui n'a rien coûté, sans remplacer les arbres et en récoltant ce qui pousse. La plantation est souvent assez grande pour le permettre et quelques parcelles de cultures vivrières assurent les besoins élémentaires.

Cette situation peu reluisante contraste avec le dynamisme des plantations villageoises du Nord Kivu et marque une fois de plus la difficulté à transmettre les grands domaines, inadaptés aux structures socio-économiques du monde africain du Kivu, pauvre en argent et en espace. De plus et à la différence de l'expérience agricole européenne, qui a bénéficié d'un soutien mitigé mais réel des pouvoirs coloniaux, les plantations zaïroises ne reçoivent aucune aide, directe ou indirecte, des pouvoirs publics. L'école pour colons agricoles de Mushweshwe a fermé ses portes peu de temps après l'indépendance et n'a jamais été rouverte. Le soutien technique fourni autrefois par l'OPAK est aujourd'hui à peu près nul. Les planteurs africains ne peuvent compter que sur leurs faibles moyens.

223. Évolution des productions

L'évolution de la production agricole devient difficile à retracer. A partir de 1961, les sources statistiques sont de plus en plus rares et de plus en plus inexactes du fait de l'inexpérience des fonctionnaires et surtout de la fraude. Aussi est-il malaisé de retracer l'évolution des productions des superficies et donc des rendements. Comme nous l'avons vu, la production agricole connaît à la fois une évolution qualitative et quantitative très inégale suivant les régions et les produits.

2231. Le café arabica

Pour le café arabica, la production passe de 8298t en 1959 à 13200t en 1973, avec des aléas impossibles à retracer. Le fait important est la baisse de la production européenne : de 6009t en 1959 à 3200t en 1971 d'après une estimation très approximative. L'analyse des superficies ne nous avance pas beaucoup : elles sont réduites de 15741ha (dont 12236 en rapport) à 7878 ha en 1971, d'après le Service de l'agriculture. La réalité est probablement inférieure et doit se situer, pour cette même année, autour de 5 500 ha plantés et en rapport (il n'y a pratiquement plus de jeunes plantations). Avec 44 % de la superficie de 1959, la caféiculture européenne obtient un peu plus de 50% de la production, grâce à une légère augmentation des rendements (de 486/kg/ha à 554).

En l'occurrence, les événements précipitent une évolution qui n'était pas totalement imprévisible. Les faibles progrès de la caféiculture européenne dans la décennie 1950-60 marquaient déjà l'existence de problèmes de structure. Les événements et la mauvaise conjoncture mondiale du produit ont porté le coup fatal. Contrairement aux planteurs de robusta de Beni, la plupart des caféiculteurs européens décidés à rester sur place étaient incapables de donner à leur exploitation la dimension nécessaire pour l'adapter aux nouvelles conditions économiques. Personne n'ayant cherché à le faire à leur place (les sociétés ne se sont pas du tout intéressées à l'arabica), la plupart des plantations a été abandonnée ou reconvertie. Tout en n'étant pas livrées à elles-mêmes, certaines exploitations sont superficiellement entretenues et perdent progressivement leur valeur économique.

Les plantations européennes d'arabica du Nord (Beni-Lubero) ont complètement disparu. Par contre, la production villageoise poursuit sa progression, de 1797t de café marchand en 1959 à 5500t en 1971. Elle acquiert ainsi la prépondérance au Kivu (60 % de la production régionale en 1971, contre 22% en 1959) et son augmentation compense la baisse de la production européenne, assurant même un chiffre de production global pour le Kivu en 1971 supérieur de 10% à celui de 1971 (**vérifier**). Avec une superficie en rapport d'environ 9000ha, la caféiculture concerne peut-être 90000 exploitants (en comptant la même superficie moyenne, 0,1ha par planteur qu'en 1959). Le glissement vers la production villageoise, déjà perceptible avant l'indépendance, s'est accentué, les petites exploitations se révélant beaucoup plus solides que les grandes face aux difficultés politico-économiques et surtout à la baisse des cours.

Le seul noyau de résistance de la caféiculture européenne est la partie orientale de la zone de Rutshuru, avec les exploitations Van de Vyvere-Van Overbergh. Le domaine de Katale et ses dépendances produisent la plus grande partie de l'arabica européen et sans eux il ne resterait pas grand chose. En zone de Rutshuru, la caféiculture européenne a produit en 1971 2000t d'arabica sur environ 3050 ha, soit au minimum 60% de la production régionale des planteurs étrangers. Le reste est dispersé le long de la rive ouest du lac Kivu, où s'accrochent les derniers planteurs, avec environ 2000t de café sur un peu moins de 2500ha (combien d'entre eux se trouvent en pleine production ?) et il s'agit probablement de chiffres exagérés. Quant aux plantations des zones périphériques (Fizi, Mwenga, etc...), qui figurent toujours sur les statistiques du service de l'Agriculture avec des rendements éblouissants et commodes pour le calcul (1000kg/ha exactement), elles sont toutes abandonnées.

Établi au Kivu pour servir de support économique à la petite colonisation européenne, l'arabica rend aujourd'hui un service semblable à la petite exploitation villageoise. Ainsi, malgré l'exception notable du *fazendeiro* Van de Vyvere, se confirme au Kivu l'adaptation de l'arabica à la petite exploitation. C'est pourquoi le mouvement de concentration ne pouvait que dissocier l'agriculture européenne de la caféiculture. Du reste, seule la rigidité du système foncier colonial a pu retarder cette évolution, perceptible depuis le début des années 1950.

2232. Le thé

La culture du thé était en essor très rapide à la fin de la période coloniale : la comparaison des chiffres de 1958 et de 1959 fait apparaître sur une seule année une progression de 53 % de la superficie en rapport et de 44 % pour la production. Les planteurs ont connu des moments très durs au cours de la décennie de l'indépendance, notamment en 1968 où les destructions et la détérioration de la conjoncture internationale ont fait craindre le pire. Cependant l'expansion a pu se poursuivre, et les chiffres de 1972 font apparaître un net progrès sur ceux de 1959 : 7432ha en rapport au lieu de 4726 et 9458t de thé sec au lieu de 3642 (de l'indice 100 à 262 pour la production). Même si le rythme de progression n'est pas aussi

rapide qu'à la fin des années 1950, la théiculture a tenu bon et connaît même une croissance méritoire, compte tenu des événements.

Les investissements importants effectués à la fin de la période coloniale n'ont pas été perdus et les sociétés ont relayé les planteurs découragés ou défailants, entraînant une concentration des exploitations, souvent unifiées autour des usines. 15 usines fonctionnaient en 1959. En 1972, il y en a 23 sans compter l'entreprise de conditionnement (*blender*) de Lipton à Goma.

La plupart des anciennes ont augmenté leur capacité ou amélioré leur procédé de fabrication et plusieurs sociétés n'ont pas craint de construire de nouvelles installations. Il faut toutefois différencier le secteur des usines privées (la majorité) qui a continué de fonctionner tant bien que mal, de celui des 5 usines gouvernementales. Celles-ci obtenaient avant 1960 les meilleurs résultats : plus grandes et plus modernes que la plupart des établissements privés, elles réalisaient régulièrement les plus fortes proportions de ventes sur le marché de Londres. Malheureusement, à partir de 1960, les 5 usines ont suivi le sort difficile de leur gestionnaire, l'OPAK. En 1968, quatre usines sont fermées et la dernière (Kahe près des lacs Mokotos) confiée aux *RAI Brothers*, ne vaut guère mieux. Grâce à l'appui de la Commission Agricole du Kivu, un organisme financé par le FED), les usines ont progressivement rouvert à partir de 1970. Seule celle de l'Osso reste encore fermée, entraînant l'abandon de la plus importante superficie plantée en thé au Kivu : 700 ha, soit 28% du total (**vérifier**).

Les progrès de la production ont entraîné un rééquilibrage partiel de la théiculture entre le Nord et le Sud Kivu. De 1958 à 1972, la part du Nord recule de 70% à 61% au profit du Sud : de 30 à 39%. Cette dernière région avait connu un développement plus timide, à cause de l'ancienneté des positions de l'arabica et de la durée de la saison sèche qu'on croyait trop longue pour convenir au thé. Après 1960, c'est le Nord qui connaît des difficultés, notamment à cause de son climat, excellent pour le thé, mais désastreux pour les routes et de la situation relativement écartée des plantations par rapport à l'axe principal du Kivu. Les progrès y sont donc moins rapides, sauf à Mweso, où UNILEVER, récemment implanté, poursuit son effort. Par contre, les plantations du sud, mieux situées à proximité de Bukavu, regroupées sous l'égide de sociétés (PHARMAKINA, KINAPLANT) ou de particuliers favorisés (Méeus, de la Kéthulle) accroissent leur importance. Le Ngweshe poursuit sa reconversion en abandonnant définitivement l'arabica et les planteurs des hauts du lac (CHEMINCO à Mbayo, F. de Crévoisier à Lemera) accroissent leur production.

Toutefois, la crise des transports a eu raison de deux régions prometteuses, mais mal situées, et qui n'étaient pas encore assez développées pour résister aux événements. En zone de Mwenga, où on trouve de bons sols d'altitude d'origine volcanique et riches en humus), 120 ha ont été abandonnés, parce que l'usine qui devait entrer en fonctionnement au cours de l'année 1960 n'a pas été construite. En fait, la zone possède une usine en pièces détachées, celles-ci étant parvenues sur place avant l'indépendance. C'est une perte totale pour l'OPAK qui n'est parvenu ni à monter les machines et à faire démarrer l'établissement, ni à expédier les pièces ailleurs où on en avait cruellement besoin.

Au nord, les planteurs de Butuhe, près de Butembo ont connu le même sort : 150ha abandonnés près d'une usine en construction qui devait entrer en fonctionnement à la fin de l'année 1960. La CAK, qui a repris l'affaire en main, est parvenue à mettre l'usine en service au printemps 1974, avec près de 14 ans de retard. Ainsi s'atténuent progressivement les effets d'une décennie de crise qui n'a pas empêché les progrès, mais les a limités aux régions les plus anciennement mises en valeur. A l'intérieur des périmètres des plantations, on constate un processus comparable, les

planteurs abandonnant les secteurs les plus éloignés (460 ha dans les Mokotos), qui sont souvent devenus inaccessibles faute d'entretien du réseau routier.

L'augmentation de la production est due aussi à la progression des rendements : de 1147kg de thé sec à l'ha à 1378 au nord, de 1959 à 1972, de 402 à 1133 au sud qui, parti de plus bas, a pu faire des progrès plus importants. Les rendements de la théiculture européenne seule sont encore plus élevés : 1149kg (sud) et 1467kg (nord) en 1972, tandis que les théiculteurs villageois qui obtenaient en 1959 des chiffres supérieurs à ceux des Européens, sont aujourd'hui bien au dessous (de 600 à 700 kg/ha)³¹.

Cependant, la vitalité de la théiculture au Kivu ne doit pas faire illusion : ses progrès, certes réels, sont inférieurs à ceux des pays voisins, qui obtiennent de meilleurs résultats, notamment en qualité et en productivité, grâce à des techniques d'usinage plus modernes et à des rendements plus élevés. On ne peut comparer que ce qui est comparable : si le thé du Kivu a fait preuve de dynamisme face à un environnement contraire, il reste très en retard par rapport à ses voisins d'Afrique Orientale ou Australe.

2233. Le quinquina et les cultures diverses

Autre produit en progrès, le quinquina connaît même une renaissance spectaculaire. Avec 2675ha plantés en 1939 (et beaucoup moins effectivement en rapport) et 631t d'écorces produites, la culture était en voie de disparition. Elle démarre à nouveau après l'indépendance, mais sur des bases entièrement nouvelles. Le facteur fondamental est naturellement le redressement des cours, qui rendent à nouveau la culture avantageuse. Les exigences écologiques assez particulières de la plante limitant les régions favorables, le Kivu suscite un regain d'intérêt, d'autant plus vif que beaucoup de plantations, facilement convertibles en quinquina, y sont à vendre.

BOHRINGER, implanté au Kivu depuis 1957 par l'intermédiaire de sa filiale PHARMAKINA est naturellement avantagé³². Derrière la société allemande s'implantent les deux autres grands de la quinine, NEDCHEM (au Kivu KINAPLANT) et Buchler (au Kivu BUKINA). Les acquisitions des trois sociétés et l'augmentation rapide de leurs superficies plantées en quinquina n'ont pas découragé les agriculteurs indépendants, qui ont commencé à planter des arbres vers la fin des années 1960. Les plantations les mieux situées qui subsistaient en 1959 ont été remises en culture et de nombreux champs de thé et surtout d'arabica ont été reconvertis en quinquina. En 1971, la culture couvre 5127 ha (le double de la superficie de 1959 mais on est encore loin du total des années 1950 : près de 12000ha. La production a augmenté dans des proportions supérieures : 3160t, soit 5 fois le chiffre de 1959.

A cette date, la répartition géographique des plantations est très différente de celle de 1959. Le Nord, qui représentait encore 19% de la superficie plantée et surtout 42% de la production, n'a nullement bénéficié de la reprise, bien au contraire. Les zones de Beni, Lubero, Masisi, qui figuraient dans le tableau de 1959, en sont maintenant absentes et seule subsiste celle de Rutshuru, avec moins de 5% de la superficie du Kivu et une production sans doute inférieure à ce pourcentage. Les plantations ont été reconvertis en thé (Masisi) ou simplement abandonnées après exploitation totale des arbres.

En 1971, la culture du quinquina est regroupée dans le sud, où la superficie plantée est passée de 2158ha à 5050 (de l'indice 100 à 234) et qui obtient la quasi totalité de la production. Les raisons de ce glissement géographique ou plutôt de la

³¹ voir 3^{ème} partie.

³² voir le chapitre "Structures agraires".

reconstitution des plantations dans une aire plus limitée, ne sont pas mystérieuses. Les planteurs et au premier chef PHARMAKINA, n'ont pas voulu s'éloigner de l'usine de Bukavu, qui transforme la plus grande partie de la production. D'autre part, le Sud Kivu possédait un grand nombre des plantations disponibles, aux conditions naturelles et à la situation favorable. Il n'y avait donc aucune raison d'aller s'aventurer au nord, les anciennes plantations ne présentant guère d'intérêt, puisque le quinquina est abattu en fin de cycle et que tout doit être recommencé ensuite, à la différence du café et du thé. Même s'il n'a pas retrouvé le niveau de prospérité des années 1950, le quinquina représente à nouveau, en valeur, la principale culture du Kivu d'altitude.

Peu de cultures *diverses* ont résisté aux difficultés de la décolonisation. Déjà bien mal en point en 1959, le pyrèthre a été complètement abandonné par les plantations européennes et il est en voie de l'être par les villageois du Nord Kivu. Les exportations se maintiennent autour d'une centaine de tonnes, où les Européens n'ont aucune part. Situation désastreuse qui contraste avec celle de la même culture au Rwanda et surtout au Kenya. A partir de 1961 les cultures de plantes à parfum ou d'huiles essentielles disparaissent des statistiques. A l'exception de l'eucalyptus à essence, poursuivie par une seule exploitation et de la digitalis reprise par PHARMAKINA, tout a aujourd'hui disparu.

En fait, ce qui subsiste de l'agriculture européenne s'est concentré sur les trois produits les plus importants : le café où les positions maintenues doivent plus à la résistance des planteurs (les derniers Européens de Beni, et Van de Vyvere à Rutshuru), qu'à des conditions économiques favorables. L'agriculture européenne y est de plus en plus minoritaire et la caféiculture semble promise à un avenir essentiellement villageois ; le thé, où des progrès importants ont été faits et dont les contraintes de production autant que les impératifs techniques semblent bien correspondre à la structure de moyenne ou grande plantation. Quant au quinquina, bien servi par les circonstances, il compense le faible taux de rentabilité des deux autres cultures et ceux qui ne l'ont pas pour spécialisation principale se ménagent une parcelle d'appoint. Mais la grande exploitation ne s'y impose nullement et seule l'inexpérience, de moins en moins sensible, des Africains l'a jusqu'à maintenant réservé aux Européens,

224. Conclusion

De 1960 à 1968, l'agriculture européenne est passée par de dures épreuves. Elle sort complètement transformée par la tourmente. Marquée auparavant par le cadre social établi au cours de la période coloniale, elle survit à son éclatement en réalisant une importante concentration. Avec des bases économiques nouvelles issues de la prépondérance des sociétés, elle obtient des résultats quantitatifs appréciables : poursuite des progrès de la théiculture, renaissance du quinquina, malgré les circonstances.

Le mouvement de concentration n'est pas limité aux structures agraires. S'il touche aussi les plantes cultivées, il est surtout géographique. L'agriculture de plantation de 1972 s'est repliée sur les zones d'ancienne colonisation aux environs de Bukavu, de la bordure occidentale du lac et de la zone de Rutshuru, où beaucoup de concessions sont antérieures à la deuxième guerre mondiale. Parmi les régions nouvelles, seuls Masisi et le Bwito et accessoirement une partie de la zone de Beni ont développé ou maintenu leurs positions. Une fois de plus, l'extension du périmètre de mise en valeur, de plus en plus nécessaire avec la croissance démographique, est à reprendre. Si les planteurs européens sont les principaux perdants de la décolonisation, l'intérêt général du Kivu n'a rien gagné à leur départ.

23. CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Nous avons pu constater, au cours de la première partie, combien les faiblesses quantitatives de la colonisation belge au Kivu avaient pu limiter l'expérience agricole. D'autre part, celle-ci s'est toujours présentée comme un phénomène social, qui s'est plusieurs fois révélé imparfaitement ajusté aux conditions économiques. Mal à l'aise dans le contexte général de l'exploitation du Congo belge, le colonat agricole du Kivu n'a pas non plus réussi à acquérir une logique interne propre à lui assurer une assise économique solide.

L'option des années 1920, en faveur du peuplement blanc repose essentiellement sur la découverte d'un climat approprié. Aucune opportunité particulière ne se dégage en faveur de la colonisation individuelle, de préférence à l'exploitation pratiquée par les grandes sociétés dans le reste du Congo belge. Le gouvernement de Bruxelles pense avoir besoin, comme les autres colonisateurs, d'un exutoire démographique et il s'engage dans l'expérience avec les idées de l'époque ou plutôt avec des idées antérieures à la première guerre mondiale, qui commencent précisément à prendre un peu de retard.

La décision de principe acquise, on s'oriente naturellement vers le schéma traditionnel : pas de peuplement sans une solide agriculture, pratiquée par les classes moyennes au comportement supposé sans surprise. Le système d'attribution des concessions joue à cet égard un rôle décisif, en délimitant le niveau du groupe social recherché. Là encore, les considérations économiques passent au second plan : on s'oriente d'abord vers l'arabica, à l'exemple du Kenya. Mais ce dernier pays entreprend aussi beaucoup d'autres activités et dans un cadre moins étriqué que celui du Kivu. Tardivement entreprises, les autres cultures donnent des résultats variables, mais ce sont les structures foncières, bases du projet social, qui paraissent de moins en moins bien adaptées à la réalité. Sur ce plan, les événements postérieurs à l'indépendance accélèrent, nous l'avons vu, un mouvement de concentration inévitable réalisé dans d'autres structures (Algérie, Afrique du sud) indépendamment de la décolonisation. Cependant, au Kivu, la crise des transports et la concentration géographique qui en est issue annulent les effets de la modernisation des structures agraires.

Au niveau qualitatif, est-il possible d'apprécier le rôle historique de la colonisation agricole européenne ?

Colonisation pour colonisation, il nous a semblé qu'une mise en valeur axée sur les sociétés (comme cela avait le cas dans le reste du Congo belge) n'aurait pas obtenu de résultats supérieurs. Le malthusianisme du CNKi nous incite à penser que la région aurait été maintenue à un niveau très inférieur. Mais le débat n'est plus de saison et il serait plus utile de se demander quels effets les plantations ont pu avoir sur l'agriculture africaine.

Le grand domaine européen demande avant tout de la main d'œuvre, c'est pourquoi il semble à première vue incompatible avec la petite plantation africaine qui peut à la fois détourner le paysan du travail salarié et susciter une concurrence commerciale. Sans aller jusqu'à l'interdiction faite aux Africains de planter du café, à l'exemple du Kenya, le pouvoir colonial beige de l'entre deux guerres les en a découragés en sous-payant leurs récoltes. Peut-on dire pour autant que la création des plantations européennes a sclérosé l'agriculture africaine en la mettant dans l'incapacité d'entrer dans l'économie monétaire ?

L'exemple du Rwanda Burundi, où les cultures commerciales ont démarré plus tôt et connu un développement supérieur à celles du Kivu, pourrait étayer cette hypothèse. L'administration territoriale au Kivu devait tenir compte d'une présence européenne inconnue de l'autre côté du lac et il est probable que l'évolution a été globalement

retardée de ce côté. Mais l'existence des plantations ne suffit pas à expliquer, dans un contexte colonial apparemment identique, le comportement très différent des Banande et des Bashi. Quant à l'emprise foncière de l'agriculture européenne, elle ne semble pas avoir durablement limité les possibilités d'expansion du terroir traditionnel. En fait, les deux secteurs agricoles ont évolué parallèlement, en limitant leurs rapports réciproques à des prestations de main d'œuvre et au marché de l'arabica.

Par la suite, les difficultés de la période de décolonisation ont entraîné une évolution divergente : concentration des plantations européennes d'une part, repli de l'agriculture villageoise sur la production vivrière (sauf au Nord) d'autre part. Entre les deux, quelques domaines semi-abandonnés, mal exploités par une poignée de nationaux dépourvus de moyens tentent de survivre dans un contexte devenu très défavorable aux initiatives individuelles. Mais peut-on croire qu'une autre évolution aurait permis aux Africains de s'insérer dans un cadre social qui n'était pas fait pour eux ?

Enfin, malgré les progrès accomplis dans certaines cultures, la crise des transports n'a pas permis de préserver l'acquis principal de la dernière période de colonisation : l'extension spatiale du Kivu d'altitude et l'augmentation du potentiel de production qui devait en résulter.

3. LES PLANTATIONS EN 1972

31. REPARTITION DES PLANTATIONS

Plus ou moins facilement insérées dans le tissu du peuplement traditionnel, les plantations du Kivu d'altitude s'étirent de la frontière administrative au nord jusqu'au Tanganyika au sud. Le domaine européen se prolonge dans le Haut Zaïre (région de l'Ituri) où subsistent quelques exploitations. Par contre le vaste et haut plateau de l'Itombwe à l'ouest du lac, n'a jamais été réellement mis en valeur et les rares planteurs qui y résidaient avant 1960 l'ont abandonné, ramenant la limite sud de l'agriculture européenne bien en deçà du 5^e de latitude sud, où le Kivu administratif rejoint le Shaba-Katanga. Il n'y a d'ailleurs jamais eu continuité ou même proximité entre les domaines coloniaux du Shaba et du Kivu.

Si les exploitations présentent assez peu de différences internes, leur vie est largement influencée par l'originalité géographique des *pays* qui composent le Kivu d'altitude :

- Ngweshe (zone de Walungu),
- Rive ouest du lac (zones de Kabare, Kalehe),
- Est de la zone de Rutshuru Masisi et le Bwito,
- Nord (zones de Beni et de Lubero).

311. Le Ngweshe

Au sud-ouest de Bukavu, la chefferie de Ngweshe forme la plus grande partie de la zone de Walungu. L'autre subdivision, Nyakaziba beaucoup moins étendue, faiblement peuplée, n'a pas de plantations. La chefferie est traversée par une diagonale NE-SW de haute altitude, la crête quartzitique du Bizunzu, qui sépare deux milieux topographiquement très différents. Le Ngweshe proprement dit forme à l'ouest un beau *graben* entre deux escaliers de failles, profondément disséqués en collines. Le réseau hydrographique coule vers le sud-ouest et rejoint la Lindi, tributaire du Zaïre-Lualaba, à travers de larges vallées marécageuses. De l'autre côté du Bizunzu, s'étend le pays de Nyangezi, assez vaste revers brutalement limité à l'est par les gorges de la Ruzizi qu'il domine de plus de 500 m. Plus au sud, un majestueux escarpement de ligne de faille sépare Nyangezi de la plaine de Kamaniola.

L'altitude moyenne est élevée: 1500 à 1800 m pour les collines, plus de 2000 pour les crêtes, donc sensiblement supérieure aux bords du lac (1460m). Elle atténue les effets de la saison sèche (bien marquée de juin à septembre) en ralentissant l'évaporation, action contrariée sur les crêtes par les vents violents du sud et de l'est.

Comme le reste du Bushi, la région a reçu de l'est une grande partie de la population et ses structures sociales. Aucun obstacle ne s'opposait à la pénétration du pays de Nyangezi, et le seuil de Kabare (1950 m) a permis au peuple shi de franchir sans difficultés la crête de la rive ouest du lac. Et malgré des possibilités de descente du peuplement vers le Sud-ouest, les Shi se sont concentrés dans le Ngweshe. Ils y détiennent plusieurs records, déjà mentionnés, de densité de population au Zaïre. Les études de la mission anti-érosive, à partir de 1950, ont mis en évidence l'ampleur et la gravité du surpeuplement du pays.

Paradoxalement, la surcharge démographique n'a nullement arrêté les progrès de la colonisation européenne, établie de bonne heure et qui a gardé jusqu'en 1973 de fortes positions foncières. La remarquable fidélité de la population africaine au biotope de la colline a laissé comme ailleurs de larges espaces vacants : marais d'altitude, vastes crêtes, où se sont établis les premiers domaines européens. Plusieurs concessions sont néanmoins entachées d'irrégularités et certains terrains

ne sont devenus effectivement vacants qu'après l'expulsion de leurs occupants, nantis de faibles indemnités.

La mise en valeur du pays n'a pas été sans difficultés et la période coloniale a apporté plus de déceptions que de réussites, faisant du Ngweshe le souci constant des agronomes de l'OPAK. En fait, les terres acquises par la colonisation sont de qualité très moyenne. Pour quelques marais riches en humus, le reste du domaine se compose essentiellement de vieux sols, érodés par une occupation humaine ancienne et intense. La couche humifère a disparu et les argiles de décomposition des schistes offrent moins de possibilités que celles, d'apparence identique, qui proviennent des basaltes. Au total, trop de sols squelettiques, faiblement pourvus en horizons A, manquant de capacité de fixation.

Les mauvais résultats ne se font pas attendre. Après quelques bonnes récoltes, les planteurs d'arabica ont vu avec consternation baisser régulièrement leurs rendements.

Les applications massives d'engrais sur un sol à faible capacité d'absorption n'ont eu aucun effet, décourageant les exploitants qui se sont réfugiés dans un système semi-extensif. En 1958, le thé, successeur du café, n'a pas mieux réussi : un théier de 10 ans produisait autant qu'un arbre de 3 ans ailleurs. Moins exigeante, la culture du quinquina a temporairement atténué ces déboires. Et les planteurs se rattrapent en sous payant leur main d'œuvre. Jusqu'en 1953, on pratique au Ngweshe les salaires les plus bas de la colonie. Les efforts de l'OPAK pour diffuser des méthodes plus modernes (notamment l'application progressive d'engrais, puisque les apports massifs étaient inutiles) se heurtent à l'entêtement des agriculteurs échaudés par des expériences négatives.

Le deuxième paradoxe du Ngweshe est d'avoir connu une amélioration de ses plantations depuis l'indépendance. Comme nous l'avons vu, les reconversions n'avaient pas apporté de progrès décisifs. Du café au thé, en passant par le quinquina, les nouvelles cultures trouvaient toujours des conditions pédologiques insuffisantes. Dans l'atmosphère de crise qui a suivi l'indépendance, le handicap naturel est passé au second plan derrière deux atouts : l'abondance de la main d'œuvre dans la région et surtout la proximité de Bukavu, valorisée par la crise des transports. Les nouveaux acquéreurs y ont été particulièrement sensibles, puisque moins de 3% de la superficie concédée en 1960 est restée abandonnée.

La zone de Walungu constitue ainsi la principale zone de résistance de l'agriculture européenne au Kivu : en 1972, 68% de la superficie concédée en 1960 appartient encore à des expatriés, en majorité des sociétés (3453ha sur 6415ha non abandonnés) dont PHARMAKINA (plus de 2000ha). Les regroupements avaient permis d'importantes innovations techniques : modernisation des usines, épandage d'engrais, meilleure gestion. L'augmentation du rendement moyen en thé marque l'ampleur des résultats obtenus : de 580kg de thé sec à l'ha en 1958 à 1060kg en 1972.

Actuellement, le quinquina est devenu la principale production de la zone: 2160 ha plantés (dont 1021 ha pour PHARMAKINA), sur plusieurs dizaines d'anciennes plantations européennes de fertilité inégale. L'ensemble de la zone assure les meilleurs résultats du Kivu pour cette culture : PHARMAKINA y obtient 743kg d'écorces/ha (moyenne PHARMAKINA toutes plantations confondues: 610kg/ha), grâce aux bons sols alluviaux de la route de Nyangezi (ancienne plantation Pacquay notamment). Les concurrents de PHARMAKINA (Bukina et Kinaplant) y ont aussi leurs meilleurs domaines. Le reste de la production se répartit entre les derniers planteurs européens et quelques Africains.

Le Ngweshe est également parvenu au premier rang pour le thé, malgré ses mauvais résultats antérieurs. Les plantations sont actuellement regroupées autour de 7 usines.

LES USINES A THE DU NGWESHE

Usine	Propriétaire	Capacité (t)	Production 1972 (t)
Chirongo	Van der Haegen	200	100
Lubona	Kinaplant	300	200
Galonga	Bérard	300	100
Nyandja	Pharmakina	550	500
Gombo	de la Kéthulle	500	400
Irabata	Soc. d'Irabata	1500	1300
Lukayo	FED	400	10 (1973 : 300)

Deux particuliers se maintiennent difficilement avec moins de 200ha chacun et la capacité de leur usine reste très supérieure à leur production. A Gombo et Irabata, deux sociétés regroupant des vieux planteurs de la région, épaulés par des groupes belges plus importants, gardent une position honorable. PHARMAKINA et Kinaplant, désireuses de diversifier leurs activités, ont pris pied dans le secteur thé. Les plantations de la première société dépassent même la capacité de l'usine et la production de 60 ha est traitée par l'usine gouvernementale (gérée par le FED) de Lukayo, avec celle d'un des derniers petits exploitants européens, Micheletti, qui n'a que 71 ha.

L'importance du tonnage ne doit pas faire oublier la qualité assez moyenne de la production: sur 2589t, 2188t (85 %) sont exportées et 340t (13 %) consommées par le marché local. Les proportions sont sensiblement comparables à celles du Kivu tout entier, qui exporte 83% de sa production, mais il ne s'agit pas d'un thé très remarquable.

PRODUCTION DE THE DU NGWESHE

Qualité supérieure I	10 % du tonnage exporté
Qualité supérieure II	42 %
Qualité moyenne	37 %
Qualité inférieure	21 %

Les autres cultures ont pratiquement disparu : le géranium rosat, qui avait fait la prospérité des marais de Nyangezi, l'eucalyptus à essence ne sont plus cultivés à Walungu. Seule subsiste la digitale, réintroduite par Pharmakina et quelques plantations d'arabica totalement dépourvues de valeur économique.

312. La rive ouest du lac Kivu et ses abords

Entre le niveau du Kivu (1460 m) et l'isohypse de 2100 m qui marque la fin de la théiculture, la rive ouest du lac et ses abords constituent un ensemble géographique facile à délimiter. Par contre, le poids économique de la région n'apparaît pas dans les statistiques à cause du morcellement administratif: de Bukavu à Goma le littoral appartient à quatre zones: Kabare, Kalehe, Masisi et Goma.

L'érosion a vigoureusement disséqué les gradins de faille qui séparent le littoral de la dorsale, et la submersion lacustre a encore accentué le morcellement du relief. Profondément pénétrée par les eaux, une grande partie de la région est péninsulaire (Birava, Bobanda) ou insulaire (Idjwi) et dispose d'un bon réseau de circulation en eau profonde.

De part et d'autre de l'escarpement de Makengere (dominant le lac au nord de Kalehe, très difficile à franchir, la région est divisée en deux ensembles distincts SW et NE). On note quelques nuances climatiques, attestées par les différences de la végétation. La saison sèche, bien marquée au sud, est accentuée par le vent du SE (cf. chapitre 1) qui affecte Birava et sa région (1088 mm au lieu de 1461 à Kalehe), bien qu'il subsiste un nombre convenable de jours de pluie (123). Le vent a rendu définitif le déboisement des sommets des collines, et le centre d'Idjwi est couvert d'une forêt claire qui s'étendait probablement à l'ensemble.

Au nord, le total et la régularité des pluies progressent: 143 jours de pluie et 1411 mm à Bobandana. Les caractères équatoriaux s'affirment et la saison sèche se réduit à un mois. L'étage de moyenne altitude (1460-1800 m) compte parmi les plus beaux paysages du Kivu et il a particulièrement attiré les premiers colons. Cependant, sa forte population limite dramatiquement l'espace disponible. Également intéressés par la proximité du lac, les Africains en ont occupé massivement les abords, sauf à Idjwi, protégée par sa position insulaire. La quasi totalité du terroir se trouve ainsi densément occupée, à l'exception des versants les plus éventés, des sols les plus pauvres et de quelques marécages, avec une saturation sensible du sud-ouest (pays bahavu), à la différence du nord qui recèle encore des superficies disponibles.

Bonnes en apparence par suite de l'abondance des sols d'origine volcanique, les conditions pédologiques se sont révélées très moyennes sur les domaines européens, obligés de se contenter des sols laissés vacants, dont les Africains avaient déjà épuisé ou mesuré la fertilité. Au sud-ouest, les sols volcaniques anciens, trop dégradés, ont apporté de nombreuses déceptions aux premiers planteurs, trop confiants dans la richesse inépuisable des sols tropicaux.

Au nord-ouest, la presqu'île de Bobandana (dans le socle) est affectée de carences minérales (bore, zinc, manganèse nécessaires à la croissance du café). Quant aux sols volcaniques récents, insuffisamment décomposés, ils sont souvent impropres à toute culture ou ravagés par les coulées de lave : certaines plantations ont été anéanties par la grande éruption de 1948.

Les conditions de la mise en valeur (cf. chapitre II) n'ont pas permis de compenser les inconvénients d'un milieu naturel trompeur. La région compte beaucoup de petites plantations anciennes de moins de 100 et souvent de moins de 50 ha, intercalées dans le tissu d'un peuplement africain dense et donc impossibles à agrandir ou à regrouper.

Handicap structurel et définitif auquel se sont ajoutées les difficultés persistantes de la caféiculture. A l'exception de la presqu'île de Bobandana, qui a connu les meilleurs rendements moyens du Kivu (autour de 1000 kg d'arabica à l'ha), les plantations connaissaient déjà de graves difficultés à la fin de l'ère coloniale et contrairement au Ngweshe, elles ne s'en sont pas remises. La proximité de Bukavu, les facilités de communication du lac n'ont pas suffi à maintenir les domaines condamnés par leur exigüité et leurs faibles perspectives de reconversion (que faire d'autre que de l'arabica à cette altitude ?) Spécialisée dans le café, implantée en quasi totalité dans la région, la Linea-Idjwi a subi un déclin économique révélateur, malgré l'importance de ses positions foncières. Les colons partis en 1960 n'ont pas été remplacés et la plupart des plantations sont abandonnées de fait sinon de droit. Quelques vieux domaines aristocratiques, avec de magnifiques demeures (qui ne sont pas étrangères à leur déconfiture financière) ont survécu jusqu'en 1973. Certaines plantations plus élevées en altitude et en position abritée (Kavumu, presqu'île de Birava) ont réussi à se reconvertir en quinquina.

La situation est totalement différente dans l'étage de haute altitude, qui n'a jamais été peuplé avant l'essor de la colonisation. Implantés après la deuxième guerre

mondiale, les domaines européens y ont trouvé de vastes espaces et d'excellents sols forestiers. Ils ont bénéficié d'une conjonction de facteurs extrêmement rare au Kivu : abondance d'une terre vierge et proximité de la main d'œuvre par suite des hautes densités de l'étage de moyenne altitude.

Les superficies acquises, parfois importantes, (concession de l'Union chimique belge à M'bayo sur 636 ha) ont été mises en valeur de manière moderne. Trois périmètres ont conservé toute leur importance: au dessus de Kavumu et autour du Bihega, à Lemera (sud de Kalehe) et à Binga Nord (dans une situation particulière, sur les terrains vierges de l'escarpement de Makengere), mais à proximité du lac où s'est installée l'usine.

Le secteur a subi les mêmes opérations de concentration qu'ailleurs. Pharmakina, comme au Ngweshe, s'est acquis la part du lion: 1466 ha sur 2691 (54 %) dans le quinquina. La société y obtient des rendements médiocres : 440 Kg/ha dans la zone de Kabare (où une partie des plantations comptabilisées sont en moyenne altitude), 597 en zone de Kalehe, pour une moyenne générale de 610. Kinaplant et Bukina sont également représentées.

La théiculture, qui a connu de nombreuses difficultés, obtient de bons résultats. En 1972, trois usines fonctionnent sur les cinq existantes. L'équipée des mercenaires (1967) avait entraîné la perte d'un important matériel et l'arrêt de l'exploitation pendant plusieurs mois, (ce qui est très grave pour le thé). Chiminco (Union chimique belge, UCB) exploite à M'bayo 324 ha de thé, 68 ha de quinquina et 18 ha de boisements. La société est venue au Kivu pour le quinquina, qu'elle n'a pas pu conserver après la crise des années 1950. Elle s'y remet maintenant, mais le thé conserve la prépondérance. Depuis 1964, la plantation dispose de sa propre usine de 400t de capacité. Elle faisait auparavant appel à l'usine gouvernementale de Kavumu. Les résultats obtenus (1550 kg/ha) la situent parmi les meilleures.

François de Crévoisier a regroupé autour de l'usine de Lemera 300 ha de thé, 30 ha de quinquina (dont une parcelle de succirubra) et 60 ha de boisements sur une concession de 440 ha. Avec 89% de la superficie utilisée, le taux de plantation est élevé pour le Kivu (à M'bayo il atteint 64 %). Bien gérées depuis leur création, les plantations ont été citées en exemple par les revues de vulgarisation de l'OPAK et elles obtiennent toujours de bons résultats: 460t de thé en 1972, soit plus de 1500 kg/ha. Assez ancienne (elle a été construite en 1955) l'usine a été modernisée après sa destruction en 1967. L'efficacité des techniques de culture est amoindrie par la pénurie d'engrais qui empêche d'atteindre 2 t/ha.

Près de l'escarpement, l'usine SOTEBI (Société du thé de Binga-Nord) travaille pour une plantation de 150 ha. La production (97t en 1972) correspond à un rendement très insuffisant de 650 kg/ha, défavorisé par une pluviométrie insuffisante. La capacité de l'usine (300t) est largement sous utilisée (à 32 %) et une grande partie de la production (66 %) est écoulée sur le marché intérieur. Toutefois la SOTEBI se distingue par l'excellente qualité des 43t exportées: 29% du tonnage appartient à la catégorie supérieure I (4 usines seulement en produisent au Kivu) et 67% à la catégorie suivante supérieure II. Le prix moyen déclaré à l'exportation (26,4 K/kg) est le plus élevé du Kivu.

Les autres usines ont connu ou connaissent encore de graves difficultés. Les difficultés d'accès ont porté le coup de grâce à la société PLAREMA de Kalonge, abandonnée en 1972 après de nombreux avatars économiques. Pharmakina a repris le domaine l'année suivante: 170 ha de thé non récoltés durant un an ont dû être retaillés, ce qui explique la faible production de 1973 : 50t.

Après une baisse continue de ses performances (de 100 t/an en 1960 à 30t en 1968) par suite d'une gestion défectueuse de l'OPAK, l'usine gouvernementale de

Kavumu a été fermée en 1972. La commission Agricole du Kivu (CAK), antenne du Fonds Européen de développement (FED) en a reçu la gestion pour cinq ans. L'usine a redémarré en 1973, avec 82ha appartenant en partie aux blocs expérimentaux de l'INERA et d'importants projets de plantations villageoises (97ha sont plantés sur un projet de 200 ha, dont 40ha doivent entrer en production en 1974).

Etablie sur 350 ha, au pied du Biega, la plantation Standaert, seule de ce genre au Kivu, est spécialisée dans la production d'essence d'eucalyptus.

L'ensemble de la région travaille très en dessous de sa capacité (1059t sur 2050 soit 51 %). Favorisée par de bonnes conditions naturelles (à l'exception de Binga-Nord), elle pourrait améliorer sensiblement ses résultats avec des engrais et surtout de meilleures liaisons : l'itinéraire Bukavu Goma, qui doit franchir le redoutable escarpement de Makengere est dans un état de délabrement très avancé, faute d'entretien régulier.

313. La partie est de la zone de Rutshuru

La zone de Rutshuru occupe l'ensemble de la superficie du graben entre les lacs Kivu (exactement le nord de Goma) et Edouard. Elle est séparée en deux parties par l'emprise du parc national des Virunga (2380 km² sur 5189 soit 46 %) qui occupe à la fois le secteur le plus bas (plaine de la Rutshuru et de la Rwindi entre 900 et 1100 m) et le plus élevé (chaîne de Virunga de 2000 à 4500 m). La partie ouest ou Bwito, d'altitude élevée, au climat pluvieux se rattache aux mêmes régions de la zone de Masisi. Seule la partie orientale, bloquée entre le parc et la frontière ougandaise, présente des caractères particuliers.

Il s'agit d'un plateau peu accidenté (quelques collines, encaissement des cours d'eau) dominant la dépression de la Rutshuru (dans le parc). Il s'incline doucement de Rugari au sud (300 m) à Ishasha au nord (950 m, à la frontière ougandaise). La majeure partie de la région se situe entre 1250 et 1750 m. Le climat y est régulier, avec une saison sèche peu marquée (1 ou 2 mois secs) et en conséquence un ensoleillement réduit. La pluviométrie diminue avec l'altitude, de Rugari (au pied du Mikeno) 1927 mm sur 218 jours, à Rutshuru (altitude 1277m : 1464 mm sur 159 jours). Le climat devient encore plus sec vers Ishasha, où domine une savane à plantes xérophiles (sisal).

La population y est assez dense, sans atteindre les densités élevées du Bushi. Les Banyabwisha sont concentrés au pied des volcans (Rugari, Inkokwe, Jomba) et le long de la frontière ougandaise (Bugarama, Kabingo) sur de bons sols volcaniques.

Faiblement représenté en superficie, limité à la périphérie des volcans, l'étage de haute altitude ne présente pas de facilités particulières. Quant à celui de moyenne altitude, lieu privilégié du peuplement, il était loin d'être totalement occupé à l'arrivée des Européens. Une grande partie de la zone était couverte d'une forêt d'altitude difficilement pénétrable, parcourue par de petits éléphants de montagne, très redoutés des habitants.

Entre le Parc national (zone basse et malsaine) et le noyau de peuplement bwisha, la colonisation a ainsi trouvé un espace avantageux à tous points de vue. La main d'œuvre est proche, sans que son implantation gêne celle des domaines européens. Les sols forestiers vierges sont probablement les meilleurs du Kivu : le substratum alluvial a été enrichi par des transports éoliens d'origine volcanique. Il est léger, meuble, avec un haut potentiel de fertilité. Au sud, la zone alluviale s'efface sous des épandages volcaniques suffisamment anciens pour être décomposés. Le terroir africain, qui repose en partie sur le seul lambeau de socle affleurant dans la région, n'est pas aussi favorisé. Enfin et le fait mérite d'être signalé au Kivu, la région jouit de bonnes conditions de circulation: site de plateau que les cours d'eau encaissés

longent mais ne traversent pas, sol perméable, absence de dénivellation brutale, pour tout dire des facilités vraiment inhabituelles.

Compte tenu de l'altitude, la région ne pouvait convenir qu'à l'arabica, qui a trouvé à Rutshuru son meilleur terrain, malgré une légère insuffisance de l'ensoleillement et qui s'y est maintenu malgré les aléas de la conjoncture. Les colons se sont lancés à la conquête de la forêt à partir de Kabale (où s'est établie la première plantation en 1920).

Leur avance vers le nord a été rapide et n'a été arrêtée que par la limite écologique inférieure de l'arabica au Kivu (1200 m). Au delà, quelques périmètres marginaux ont été créés dans les dernières années de la colonisation sur la route Rutshuru-Ishasha, avec des plantations de robusta qui ont connu un succès inégal. Très vite le terroir arabica s'est révélé limité en superficie et il a été déclaré saturé après 1950. Une centaine de planteurs s'y trouvait à cette date, avec des superficies comprises entre 50 et 100 ha, assez représentatives des moyennes du Kivu.

Contrairement aux autres régions productrices d'arabica, celle de Rutshuru a maintenu sa vocation et a échappé à l'abandon, fait unique dans l'évolution de la caféiculture au Kivu qui a dû choisir entre la reconversion ou la disparition. La plupart des exploitations de l'axe Rugari-Rutshuru ont été regroupées par Gérard Van de Vyvere et son associé Hubert Van Overberghe (1217 ha avant l'indépendance, 2548 aujourd'hui). Quelques autres planteurs (Staelens, Berthollet, Bracken) s'accrochent sur des superficies très inférieures. Un seul planteur de robusta s'est maintenu au nord sur 50 ha: Salvi Salvo.

Bastion de l'arabica européen au Kivu, la région de Rutshuru tend à devenir une même exploitation entièrement dominée par les domaines de Katale (raison sociale du groupe Van de Vyvere-Van Overberghe. D'après les statistiques du service régional de l'agriculture, il y aurait en 1972 2515 ha en rapport produisant 1840t soit un rendement de 732/kg/ha, chiffre manifestement excessif.

Le maintien de la caféiculture européenne ne doit pas faire oublier sa situation difficile, même à Rutshuru. D'une part, les petites plantations africaines produisent mieux (petites parcelles de 0,1 à 0,2 ha avec des rendements voisins de 1000 kg/ha) et moins cher. Les crises du café (la dernière a frappé le Kivu de 1969 à 1972), atteignent beaucoup plus fortement les grandes plantations que les petites. L'État a toujours chichement mesuré son soutien et certaines initiatives, dont la nationalisation du commerce du café en 1972, n'ont pas accru l'efficacité des circuits.

D'autre part, la proximité de l'Ouganda place la région dans une situation économique tout à fait particulière, beaucoup moins déprimée que celle de nombreuses régions de l'intérieur. Proches par la langue et la civilisation, les Banyabwisha et les habitants du Kigezi ougandais ont conservé des liens étroits. Des échanges fructueux se sont maintenus jusqu'en septembre 1972. Les Zaïrois vendaient leurs produits agricoles aux Ougandais (notamment aux habitants de la ville frontière de Kisoro, établie sur des sols de laves encore trop jeunes) et achetaient à un prix avantageux des produits fabriqués, disponibles régulièrement et à bon marché grâce à la qualité du réseau commercial asiatique et au bon entretien des routes ougandaises. Le système était suffisamment avantageux pour inciter les Banyabwisha à vendre la plus grande partie de leur production vivrière, quitte à acheter les mêmes produits aux Banande de Lubero, placés dans une position géographique beaucoup moins favorable.

Les différences énormes de salaires et de niveau de vie entre les deux pays incitaient les jeunes à partir travailler sur les plantations de café des Baganda où ils pouvaient recevoir 100 shillings par mois (soit 7 zaïres au change parallèle seul

pratiqué) au lieu d'un maximum de 2 ou 3 zaïres de l'autre côté. L'ouvrier accroissait encore son avantage en achetant avec son salaire des produits fabriqués à revendre avec profit de l'autre côté. Sans compter les opérations de contrebande classiques et les ventes frauduleuses du café, la frontière procurait à Rutshuru une source de profits intéressants, propre à rendre intenable la position des plantations, étranglées par la pénurie d'une main d'œuvre peu disposée à travailler pour un salaire de misère, au pouvoir d'achat inexistant.

A partir de la fin de l'année 1972, la détérioration accélérée de l'économie ougandaise a complètement modifié cette orientation. Il n'est pas sûr que la caféiculture s'en porte mieux, mais la nationalisation des plantations le 30 novembre 1973 n'a pas laissé le temps d'apprécier le changement.

314. Masisi et le Bwito

A l'exception d'une minuscule façade sur le lac Kivu, la zone de Masisi constitue avec le Bwito, qui lui est étroitement associé par les conditions naturelles et économique un vaste ensemble de hautes terres d'un accès difficile.

En bordure du graben, la région a été considérablement soulevée et fragmentée par les mouvements de failles. En désorganisant le réseau hydrographique, les éruptions volcaniques ont accru la complexité d'un relief déjà très morcelé. Masisi lui doit la variété de ses paysages où se succèdent de hautes surfaces planes (au dessus de 2000 m) un réseau inextricable de collines (de 1600 à 2000 m), et les formes de relief volcanique de la partie orientale.

Le climat y est frais et humide. Masisi (1600m) reçoit 2185 mm en 192 jours. En haute altitude, le total des pluies atteint couramment 2500 mm. La saison sèche est peu marquée et de courte durée.

Au plan humain et économique, la région subit les conditions de circulation les pires du Kivu, ce qui n'est pas peu dire. Excentrée par rapport à l'axe nord-sud classique (Beni-Lubero-Goma-Bukavu) elle ne se raccorde que par le seul itinéraire Saké-Masisi, au tracé laborieux, fréquemment coupé après les orages les plus violents. A l'intérieur de la région les itinéraires sont allongés et compliqués par le relief et les chaussées mal entretenues sont dégradées par le climat.

Par suite de son isolement, le Masisi-Bwito n'avait pas attiré de peuplement important, à l'exception du noyau hunde. La colonisation européenne y a donc trouvé un champ d'action assez vaste. Cependant, l'entreprise a été précédée d'une expérience originale, seule tentative d'aménagement régional au Kivu : la mission d'immigration des Banyarwanda (MIB).

Dans ses étroites limites du mandat, le Rwanda des années 1930 est voué au surpeuplement et à la famine. Le partage de l'Afrique des grands lacs l'a privé de ses exutoires traditionnels : Kivu et sud-ouest ougandais. A partir de 1927- 1929, les autorités belges songent à rétablir, en l'organisant le vieux courant migratoire au profit des régions vides du Kivu malgré les combats retardateurs du CNKi qui craignait pour ses droits fonciers, la M.I.B. commence son action en 1937. Des exploitations de 5 ha et divers avantages matériels destinés à faciliter la mise en valeur sont attribués à des volontaires qui viennent s'installer avec leurs familles. Le cadre social et foncier est assez souple, intermédiaire entre le système traditionnel et celui des paysannats, établis ultérieurement.

Le succès est immédiat et il se confirme malgré des réticences temporaires des chefs traditionnels rwandais qui voient leurs sujets leur échapper, le paroxysme de l'immigration étant atteint au cours de la deuxième guerre mondiale, quand le Rwanda est frappé par les famines. En 1953, 10000 familles (soit près de 42000

personnes) sont établies dans la zone du Gishari. La MIB étend ses activités vers le nord: Bwito, zone des lacs Mokotos.

La colonisation européenne a largement bénéficié de cet apport de main d'œuvre. Son premier essor est légèrement postérieur au démarrage de la M.I.B et correspond au cycle du pyrèthre qui suscite un intérêt nouveau pour les terres de haute altitude, délaissées par la monoculture caféière. Les domaines européens s'établissent d'abord le long de la route Saké-Masisi, puis autour de Gungu (au sud de la route, dans une haute vallée). La plupart de ces exploitations, dont la production a pu représenter la moitié du pyrèthre de l'Afrique belge, ont aujourd'hui disparu ou ont été concentrées en vastes herbages.

Plus durable, et postérieur à la deuxième guerre mondiale, le second essor a fait du Masisi Bwito la principale région théicole du Kivu. La culture a été lancée par la société THEKI (Plantations de thé au Kivu), filiale de plusieurs sociétés coloniales, qui avait acquis une concession avant 1940 à Nyabiondo. A partir de 1947 une vingtaine de petits planteurs valorisent la région des lacs Mokotos, à 1700m d'altitude, au fond d'une dépression riche en bons sols alluviaux, dans les marais de Gatsira, notamment. Les conditions naturelles se révèlent excellentes, et les deux usines (Nyabiondo pour THEKI et l'établissement gouvernemental de Kahe pour les petits planteurs) obtiennent les plus hautes qualités du Kivu : en 1957 sur le prestigieux marché de Londres elles ont réalisé 51% des ventes de la province (244,6t sur 479).

Les bons résultats obtenus favorisent l'extension géographique de la théiculture aux vallées de l'Oso et de la Mweso et attirent des sociétés plus importantes: GILLIWER (aujourd'hui AGRI-MUSHARI) et surtout UNILEVER, marque d'un intérêt nouveau pour les régions d'altitude. A la fin de la période coloniale, le Masisi-Bwito est devenu le symbole de l'efficacité de la mise en valeur en terrain vierge, et est cité en exemple par les partisans du développement du Kivu *en épaisseur*. Toutefois et comme dans le reste du Kivu, les investissements décisifs sont constamment différés. L'axe Saké-Masisi, dont l'asphaltage est vivement recommandé depuis 1950, attend toujours sa modernisation qui doit être réalisée dans le cadre de la liaison d'intérêt national Kisangani-Kivu.

Handicap particulièrement lourd dans les années difficiles de la décolonisation, quand la crise des transports a ruiné bien des plantations. Cependant, le niveau atteint, et l'importance de l'enjeu économique ont permis à la région d'échapper à la catastrophe. Si les pistes Saké-Kabasha et Masisi-Mutongo-Walikale ont été abandonnées, l'axe Saké-Masisi s'est maintenu, ou n'a jamais été très longtemps coupé. Les planteurs ont réussi des liaisons difficiles mais régulières, qui ont permis la survie des exploitations.

Actuellement, les plantations européennes ne pratiquent que la théiculture, et sont réparties en secteurs distincts: Masisi proprement dit, les vallées de l'Oso et de la Mweso, et la dépression des lacs Mokoto.

A Masisi, THEKI occupe les positions les plus anciennes et les plus solides. La société a acquis une concession de 2500 ha dont 555 sont plantés en thé. Fait unique au Kivu, une grande partie de la plantation a été confiée à des exploitants villageois en échange d'une commission sur la vente des feuilles: les paysans de THEKI n'obtiennent que 1,40 K à 1,60 K/kg de feuilles rendues usine, tandis que les exploitants-proprétaires reçoivent 2,25 à 2,40 K/kg. L'abaissement du prix de revient du kilo de feuilles (payé 1,60 K par THEKI, alors qu'il revient à 2,26 K à F. de Crévoisier en exploitation directe) devrait conduire à sa diffusion, si les conditions économiques étaient normales. Malheureusement, peu confiants dans l'avenir, les villageois sont rarement décidés à consentir un effort prolongé et ils récoltent un thé de qualité inférieure. De son côté, THEKI n'est pas non plus tenté de faire du bon

thé. Ses usines sont vieilles (celle de Nyabiondo remonte à 1950), travaillent avec des méthodes révolues (l'usinage par la filière classique produit un thé de qualité moyenne). Les résultats obtenus, tant pour les rendements (en moyenne 960 kg/ha) que pour la valeur du thé exporté (au dessous de 21 K/kg) marquent la volonté de la société de durer, sans mise de fonds supplémentaires et sans effort nouveau, grâce à des investissements, amortis depuis longtemps.

Rouverte en 1971 avec un outillage plus moderne, l'usine Poortman de Loashi obtient des résultats satisfaisants: exportation des qualités supérieures 1 et 2 avec une valorisation moyenne de 24 K/kg (secteur: 21,4 K/kg). Par contre les plantations, trop dispersées, posent des problèmes. Il a fallu abandonner les champs les plus éloignés de l'usine, faute de pouvoir entretenir les voies d'accès, et l'ex-domaine BRISBOSIA, mal géré par RAI Brothers, est loin d'avoir retrouvé sa prospérité. Au total, le secteur de Masisi regroupe 1050 ha de thé, dont 220 de plantations villageoises. Il a produit en 1972, 798 t de thé sec et utilise à 88% (798 t sur 900) sa capacité d'usinage.

Avec des conditions d'accès aussi difficiles que celui de Masisi, le secteur de l'Oso est dans une situation bien plus critique. Fermée au moment des troubles de 1967, l'usine gouvernementale n'a jamais repris son activité et les prélèvements de pièces détachées au profit des autres établissements de la région imposent une réfection complète ; la superficie abandonnée est estimée à 700 ha (dont 400 ha de plantations européennes) en grande partie irrécupérable après six ans de croissance incontrôlée.

La situation des deux usiniers privés (Lauro à Nyabura et Sedyn à Bihira) n'est pas plus favorable. Ils manquent de moyens pour affronter une situation difficile, qui fait reculer des sociétés pourtant plus puissantes. Les 630 ha en rapport produisent 446t (soit un rendement trop faible de 703 kg/ha), très insuffisant pour assurer un bon fonctionnement des usines, abaissant le taux d'utilisation à 53% (446t sur 840). Le bon équipement de l'usine de Nyabura lui permet de bien vendre son thé (valorisation moyenne à l'exportation : 24,0 K/kg). Par contre, Bihira vétuste n'obtient que 21,5 K/kg. En fait, la ténacité des deux usiniers de Bihira et surtout de Nyabura maintient le secteur à flot, mais ni l'un ni l'autre n'ont les moyens de le faire progresser.

Tout en conservant un certain niveau d'activité, le secteur des Mokotos ne joue plus le rôle pilote qui avait été le sien durant la dernière décennie de la colonisation. Les marais de Gatsira, qui pouvaient être comparés à l'Assam et que l'on croyait capables de porter 3,5 ou 4t à l'ha, n'en réalisent pas la moitié. Le manque d'engrais, les mauvaises conditions de transport et la vétusté des usines ont porté atteinte à la production et surtout à la qualité du thé du secteur.

L'usine gouvernementale de Kahé, qui obtenait les meilleurs résultats du Kivu avant l'indépendance, a beaucoup souffert des événements, et notamment de la mauvaise gestion des frères RAI, à qui les autorités l'avaient imprudemment confiée. Vétuste (elle remonte à 1955), elle travaille à 68% de sa capacité et pourrait difficilement faire mieux (547t sur 800t). Le thé produit est de qualité inférieure, en grande partie inexportable. Une grande partie de la récolte de feuilles vient des plantations RAI, ce qui n'améliore guère la situation.

La vieille Société Coopérative des Mokotos (SOCOTHE) poursuit ses activités. Fondée au cours des années 1950 par la majorité des planteurs européens de la région, elle reçoit aujourd'hui la récolte d'un regroupement de 678 ha, auquel s'ajoutent quelques exploitations restées distinctes : au total 745 ha avec une production très inférieure à la capacité de l'usine de Kisimba, qui produit un thé de faible valeur (au dessous de 20 K/kg).

La dernière usine traite la production de l'AGRI-MUSHARI à Lubaya. La société a regroupé S111 un ensemble de 2360 ha concédés, la quasi totalité des plantations du Mushari et a racheté l'ancienne usine de SAN, qui n'avait pas voulu adhérer à la Société Coopérative et avait édifié son propre établissement en 1956. Celui-ci est loin de fonctionner au mieux de sa capacité (1000t) mais il produit un thé de bonne qualité (valorisation moyenne à l'exportation; 26,5 K/kg.)

Au total, le secteur produit 2000t avec 1855 ha en rapport, ce qui lui conserve un rendement honorable pour le Kivu (1510 kg/ha), mais la production exportée (2170t soit 8% du total) est de qualité très variable et trop souvent insuffisante. Les Mokotos se maintiennent au deuxième rang du Kivu, mais pourraient obtenir des résultats très supérieurs en quantité et surtout en qualité.

Tardivement mise en valeur, la plaine de Lutiba-Mweso forme le dernier secteur de la région Masisi-Bwito. Les conditions naturelles y sont comparables à celles des lacs Mokotos, bien que l'ampleur des défrichements ait sensiblement réduit l'humidité du climat. Deux usines y sont établies, réalisant des performances très inégales.

L'usine de Lutiba ne relève pas la réputation des établissements gouvernementaux. Ultime réalisation du pouvoir colonial (elle a été ouverte en 1960), elle a été fermée de 1968 à 1970 et ne parvient pas à fonctionner convenablement depuis, faute d'une récolte suffisante. Les plantations sont abandonnées (270ha environ) ou mal gérées (200ha aux mains des inévitables frères RAI), les superficies en rapport, réalisant un rendement moyen très insuffisant: 690 kg/ha.

La production (138t) est très insuffisante entraînant une grave sous utilisation de la capacité de l'usine (138t sur 1300 soit 10%) et un prix de traitement exceptionnellement élevé: 11,40 K (au lieu de 6 K/kg dans la plupart des autres usines).

Le fonctionnement défectueux de Lutiba contraste avec la situation florissante du domaine PLZ. (Plantations LEVER au Zaïre) de Mweso. Sur une concession de 3739 ha, 450 ha seulement sont plantés en thé. Grâce à des soins appropriés (emploi massif des engrais, inégalé au Kivu), la plantation réalise des rendements supérieurs à 3t/ha, au maximum des possibilités d'un secteur qui ne jouit pas des conditions naturelles exceptionnelles des lacs Mokotos. Mweso possède une usine moderne, qui peut se permettre de dépasser sa capacité: 1300 t et 1540 t de thé traité soit un taux d'utilisation de 118%. Le thé produit est exporté en totalité avec une valorisation moyenne élevée: 26,8 K au kg (AGRI-MUSHARI : 26.5) avec une proportion inégalée de qualités supérieures I (47%, beaucoup d'usines du Kivu n'en produisent pas) et 2 (29 %), soit 76% de la production en qualité supérieure. A tous les niveaux, LEVER qui en a les moyens, réalise les meilleures performances du Kivu. Entre autres causes, ces bons résultats lui ont permis d'échapper à la zairisation du 30 novembre 1973 et même d'être ce jour-là cité en exemple par le Président de la République. Installées tardivement au Kivu, les PLZ se trouvaient placées devant un choix difficile : renoncer ou continuer à investir malgré les risques encourus. Elles recueillent aujourd'hui les fruits de leur effort. Attitude originale qui contraste avec celle des sociétés plus anciennes, uniquement soucieuses de rentabiliser des installations amorties ou en voie de l'être.

Nulle part le contraste n'est plus net entre la déconfiture des usines gouvernementales, autrefois à la pointe du progrès, ayant joué un rôle pionnier dans l'essor de la théiculture au Kivu et la situation plus ou moins prospère des sociétés dont LEVER constitue le meilleur fleuron. Entre les deux, les derniers planteurs indépendants conserve: une situation fragile, et ne doivent leur maintien qu'à leur ténacité.

Le seule plantation de quinquina (ex domaine Baeten, de Ckankere dans le Bwito) est exploitée par PHARMAKINA avec des résultats très moyens, (les sols sont lourds et le climat trop humide), qui n'entament pas le monopole de la théiculture.

315. La région nord (Beni-Lubero)

La vaste superficie des deux zones administrative: (25580 km² dont 7484 pour Beni et 18096 pour Lubero) ne doit pas faire illusion: les Hautes Terres (au dessus de 1500 m) n'en représentent qu'un peu plus de la moitié : 13100 km² environ dont 730 km² pour la partie zaïroise du massif du Ruwenzori (incorporée dans le Parc National). Elles forment un triangle, avec une base assez large, au niveau de Kabasha Luofu, qui rétrécit progressivement pour disparaître à Beni (à 1178m, la ville ne fait pas partie du domaine d'altitude). Dans un relief fortement disséqué par la proximité du niveau de base (le lac Edouard à 920m), la vallée de la Semliki de 650 à 900m), on retrouve la dissymétrie classique au Kivu entre un vaste versant occidental et la raideur des pentes orientales du Buholu, qui plongent vers le lac Edouard.

La position en latitude (de part et d'autre de l'Equateur) accentue la régularité du climat: pas de saison sèche marquée, aucun mois n'ayant de précipitation inférieures à 80 mm, faiblesse des contrastes thermiques; beau type de climat équatorial d'altitude, les pluies restant toutefois modérées: moins de 2000 mm, soit un total inférieur à celui de Masisi. Malheureusement, la présence du socle a engendré des sols pauvres, profondément érodés dans les parties cultivées.

La région est surtout caractérisée par la forte empreinte de la civilisation traditionnelle nande. Bien qu'ils ne diffèrent pas beaucoup des autres ethnies du Kivu d'altitude (comme les autres, ils appartiennent au groupe interlacustre et sont venus de l'est). Les Banande ont beaucoup plus fortement marqué leur milieu, grâce à leur dynamisme démographique et économique.

La pression démographique et l'exiguïté d'ensemble du domaine des Hautes Terres ont entraîné une mise en valeur plus intensive du terroir. A partir d'une altitude moyenne plus élevée des sommets de collines (1800m, au lieu de 1600 à 1800m au Bushi) les Banande ont largement dépassé les limites écologiques du bananier. Une forte proportion de la population réside au dessus de 2000 ou 2100m (parmi les 12400km² au-dessus de 1500 m, 1450 soit 11.6 %, atteignent ou dépassent 2100m).

En introduisant de nouvelles cultures (pommes de terre, blé du Kenya) dans l'étage de haute altitude, la colonisation a accentué cette tendance. Les Banande se sont montrés favorables aux cultures commerciales. En plus des deux citées plus haut autant appréciées pour l'alimentation que pour la vente, les légumes dans les bas fonds, le café arabica, le pyrèthre ont connu un développement inhabituel au Kivu en milieu villageois. Même les regroupements en village et l'obligation de dresser des haies anti-érosives n'ont pas été remises en cause après l'indépendance.

Un tel niveau de mise en valeur ne pouvait guère favoriser les entreprises de colonisation. A la différence du Bushi, l'emprise à peu près intégrale de la population sur le terroir limite strictement l'espace disponible en altitude. Quelques planteurs d'arabica, avec des superficies dérisoires (moins de 50, et parfois moins de 20ha) ont pu s'établir autour de Lubero. Il n'en restait qu'une poignée à la veille de l'indépendance et qui ont totalement disparu depuis. Les seules terres disponibles en quantité appréciable se trouvent au sud, entre Luofu et Kabasha. Quelques planteurs s'y sont risqués dans les dernières années de la colonisation et ont abandonné après 1960 : ni le sol, ni le relief n'étaient particulièrement favorables.

A l'encontre de son postulat de départ, qui l'avait conduite au Kivu à cause de l'altitude, l'agriculture européenne a dû se tourner vers les étages inférieurs: contreforts du Ruwenzori, plaines boisées de Beni. Durant les dernières années de

la colonisation, 15600ha y ont été concédés pour y planter du café robusta. Vaste entreprise, représentant 10% de la superficie concédée au Kivu, qui n'a pas résisté au contrecoup de l'indépendance. Faiblement enracinés les exploitants ont quitté le pays, laissant 12400ha abandonnés (le tiers des superficies abandonnées du Kivu). 15 planteurs, tous indépendants, se sont maintenus autour de Beni sur 3066ha de concessions, avec une seule grande opération de concentration (cf. chapitre 2). Malgré les ressources supplémentaires apportées par la papaïne, la situation des plantations n'est guère confortable. Il est significatif que les sociétés ne s'y soient pas intéressées, malgré des conditions de circulation qui ne sont pas mauvaises pour le Kivu: proximité de l'Ouganda et bon état relatif de la piste vers Kisangani. La mauvaise tenue des cours du café y est pour beaucoup, mais il y a des possibilités de reconversion.

Le faible développement, puis la déconfiture de l'agriculture européenne dans la région contrastent avec le dynamisme villageois, et notamment de sa caféiculture. Ainsi le Nord connaît une situation inverse du reste du Kivu. Tandis que partout ailleurs les plantations fournissent la quasi totalité du revenu monétaire, elles jouent ici un rôle très marginal, toujours en retrait derrière les fortes positions d'une économie traditionnelle rénovée.

32. SITUATION DU CAFE

Les mutations de la caféiculture au Kivu et le déclin des plantations européennes ayant déjà été évoqués dans les chapitres précédents, nous analyserons ici la situation actuelle des domaines subsistants.

La part européenne n'est probablement pas supérieure au tiers (35% environ) du total récolté dans la province: 3200t en 1971, 4300t en 1972, avec de fortes variations interannuelles (25% entre 1972 et 1971). Une grande partie des surfaces recensées par le Service régional de l'Agriculture ne sont plus cultivées, et les chiffres de production fournis par différents services (Affaires Economiques, Douanes, ONC) ne font pas la différence entre plantations européennes et africaines. De plus ils ne concordent pas entre eux, rendant toute estimation très hasardeuse. Il aurait été intéressant de connaître le chiffre réel de production des domaines de Katale (Van de Vyvere), qui représente au moins la moitié de la récolte européenne.

321. Les conditions écologiques

Le café arabica a trouvé au Kivu des conditions écologiques très favorables, sans être exceptionnelles, au niveau de l'étage de moyenne altitude, de 1000 à 1700 m. Les tentatives faites au-dessous (Rutshuru) comme au-dessus (Ngweshe) ont donné des résultats décevants : l'intensité de l'évaporation a épuisé les arbres des étages inférieurs et le froid a trop ralenti leur croissance au dessus de 1700m.

Les conditions climatiques se sont révélées particulièrement appropriées. Les températures sont constamment favorables: 20° au bord du lac, 18 à 23° au nord, suivant l'altitude, avec de très faibles variations saisonnières (moins de 5°), ce qui correspond exactement à l'optimum. La pluviométrie modérée du Kivu, et sa bonne répartition dans le temps (9 mois pluvieux sur 12 au bord du lac et 11 mois autour de Rutshuru) assurent une croissance régulière de l'arbre.

La répartition des pluies a toutefois son revers : les conditions d'ensoleillement sont souvent insuffisantes pour activer la floraison. Avec une saison sèche bien marquée, le sud-Kivu dispose d'un avantage sur le Nord, où les planteurs ont recherché les versants exposés à l'est (supériorité de l'ensoleillement du matin). Dans les secteurs affectés par des vents violents (côte sud-ouest du lac, et intervalles entre les volcans), le choix des versants est également nécessaire. Mais globalement, le climat assure à la caféiculture une assez grande sécurité par rapport aux risques

encourus dans des zones plus contrastées : Yémen (où sévit parfois la sécheresse) et Brésil (par suite de la fréquence des gelées). Les accidents (grêle au bord du lac, par exemple) sont rares.

Malgré les apparences, les conditions pédologiques sont beaucoup moins satisfaisantes et ont entraîné bien des mécomptes. La caféiculture demande des sols profonds (jusqu'à 5m), perméables (mais avec une bonne capacité de rétention), avec une dominante acide (ph de 4,2 à 5,1), les qualités physiques ayant une importance supérieure aux qualités chimiques.

Les sols du Kivu, qui sont tout à fait remarquables par leurs potentialités chimiques (les deux zones de caféiculture correspondent à des zones volcaniques à forte teneur en éléments échangeables) ont des caractères physiques beaucoup moins favorables. Les sols montagneux sont souvent superficiels, dégradés par l'érosion, d'une perméabilité insuffisante (forte compacité des argiles de décomposition des basaltes au Sud Kivu) ou excessive (sols volcaniques récents du Nord).

En dehors de l'est de la zone de Rutshuru, dont les qualités pédologiques ont déjà été soulignées, les bonnes terres à café sont plus rares qu'on le croyait au début. La forte empreinte de la civilisation traditionnelle sur l'étage de moyenne altitude, l'ancienneté et l'ampleur des déboisements ont fortement érodé les sols. Le ph neutres ou basiques ne sont pas toujours appropriés.

322. Les techniques de culture

Les techniques d'établissement et d'entretien des plantations sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les décrire dans le détail. Sauf dans le secteur villageois, peu de nouvelles plantations ont été récemment réalisées, les Européens ayant déjà suffisamment de mal à exploiter les cultures existantes. A l'époque coloniale, la création d'une plantation exigeait un important investissement humain : 840 hommes/jour/ha³³ pour la première année (dont 450 h/j pour le défrichage qui n'était pas toujours nécessaire) et 250 h/j d'entretien pendant trois ans, soit 1590 h/j avant l'entrée en production. (qui correspondrait aujourd'hui à une masse salariale de 340 Z)

Les plantations ont été longtemps bien entretenues et citées en exemple. Le climat n'étant pas suffisamment chaud pour faire craindre une absence de protection, on pratiquait un labour à la houe et 4 sarclages par an. Les arbres étaient taillés durant la saison sèche par des spécialistes. Actuellement, tout dépend des disponibilités en main d'œuvre.

FLORAISON ET RECOLTE DU CAFE ARABICA

	Floraison ³⁴	récolte
Grande floraison	Février-mars	octobre-novembre
Petite floraison	Avril	fin novembre-décembre
Moyenne floraison	août-septembre	mars-avril

Étalées sur une grande partie de l'année, les récoltes exigent une main d'œuvre importante. La nécessité de cueillir les cerises quand elles sont totalement rouges, mais avant leur chute oblige à plusieurs passages et entraîne une baisse de productivité : la quantité récoltée par homme/jour va de 25 à 35 kg de cerises/jour (26 kg à Kiniezire). Un homme aidé de sa famille peut atteindre couramment 60

³³ Journées de travail par hectare (h/j/ha). Ces chiffres sont très élevés si on les compare aux normes relevées en Afrique occidentale (cf. problèmes de main d'œuvre).

³⁴ A Rutshuru, les récoltes peuvent être effectuées 7 mois après la floraison (9 à 10 mois ailleurs).

kg/jour. Avec un rendement de 400 kg/ha, il faut compter 70 h/j, soit une dépense de 11 Z/ha.

Au total les dépenses d'entretien, récolte exclue, pour 1 ha de plantation en rapport s'élèvent à 250 H/j (40 à 45 Z). Les planteurs comptent 1 travailleur permanent par hectare, ce qui recouvre de fortes variations saisonnières et l'appel à plusieurs catégories, des spécialistes de la taille aux femmes et aux enfants pour la récolte.

Seuls les gros planteurs disposent d'installations de traitement par voie humide effectuant la totalité des opérations (cas de Van de Vyvere). Beaucoup de petits et de moyens planteurs (Staelens, Defalque, le Zaïrois Rwakabuba), faute d'une unité de séchage, expédient leur café en parches humides à Goma. La plupart des plantations utilisent la voie sèche: les cerises sont séchées au soleil puis décor-tiquées.

L'usine ONC de Goma réalise le traitement des cafés livrés en parches ou en coques, et le triage, bulkage des cafés marchands avec fixation de la qualité et conditionnement pour l'exportation. Depuis 1972 l'ONC a le monopole du processus de commercialisation. En conséquence, toute la récolte doit transiter par les usines de Goma ou à défaut par les installations étatisées de Butembo, Beni et Katale.

323. Les domaines de Katale

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner l'ampleur des problèmes de la caféiculture en grandes exploitations au Kivu. Aux problèmes structurels d'insertion des plantations d'arabica au niveau de l'étage de moyenne altitude, qui se sont constamment aggravés durant la période coloniale, se sont ajoutés les baisses massives des cours (de 73 à 40 FB le Kg rendu à Anvers de 1956 à 1960), non compensées par des hausses durables. Rognées de toutes parts, les marges des planteurs se sont constamment amenuisées depuis 1960. Les sociétés venues au Kivu avant ou depuis l'indépendance ne s'y sont donc pas intéressées (sauf pour profiter de la situation) et leur action dans les autres cultures a progressivement relégué l'arabica dans une situation résiduelle, sauf dans la partie orientale de la zone de Rutshuru.

Gérard van de Vyvere y était déjà le plus gros planteur de la zone en 1960 : à partir de sa plantation de Rwankwi (Katale) d'une superficie de 94ha, il s'est progressivement agrandi. Il se trouve en 1960 à la tête d'un vaste domaine concédé de 1217ha, qui lui assure une position particulière à CAFEKIVU³⁵ et même à l'OPAK. Nous avons vu (chapitre décolonisation) comment il avait su utiliser les événements pour regrouper les meilleures plantations de la zone sous sa direction. La société des *Domaines de Katale*, constituée avec Hubert Van Overberghe, aujourd'hui directeur, a racheté ou loué les plantations des colons défaillants ou ruinés. Certains anciens propriétaires poursuivent leur action comme actionnaires ou gérants de la société.

L'organisation des *Domaines* est centralisée autour de la *plantation mère* de Katale, divisée en trois secteurs: Rwankwi, Biluma, Rubare. Les installations de traitement ont leur approvisionnement énergétique assuré par l'hydrocentrale du lac Tshuki, une conduite forcée a été établie le long de l'escarpement séparant le plateau et la vallée de la Rutshuru, à la limite du Parc national des Virunga. Autonomie appréciable quand on connaît les difficultés de la région : elle ne peut compter à coup sûr, ni sur les importations d'électricité du Rwanda (hydrocentrale de la Sebeya au dessus de Gisenyi), ni sur les groupes électrogènes de la ville, sujets aux pannes et aux irrégularités de l'approvisionnement en carburant.

³⁵ *Coopérative des planteurs de café du Kivu regroupant la majorité des caféiculteurs européens et africains.*

Les Domaines de Katale jouissent également d'un statut commercial privilégié. G. Van de Vyvere a détenu pendant les années immédiatement postérieures à l'indépendance, le monopole de l'exportation de café (cf. décolonisation). Actuellement, une succursale de l'ONC installée sur place permet aux *Domaines* d'exporter directement leur production, sans devoir faire le détour de Goma.

La situation économique de Katale est difficile à apprécier. La modernisation des techniques, qui permettrait de tirer parti de l'importance des superficies dépend de la situation économique générale: il est risqué de se lancer dans une utilisation systématique de machines quand l'approvisionnement en pièces pour l'entretien et les réparations n'est pas assuré. Les pertes et les profits sont proportionnels à la superficie et les bonnes années n'ont pas été nombreuses. La grande exploitation, dans une économie sinistrée comme celle du Kivu, est structurellement fragilisée par la pénurie générale: transports, engrais, main d'œuvre et elle ne peut être maintenue que par des prix de récolte très rémunérateurs, ce qui est loin d'être le cas dans la caféiculture.

324. La crise de la caféiculture européenne

Au niveau de l'ensemble des plantations subsistantes, la situation en 1972 était proche de la faillite: réduction des prix de vente d'un côté, augmentation des prix de revient de l'autre.

Avant 1960, les planteurs mettaient 500 à 1000 kg d'engrais à l'hectare et obtenaient ainsi un doublement de leurs rendements (800 à 1200 kg/ha), ce qui couvrait largement leurs frais. La crise des transports a désorganisé les circuits d'approvisionnement en engrais et en produits phytosanitaires (particulièrement nécessaires au Kivu). De plus, le rapport prix de vente du café/prix d'achat des engrais s'est considérablement dégradé, depuis 1960, rendant parfois non rentables les épandages massifs. La baisse de production qui en a résulté (et qui n'apparaît pas dans les statistiques par suite des progrès des plantations villageoises) n'a pas soulagé les exploitants.

Côté main d'œuvre, la situation est aussi allée en se dégradant. La productivité de la main d'œuvre, déjà très faible en 1960, s'est encore abaissée par manque de moyens mécaniques (tracteurs, remorques, etc) et du fait des travailleurs eux-mêmes, conscients de la réduction de leur pouvoir d'achat.

325. Les données quantitatives

Le bilan des dépenses courantes (hors amortissement) a été établi ci-dessous, à partir de chiffres recueillis dans plusieurs plantations, ce qui introduit un élément d'incertitude.

DEPENSES D'ENTRETIEN PAR HA

opérations	prix	norme
main d'œuvre	53 Z	250 h/j à 21,2 K/jour
autres frais	17 Z	frais généraux
engrais	45 Z	500 kg à 90 Z/t
soit	70 Z/ha sans engrais	115 Z/ha avec engrais

EVOLUTION DU PRIX DE REVIENT D'UN KG DE CAFE MARCHAND (EN K/KG)

Rendement en kg/ha	400	500	600	700	800	900	1000
Avec engrais				16.5	14.5	12.5	11.5
Sans engrais	17.5	14	11.5	10			

Le prix de revient total au Kg, de 37 à 44,5 K doit être mis en rapport avec le prix de réalisation moyen à Anvers pour 1972 de l'arabica du Kivu : 35,64 FB/Kg soit 39,56 K. Un solde brut positif n'apparaît qu'à partir de 550 kg de café marchand/ha (sans emploi des engrais), ou de 900 kg/ha (avec emploi des engrais). La plupart des planteurs n'a pas atteint ces niveaux en 1972 et a donc enregistré des pertes proportionnelles à leur production.

Dans ces conditions, les exploitants cherchent à compresser leurs frais. Le seul poste important où ils disposent d'une certaine capacité de pression est la main d'œuvre, qui représente 50% des frais de production. Certains planteurs réduisent systématiquement les prestations extra-salariales (soins médicaux, allocations familiales) ou élèvent les normes du travail à la tâche des travailleurs temporaires (non protégés par la législation). Un exemple cité pour la zone de Rutshuru, 10 K pour 80 plants de café à sarcler, fait apparaître des exigences plus dures qu'à l'époque coloniale (où on s'arrêtait à 60 ou 65 pieds), correspondant à un salaire journalier de 8 à 13 K au lieu du minimum légal de 17,3 K. Evidemment, les volontaires sont rares.

La réduction des autres dépenses conduit à la caféiculture extensive, déjà pratiquée par des planteurs nationaux désargentés. Les champs sont nettoyés une ou deux fois par an et on récolte ce qui vient: 200 à 300 kg/ha de qualité très moyenne, mais le bénéfice est assuré, compte tenu de la faiblesse des dépenses engagées: moins de 10 K par kg de café marchand.

La structure domaniale n'a plus alors aucune raison de subsister. Le morcellement par attribution des parcelles en métayage n'a pas encore été pratiqué; il aurait l'avantage d'aligner les plantations sur les conditions de production des petites exploitations villageoises, mieux adaptées à la structure économique du Kivu et qui ont montré leur vitalité au cours d'une décennie particulièrement troublée. Plus que dans les autres cultures, le grand domaine apparaît conjecturalement et structurellement inadapté à son environnement.

Pour le reste, le café du Kivu ne peut que subir la lourde ponction des frais de transport et enregistrer les aléas des cours.

33. SITUATION DU THE

331. Situation des plantations

3311. Les données globales

La production de thé devant passer par des usines, nous disposons ici de chiffres beaucoup plus proches des réalités.

LES SUPERFICIES PLANTEES EN THE AU KIVU

En ha	Européens	villageois	Total	Kivu = 100
Ngweshe	2241	210	2451	33.0
Kavumu	270	43	313	4.2
Bords du Lac	420	33	453	6.1
Total sud	2931	286	3217	43.3
Masisi	830	250	1080	14.5
Oso	570	60	630	8.5
Mokotos	1685	170	1855	25.0
Mweso	650	0	650	8.7
total Nord	3735	480	4215	56.7
total Kivu	6666	766	7432	100.0
Répartition	89.7	10.3	100.0	

L'agriculture européenne conserve à l'évidence une prépondérance quasi exclusive, au nord comme au sud Kivu. Les difficultés économiques ne favorisent pas l'essor des plantations villageoises, qui sont loin de rencontrer les conditions favorables signalées dans la caféiculture.

LA PRODUCTION DE THE AU KIVU

	Européens	villageois	Total	Kivu = 100	rendement
Ngweshe	2447	142	2589	27.4	1056
Kavumu	481	21	502	5.3	1604
Bords du Lac	538	19	557	5.9	1230
Total sud	3466	182	3648	38.6	1134
Masisi	616	182	798	8.4	739
Oso	417	29	446	4.7	708
Mokotos	2770	118	2888	30.5	1557
Mweso	1678	0	1678	17.7	2582
total Nord	5481	329	5810	61.4	1378
total Kivu	8947	511	9458	100.0	1273
Répartition (%)	94.6	5.4	100.0		

Avec des rendements deux fois supérieurs (13,42 t/ha contre 0,667) les plantations européennes accroissent encore leur avantage. Si elles attestent une vitalité incontestable du grand domaine dans ce secteur et une capacité de résistance appréciable face aux événements, les résultats obtenus ne permettent pas pour autant de tracer un tableau résolument optimiste de la théiculture au Kivu.

2312. Les conditions écologiques

Comme dans les autres pays d'Afrique orientale, on cultive le thé d'Assam (*camela sinensis var. assamica*) dont la production de feuilles est supérieure à celle des variétés chinoises, mais les exigences écologiques plus strictes.

La faiblesse des totaux pluviométriques annuels a longtemps effrayé les spécialistes venus de l'Assam ou de Ceylan. Mais le thé, qui reçoit habituellement beaucoup plus³⁶, s'est accommodé du régime du Kivu, qui lui convient par sa régularité car la plante peut supporter un mois totalement sec ou trois mois faiblement arrosés (moins de 30 à 40 mm d'eau). Il n'y a pas de problème au nord, et la saison sèche du sud (qui n'est totale que pendant un mois) n'est pas trop sévère, à cause du maintien d'un degré hygrométrique suffisamment élevé (76 % à Walungu). Seul le sud-ouest du lac est à déconseiller : les vents violents de l'est accélèrent le processus d'évaporation.

Les exigences thermiques du thé, de 15 à 20°, correspondent à l'étage de moyenne altitude, des rives du lac à 2100 m. La température optimale, 18° est atteinte entre 1800 et 1900 m. Au Kivu, la plante n'a pas à affronter de grosses chaleurs (elle peut supporter jusqu'à 32° à l'ombre) et elle résiste sans problème aux nuits fraîches de juillet-août.

La luminosité, qui a un effet décisif sur la formation des huiles essentielles, doit être strictement mesurée ; à l'état spontané, le thé est une plante de sous bois et il préfère pour son assimilation la lumière diffuse. S'il craint un ensoleillement trop vif, peu fréquent au Kivu, où le ciel nuageux lui convient mieux qu'au café, l'excès d'ombrage lui est également préjudiciable: il diminue la qualité de la lumière et empêche la circulation de l'air.

³⁶ Les précipitations excessives accroissent la quantité au détriment de la qualité en diminuant la teneur en matière soluble des cellules.

Au total, l'arbre n'a pas eu beaucoup à faire pour s'adapter au climat tropical d'altitude du Kivu. Humidité, température et ensoleillement sont proches de leur niveau optimum, sans contrastes saisonniers et les intempéries sont très rares (vents violents, courants de poussière, grêle, etc...) Si la totalité de l'étage de moyenne altitude convient en principe à la théiculture, sa partie supérieure (1800 à 2000) obtient les meilleures qualités: le ralentissement de la croissance n'est pas encore préjudiciable aux rendements, il permet d'obtenir la teneur maximum en matières solubles. D'excellents produits sont réalisés à partir de thés récoltés vers 2000 m.

Le thé n'a pas d'exigences pédologiques exceptionnelles et comme d'autres cultures arbustives, il est avant tout sensible aux qualités physiques du sol. Il l'aime perméable, profond (au moins 1,50 m sans eau stagnante) et meuble. Les sols lourds, compacts, favorisent la diffusion des maladies. Ces impératifs paraissent contradictoires avec l'utilisation fréquente au Kivu et surtout au Rwanda, des sols de marais. En fait, leur bon système de drainage permet de surmonter la difficulté, et de profiter de leurs bonnes qualités chimiques. Mais des soins attentifs sont alors nécessaires, les arbres meurent dès que leurs racines sont immergées.

Le thé est favorable à un sol légèrement acide (5,5 ou 5) fréquent au Kivu (où la moyenne est 5,0 Les terrains neutres ou légèrement alcalins sont contre indiqués³⁷. Parce qu'il est à la fois perméable et acide, le sol riche en humus d'origine forestière constitue un idéal, relativement fréquent au Kivu aux altitudes définies plus haut. Contrairement au caféier, le théier a eu la chance de disposer de nombreux sols vierges (Mokotos, Mweso) ou presque vierges, qui avaient porté du quinquina durant moins d'une décennie. Même les sols du Ngweshe, qui n'avaient pas été améliorés par les cultures antérieures, ont finalement donné des résultats satisfaisants. Les sols trop alcalins ont eu leur pH abaissé par incorporation de sulfate d'ammonium.

Aux conditions écologiques favorables se sont ajoutés les avantages géographiques (importance des terres vacantes, main d'œuvre disponible) pour conférer à la théiculture de vastes perspectives de progrès au Kivu.

3313. Les techniques de culture

Par contre les conditions d'établissement et d'entretien des plantations font apparaître des contraintes étroites, et des exigences financières assez importantes.

Les prestations de main d'œuvre nécessaires à la création d'un hectare de thé sont évaluées à 1390 h/j pour la première année (840 pour l'arabica.) auxquelles il faut ajouter 610 h/j d'entretien pendant trois ans, avant l'entrée en production; au total 2000 h/j, soit 2 travailleurs permanents par hectare et une dépense de 400 zaïres. Actuellement, les planteurs utilisent le bouturage, de préférence aux plantations en graines. Les clones sont préparés dans les pépinières de LEVER à Mweso (seule entreprise à en produire au Kivu) ou importés du Kenya. Mis en place à raison de 6500 (écartement 1,25 x 1,25 m) à 8000 (écartement 1,10 x 1,10 m) pieds à l'hectare, les arbustes sont taillés régulièrement pour obtenir une charpente étalée, support d'une *table* horizontale aussi large que possible où se fera la récolte (tailles de formation).

Les travaux d'entretien constituent une charge comparable à celle du café (au moins 200 h/j par hectare et par an). Des *tailles de production* sont pratiquées à intervalles réguliers pour maintenir la table de récolte aux environs de 1m. L'arbre couvrant à peu près totalement le sol, les désherbages sont moins importants que dans la caféiculture. Les épandages d'engrais sont particulièrement nécessaires : le thé a

³⁷ La chaux inhibe la fixation de l'aluminium du sol dont le théier est le plus fort accumulateur dans le règne végétal.

besoin de beaucoup d'azote pour la pousse des feuilles. Au Kivu on utilise les engrais verts et le sulfate d'ammonium.

Conformément aux modèles asiatiques, les plantations du Kivu ont longtemps été placées sous ombrage (le plus souvent *leucaena glauca*). On y voyait une protection efficace contre les intempéries: variations brusques de températures entre le jour et la nuit, moyennes thermiques trop élevées de la saison sèche, vents violents et grêles. La trop forte diminution de l'apport lumineux a conduit les planteurs, à l'exemple des Kenyans, à abandonner l'ombrage pour les nouvelles plantations et à éliminer dans les anciennes (étouffement des arbres par cerclage).

3314. La récolte

Les contraintes spécifiques de la théiculture apparaissent surtout au niveau de la récolte: celle-ci doit être fréquemment et soigneusement menée et les feuilles rapidement transformées.

La qualité du thé dépend de la proportion dans la récolte de l'élément le plus fin: le pekoe³⁸ riche en ferments essentiels. On y ajoute une ou plusieurs feuilles, bien qu'elles constituent un élément moins apprécié.

La cueillette fine (Pekoe + 1) assure naturellement un thé excellent, mais elle représente un gros effort pour la plante (et donc de fortes dépenses d'engrais) et oblige à des passages fréquents. Généralement, la qualité obtenue ne compense pas la faible quantité et les frais supplémentaires en engrais et en main d'œuvre.

La cueillette moyenne (Pekoe + 2) est la plus couramment pratiquée au Kivu. Elle permet d'obtenir des quantités importantes, d'une valeur encore appréciable sans effort trop élevé pour la plante.

La cueillette grossière (Pekoe + 3) donne évidemment les plus gros rendements: la 3^{ème} feuille a un poids équivalent au P + 2, mais le thé produit ne vaut pas grand chose.

En fait, les feuilles récoltées au Kivu ne forment pas une catégorie homogène. Un échantillon comprenant 60 % de P + 2, moins de 5% de P + 3) et moins de 5% de bourgeons dormants est considéré comme convenable. Des experts de la FAO ont proposé de pénaliser les planteurs réalisant une cueillette comprenant plus de 20% de P + 3, qui sont trop nombreux. On ne fait pas du bon thé avec de mauvaises feuilles et le résultat d'une mauvaise récolte se fait sentir immédiatement.

La qualité de la cueillette est souvent liée à la situation de la plantation au plan main d'œuvre. La cueillette grossière permet de passer moins souvent (1 fois tous les 12 jours) que la cueillette moyenne (1 fois tous les 8 ou 9 jours). Le rythme n'est d'ailleurs pas immuable, il s'accélère au sommet des deux saisons des pluies et se ralentit ou s'arrête en période sèche: la plupart des pousses deviennent dormantes. La cueillette à cette époque (15 juin-15 septembre au sud) devient inutile (les bourgeons dormants ne font pas du bon thé) et nuisible pour l'arbre qu'elle fatigue. Les frais de main d'œuvre dépendent aussi du niveau d'entraînement des cueilleurs et de leurs normes. Payés au poids, ils ont tendance à rechercher le rendement maximum (p + 3). Il n'est pas facile de les obliger à cueillir sans récolter les bourgeons dormants et les tiges qui déprécient le produit et qu'il faut tout de même éliminer pour assurer la formation de nouveaux pekoes.

³⁸ Pekoe : bourgeon terminal non encore déployé, recouvert d'un fin duvet blanc et soyeux (d'où l'étymologie du mot qui signifie en chinois « cheveu »). En termes de cueillette le pekoe comprend aussi la première feuille adjacente. On utilise ensuite le terme de pekoe + 1 (1 feuille supplémentaire), pekoe + 2, et ainsi de suite.

Le ramassage des paniers doit être assuré rapidement (pour éviter une fermentation précoce) et efficacement (pour conserver la qualité des feuilles). Il est important d'éviter les déplacements trop fréquents des cueilleurs, qui tassent alors les feuilles dans leurs paniers pour ne pas perdre de temps. Le transfert des feuilles à l'usine doit pouvoir être effectué dans la journée. Avec une bonne route en terre, la distance limite est de 25 km. Elle est généralement plus réduite au Kivu (10 à 12 km), compte tenu de l'état des chaussées. La crise des transports a condamné d'importantes superficies, dont une grande part de plantations villageoises, qui se sont retrouvées à l'extérieur du nouveau périmètre de ramassage (voir plus haut la situation critique de la zone de Masisi). La fréquence de cueillette augmente avec les pluies, au moment précis où pour la même raison les routes sont dans leur état de dégradation maximum.

3315. Conclusion: la force des contraintes

Le processus de fabrication du thé fait apparaître trois contraintes particulièrement difficiles à surmonter au Kivu :

Contrainte économique: l'impératif de la transformation immédiate oblige à construire une usine à proximité immédiate de la plantation, et à donner à celle-ci une taille suffisante pour assurer du travail à l'usine. Le couple plantation-usine doit s'insérer dans un périmètre géographique particulièrement étroit au Kivu, par suite des difficultés de transport.

Contrainte humaine: le thé a d'importantes exigences de main d'œuvre : 290 h/j pour l'entretien des plantations (47 %), 319 h/j pour la récolte des feuilles (53 %), soit près de 610 h/j (130 Z par an en 1972) ce qui représente la plus forte dépense de main d'œuvre de toutes les cultures du Kivu. Les effectifs à réunir, compte tenu des tailles minima des plantations déterminées par les usines, sont élevés. En main d'œuvre permanente théorique, Irabata (693 ha en rapport) doit disposer de 1700 travailleurs (800 pour la culture, 900 pour la cueillette). A Lemera, le même calcul (pour 303 ha en rapport) donne 740 manœuvres : 350 pour la culture, 390 pour la cueillette. En fait, les effectifs sont encore plus élevés, une grande partie de la récolte étant effectuée par des temporaires. A Lemera, F. de Crévoisier utilise un bon millier de travailleurs.

Au problème quantitatif s'ajoutent les exigences qualitatives déjà signalées par ailleurs. Les salaires pratiqués au Kivu (cf. problème de main d'œuvre) ne permettent pas d'obtenir la cueillette appropriée. En saison de pluies, les planteurs s'estiment déjà satisfaits quand ils sont parvenus à recueillir un effectif suffisant.

Contraintes agronomiques : contrairement au café, le thé ne peut pas s'accommoder de méthodes extensives. Il est très vulnérable aux maladies (notamment par ses racines) et doit être régulièrement traité. Sa forte consommation d'azote exige un apport d'engrais. Enfin, il est très important d'assurer constamment la récolte. Sinon, même si l'usine est en panne, la *table* s'élève et l'arbre ne peut être récupéré que par une taille très basse, qui rend son exploitation impossible pour un an. C'est ce qui s'est produit dans de nombreuses plantations en 1967-1968 quand l'équipée des mercenaires a fait fuir les planteurs. Tout arrêt d'exploitation, à l'usine comme sur la plantation, est donc lourd de conséquences, et fait du thé une culture vulnérable.

332. Situation des usines

Etroitement associée à la plantation, l'usine de traitement des feuilles joue un rôle fondamental. S'il est impuissant à compenser les effets d'une cueillette défectueuse, le processus de transformation détermine la qualité du thé marchand.

Le principe de l'usinage est relativement simple : au contraire d'un processus d'extraction, il vise seulement à fabriquer un produit durable, dont on pourra à tout moment utiliser les capacités toniques et aromatiques. L'opération décisive est la

fermentation: transformation chimique des constituants de la feuille sous l'action des diastases. Elle est assurée par un traitement préparatoire des feuilles, et suivie d'un séchage qui donne au thé son aspect définitif.

Les usines du Kivu utilisent plusieurs procédés de fabrication aux résultats inégaux, qui diffèrent surtout au niveau des opérations ultérieures à la fermentation.

Trop d'établissements en sont encore à la méthode dite *classique* : flétrissage des feuilles en hangars avec ventilateurs, puis roulage avec de vieilles machines britanniques pour rompre les parois des cellules et assurer le mélange des enzymes au suc cellulaire. Le procédé donne une *liqueur* de qualité moyenne et plusieurs entreprises ont adopté le CTC³⁹ : les feuilles sont hachées par une coupeuse à tabac dès leur arrivée. La liqueur est meilleure, mais la perte de rendement est d'environ 7% par rapport au procédé classique. On utilise aussi le procédé *leggcut*, intermédiaire entre les deux précédents⁴⁰, qui donne des résultats comparables au CTC.

Dans tous les cas, la fermentation exige une température constants (20 à 22°) et un degré hygrométrique élevé (80 à 95 %). La coloration de la liqueur augmente avec la durée tandis que sa force diminue: quelques heures (plus ou moins 4h) suffisent.

Le séchage arrête la fermentation en détruisant les enzymes et permet de conserver le thé en réduisant sa teneur en eau: à l'état frais, la feuille contient 75 à 80% d'eau. Après la fermentation, elle n'en possède plus que 60 %. Il faut réduire cette teneur à 3 ou 4% par un passage d'air chaud progressif et strictement dosé. Un séchage excessif entraîne une perte d'arôme et de caféine, un séchage insuffisant, un produit instable⁴¹.

Le thé a alors son aspect définitif et subit les opérations classiques de triage et de conditionnement dans des caisses aux dimensions universelles⁴².

Les qualités du thé marchand sont définies par un classement complexe qui tient compte du type de cueillette effectué (qui influence la qualité de la liqueur) et les qualités physiques du produit final. Des échantillons sont prélevés et soumis à la dégustation de spécialistes qui font et défont les réputations. C'est pourquoi le maintien d'un niveau de qualité élevé et constant est commercialement très important.

Le Kivu n'y est pas parvenu et les usiniers se heurtent aux difficultés classiques dans une économie sinistrée. Le fonctionnement de l'usine devant être assuré en toute circonstance, les planteurs hésitent à s'équiper en matériel moderne, impossible à réparer sur place, qu'ils n'ont d'ailleurs pas toujours les moyens de s'offrir. On ne compte plus les voyages effectués en toute hâte à Nairobi pour se procurer les pièces de rechange indispensables. Le séchage est toujours assuré par de vieilles chaudières fonctionnant au bois, et les planteurs qui avaient installé le chauffage au mazout l'ont amèrement regretté durant la pénurie de carburant du premier semestre 1974.

Comme c'est le cas dans d'autres secteurs, la situation économique du Kivu impose des procédés rustiques, peu dépendants du monde extérieur, mais de plus en plus inadaptés aux exigences du marché international dont les normes continuent de progresser. Déjà lourdement handicapé par des frais de transport élevés, le thé du

³⁹ *Crushing -Tearing -Curling* : broyeur-déchireur-enrouleur.

⁴⁰ Les feuilles passent au flétrissage avant d'être hachées.

⁴¹ Dans ce cas le thé est dit "stewed" ("saisi") : l'eau des tissus internes qui ne s'est pas évaporée va provoquer une nouvelle fermentation.

⁴² Normes britanniques utilisées partout: cube de 19" d'arête (environ 50 cm) pouvant contenir 110 livres de thé sec (environ 50kg).

Kivu n'est pas armé pour s'imposer dans un commerce particulièrement soucieux de qualité.

333. Analyse des coûts

Si elle entraîne inévitablement une réduction du prix de vente, la baisse de qualité du thé du Kivu n'affecte pas beaucoup les frais de production, qui évoluent peu. Leur analyse été effectuée pour la plantation de Lemera en 1972⁴³.

⁴³ *Lemera se situe plutôt au dessus du niveau moyen des plantations du Kivu, sans qu'il soit possible de la situer nettement, aucun planteur n'ayant donné d'informations aussi précises.*

ENTRETIEN			
	Labours		40 h/jha
	Taille ⁴⁴		4.8 h/jha
	Pulvérisation		3 h/jha
	Tippings ⁴⁵		60 h/jha
	Elaguages et divers		15 h/jha
	Total		123j/ha
	A 24K ⁴⁶ l'h/j= 29.52		
	zaïres/ha		
RECOLTE			
	Le rendement moyen est de		
	1518 kg de thé sec/ha soit		
	7590 kg de feuilles ⁴⁷		
	Les récolteurs reçoivent		
	0.60 K/kg de feuilles, soit		45.54 zaïres/ha
	Total salaires main d'œuvre		75.06 zaïres/ha
	Plus autres frais ⁴⁸		18.76 zaïres/ha
	Total général		93.82 zaïres/ha
AUTRES FRAIS DE PRODUCTION			
	Engrais		15000 zaïres
	Carburant		1400 zaïres
	Réparations		1200 zaïres
	Autres travaux		594 zaïres
	Maîtrise bureau		1800 zaïres
	Main d'œuvre étrangère		4641 zaïres
	Total		24635 zaïres
		soit	82.12 zaïres/ha
	Total frais de plantation		171.84 zaïres/ha
		soit	11.32 K par kg de thé marchand
		ou	2.26 K par kg de feuilles

Au niveau décisif de la cueillette (48% des frais de main d'œuvre, mais seulement 26% des frais de production), le planteur dispose d'une marge de manœuvre. F. de Crévoisier pratique la cueillette moyenne et paie plutôt mieux que ses concurrents. Un passage à la cueillette grossière (généralement payée 0,40 K le Kg de feuilles) abaisse les frais de cueillette de 33 %, ce qui entraîne une baisse de 16 % des frais de main d'œuvre, mais seulement de 8 % des frais de production. Les planteurs ont donc intérêt à rechercher la qualité. Leur problème est de ne pas pouvoir y parvenir.

Le prix de revient de l'usinage s'élève, comme presque partout, à 5,50 à 6,00 K par kilo de thé marchand, sans compter l'amortissement des installations. Il est très difficile de faire mieux.

A sa sortie d'usine, le kilo de thé sec vaut 20,57 K qui se décomposent de la manière suivante : plantation (11,32), usinage (5,75) et emballage (3,50). Il n'y a pas grand chose à rogner sur ces frais de production, qui sont pourtant trop élevés en regard du prix de vente. Comme dans la caféiculture, certains planteurs cherchent à réduire leurs dépenses de main d'œuvre (55% du prix de revient).

⁴⁴ 1/3 de la superficie totale est taillée chaque année.

⁴⁵ maintien de la table de cueillette au niveau convenable.

⁴⁶ Salaire moyen versé au travailleurs (allocations familiales comprises).

⁴⁷ Il faut environ 5 kg de feuilles pour faire 1kg de thé marchand.

⁴⁸ Sommes versées directement (salaires) ou indirectement (frais sociaux).

334. Conclusion

La théiculture du Kivu est actuellement soumise à un double système de contraintes. D'une part, elle doit compter avec une fragilité spécifique déjà définie plus haut : forts besoins en main d'œuvre et exigences agronomiques qui imposent des travaux permanents et intensifs. D'autre part, la situation économique actuelle du Kivu ne fournit par un cadre favorable à un tel rythme d'activité: tout s'oppose à l'établissement de flux réguliers (financiers, humains, matériels) entre la plantation et son environnement.

Pourtant la théiculture se maintient et a même pu progresser. Elle le doit à l'adéquation de sa structure technique optimale, la grande plantation et son usine, au système domanial introduit par la colonisation au Kivu. Plus et surtout mieux que le café arabica, le thé s'est moulé dans le cadre existant et s'en est bien trouvé. Le sort opposé des plantations villageoises de thé et de café est là pour le prouver a contrario. La grande plantation de thé a survécu, non pas parce qu'elle produisait mieux que la petite, mais parce qu'elle était la seule à pouvoir poursuivre son activité. Elle l'a fait au prix d'une baisse de qualité, qui n'est plus compensée par la croissance des rendements.

Si la théiculture peut être favorablement comparée aux autres secteurs de l'économie du Kivu, elle a pris un retard considérable sur ses concurrentes africaines. Sans parler du Kenya, qui possède dans ce domaine une suprématie technique et commerciale incontestée en Afrique, (les autres pays adoptent ses méthodes et sa production est au premier rang), les états bordiers ou voisins de l'océan Indien sont aujourd'hui beaucoup plus avancés que le Kivu, à partir d'une situation comparable. L'Ouganda et la Tanzanie ont modernisé leurs méthodes. Au Rwanda et au Burundi d'importants programmes de plantations villageoises⁴⁹, dans des fonds de vallées de même type que ceux du Kivu, ont été menés à bien. Enfin de nouveaux producteurs (Zambie, Rhodésie, Maurice) progressent rapidement en adoptant d'emblée les méthodes de culture et d'usinage les plus récentes. La situation économique du Kivu et plus particulièrement ses répercussions sur le marché du travail et le rythme des approvisionnements ne permettent pas aux plantations de s'engager dans cette voie.

34. SITUATION DU QUINQUINA

Depuis la deuxième guerre mondiale, le Kivu s'est lancé dans la culture du quinquina. Actuellement, la plante connaît sa deuxième période de prospérité, après la brutale récession des années 1950.

Originaire des versants amazoniens de l'Amérique Andine, le quinquina se présente sous trois espèces. Le quinquina rouge (*Cinchona succirubra*), pauvre en quinine, mais riche en alcaloïdes secondaires utilisés pour les teintures, les vins ou les extraits toniques. Le quinquina gris (*Cinchona officinalis*) a des caractéristiques voisines du premier, tout en étant mieux adapté aux hautes altitudes.

Mais le plus utile est le quinquina jaune⁵⁰ à cause de sa forte teneur en quinine. Les arbres renferment plusieurs types d'alcaloïdes en proportion variable. Le tableau ci-dessous en donne la composition, en pourcentage du poids des écorces séchées :

quinquina	Jaune (ledger)	Rouge (succirubra)	Gris (officinalis)
% de quinine	5 à 13	1 à 2.5	2 à 4
Quinine (isomères, Cinchonidine)	0 à 0.5	0 à 0.1	0 à 0.3

⁴⁹ qui ont, au contraire du Kivu, trouvé un environnement économique favorable.

⁵⁰ ou quinquina ledger (*Cinchona ledgeriana*) du nom d'un planteur anglais qui en a réussi la culture en Amérique andine.

	0.1 à 1.5	2.0 à 2.5	0.4 à 1.0
Cinchonine	0.2 à 1.5	1.5 à 4	1 à 3
Alcaloïdes amorphes	0.2 à 1	0.5 à 1.8	0.5 à 1.5

La valeur de référence la plus souvent utilisée est la teneur en quinine alcaloïde anhydre (QAA), la plus importante au point de vue pharmacologique. Seul le quinquina jaune présente un taux de QAA suffisant pour l'exploitation commerciale. C'est pourquoi il couvre 98 à 99% de la superficie plantée au Kivu. Le reste (1 à 2 %) est cultivé en quinquina rouge.

341. les conditions écologiques

Par suite de son origine géographique, le quinquina a été le plus souvent cultivé sur les versants très pluvieux des montagnes tropicales. Les meilleurs résultats ont été obtenus par les agronomes hollandais à la fin du XIX^e siècle sur les moyennes montagnes de Java, avec une pluviométrie de 2500 à 3500 mm. Planté au Kivu en désespoir de cause (cf. partie historique) le *ledger* s'est révélé moins exigeant en eau que ne le laissait prévoir son milieu d'origine.

En fait, le degré hygrométrique élevé (76% à Mulungu pour un optimum allant précisément de 75 à 80 %) et la bonne capacité édaphique du sol argileux compensent la faiblesse du total pluviométrique annuel. Le maintien du degré hygrométrique à 69% (minima de juillet et d'août à Mulungu) permet de bien supporter la saison sèche. Une seule contre-indication: les vents trop violents qui peuvent affecter un arbre assez fragile.

Etant proches du milieu d'origine, les températures du Kivu conviennent parfaitement. Le quinquina réussit entre 1000 et 2000 m. En basse altitude il croît trop rapidement pour accumuler une bonne teneur en QAA. Au dessus de 2000 m c'est le contraire. L'optimum se situe entre 1500 et 1800 m, et plus précisément autour de 1600 m, et lui assure de bonnes possibilités d'extension au Kivu. La faible latitude est également un facteur favorable pour une plante qui s'accommode mal de fortes variations de la photopériode et des températures.

Comme les autres cultures arbustives le *ledger* est sensible aux qualités physique du sol. Il se plante sur les terrains en pente légère bien drainés, mais pas trop perméables (la teneur en sable doit être inférieure à 20 %). Il lui faut un sol profond, meuble (27% d'air) avec des réserves en eau de 35 à 60 %. Les exigences chimiques sont moins strictes: le PH optimum est de 5,6. Mais la plante croît normalement entre 4,5 et 6,5, ce qui en permet la culture à peu près partout au Kivu.

En fait, le quinquina s'y est trouvé dans des conditions très proches de son milieu d'origine et même optimales dans une grande partie de l'étage de moyenne altitude.

342. Principales techniques culturales

Sans vouloir faire la copie d'un manuel d'agronomie, il nous a paru nécessaire de décrire le processus de culture d'une plante beaucoup moins connue que les précédentes. Après un passage en germe puis en pépinière (8 à 10 mois) la plantation définitive doit être réalisée à un faible écartement (0,80 x 0,80 m) qui conditionne le rendement, la teneur en QAA étant supposée constante :

Ecartement (m)	Nombre d'arbres (par ha)	Production d'écorces (total en kg en 5 ans)	Production de QAA (en kg pour une teneur de 4.7%)
0.80 x 0.80	15625	1740	82
0.90 x 0.90	12345	1615	76
1 x 1	10000	1130	53

1.2 x 1.2	6944	816	38
-----------	------	-----	----

(Source: station INERA de Tshibinda)

De plus un petit écartement protège mieux du soleil et de l'érosion et diminue les frais de sarclage (importants avant l'entrée en production). Les plantations entrent en récolte à partir de 3-4 ans.

La teneur en QAA varie fortement suivant la partie de la plante concernée. A peu près nulle dans le bois (0,25 %) elle devient intéressante dans les écorces et notamment dans leur partie externe. Celles du tronc (avec un maximum à la base) sont plus riches que celles des racines ou des branches⁵¹. La teneur moyenne augmente jusqu'à 8-10 ans et diminue ensuite.

TENEUR EN ECORCES (% DE QAA) AU KIVU VERS 1600 RN

Age	Tronc	branches	racines
3 ans	7	2	4.5
8 ans	9.5	6	7
10 ans	10	7	8

(source INERA. Mulungu)

EVOLUTION DE LA TENEUR EN ECORCES (% DE QAA) DANS UN TRONC

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
teneur	1.6	5.3	7.0	8.0	8.1	7.8	7.7	7.4	7.3	7.1	6.7

(Source : INERA Mulungu)

La récolte se fait progressivement. On élague d'abord les branches jointives pour permettre le passage de l'air et de la lumière. Au fur et à mesure de la croissance on abat les arbres en surnombre (éclaircies). Ces différents travaux représentent à peu près 1 mois de travail par an et peuvent être faits n'importe quand, la teneur en QAA ne variant pas avec la saison. Si l'arbre peut vivre jusqu'à 25 ans, il n'est pas rentable de le laisser dépasser 12 ans. On procède à ce moment, et parfois plus tôt à l'abattage total de la plantation, où subsiste alors environ 1/3 du peuplement d'origine.

Les rendements obtenus varient beaucoup et sont difficiles à comparer entre eux. A l'altitude idéale de 1600 m ils vont de 320 à 830 Kg d'écorces sèches par ha et par année de production. A 2000 m, ils oscillent entre 240 et 570 Kg⁵².

Les troncs et les branches sont ensuite écorcés par battage ou découpage en lanières. La tâche est confiée à des femmes (rendement environ 10 kg d'écorces humides par jour) ou à des enfants (rendement: 5 Kg) qui reçoivent de 0,3 à 0,7 K/Kg. Séché au soleil ou en chaudière, le produit est ensuite trié, broyé et ensaché pour l'exportation ou la transformation à l'usine de Bukavu.

N'ayant pas une technologie très complexe, les installations nécessaires représentent une dépense modérée, et les frais de main d'œuvre après l'entrée en production sont inférieurs à ceux des autres cultures : environ 200 h/j par ha et par an pour l'entretien et la récolte (soit une dépense de 35 Z/an). Par contre l'abattage

⁵¹ d'où l'intérêt du faible écartement qui permet d'en avoir le nombre maximum.

⁵² Poids total cumulé de récoltes (en kg d'écorces humides) :

Vers 1600 m	400 à 1400 kg	Elagages
	7800 à 20000 kg	éclaircies
Vers 2000 m	400 à 850 kg	Elagages
	5700 à 13700 kg	éclaircies

1t d'écorces humides (70 à 75% d'eau) donne 350 kg d'écorces sèches.

Les chiffres correspondent à des arbres abattus à 12 ans après 9 années de production.

total après 12 ans impose un renouvellement rapide de l'investissement de base par ha :

- 156 Z pour l'achat de boutures (15600 à IK l'unité),
- 243 Z pour la mise en place et les travaux de la première année (1280 à 1530 H/j),
- 87 Z pour les frais d'entretien des années 2 et 3 (1250 H/j/an),

soit 486 Z (hors dépenses d'infrastructure) à répartir sur les 9 années de récolte (54 Z/an). L'absence de données sur les autres frais de production ne nous permet pas de chiffrer exactement le total à engager: pas moins de 100 Z par ha ou par année en rapport, la limite supérieure pouvant s'établir à 130 ou 150 Z suivant la superficie cultivée.

Même s'il est renouvelé fréquemment, l'investissement de départ est inférieur à celui des autres cultures. S'ajoutant aux conditions de fonctionnement favorables indiquées plus haut, et à l'absence d'impératif géographique) il devrait favoriser les petites exploitations européennes ou africaines. Aucune dimension minima ne paraît obligatoire comme dans la théiculture, et les contraintes de production et de transformation sont faibles. Mais paradoxalement (cf partie historique) le quinquina est la culture qui connaît le plus haut niveau de concentration économique et financière du Kivu.

343. Répartition des entreprises

Le marché international est très étroit: utilisé à peu près exclusivement en pharmacologie, et en quantités limitées, le quinquina *ledger* intéresse l'industrie chimique quand les fébrifuges de synthèse (mis au point à partir de 1952) ne sont pas plus avantageux. La production mondiale est faible, limitée à l'Amérique Andine, et à quelques états africains. Autrefois prépondérant, le quinquina indonésien a beaucoup reculé par suite de la nationalisation des plantations.

Trois sociétés multinationales se partagent la quasi totalité du marché. Forte du quasi monopole exercé par Java jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la société la plus ancienne, NEDERLANDSCHE COMBINAHE (NEDCHEM) contrôle encore 45% de la production. Elle est représentée au Kivu par une filiale, KINAPLANT.

Les deux autres entreprises sont allemandes : BUCHLER and Co (17% du marché mondial) dont la filiale locale est Bukina et BOHRINGER und SOHNE (30 % du marché mondial). Cette dernière occupe la prépondérance au Kivu grâce à sa filiale PHARMAKINA .

Récemment introduites au Kivu, les trois sociétés y ont transporté leur vigoureuse concurrence au niveau de la commercialisation. Elles ont toutes cherché à élargir leur part de production en rachetant des plantations, mais c'est PHARMAKINA qui a incontestablement le mieux réussi.

La force de la position de PHARMAKINA au Kivu vient d'abord du contrôle de l'usine. Le marasme était tel vers 1956-57 que le gouvernement colonial a été bien soulagé, après un an de recherches de lui trouver un acquéreur : d'abord une association E. Méus⁵³-BUCHLER-BOHRINGER, puis BOHRINGER seul à partir de 1960.

Seule unité de traitement existant en Afrique, l'usine est passée d'une capacité de 600t d'écorces (avant 1960) à près de 3000t. Les planteurs peuvent y vendre leur récolte après analyse à 10 Z le kilo de QAA ou directement à 33 K le kilo d'écorces, ce qui n'est avantageux pour eux qu'au dessous d'une teneur moyenne de 3,3 %,

⁵³ *important planteur privé du Kivu.*

presque toujours dépassée au Kivu. Dès ce moment, le monopole de la société est incontrôlable: son laboratoire est le seul à pouvoir effectuer les analyses.

Le processus industriel commence avec la libération des alcaloïdes puis leur extraction. Une partie est transformée en sulfate de quinine, raffinée et mise en comprimés. Le précipité de totaquina est exporté sous cette forme en Allemagne pour servir de base à d'autres transformations chimiques effectuées par la société mère.

Le deuxième atout de PHARMAKINA vient de la législation qui oblige la quasi totalité de la production locale à transiter par son usine. Et la société a eu assez d'influence pour éviter l'abrogation malgré les protestations et les démarches de ses concurrents.

Au moment de la mévente du quinquina, le gouvernement avait fixé un taux minimum de QAA pour les écorces exportables, afin de maintenir la haute teneur du quinquina du Kivu et d'éviter la concurrence avec celui d'Indonésie, moins riche en quinine. Fixé à 7% en 1948, le taux a été ramené à 6% en 1958⁵⁴ puis à 5,5% en 1960. Les écorces n'atteignant pas cette teneur devaient être usinées sur place.

Tirant argument de l'intérêt pour l'économie nationale d'effectuer les transformations à Bukavu, PHARMAKINA a constamment fait pression pour obtenir, soit l'interdiction totale des exportations, soit la fixation d'un minimum exportable élevé. En 1960, il s'agissait surtout d'assurer la survie de l'usine: beaucoup de planteurs avaient fui et la société ne disposait pas d'une production suffisante pour s'auto-provisionner. A partir de 1962, avec la remontée des cours et l'extension des plantations, la loi est devenue un instrument de domination économique.

Le taux actuel (7,5 %) en vigueur depuis 1968 est particulièrement favorable. Peu de planteurs parviennent au delà de 7 % et PHARMAKINA dispose de l'arme absolue : l'unique laboratoire d'analyses. En 1971, sur 3160t d'écorces produites au Kivu, 17,4% (550t) ont pu être exportées.

En troisième lieu, la société a acquis des plantations pour garantir la sécurité de son approvisionnement. L'évolution du taux légal exportable est imprévisible et on a pu mesurer en 1960 combien il était dangereux de dépendre des autres planteurs. Conduite avec méthode, l'opération a parfaitement réussi (cf. évolution des structures agraires) .

D'après les statistiques du Service Régional des Affaires Economiques, la société contrôle actuellement 6225 ha, dont 6113 ha en propriété, 38 ha en gérance et 74 ha appartenant au directeur général (M. Schneider).

Les domaines s'étendent sur quatre zones administratives :

	Total (ha)	Pourcentage (%)
Walungu	2857	46
Kabare	1209	19.5
Kalehe	2013	32
Rutshuru	146	2.5

La superficie plantée représente une proportion honorable du total (62,5 %) et ne se limite pas au quinquina, qui en représente à peu près les deux tiers (65 %)

REPARTITION DU DOMAINE FONCIER DE PHARMAKINA

	Walungu	Kabare	Kalehe	Rutshuru	total ha	total %
arabica	72	62	144		278	7.3

⁵⁴ Avec possibilités de faire des "mélanges théoriques" : 1t d'écorces à 5% combinée à 1t à 7% donnant 2t exportables à 6 %.

thé	491		113		604	15.8
quinquina	1021	621	771	70	2483	65.0
boisements	140	148	65	7	360	9.4
digitalis	10	25	59		94	2.5
total ha	1734	856	1152	77	3819	100.0
total %	45.4	22.4	30.2	2.0	100.0	

(source: Affaires économiques)

Avec 52 % de la superficie plantée en quinquina du Kivu, la société a réussi son opération foncière. Elle est majoritaire dans toutes les zones administratives sauf une où elle n'en est pas loin.

SUPERFICIES PLANTEES EN QUINQUINA AU KIVU EN 1971

	total	PHARMAKINA	autres	PHARMAKINA
	ha	ha	ha	%
Walungu	2160	1021	1139	47.3
Kabare	1197	695 ⁵⁵	502	58.1
Kalehe	1494	771	723	51.6
Rutshuru	77	70	7	90.9
total	4928	2557	2371	51.9

(source: Affaires économiques)

344. Situation des plantations

Avec une superficie totale plantée de 2483 ha, les domaines ont produit en 1972 1515,3t d'écorces séchées. Le rendement qui en résulte, 610 kg/ha est doublement sujet à caution: il est calculé par rapport à la superficie totale plantée (nous ne possédons aucune indication sur les superficies en rapport) et il ne peut pas être pondéré par la répartition par âge des plantations. Les bons résultats du Ngweshe (41% de la superficie plantée, 50% de la production) 743 kg/ha sont à relier à un âge moyen probable plus élevé des arbres. Par contre, la plantation plus récente située en zone de Rutshuru produit encore peu de chose: 329 kg/ha.

SUPERFICIES PLANTEES ET PRODUCTION PAR ZONE :

	Walungu	Kabare	Kalehe	Rutshuru	total ha
superficie plantée					
ha	1021	621	771	70	2483
%	41.1	25.0	31.1	2.8	100.0
production d'écorces sèches					
t	758.8	273.1	460.4	23	1515.3
%	50.1	18.0	30.4	1.5	100.0
Rendement (kg/ha)	743	440	597	329	610

Chez les autres planteurs, la répartition géographique est comparable à celle de PHARMAKINA. Les mêmes impératifs, en particulier la nécessité de ne pas trop s'éloigner de Bukavu, ont joué, entraînant un déplacement du centre de gravité de la culture du quinquina du nord vers le sud (le premier âge du quinquina avait surtout bénéficié au nord).

REPARTITION DES SUPERFICIES PLANTEES (EN POURCENTAGE)

	PHARMAKINA	les autres	total
Walungu	39.9	48.0	43.8

⁵⁵ dont 621 appartenant directement à la société et 74 ha pour la plantation du directeur.

Kabare	27.2	21.2	24.3
Kalehe	30.2	30.5	30.3
Rutshuru	2.7	0.3	1.6
total	100.0	100.0	100.0

On trouve dans le Ngweshe les principales plantations qui ont échappé aux convoitises de PHARMAKINA : celles de ses concurrents internationaux, KINAPLANT et BUKINA avec respectivement plusieurs centaines d'hectares, et deux planteurs indépendants qui ont opéré des regroupements: E. Méeus (autour d'Irabata) et de la Kéthulle (autour de Gombo). Pour de nombreux exploitants le quinquina est une culture d'appoint, pratiquée notamment à proximité des plantations de thé, qui les aide à supporter leurs déboires ailleurs. Les petites plantations, de 10 à 50 ha ont tendance à se multiplier avec la bonne conjoncture.

Elles s'étendent aussi chez les Zaïrois. Le Service régional de l'agriculture, qui évalue la superficie totale plantée à 5127 ha, a recensé 262 ha possédés par une centaine de Nationaux (beaucoup d'exploitations ont moins de 2 ha) concentrés principalement dans le Ngweshe.

345. La production et les prix

L'évaluation de la production est malaisée, et on ne peut s'engager que sur les statistiques de PHARMAKINA.

La société a produit sur ses domaines en 1971 1250t, sur lesquelles on n'a pas d'indication de provenance (mais elle est connue par contre pour 1972). 1360t ont été achetées à des planteurs indépendants, dont 435t de Kalehe (32%) 323t de Kabare(24%) 585t de Walungu (43%) et 17t de Rutshuru (1%).

Comme PHARMAKINA traite toute sa récolte, on peut estimer la production au Kivu à:

- 1250t de PHARMAKINA (toutes teneurs),
- 1360t vendues à PHARMAKINA (teneur inférieure à 7,5 %),
- 550t ont été exportées. (teneur égale ou supérieure à 7,5 %),

soit 3160t d'écorces pour 1971

Ce total devrait normalement progresser régulièrement, compte tenu de la forte proportion de jeunes plantations existantes. Les rendements peuvent aussi être accrus. Ceux de PHARMAKINA (610 kg/ha) paraissent sensiblement inférieurs à ceux des autres planteurs (725 kg/ha en moyenne). Les agronomes de l'INERA obtiennent couramment 1000 kg/ha sans effort exceptionnel.

En fait, on aimerait surtout connaître la production et le rendement en QAA. Si les informations sur les surfaces et la récolte des écorces sont déjà rares et difficiles à vérifier, elles deviennent inexistantes dans ce domaine. Nous ne pouvons avancer que le chiffre des exportations: 17 % au moins de la production d'une teneur supérieure à 7,5% de QAA.

D'après un échantillon testé en 1966 par l'OPAK, qui disposait à ce moment d'un laboratoire, 88% du tonnage avaient de 5 à 7% de QAA, 5% de 7 à 8 %, et 7% se situaient au-dessus de 8 %. Il semble donc qu'on ait fait des progrès depuis cette date, ce qui nous rapprocherait des chiffres de 1959 (qui proviennent, il est vrai, de vieilles plantations) :

- 61,62% des écorces entre 6 et 7% de QAA
- 28,02% entre 7 et 8 %

- 10,36 % au-dessus de 8 %.

Les écorces exportées sont dirigées en majorité vers la RFA et la Belgique, accessoirement Israël, qui a acheté une partie importante de la production en 1970.

La culture du quinquina a surtout un niveau de rentabilité incontestable, et très supérieur à celui des autres cultures. Même avec de faibles rendements et une teneur très modérée en QAA, un profit important est assuré: avec un rendement moyen de 600 kg/ha et un prix d'achat de 10 Z le kilo de QAA on peut gagner de 180 à 420Z par ha.

% de QAA	3	3.5	4	4.5	5	5.5	6	6.5	7	%
Revenu brut ha	180	210	240	270	300	330	360	390	420	zaïres

Même en évaluant largement les frais de production à 150 Z/ha, on voit qu'il est impossible de ne pas faire de bénéfices. Compte tenu des teneurs moyennes évoquées plus haut, il n'est pas exagéré d'estimer le revenu net d'un planteur moyen à 200 Z par hectare et par année de production.

Cette forte rentabilité dans une économie en crise à *peu* près généralisée contribue à faire du quinquina une culture à part: le prix de vente élevé encourage les plantations, mais aussi la fraude, et tout simplement les vols. De nombreux exploitants doivent faire garder leurs arbres la nuit pour éviter les abattages clandestins. Ces opérations malhonnêtes sont encouragées par l'âpre concurrence qui sévit entre les trois sociétés internationales, qui conduit l'une d'entre elles à acheter des écorces sans trop s'interroger sur leur provenance.

Si les profits réalisés au stade de la plantation sont déjà appréciables, ceux qui sont soupçonnés en aval laissent rêveur. D'après les statistiques douanières, 299t d'écorces (d'une teneur supérieure à 7, 5% de QA.A) ont été exportées au cours du 1^{er} trimestre de 1973 pour une valeur totale FOB de 707000 zaïres. A partir du prix correspondant du kilo d'écorces (2,36 Z) on peut avoir une autre idée du prix réel d'un kilo de QAA :

teneur des écorces :	7.5	8.0	8.5	9.0	9.5	10.0	%
Le prix FOB du kg de QAA :	31.4	29.5	27.8	26.2	24.8	23.6	Zaïres

Si les statistiques douanières sont exactes, on ne peut manquer d'être rassuré sur la prospérité de PHARMAKINAo Réalisant pour le moins 500 000 Z de bénéfices dans les plantations, la société pourrait gagner de 3 h 6 fois cette somme par suite de la sous évaluation du prix du QAA au Kivu. Et nous n'avons aucun renseignement sur le taux de rentabilité des opérations industrielles: combien vaut réellement le kilo de Totaquina, facturé de 55 à 60 DM à la société mère ? On comprend mieux la discrétion de PHARMAKINA sur ses activités.

346. Conclusion

La société peut donc se féliciter de son choix de 1957, et il n'est pas douteux que ses investissements son-t depuis longtemps totalement amortis. D'une part, il n'est pas mauvais qu'une société effectuant sur place une partie de l'usinage, et fabricant un produit essentiel pour le marché local (justification première de la culture du quinquina au Kivu) recueille les fruits de son effort, et il est compréhensible que le gouvernement croit de son intérêt de la favoriser.

D'autre part, PHARMAKINA profite outrageusement de la situation à tous les niveaux. Elle a le monopole des analyses, aux conclusions invérifiables, usine quand elle le juge bon la production de ses concurrents, et surtout impose ses prix.

De son côté, le gouvernement zaïrois est à peu près désarmé. Il ne dispose pas de cadres compétents pour assurer le contrôle technique (laboratoire d'analyse, surveillance de la production) ou financier qui permettrait de taxer la société proportionnellement à ses bénéfices réels. Les mesures extrêmes (nationalisation suivie d'un démantèlement ou d'une mise en régie) risquent de faire disparaître l'une des rares entreprises prospères du Kivu, et de susciter des représailles meurtrières au stade de la commercialisation.

Est-ce pour cela ou pour ne pas effrayer d'éventuels investisseurs allemands dans l'est du Zaïre, ou bien pour d'autres raisons, que PHARMAKINA a été la seule entreprise avec les PLZ à échapper aux mesures de zaïrisation du 30-11-73 ?

35. LES PROBLEMES DE MAIN D'ŒUVRE

En dehors du dilemme structurel déjà signalé⁵⁶, les planteurs ont dû constamment faire face à la pénurie, pendant et après la période de colonisation. On touche ici à l'un des problèmes fondamentaux de l'agriculture des grands domaines au Kivu, problème qui n'a jamais été résolu de manière satisfaisante.

351. Analyse des besoins

Les besoins ont constamment été élevés. En disciples des Hollandais d'Indonésie, les agronomes belges ont conseillé des méthodes intensives exigeant une quantité de travail élevée. Les moyens mécaniques étant très rares, voire inexistant, la productivité par travailleur a toujours été faible. D'autres raisons, que nous serons amenés à préciser, l'ont encore abaissée. C'est pourquoi tout concourt à déterminer des évaluations en journées de travail impressionnantes et souvent très supérieures aux normes d'autres pays africains, d'Afrique occidentale notamment.

ÉTABLISSEMENT DES PLANTATIONS

Pour 1 ha planté, en hommes/jour	Café arabica	Thé	Pyrèthre ⁵⁷
Mise en place	840	2000	800
Entretien jusqu'à l'entrée en production	750	600	
total	1590	2600	800

(source: *Revue de vulgarisation de l'OPAK*)

Les normes relevées par le même organisme pour l'entretien des plantations font également apparaître un nombre élevé de journées de travail: 330 h/j pour le café arabica, 400 à 500 h/j pour le thé (suivant le type de cueillette). Par contre le quinquina est beaucoup moins exigeant : 100 à 300 h/j suivant l'état des champs.

L'évaluation en journées de travail recouvre une grande diversité de tâches et de statuts. En dehors de l'encadrement européen, réduit à quelques unités, les plantations possèdent un important personnel qualifié africain : employés de bureau, mécaniciens, chauffeurs, contremaîtres pour les champs et pour l'usine, souvent logés à proximité de leur lieu de travail par l'entreprise.

Mais la majorité de la main d'œuvre est dépourvue de qualification particulière, à l'exception des spécialistes de la taille des arbres qui ne viennent sur la plantation que pour faire ce travail. Les autres se divisent en permanents et en temporaires.

Chaque plantation possède, en plus des travailleurs qualifiés, un noyau de manœuvres employé toute l'année. On y trouve d'abord les ouvriers de l'usine (quand il en existe une), des installations centrales (aires de triage, garage, entrepôts divers) et des équipes de terrassiers pour la lutte anti-érosive et la

⁵⁶ La terre n'est abondante que dans les zones faiblement peuplées. La main d'œuvre n'est abondante que dans les zones fortement peuplées, où par conséquent la terre est rare.

⁵⁷ culture de l'étage supérieur (2000 m et au-dessus) où la population était faible, le pyrèthre a été favorisé par de faibles exigences en ce domaine.

conservation de l'important réseau routier interne à la plantation. Il n'est pas rare que l'entreprise doive assurer aussi une partie des tâches incombant normalement à l'État : entretien de certaines voies d'accès ou de liaison dont elle ne peut se désintéresser.

La majorité de la charge de travail (sur les champs notamment) est assurée par une masse de manœuvres temporaires aux effectifs très variables et aux prestations inégales. Des hommes viennent se louer à la journée *pour* les opérations d'épandage des engrais de sarclage ou de labours ou vont renforcer les équipes d'entretien insuffisantes en saison des pluies.

Le personnel de récolte est composé de femmes et d'enfants, en majorité pour le café, en quasi totalité pour le thé; situation qui contribue à abaisser les rendements, généralement inférieurs aux normes relevées ailleurs : au-dessous de 25 kg de cerises pour l'arabica, de 20 kg de feuilles pour le thé. La productivité est encore abaissée par un faible niveau de mécanisation: labours à la houe, même dans des plantations où le relief permettrait d'employer un tracteur, cueillette manuelle du café (pas de peigne comme au Brésil), trop de transports à dos d'homme.

Méthodes intensives, faible productivité liée à la situation économique et à la rareté des machines, tout s'est conjugué pour accentuer la pression sur le milieu humain traditionnel, déjà sollicité pour les travaux d'infrastructure.

En 1958, dernière année à présenter des statistiques complètes, l'agriculture européenne employait 85000 salariés (une centaine d'ouvriers en moyenne par exploitation) sur 205000 (soit un peu plus de 40% des salariés). Par rapport à l'effectif total des hommes valides du Kivu administratif⁵⁸ les plantations européennes occupaient 1 personne sur cinq (18% de 470000 h). Compte tenu de la répartition géographique des domaines, la proportion a dû être voisine de 30% dans une partie du Kivu d'altitude: Bushi, Rutshuru, Masisi.

La situation actuelle est moins facile à cerner : le service provincial des Affaires économiques estime à 22800 les actifs employés sur les plantations de plus de 5 ha en 1972, sur un total salarié de 69 100, très inférieur à celui de 1958. Le total des adultes masculins valides étant passé entre temps à 604000⁵⁹, la proportion est tombée à 4 %.

Malgré la disparition de nombreuses exploitations et le ralentissement de l'économie monétaire, le résultat obtenu peut paraître faible: il n'est cependant pas trop éloigné des besoins théoriques de la superficie encore en culture: 5722000 journées de travail soit 28600 actifs agricoles employés 200 jours par an (5% de l'effectif valide) ou 57200 à 100 jours/an (10% de l'effectif valide).

La concentration géographique des plantations sur cinq zones administratives (Rutshuru, Masisi, Kalehe, Kabare, Walungu), où il y a 200000 adultes masculins valides entraîne un niveau d'emploi très supérieur: de 11,4 (pour 22800 actifs) à 14,3% (pour 28600 actifs).

Dans les deux cas la plus forte proportion de manœuvres temporaires constatée partout (et probablement plus élevée qu'en 1958) nous conduit à penser qu'un effectif supérieur est réellement employé, sans qu'il soit possible de le déterminer avec certitude: 46 à 58000 personnes pourraient effectuer autour de 100 journées de travail par an sur les plantations.

⁵⁸ Bien que la main d'œuvre salariée agricole compte aussi des femmes et des enfants, les statistiques locales utilisent toujours cette référence, qui correspond à 85% des adultes masculins.

⁵⁹ 85% des 707000 adultes masculins recensés en 1970.

352. Les disponibilités du monde rural en force de travail

On s'est fait beaucoup d'illusions sur les capacités du monde rural traditionnel à fournir facilement la main d'œuvre nécessaire; il paraît pourtant en bonne position pour le faire.

Dans une Afrique centrale faiblement peuplée, les hautes densités du Kivu laissent espérer un surplus disponible important de main d'œuvre à temps complet ou partiel. Une grande partie des plantations sont regroupées dans des zones fortement peuplées (Bushu) ou à leur proximité immédiate (Hauts du Lac, axe Goma Rutshuru). Même si les agriculteurs n'ont que peu de temps libre, leur effectif important et leur faible éloignement peuvent assurer aux plantations une force de travail élevée.

La situation sociale du monde rural est également de nature à favoriser le développement du travail salarié, D'une superficie appréciable en apparence (1,48 ha en moyenne à Bushumba) les exploitations doivent faire vivre très souvent deux familles. L'une d'elles est en situation de *clientèle* par rapport à l'autre, ce qui pourrait l'inciter à atténuer sa dépendance par l'acquisition d'un revenu monétaire. Globalement la plupart des exploitations des zones denses utilisent une force de travail très inférieure à leurs potentialités.

L'importance exceptionnelle du travail féminin paraît ouvrir des possibilités décisives: d'après les études faites à Bushumba, 83% des travaux agricoles en milieu traditionnel sont assurés par les femmes. 78% d'entre elles accomplissent plus de 30 h/semaine. Alors que la femme adulte compte pour 1 unité de production (UP), J. Hecq⁶⁰ évalue la contribution de l'*homme rural complet* à 0,30 UP. En conséquence il considère que l'homme pourrait travailler à l'extérieur pendant les 2/3 de son temps.

Enfin, les ressources de l'agriculture traditionnelle sont parfois insuffisantes. En 1960 à Bushumba, 39,2 % des agriculteurs étaient autosuffisants toute l'année, 34,9% devaient acheter des vivres en saison sèche, et 25,9 % pendant plus de la moitié de l'année. On peut penser que la situation s'est sensiblement dégradée depuis 1960⁶¹.

353. Persistance de la pénurie

L'importance comparable des besoins et des disponibilités aurait dû assurer des prestations satisfaisantes pour l'économie de plantation. Cependant, les planteurs ont constamment eu des difficultés à recruter de la main d'œuvre

Le problème est évoqué tout au long de l'ère coloniale (à l'exception d'une courte période relativement favorable, de 1955 à 1960) et tous les planteurs interrogés sur leur situation actuelle l'ont également cité en bonne place.

A proximité d'une zone fortement peuplée, et assurant des salaires supérieurs, F. de CREVOISIER ne devrait pas avoir de problème. Il n'a jamais pu recruter qu'une poignée de Bahavu⁶² et la plus grande partie du travail est effectuée par des immigrants installés sur la plantation : réfugiés rwandais, Batembo de l'ouest forestier, ressortissants divers du Nord-Kivu. Même dans le Ngweshe, où les densités sont les plus élevées du Zaïre, les planteurs se plaignent de la pénurie.

Une catégorie fait exception, celle des travailleurs qualifiés, faciles à recruter dans toutes les ethnies et au taux d'absentéisme extrêmement bas. A l'autre extrémité du processus de production, les femmes et les enfants embauchés pour la cueillette travaillent très irrégulièrement et rarement plus de 4 h par jour.

⁶⁰ auteur de l'étude sur la colline de Bushumba (op. cit)

⁶¹ Les progrès de la malnutrition ont été mis en évidence par les travaux de la mission CEMUBAC (Centre d'Etudes Médicales de l'Université de Bruxelles en Afrique Centrale) de Lwiro.

⁶² ethnies à laquelle appartiennent les voisins immédiats de la plantation.

354. Le niveau des salaires

Les faits viennent donc nettement contrarier les hypothèses. Avant de chercher pourquoi, il n'est pas inutile de se pencher sur les salaires pratiqués au Kivu.

Depuis 1971, le minimum légal a été fixé pour la zone III (campagne) à 17,3 K par journée de 8 h pour les travailleurs sans qualification. Les ouvriers semi-qualifiés et qualifiés reçoivent plus: 25,90 K et 34,50 K. Des allocations familiales (2,2 K/jour/enfant) et des soins médicaux gratuits s'y ajoutent pour les travailleurs permanents. Ainsi un manœuvre non qualifié, père de 3 enfants, peut atteindre théoriquement 6 Z/mois. Les salaires versés restent souvent très en deçà: compte tenu d'une durée de travail très inférieure à 8 h/j ou à 25 j/mois, la majorité des manœuvres reçoit moins de 5 Z. Les travailleurs qualifiés reçoivent plus : 5 à 10 Z/mois pour les ouvriers des usines à thé, 10 à 25 Z/mois pour le personnel administratif.

Les temporaires sont le plus souvent payés à la tâche. Les cueilleuses de thé sont rémunérées suivant le poids de feuilles récoltées, et en fonction de la qualité: 0,40 K/kg à Irabata où l'on pratique une cueillette grossière (20% de P + 2), 0,80 K à Chirongo où on exige 80% de P+2. Avec 0,60 K/kg Lemera se situe entre les deux. Dans le quinquina, le kilo d'écorces humides est payé 0,30 à 0,60 K. Les plantations de café paient peu : 10 K pour le sarclage de 80 plants et les totaux révélés par les livres de paie sont les plus bas: autour de 1Z/mois, rarement plus de 2 Z/mois, les prestations effectuées n'étant pas mentionnées.

Ces normes permettent rarement aux travailleurs d'atteindre le minimum légal de 17,3 K/jour. Il faudrait pour cela cueillir 43 kg de feuilles à Irabata ou 29 kg à Lemera. Et les femmes récoltent habituellement 20 kilos de feuilles/jour soit un salaire de 8 K (Irabata) à 16 K (Chirongo).

Les salaires ruraux sont donc très faibles en valeur nominale. En comparaison, le manœuvre sans qualification employé à Bukavu reçoit 27,2 K (60% de plus). Les ouvriers agricoles de la zone de Rutshuru qui travaillent en Ouganda reçoivent couramment 100 shillings/mois (environ 7 zaïres).

355. Les causes profondes de la pénurie

Si le bas niveau des salaires actuels et leur pouvoir d'achat dérisoire peuvent expliquer en grande partie les réticences vis à vis du travail salarié, ils ne rendent pas compte de la persistance de cette attitude durant la plus grande partie de la période coloniale. Au delà des causes immédiates, sur lesquelles nous reviendrons, il existe des séquelles de situations anciennes qui n'ont pas fini de faire sentir tous leurs effets.

3551. Les ressources de l'agriculture traditionnelle

Le milieu agricole traditionnel, dont nous avons pu mesurer les disponibilités en force de travail ne semble pas receler d'incitation puissante à la recherche de revenus extérieurs.

L'influence sensible des facteurs climatiques défavorables à la production agricole reste limitée à 1 ou 2 mois au maximum : la période de récolte s'étend sur la quasi totalité de l'année. Les autorités coloniales l'ont même étendue en obligeant les paysans à cultiver des tubercules dans les bas-fonds⁶³, afin de garantir une soudure sans problème Et en cas de pénurie le bananier peut fournir un appoint alimentaire appréciable. L'absence de techniques de conservation des récoltes (à l'exception de quelques greniers : pour les haricots, dont on fait 3 cultures par an) peut donc être aisément supportée. En fait, il ne dégage pas de période de l'année particulièrement

⁶³ terres et cultures dites de bwigwarhire au Bushi.

propice au travail salarié, ou de besoin saisonnier difficile à satisfaire et par conséquent de nature à encourager le salariat.

La production vivrière de l'agriculture traditionnelle fournit en moyenne une quantité de nourriture suffisante. A Bushumba, l'exploitation moyenne de 1,48 ha doit nourrir 9,6 h, soit 7 unités entières de consommation (UC). Les cultures annuelles fournissent l'équivalent de 22800 calories/jour soit 3258 calories par UC. La bananeraie apporte et au delà, les calories résiduelles nécessaires pour atteindre le niveau des besoins, estimé à 3500 calories/jour par UC⁶⁴.

La situation qualitative est moins favorable. Si les haricots recèlent une quantité appréciable de protéines végétales, peu de protéines animales sont disponibles, et leur ration par individu semble avoir régulièrement décliné depuis une décennie, en partie à cause de la substitution du manioc à d'autres cultures. De plus les ruraux manquent totalement de sel et de lipides: les essais d'introduction de l'arachide (durant la période coloniale) et du soja (par la FAO depuis 1960) n'ont pas abouti. Des besoins impossibles à satisfaire directement existent donc. Ils ont pu constituer quelque temps une incitation au travail salarié: les autorités coloniales ont recruté les premiers manœuvres en les rémunérant avec du sel. Toutefois, la plus grande partie de la population est accoutumée à se passer de ces produits : ces besoins potentiels ne sont pas suffisamment ressentis pour conduire au salariat.

L'agriculture traditionnelle s'est montrée de surcroît capable de fournir un revenu monétaire ou quasi monétaire: si les ventes de produits vivriers ont toujours été strictement limitées, quantitativement (insuffisance des surplus) et géographiquement (faible importance des centres de consommation), la bananeraie est à l'origine de disponibilités importantes, notamment au Bushi. Avec 78 ares en moyenne par exploitation à Bushumba, elle fournit 4403 litres de bière par an (le rendement en fruits s'élève à 23,22 t/ha). La consommation en est élevée (2,3 litres par adulte et par jour en moyenne), mais il reste un surplus appréciable, susceptible de satisfaire de nombreux besoins. La bière sert d'abord (jouant le rôle de quasi monnaie) à rémunérer les services rendus (construction de la lutte, entraide agricole) ou à s'acquitter d'obligations sociales (redevances aux notables).

En 1960, les ventes à l'extérieur concernaient 1680 litres/an et par exploitation, soit 38% de la production, Elles rapportaient environ 4200 K (à 2,5 F le litre).

Actuellement la croissance de la population urbaine et la disparition des limitations⁶⁵ ont beaucoup accru les ventes de bière, qui n'est plus entravée que par la faible durée de conservation du produit. Bukavu est aujourd'hui entouré d'une véritable ceinture bananière parcourue chaque vendredi par des véhicules chargés de fûts qui récoltent le précieux liquide, vendu 2 K la bouteille de 0,70 l (soit 2,86 K/litre), ce qui n'est pas très éloigné du prix de 1960.

De nombreux agriculteurs ne sont donc pas trop embarrassés pour se procurer un petit revenu d'appoint. De plus, la comparaison entre le produit des ventes de bière et celui du travail salarié est particulièrement éloquent.

⁶⁴ *les besoins caloriques ont été estimés à 3500 calories/ jour compte tenu des conditions de vie (moyens de défense insuffisants contre le froid et l'humidité) et d'hygiène (méfaits du parasitisme intestinal).*

⁶⁵ *Les agronomes coloniaux ont tenté de limiter autoritairement l'extension des bananeraies pour diverses raisons : soucieux d'enrayer les progrès de l'alcoolisme, de préserver les cueillettes vivrières, et aussi de donner leur chance à d'autres cultures commerciales, dont le café arabica.*

	1960	1972
Revenu tirés de la bière (1680 litres/an)	4200 F	48.00Z
Salaire annuel réel (172.5 j./an ⁶⁶)	3450 F	28.84Z
Salaire annuel possible (250 j./an)	5000 F	43.25Z

La production de bière, qui ne demande que peu de travail par an (et dont le brassage est assuré par les femmes) assure une valorisation incomparable de la journée de travail masculine. Le revenu de la bananeraie correspond à 277 jours de travail salarié en 1972 (210 en 1960).

Au Nord Kivu, où il n'existe pas de concentration urbaine comparable à Bukavu et où une bonne partie de la population rurale réside au delà de la limite écologique du bananier, le développement ancien de cultures commerciales a fourni le surplus monétaire: légumes vers Kinshasa et l'Ouganda, petites plantations villageoises de café, blé et pyrèthre. Même si les récoltes ont été longtemps très mal rémunérées, elles ont constitué et constituent encore une alternative au salariat.

L'influence du processus de production de l'agriculture traditionnelle est attestée par une enquête faite à Walungu en 1956 : la proportion d'hommes valides travaillant à l'extérieur, qui est de 33% en moyenne, atteint 44% chez les célibataires, 30% chez les monogames et 26% chez les polygames. Les chefs de famille ayant leur subsistance la mieux assurée en milieu traditionnel de par leur situation matrimoniale (qui correspond aux disponibilités les plus élevées en force de travail) soit précisément les moins tentés par le salariat.

Dans l'ensemble du Kivu d'altitude, la cohérence du milieu traditionnel, et la faible importance des besoins ressentis se sont ajoutés pour détourner les populations d'un travail salarié qui s'est révélé de surcroît particulièrement peu attractif.

3552. Effet négatif des systèmes appliqués antérieurement

A cet égard, le Kivu a cumulé les effets de plusieurs attitudes économiques coloniales. Partout, le milieu traditionnel a montré au départ peu d'enthousiasme pour le travail salarié, indépendamment des salaires proposés. Il n'avait pas de raison d'y être moins défavorable au Kivu, retranché dans un isolement séculaire, et ignorant tout de l'économie monétaire, qui n'était pas toujours inconnue ailleurs. Face à l'agriculture bantoue pratiquée en grande partie par les femmes, les Européens ont cherché à employer l'homme à temps complet (puisqu'il était disponible) pour une rémunération très basse (puisque sa subsistance était déjà assurée par le travail de la femme aux champs). Du labeur à temps plein en échange d'un salaire d'appoint, la formule était hautement rentable et a été appliquée avec un succès inégal au sud de l'Equateur (notamment au Kenya et en Rhodésie). Elle n'a pas peu contribué à aggraver les problèmes de recrutement et par suite à faire durer les méthodes autoritaires, les travailleurs ayant rapidement pris conscience des faibles possibilités de leurs salaires.

Au Kivu, les difficultés de transport dans les deux sens ont encouragé les planteurs à rogner sur les salaires pour équilibrer leurs frais et maintenir leurs marges.

Loin de coïncider, comme pouvait le laisser croire l'analyse des disponibilités, les intérêts des autochtones et de la colonisation se sont révélés totalement contradictoires et particulièrement au Kivu, rendant inévitable l'emploi des méthodes autoritaires. Contrairement à d'autres pays qui n'ont connu le travail forcé qu'au début de la colonisation, le Kivu n'a pas réellement réussi à en sortir.

⁶⁶ Les 172,5 j correspondent à la durée du travail effectué en 1960 par les salariés de Bushumba. Les 250 j correspondent à la durée possible (5 jours/semaine, moins 10 jours fériés/an)

Dès le début de la colonisation, les chefs et les notables ont été mis dans l'obligation de fournir de la main d'œuvre pour le portage et les premiers travaux d'infrastructure. Les prélèvements ont ensuite été limités à 25% de la "main d'œuvre indigène (MOI) valide de la circonscription.

Les travailleurs étaient assujettis à un "contrat" d'une durée de 3 ans, assorti de pénalités en cas de rupture. En clair il fallait accomplir trois années de travail sous peine de prison.

La quantité aussi bien que la qualité du labeur fourni s'est naturellement révélée déplorable: les chefs trouvaient le système commode pour se débarrasser des gêneurs, et les intéressés avaient toutes les raisons de travailler le plus mal possible. Ainsi, s'est amorcé un autre cercle vicieux, les employeurs justifiant les bas salaires par la faible productivité: on versait au Kivu en 1949 une rémunération inférieure de 40% au minimum légal, officiellement en vigueur dans toute la colonie. Bas salaires et productivité limitée se conjuguèrent pour accroître encore le recrutement et rendre insupportable au milieu traditionnel des réquisitions de plus en plus lourdes. Chez les Africains et c'est significatif, l'époque porte le nom d'« *Ikondra* » (le contrat) : elle a laissé un très mauvais souvenir. Dans les plantations européennes le recours exagéré au travail humain retardait tout progrès technique, et encourageait les solutions de facilité.

La liberté du travail, proclamée en 1949 dans toute la colonie suscite de nombreuses protestations dans les entreprises européennes du Kivu. La fin du travail forcé n'est effective que vers 1952-53 après l'échec de plusieurs tentatives pour tourner la loi, par des contrats d'entreprise à la tâche, ou de métayage. Des colons sont poursuivis, puis l'administration met au point des mesures de transition qui permettent aux plantations d'évoluer (ce que beaucoup d'entrepreneurs ne croyaient pas possible). En fait, c'est la prospérité économique qui entraîne un déblocage partiel: de 3,75 F/jour en 1952, le salaire journalier passe à 20 F en 1960 et l'amélioration de l'infrastructure accroît la variété des produits commercialisés, rendant intéressante la possession de moyens de paiement même très limités. Par contre, peu de progrès sont réalisés quant à la productivité du travail.

De l'aveu de certains planteurs eux-mêmes (cf. Marcel Costier de Kiniezi) le maintien systématique des salaires au minimum légal conduit les travailleurs à s'aligner eux aussi sur la prestation la plus faible. Enfin la comparaison établie avec les revenus de la bananeraie en 1960 montre que la valorisation de la journée de travail salariée reste trop faible, malgré les progrès réalisés. Toutefois la croissance de l'effectif employé jusqu'en 1958 (6% par an de 1950 à 1956 notamment) montre que les difficultés de la période précédente commencent à s'estomper.

3553. Évolution du problème depuis 1960

Tout est remis en cause à partir de 1960. A l'inflation qui rogne les salaires s'ajoute la crise des transports, qui fait disparaître de nombreux produits et rend parfois la monnaie inutilisable.

Le rapport salaire journalier bière de banane subit une importante détérioration. Si le prix du litre en valeur nominale est multiplié par 11,43, le même calcul pour la journée de travail donne 8,65. La dégradation du pouvoir d'achat apparaît nettement en regard des prix urbains (multipliés par 10 ou par 15) et surtout ruraux. Acheminés par des moyens rudimentaires, les produits fabriqués atteignent des prix prohibitifs : la bouteille de 70 cl de Primus (bière brassée industriellement à Bukavu) vendue 10 K en ville se retrouve couramment à 20, 25 K voire 30 K en brousse. Il en va de même pour le savon et le sel.

Bien que le nombre d'emplois salariés ait beaucoup diminué (de 205000 à 69100 pour tout le Kivu administratif, sans qu'il soit possible de vérifier le dernier chiffre) on

comprend que ceux qui subsistent dans l'agriculture ne suscitent pas beaucoup de candidatures. Le cercle vicieux qu'on commençait à voir disparaître dans les dernières années de la colonisation s'est reconstitué sous une autre forme. La population refuse de travailler pour un salaire procurant un pouvoir d'achat dérisoire.

De plus, l'insécurité dans les campagnes ne permet pas de jouir d'un revenu monétaire durement acquis, les exactions quotidiennes de l'autorité coutumière et de l'administration entraînent la confiscation inéluctable des surplus dégagés. Par contre, ces méthodes contribuent à maintenir un certain flux de main d'œuvre, les paysans venant travailler pour payer leurs amendes ou leurs impôts. Comme au début de l'époque coloniale, les contributions obligatoires assurent un faible courant monétaire. Quant au travail forcé il réapparaît parfois au bénéfice de l'administration (voirie) ou des autorités coutumières: un féodal y a recours pour cultiver ses plantations d'arabica.

Si de nombreux planteurs sont dans l'incapacité de consentir des augmentations de salaires substantielles, ceux qui pourraient le faire (dans le quinquina par exemple) s'en abstiennent et comptent sur la dureté des temps pour canaliser vers leurs exploitations une main d'œuvre doublement opprimée par les chefs traditionnels et l'administration.

Comme autrefois, on s'en tient aux minima légaux, et on rémunère au plus bas le travail à la tâche.

A Lemera, F. de Crévoisier a tenté d'améliorer substantiellement la condition de ses travailleurs. Les villages établis sur la plantation (qui comptent 3200 personnes) ont une auréole de cultures vivrières et bénéficient d'une cantine approvisionnée par l'employeur, où les prix sont les mêmes qu'à Bukavu. On trouve aussi un dispensaire et une école primaire. Malgré ces avantages (qui portent le prix de revient de l'homme jour de 24 à 30 K) et des facilités d'installation (avances, fournitures, etc...) l'effectif reste insuffisant. Durement traitée par le monde extérieur, colonial et post colonial, la population rurale du Kivu tend à se replier sur elle-même, dans la nostalgie d'une autarcie ancestrale (qui n'était pas non plus idyllique).

36. LES PROBLEMES DE COMMERCIALISATION

361. Faiblesse du marché intérieur

Malgré les difficultés de transport, les produits des plantations du Kivu sont vendus à des consommateurs lointains. Ils le doivent d'abord à la faiblesse du marché intérieur zaïrois, potentiellement immense (22 millions d'habitants), mais limitée par le bas niveau de vie (40 Z par habitant et par an et seulement 14Z par rural).

La consommation intérieure de café est pratiquement limitée à la population européenne (65 000 personnes). Quelques quintaux d'arabica sont ainsi écoulés par les commerces de Bukavu au prix moyen d'un zaïre le kilo. L'adoption de cette boisson par la population africaine ne paraît pas prévisible dans l'immédiat : le café est trop cher (notamment celui du Kivu) et le thé lui fait efficacement concurrence.

En 1973, 12600t sur 13200 ont été exportées (95,5%) représentant 20 % en poids des exportations de café du Zaïre (qui est avant tout un producteur de robusta) et probablement un peu plus en valeur. La différence est composée en majeure partie de brisures et de déchets inexportables.

La situation est très différente pour le thé où il existe un marché intérieur en progrès. 14,7% de la production commercialisable (1323t sur 9000) ont été écoulés dans le pays. La plus grande partie (715t soit 54% de la consommation nationale) passe par l'intermédiaire de l'usine LIPTON de Goma, qui rachète aux usiniers le thé de qualité inférieure, le recalibre et fait des mélanges pour obtenir un produit homogène et de goût constant (LIPTON n'est pas un usinier classique, mais un *blender*).

La consommation reste quand même faible: 60g par habitant et par an. En ramenant le quota à la population urbaine, on atteint 300g/an. Cependant, il existe un essor encourageant. Les progrès sont surtout limités par la mauvaise circulation des produits et le bas niveau de vie. Par contre, les habitudes de consommation évoluent et accordent une place croissante au thé. Le Kivu paraît disposé à suivre le chemin de l'Afrique orientale où le thé a été répandu dans les milieux populaires par trois facteurs convergents :

- la colonisation arabo-swahilie, et les contacts avec les civilisations de l'océan Indien l'ont introduit de longue date sur le littoral.
- la colonisation britannique a entraîné une diffusion beaucoup plus large vers l'intérieur.
- les usiniers locaux écoulent à bas prix la partie inexportable de leur production, qui est ainsi devenue accessible à tous, ruraux compris.

Le thé du Kivu pourrait de même trouver un exutoire important, où il n'aurait pas à craindre de concurrence. Le rapport production/marché potentiel y est beaucoup plus favorable qu'en Afrique Orientale. En outre la situation du marché du sucre (quantités disponibles et prix), qui a des répercussions sur la consommation de thé, peut être améliorée : l'usine de Kiliba (vallée de la Ruzizi) est sous-utilisée et il reste de vastes possibilités d'extension des plantations de canne.

La situation commerciale du quinquina a évolué. Alors que les besoins du marché intérieur ont joué un rôle primordial dans l'essor de la culture et l'installation de l'usine, la majorité de la production est aujourd'hui exportée. Si l'on produit toujours de la quinine pour le marché local, les progrès de la technologie pharmaceutique exigent des traitements de plus en plus complexes et l'utilisation de composants variés et difficiles à mettre en œuvre dans la petite usine de Bukavu. Pour des raisons analogues, la production de digitales est totalement exportée.

Les plantations du Kivu sont donc dans l'obligation d'exporter la quasi totalité de leur production, vers des marchés lointains, les pays limitrophes étant avant tout des concurrents.

362. Les modalités d'exportation

Les modalités d'exportation varient beaucoup suivant les produits: le quinquina est vendu aux maisons-mères à des prix difficiles à contrôler. Il n'y a pas de bourse, et les revues spécialisées (cf Marchés Tropicaux) ne donnent pas d'informations sur les cours.

Depuis l'ordonnance loi du 27 juillet 1972 (n° 72030) la commercialisation du café est devenue un monopole d'état confié à l'Office National du Café (ONC), héritier au Kivu de l'OPAK (qui n'avait pas ces attributions). Le décret du 16/10/72 a fixé comme suit le prix d'achat aux planteurs :

- Robusta: 9 K le kg de cerises sèches, 19 K le kg de café décortiqué,
- Arabica: 18,25 K le kg parche, 24,50 K le kg déparché.

C'est un progrès sensible par rapport aux chiffres antérieurs : en 1971 on a vendu jusqu'à 15 K le kg d'arabica déparché. Les prix demeurent toutefois inférieurs à ceux pratiqués dans les pays voisins. Avant leur expulsion (août 1972) les Asiatiques d'Ouganda achetaient le kg d'arabica de 4,20 à 4,28 shillings, soit 29,4 à 30 K le kg (change officiel) ou plutôt 26,25 à 26,75 K au cours parallèle, seul praticable en l'occurrence puisqu'il s'agit d'une transaction illégale. Les prix du Burundi sont légèrement moins avantageux: 35 F Burundi le kg parche soit 22,75 K au cours parallèle.

Les différences souvent appréciables varient beaucoup par suite des fluctuations des monnaies. Aux effets de la crise monétaire internationale (le zaïre et les schillings est africains suivent les péripéties du dollar, au contraire des francs burundi et rwandais officiellement plus stables) se sont ajoutés de graves soubresauts politiques : crise ethnique au Burundi (mai 1972) et surtout départ des Asiatiques de l'Ouganda (août à novembre 1972), suivi d'un effondrement durable de la monnaie de Kampala, malgré l'échange des moyens de paiement. Quant au zaïre, il connaît une dépréciation régulière depuis juin 1971. Les exportations frauduleuses sont en conséquence soumises à des variations soudaines et parfois contraires.

Parmi les trois principales cultures de plantation, seul le thé est encore soumis à un processus d'exportation classique. Le passage obligé par l'usine facilite les contrôles et rend la fraude difficile. Il n'existe pas de monopole, public (café) ou privé (quinquina). Les planteurs n'en sont pas pour autant favorisés et ils doivent affronter seuls un processus complexe et un marché exigeant.

363. Le processus d'exportation du thé

3631 l'emballage

Il peut paraître superflu d'évoquer ici un problème de caisses, mais celui-ci joue un rôle important dans la commercialisation du thé et met en évidence certaines contraintes générales de l'économie zaïroise.

La commercialisation du thé est soumise à des caractéristiques précises : le modèle de caisse a été standardisé aux normes britanniques de 19 x 19 x 191 (47,5 cm d'arête) pouvant contenir 110 lbs de thé sec (plus de 50 kg).

L'emballage représente au Kivu une part importante du prix de revient sortie d'usine: 1,50 Z l'unité pour 43 kg de thé, soit 3,5 K par kg, qui correspondent à une augmentation du produit de 20%.

REPARTITION DES COÛTS DE PRODUCTION DU THE AU KIVU

opérations	Par kg de thé sec	pourcentage
plantation	11.32 K	55
usinage	5.75 K	28
emballage	3.5K	17
total	20.57 K	100

Avant 1964, les caisses étaient importées des Pays-Bas ou de Jinja en Ouganda. Estimant que le pays pouvait les produire, le gouvernement a décidé cette année-là d'interdire les importations pour éviter les sorties de devises.

Le Zaïre dispose effectivement de ressources en bois largement suffisantes. Mais la seule région production en triplex se trouve précisément à l'autre bout du pays, dans le Mayumbe atlantique. Quant aux accessoires (ferrures, aluminium, clous, papier de soie), il faut de toute manière les importer du Japon.

La production nationale s'est rapidement révélée défailante: les caisses ont été acheminées avec des retards considérables, sources de difficultés insolubles au niveau de l'usine. On ne peut pas arrêter la production, et le thé non emballé se détériore très rapidement: au bout d'un mois, il perd 1/3 de sa valeur, au bout de deux il est devenu inutilisable, sauf pour des mélanges de basse qualité. Au demeurant, le transport était long (2 à 4 mois) et coûteux (12,77% du prix de vente).

Les planteurs ne sont jamais parvenus à décider le fabricant à adopter les normes internationales. Il s'est obstiné à livrer des caisses de mauvaise qualité aux dimensions inadaptées (19x19x24"). Une partie de la production a ainsi été perdue, les acheteurs refusant d'acheter des caisses en mauvais état ou d'un format inhabituel.

Au fond du problème se trouve l'incapacité de l'économie nationale à se substituer immédiatement à l'importation: l'embargo sur les caisses étrangères livre le marché local à une seule firme (CCK ou COLIMPEX) qui se trouve en position de monopole et ne manque pas d'en abuser: les caisses sont vendues à des prix prohibitifs (1,45 Z la caisse en 1968, alors qu'elles valaient 83,10 K en Ouganda), augmentant les frais de production. Même le bilan devises, compte tenu des pertes à la vente du thé, n'est certainement pas positif. L'histoire récente du Kivu abonde en exemples de ce genre, où la préférence accordée à la production nationale est un remède pire que le mal.

Les planteurs ont obtenu plusieurs fois la levée des restrictions, suivie d'une nouvelle interdiction. En 1972, il est possible d'importer ces caisses de Jinja, dans des délais modérés (3 ou 4 semaines). Frappées d'un droit de 40 %, elles reviennent pourtant moins cher que celles de CCK (126,1 au lieu de 150 K).

Prix des caisses frontière Zaïre-Ouganda :	83.10 K	
Taxe sur le chiffre d'affaires :	6.23 K	7.5%
Droits d'entrée :	32.23 K	40%
Transport jusqu'à Goma :	3.54 K	
Total :	126.10 K	

Les caisses devant être aussitôt réexportées, les planteurs ont essayé sans succès de les faire entrer en franchise. Déjà fort éloigné de la mer, le thé du Kivu doit supporter des frais d'emballages supérieurs de 50% à ceux de son concurrent ougandais, déjà mieux situé (soit une perte de 1,5 K par kg de thé sec). Depuis l'expulsion des Asiatiques, l'usine de Jinja a cessé de fonctionner et les planteurs doivent maintenant s'approvisionner au Kenya ou en Europe Occidentale.

3632. Les formalités

L'importance de la fraude et l'étendue de la corruption ont conduit les gouvernements successifs à multiplier les organismes de contrôle. Loin d'améliorer la situation, l'intervention de services divers fait de chaque expédition une longue course d'obstacles au résultat incertain. L'ONC se réserve un contrôle de la qualité et prélève des échantillons. La Banque Nationale délivre les licences d'exportation et assure le contrôle des changes. Les Affaires Économiques accordent l'autorisation d'exporter, il faut aussi compter avec les transitaires, transporteurs, douaniers, etc.

En 1973 un lot de thé ne peut se mettre en marche sans une soixantaine de documents: certificats d'origine, de qualité, attestation d'exportation, autorisation d'exportation, 17 factures (12 en français, 5 en anglais) et une foule de licences diverses et indispensables. Les planteurs, qui voudraient parfois se hâter pour profiter de la bonne tenue des cours, perdent beaucoup de temps à les réunir.

Le coût *officiel* de ces multiples opérations n'est pas négligeable: 0,52 K par kg de thé sec, constitués principalement de taxes perçues par l'ONC (0,45 K).

3633. Les taxes

Aux droits sur les caisses et les documents s'ajoutent plusieurs impôts. Si le café arabica est encore soumis à un droit de sortie⁶⁷ de 4%, le thé en a été exempté après les graves difficultés de 1968 (il s'élevait à 12% ad valorem). Il doit néanmoins acquitter diverses taxes : leur somme s'élève à 10,7% du prix du produit, nouveau handicap, face aux thés d'Afrique orientale (exemptés). Le thé de Ceylan (13,5% de droits) subit un prélèvement comparable. Au total, la taxe statistique (1%) s'ajoute à la taxe sur le chiffre d'affaires, et à la contribution sur le chiffre d'affaires (6,75%) pour renchérir le kg de thé de 1,82 K.

Au total, le produit subit une ponction de 3,39 K (20 %) :

Prix du thé emballé sortie d'usine :	17,07 K
Impôts :	1,82 K
Documents et taxes ONC :	0,52 K
Autres taxes parafiscales :	0,61 K
frais bancaires ⁶⁸ :	0,44 K
Total :	20,46 K

3634. Les frais de transport

De l'usine de Lemera à Goma, les frais de transport s'élèvent à 0,40 K par kg de thé. qui correspondent à un prix moyen à la t/km de 2,6 K, calculé au plus juste: les transporteurs professionnels facturent au moins 4 K et souvent plus de 5.

Effectué par une société spécialisée, le transport de Goma (entrepôts de contrôle de l'ONC) à Kasese (terminus ferroviaire des lignes est africaines) revient à 9Z/t pour 220 km: 4,1 K le t/km, et 1,03 K par kg de thé sec.

Les caisses sont ensuite confiées à des transitaires anglo-indiens qui les acheminent jusqu'à leur point de vente, Nairobi, Mombassa ou Londres. Par kilo de thé sec le voyage Kasese-Londres revient à 16,17 K : les prix pourraient être abaissés par des groupages. Le manque d'organisation et le faible nombre de caisses expédiées par opération les fait voyager dans des conditions peu favorables.

⁶⁷ le Zaïre a hérité d'un système douanier particulièrement tracassier mais essentiel. Il contribue actuellement pour les 2/3 au budget national (droits de sortie sur le cuivre).

⁶⁸ les frais bancaires représentent 1,43% des sommes manipulées; ils sont accrus par la lenteur des transports : le rapatriement des devises n'est jamais obtenu avant 3 mois.

COÛT DE TRANSPORT DU THÉ DU KIVU

Prix du thé emballé sorti d'usine		17.07 K
Frais d'exportation		3.39 K
Transport routier	1.43 K	17.50 K
Transport ferroviaire et maritime	16.17 K	
Prix de revient CAF Londres		37.96 K

L'incidence du coût de transport (103% du prix sortie d'usine, 46 % du prix de revient CAF) est primordiale. Le café arabica est soumis à des contraintes comparables, bien qu'un *peu* moins élevées. Il n'y a pas de solution facile à mettre en œuvre pour les diminuer sensiblement. L'amélioration du réseau routier du Kivu ne pourrait faire gagner que quelques Kutas. Les coûts ne peuvent être réellement abaissés que par une meilleure organisation et la réouverture du canal de Suez⁶⁹.

Et il restera toujours, par rapport à la concurrence, le handicap de la traversée de l'Afrique Orientale. Les thés des pays de la Communauté⁷⁰ ne dépensent pas plus de 1 K par kg pour arriver à leur port d'embarquement. Même s'il est acheminé au meilleur prix, (et le réseau de transport d'Afrique orientale fonctionne relativement bien) le thé du Kivu est grevé d'un coût triple ou quadruple: 3 K par kg de thé sec de Bukavu à Dar es Salaam, 4 K de Goma à Mombassa.

364. La commercialisation**3641. Le café**

L'organisation du marché du café (OIC) et les mécanismes de régularisation des cours atténuent les variations mais n'excluent pas les surprises (cf. courbe de l'arabica doux pour l'année 1972).

PRIX MOYENS OBTENUS PAR L'ARABICA DU KIVU.

	En francs belges/kg	En kutas/kg
1968	33.21	33.21
1969	33.06	33.06
1970	43.45	43.45
1971	34.52	34.52
1972	35.64	39.56

Pour l'année 1972, les moyennes mensuelles ont oscillé entre 37,19 et 44,21 K/kg.

Ces prix réels sont presque toujours inférieurs aux cours internationaux. Les acheteurs invoquent les baisses de qualité et l'irrégularité des conditions d'acheminement. Depuis la création de l'ONC, la faible importance de la production d'arabica (12% en tonnage du café zaïrois) la met en position d'infériorité, dans un circuit qui n'est pas fait pour elle et qui gravite autour de la capitale.

Au demeurant, le prix de revient élevé du produit (de 37 à 44,5 K CAF Anvers) est à l'origine de lourdes pertes pour 1971 et 1972.

3642. Le thé

Au delà des possibilités du marché intérieur, qui permet d'écouler les thés de qualité inférieure, le thé du Kivu peut se diriger vers deux marchés aux caractéristiques différentes, mais complémentaires.

⁶⁹ Les marchandises sèches, circulant en petites quantités ont été très affectées par la fermeture du canal.

⁷⁰ L'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie sont associés dans une union douanière et par certains services communs.

Dans celui des pays consommateurs à bas niveau de vie (Afrique musulmane, Asie occidentale), on recherche un thé de qualité moyenne. Le marché est très sensible aux variations même minimales de prix et il faut absolument offrir le plus bas. Les grands producteurs ayant une quantité croissante de thé de qualité inférieure à écouler, la concurrence y est de plus en plus forte.

Les pays consommateurs à haut niveau de vie ont longtemps correspondu aux pays *blancs* du Commonwealth (le Royaume-Uni absorbe 50% des exportations mondiales de thé) et à quelques pays européens (Irlande et Pays-Bas) dont la consommation individuelle s'élève au-dessus des moyennes dérisoires de la plus grande partie du continent. Il s'y ajoute maintenant plusieurs pays pétroliers. La Libye notamment où la prohibition de l'alcool et l'élévation du niveau de vie ont beaucoup accru la consommation de thé. Pour approvisionner ces pays, il faut passer par le marché de Londres très soucieux de qualité, mais offrant en revanche des prix élevés.

Malheureusement le thé du Kivu n'obtient nulle part des prix rémunérateurs, et parvient difficilement à s'écouler. Même lorsqu'il est de qualité moyenne il revient cher et ne parvient pas à concurrencer celui des autres pays africains ou de l'Extrême-Orient. Les usiniers et Lipton vendent irrégulièrement une partie de leur production au Tchad et au Soudan, mais ne sont pas parvenus à s'assurer une position durable dans l'approvisionnement de ce type de marché.

A Londres, les thé du Kivu sont trop souvent au-dessous des normes exigées.

COMPOSITION DE LA PRODUCTION EN 1972

	Kivu 1972	Norme
Qualité supérieure I	7.6	20
Qualité supérieure II	37.6	40
Qualité moyenne	28.0	25
Qualité inférieure	26.8	15
total	100.0	100

Les *blenders* qui font les mélanges tiennent beaucoup à la régularité dans les qualités et les acheminements et à un certain niveau quantitatif (autour de 4000 t/an). Dans leur cercle très fermé, la réputation d'un produit joue un rôle important, et le thé du Kivu n'en a plus beaucoup depuis les années 1960. Aussi les courtiers de Londres ou de Nairobi (qui font les prix avec leurs collègues de Calcutta et de Colombo) ne lui accordent-ils aucune faveur particulière. Il faut aussi compter avec les fluctuations de cours qui ne sont pas négligeables, même pour un produit, de haute qualité.

Le thé du Kivu apparaît peu sur le marché londonien : en janvier-février 1973, 411 caisses de thé zaïrois ont été écoulées au cours de 17 séances de ventes aux enchères. Pendant ce temps, l'Ouganda a vendu 13580 caisses, le Kenya 83267. Les délais d'acheminement ne permettent pas non plus de profiter des occasions qui apparaissent parfois.

La plus grande partie de la production est vendue à Nairobi à des prix beaucoup moins rémunérateurs que ceux de Londres, au-dessous de 40 K/kg (équivalent CAF Londres). Les planteurs ne peuvent pas attendre et si leur thé est de bonne qualité, ils doivent en abandonner la plus-value aux intermédiaires anglo-indiens.

Les prix moyens de réalisation laissent aux producteurs des marges faibles, mais on n'a pas enregistré récemment de pertes comparables à celles du café.

RESULTATS OBTENUS POUR DES THES DU KIVU

(qualité (Broken-Fannings) en K/kg FOB. frontière)

1968	de	25.04	à	32.28
1969	de	16.06	à	19.64
1970	de	22.54	à	26.40
1971	de	26.73	à	29.82
1972	de	23.95	à	27.56

Les chiffres de 1972 correspondent à un prix CAF de 41,45 à 45,06 K/kg qui laissent au producteur une marge de 3,49 à 7,10 K/kg (8,4% à 15,8% hors amortissement). Ce bénéfice serait très convenable s'il était obtenu pour la plus grande partie de la production. Mais celui réalisé à Nairobi (5% ou moins) est de loin le plus fréquent.

365. Conclusion

Les difficultés de commercialisation du thé symbolisent la fragilité des positions de tous les produits du Kivu. La situation économique générale, des méthodes trop anciennes et des aberrations administratives entraînent des coûts de production trop élevés en regard de la qualité obtenue.

En conséquence, les produits sont très difficiles à commercialiser. Ils sont trop chers pour trouver preneur sur des marchés où le prix compte plus que la qualité, et trop médiocres pour se placer là où des normes élevées sont exigées.

Aux inconvénients de cette situation s'ajoutent ceux de la situation géographique. Aucun marché n'est aisément accessible: le marché intérieur est restreint par le faible niveau de monétarisation, et le coût de transport y est parfois plus élevé qu'à l'exportation. De ce côté le Kivu serait plutôt favorisé par le bon niveau d'équipement de la communauté est africaine, mais ses voisins produisent les mêmes denrées. Mieux placés et mieux organisés ils lui font victorieusement concurrence.

Sur les marchés lointains, le Kivu ne pourrait imposer des produits grevés d'énormes coûts de transport que par une qualité incontestable, qu'ils n'ont pas ou qu'ils n'ont plus. Enfin aucune récolte (sauf peut-être le quinquina) ne représente un tonnage suffisant pour qu'on doive compter avec elle un niveau mondial ou même européen.

4. INSERTION DES PLANTATIONS DANS L'ÉCONOMIE DU KIVU (CONCLUSION)

41. L'IMPORTANCE DU CLOISONNEMENT ÉCONOMIQUE DU KIVU

L'incurie administrative et la crise des transports ont profondément disloqué l'économie du Kivu. Mal reliés entre eux, les secteurs d'activité se sont refermés sur eux-mêmes, créant une structure disjointe où trois sphères coexistent sans communiquer. Surimposée au système de production traditionnel, mal reliée à l'économie urbaine qui lui apporte un appui très insuffisant, l'agriculture de plantation se trouve dans une position très inconfortable.

411. Évaluation de l'importance économique de l'agriculture de plantation

Les revenus par hectare en rapport avant transformation de la récolte s'établissent en 1972 de la manière suivante :

- pour le café arabica rendement moyen 600 kg/ha (prix d'achat 1972 24,5 K/Kg) soit un revenu moyen de 147 Z/ha
- pour le thé rendement moyen 1260 kg/ha (prix d'achat 1972 2 K le kg de feuilles ou 10 K le kg de thé sec), soit un revenu à l'hectare de 126 Z
- pour le quinquina, un rendement estimé à 606 kg/ha pour la totalité de la superficie plantée⁷¹, à 6 % de QAA, à partir d'un Prix d'achat 1972 de 10 Z le Kg de QAA, soit un revenu à l'hectare 364 Z.

PRODUCTION DES HAUTES TERRES DU KIVU EN VALEUR

Culture	Superficie (ha)	Valeur de la production (1000 zaïres)	Répartition %
Café arabica	15232	2239.104	44.5
Thé	7432	936.432	18.5
Quinquina	6127	1866.228	37.0
Total	27591	5041.764	100.0

Si le revenu moyen par hectare donne une idée du revenu brut des plantations, l'impact des productions sur l'ensemble de l'économie du Kivu doit être établi à partir de la valeur de la récolte avant exportation (FOB Kivu).

- café arabica: 13200 T exportées à 22,56 K le kg,
- thé: 9000 T exportées à 22 K/kg
- quinquina: tout dépend de l'estimation de la valeur du kg de QAA transformé par PHARMAKINA. Nous ne disposons que du prix moyen du kg d'écorces exportées (qui ne peut être inférieur à 27Z) le chiffre retenu, 30 Z le kg de QAA usiné est très certainement au-dessous de la réalité.

VALEUR DE LA PRODUCTION EXPORTÉE

Production	Valeur FOB Kivu (1000 zaïres)	Répartition (%)
Café arabica	2970	34
Thé	1980	22.5
Quinquina	3792	43.5
Total	8750	100.0

⁷¹ Nous ne connaissons pas la superficie des jeunes plantations.

Les difficultés de la commercialisation du café et les incertitudes qui subsistent sur le prix réel du kg de QAA rendent cette évaluation extrêmement hasardeuse.

La place du secteur des plantations dans l'économie des Hautes terres est difficile à évaluer. La comptabilisation très approximative des produits de l'élevage et de l'agriculture traditionnelle entraîne de fortes variations des pourcentages suivant le mode de calcul retenu.

D'après les estimations effectuées pour 1970 par Léon de Saint Moulin⁷², les activités productives du Kivu administratif représentent 50% du PIB de la région, dont l'agriculture réalise 5 %, les mines 19,5% et le secteur secondaire 6,5%.

Dans l'agriculture commerciale, les productions des Hautes Terres occupent la prépondérance, les régions basses produisent en quantités plus faibles des denrées de valeur moins élevée: sucre, huile de palme, coton, bois, café robusta.

Par rapport aux chiffres de 1957, l'agriculture a accru sa position relative au détriment des autres secteurs ; à l'époque les mines (25% du PIB) et les activités secondaires (19,5) avaient beaucoup plus d'importance qu'en 1970 (44,5% au lieu de 26%). La prépondérance des Hautes Terres s'est également accrue avec le déclin de l'agriculture commerciale dans le Maniéma.

En fait l'agriculture d'altitude constitue maintenant le seul secteur du Kivu à produire un revenu monétaire tangible. A ce titre elle constitue la première *sphère* d'activité d'une économie cloisonnée.

412. Impact sur l'économie traditionnelle

L'immense majorité de la population rurale tire ses moyens d'existence d'une agriculture vivrière à peu près totalement refermée sur elle-même, qui constitue une deuxième *sphère*, l'argent et les produits n'y circulent qu'à l'intérieur d'espaces très limités. Les excédents de production y sont inconnus ou intransportables, ce qui ramène les échanges, même internes, à fort peu de chose.

Trois secteurs, strictement localisés établissent un contact avec le monde extérieur.

- l'agriculture villageoise de plantations du Nord Kivu,
- les prestations de main d'œuvre sur les plantations européennes,
- les exportations de légumes et de pommes de terre par avion à destination de Kinshasa et de bière de banane à destination de Bukavu.

4121 Les plantations villageoises

PRODUCTION DES PLANTATIONS VILLAGEOISES

Productions villageoises	Valeur de la production (1000 zaïres)	Répartition (%)
Café arabica	1553.202	89
Thé	96.516	5.5
Quinquina	95.368	5.5
Total	1745.086	100.0

Avec 34,5 % en valeur de la production avant transformation, les plantations villageoises apportent 1745 M de zaïres au milieu rural. Les 9/10 de ce revenu sont acquis par les caféiculteurs du Nord: Rutshuru et surtout Beni-Lubero. Avec une parcelle de 0,2 ha, l'exploitation moyenne en retire 19,4 Z/an. Suivant le nombre de

⁷² Léon de Saint Moulin : Répartition par région du Produit intérieur brut zaïrois in Zaïre Afrique, Kinshasa mars 1973

résidents (6 à 8). Le revenu par tête oscille entre 3,7 et 4,2 Z/an, et le nombre de personnes concernées de 370 à 420000h

L'impact de la théiculture villageoise est beaucoup plus limité. Les plantations antérieures à l'indépendance ayant disparu, le gouvernement zaïrois a confié à la *CAK*⁷³ une double mission de relance : à la remise en état des usines gouvernementales s'ajoute la plantation de blocs villageois dans les environs. Avec une parcelle type de 0,25 ha, l'exploitation moyenne peut en retirer 31,5 Z/ha. Suivant le nombre de résidents (6 à 8), le revenu par tête varie de 4 à 5,20 Z⁷⁴ et le nombre de personnes concernées de 25 à 34000.

Dans la culture du quinquina, les parcelles villageoises sont assez étendues (2 ha en moyenne) et appartiennent souvent à des notables, ce qui limite leur impact économique sur la population.

Au total, près du quart de la population des Hautes Terres (340000 sur 2 millions) pourrait percevoir un revenu provenant des plantations villageoises. La modestie du niveau atteint (moins de 5 zaïres par habitant concerné et par an) donne une idée de la pauvreté de populations pourtant engagées dans un processus monétaire.

4122. Les prestations de main d'œuvre

Les plantations européennes assurent au milieu traditionnel le produit de 5722000 journées de travail à 20 K l'unité soit 1144000 Z (un peu plus du tiers du revenu brut de l'agriculture européenne avant transformation) La distribution de cette masse monétaire est assez difficile à discerner. Le père d'une famille de 3 enfants assurant 100 jours de travail/an (hypothèse basse, vu les problèmes main d'œuvre) à 23,9 K par jour (allocations familiales comprises) pourrait gagner près de 24 zaïres par an (soit un revenu de 4,8 Z par tête). Dans ce cas, 240000 personnes environ pourraient bénéficier des retombées du travail salarié sur les plantations européennes.

4123. Les exportations de produits alimentaires

Au Nord Kivu, les produits de l'agriculture tempérée (légumes, fraises, pommes de terre) sont expédiés à partir de Goma par avion cargo sur la capitale. D'après certaines estimations⁷⁵ la région assurerait environ 10% du ravitaillement de Kinshasa en valeur. Une partie de la production est aussi exportée en Ouganda. Mais la modestie des prix payés aux producteurs (2,5 K le kg de *pommes* de terre, 4,5 K le kg de légumes en 1971), la capacité des avions (6,5t), et l'exiguïté de l'aire de ramassage (difficultés de transports) limitent fortement l'impact monétaire de l'opération sur le milieu villageois (quelques dizaines de milliers de zaïres).

Au Sud les ventes de produits vivriers n'ont qu'un débouché, la ville de Bukavu. Les conditions de transports restreignent l'aire d'approvisionnement (les produits sont souvent périssables) aux abords des axes routiers. Une quantité inconnue de produits de base (manioc doux, haricots, patates douces, pommes de terre) de fruits et de légumes est ainsi acheminée irrégulièrement vers le chef-lieu et commercialisée à des prix très variables (celui payé au producteur étant toujours très bas).

⁷³ *CAK : Commission agricole du Kivu, organisme mis en place avec l'appui financier du Fonds Européen de Développement (FED) et l'assistance technique d'une firme allemande. Des expériences analogues sont en cours au Rwanda et au Burundi (Plantations dites du Marché Commun)*

⁷⁴ *Malheureusement la théiculture villageoise est loin d'y être parvenue. En 1972, le rendement réel n'a pas dépassé 430 Kg/ha (moyenne régionale 1260) ce qui a ramené le revenu brut par exploitation à 12 Z (de 1,5 à 2 Z par tête et par an).*

⁷⁵ *Léon de Saint Moulin op. cit.*

Mais la principale spéculat1on de la région est liée au bananier : d'après l'enquête réalisée par JC Hecq⁷⁶, les 1680 litres commercialisés par exploitation⁷⁷ apportent 11.8 Z/an à partager entre 9,6 résidents (effectif moyen de l'exploitation à Bushumba) soit 5 Z/tête. En attribuant aux 65000 adultes (au dessus de 15 ans) de Bukavu une consommation hebdomadaire de 5 litres⁷⁸, la demande s'établit à 16,9 millions de litres/an. Elle peut être satisfaite en commercialisant 38 % de la production d'une bananeraie de 7850 ha et apporterait un revenu monétaire global de 483000 zaïres à 96000 personnes.

ESTIMATION DU REVENU MONETAIRE DE LA SPHERE ECONOMIQUE TRADITIONNELLE

	Valeur ajoutée (1000 zaïres)	Répartition (%)
Récoltes des plantations villageoises avant transformation	1745	50
Prestations de main d'œuvre	1144	33
Ventes de bière de bananes	483	14
Ventes de produits vivriers	100	3
Total	3472	100

Population concernée par le circuit monétaire (sans tenir compte des doubles emplois) :

Exploitations villageoises de café :	420000 h
Exploitations villageoises de thé et quinquina :	34000 h
famille des salariés agricoles :	240000 h
ventes de bière de bananes :	86000 h
Exportations de produits vivriers :	40000 h
Total :	830000 h

Malgré l'utilisation des critères les plus larges, on doit constater que moins de la moitié des deux millions de ruraux habitant les Hautes Terres perçoivent directement un revenu monétaire provenant de l'extérieur.

Calculé à partir de ces données, le revenu par tête s'établit à un niveau extrêmement bas: 4 à 5 zaïres pour chacun des 830000 h engagés dans un circuit commercial, et moins de 2 zaïres pour l'habitant rural moyen⁷⁹. Près de 1,2 million de personnes paraissent confinées dans des échanges internes à la sphère traditionnelle, et on ne voit pas qui pourrait leur apporter un revenu monétaire régulier.

⁷⁶ *Agriculture et structures économiques d'une société traditionnelle au Kivu" op. cit.*

⁷⁷ *Il ne s'agit que d'une partie de la production. Avec 5645 litres/ha, un hectare de bananiers à bière pourrait rapporter 161 Z, beaucoup plus que le thé (126 Z) ou le café arabica (147 Z) qu'il concurrence efficacement. Un exploitant qui ne commercialise que 38% de sa production de bière (proportion moyenne constatée à Bushumba) en tire 61,5 Zaïres/ha, tandis que les plantations villageoises de thé n'ont rapporté en 1972 qu'une moyenne de 48 Z/ha. Ceci contribue à expliquer le faible intérêt des paysans du Sud pour les cultures d'exportation.*

⁷⁸ *la consommation rurale est estimée à 2,3 litres par adulte et par jour.*

⁷⁹ *Evaluation effectuée par Léon de Saint Moulin (op. Cit.)*

PIB commercialisé	Zaïre	Kivu
Par habitant	50 Z	22 Z
Par habitant urbain	163 Z	135 Z
Par habitant rural	14 Z	6 Z

(Ces contre-performances relèguent le Kivu au 9^e et dernier rang des régions du Zaïre)

413. La sphère urbaine

La population de Bukavu et des petits centres urbains (Uvira, Goma) regroupe 100 à 20000h. Elle constitue la troisième sphère de l'économie du Kivu. Le plus clair des revenus provient des salaires versés à la fonction publique par le gouvernement central. Dépensés directement ou indirectement dans les villes, ils sont à la base des activités. Faute de débouchés en milieu rural, la faible production urbaine (brasserie, artisanat) ne donne lieu qu'à des échanges internes. En fait, la ville consomme sans produire et apporte peu à son environnement rural, sinon la contre-valeur de son alimentation. Les producteurs de bière de bananes bénéficient de la plus grande partie de cette redistribution.

Une proportion inconnue du revenu des plantations rejoint la sphère urbaine: salaires des cadres, dépenses de fonctionnement des plantations et de l'usine PHARMAKINA de Bukavu. Mais il s'agit pour une bonne part de sommes en transit qui servent en dernier lieu à payer des importations, et dont l'économie urbaine ne prélève qu'une portion. La ville exerce dans ce cas une fonction de relais: la production locale est dans la plupart des cas incapable de satisfaire une demande de produits (équipements, machines, etc...) et de services variée.

La stagnation générale de l'économie fait de la ville une excroissance du pouvoir central, financée par lui et incapable de faire reposer ses activités sur d'autres bases. Le transfert administratif est primordial et conditionne la survie même de la population urbaine.

414. Conclusion

Malgré l'absence de statistiques cohérentes et précises, la situation est relativement claire. Chaque sphère économique est profondément enkystée. Les liaisons intersectorielles sont réduites au strict minimum : ventes de produits alimentaires, prestations de main d'œuvre. Et les échanges internes sont loin de compenser la faible communication entre les trois sphères.

Face au monde extérieur, la civilisation traditionnelle apporte peu et ne reçoit rien. Elle parvient à peine à assurer la subsistance alimentaire de l'ensemble. Le monde urbain ne produit rien et ne subsiste que grâce à des revenus externes. Si les échanges internes sont plus intenses qu'ailleurs, ils n'ont pratiquement aucun effet de rayonnement au-delà de leur sphère.

En fait, l'agriculture de plantation est le seul secteur à produire un surplus incontestable et à assurer une ébauche de redistribution de ses revenus. L'économie du Kivu pourrait cependant en tirer plus: sur les 8,75 millions de zaïres représentant la valeur globale de la production FOB Kivu, comment estimer la part bénéficiant directement à la région ? Une grande partie de la valeur avant transformation serait distribuée sur place. L'affectation de la valeur ajoutée est beaucoup plus difficile à connaître : achats des biens et des services indispensables au fonctionnement des plantations et des usines, impôts et taxes, salaires des cadres, tout ou presque tout paraît quitter le Kivu.

Quant à la plus value réalisée, elle ne paraît pas bien élevée pour le café et le thé. Seul le quinquina dégage des bénéfices élevés, dont on ne retrouve pas trace au niveau de l'économie régionale. Ainsi la contribution des plantations aux besoins du Kivu reste limitée à l'utilisation de la force de travail directement (plantations des Européens et des sociétés) ou indirectement (plantations villageoises).

Que pourrait être la contribution de la production locale au développement de la région, indépendamment des subsides gouvernementaux ? Peut-on évaluer la capacité du Kivu d'altitude, et singulièrement de son économie de plantation à financer tout ou partie des énormes investissements nécessaires au redémarrage des Hautes Terres ?

42. L'AGGRAVATION DE LA SITUATION DE L'AGRICULTURE TRADITIONNELLE

Les besoins des Hautes Terres du Kivu au niveau de l'économie d'échanges ont déjà été évoqués: restauration et amélioration de l'infrastructure, rétablissement d'un encadrement administratif rudimentaire propre à garantir un minimum de sécurité économique. En remédiant aux carences les plus criantes, quelques mesures appropriées pourraient assurer un début de redémarrage. Ensuite l'économie traditionnelle serait progressivement associée à l'expansion nouvelle des échanges. On retrouverait ainsi le type de croissance de la décennie 1950: monétarisation indirecte de l'agriculture vivrière par augmentation du nombre des emplois salariés et de la superficie des plantations villageoises.

Malheureusement la décennie écoulée a profondément modifié le secteur traditionnel. L'équilibre avec le milieu naturel a été rompu. Envahi par ses propres habitants, le monde des collines approche du point de rupture. Les effets nécessairement lents d'une imprégnation monétaire ne pourront remédier aux problèmes fondamentaux apparus à la fin des années 1950 et actuellement en voie de généralisation.

421. Les effets de la croissance démographique sur les densités

En 1958, les estimations d'Anatole Romaniuk (cf. chapitre 12) retiennent pour le Kivu un taux de croissance démographique inférieur à 2%, très proche de la moyenne nationale. Malgré sa très forte fécondité, le Sud Kivu croît alors au rythme modéré de 1,4% par an. A ce moment, les mouvements migratoires sont faibles et bien contrôlés, et la croissance naturelle équivaut à la croissance globale.

La comparaison entre les deux derniers recensements (1958 et 1970) remet totalement en cause ces résultats. Malgré les guerres et la réduction de l'encadrement médical, la population du Kivu s'est accrue de 45 %, ce qui équivaut au taux annuel de 3 %, proche de la moyenne nationale (qui paraît avoir subi la même accélération). L'excédent des naissances sur les décès pourrait être plus élevé encore: chez les adultes, on ne trouve que 88 à 89 hommes pour 100 femmes solde migratoire négatif (les départs vers Kinshasa ou l'Ouganda ayant surclassé les arrivées de réfugiés du Rwanda) ou pertes de la guerre ?⁸⁰ Quoi qu'il en soit, la population du Kivu d'altitude a acquis un dynamisme démographique élevé qui apparaît au niveau de sa composition par âge: les moins de 20 ans représentent 51% de la population totale au Sud et 55 % au Nord.

Cette accélération du rythme démographique n'est pas complètement inattendue. Elle était déjà sensible dans certaines zones: à Bushumba, l'accroissement naturel atteint déjà 3,2% en 1958. La tendance paraît s'être généralisée au cours des années 1960, sans modification des écarts régionaux : le taux de croissance du Nord paraît toujours supérieur à celui du Sud.

Faute d'un exutoire extérieur, la croissance démographique a entraîné un entassement sur des terroirs déjà fortement chargés. Contrairement aux périodes de croissance antérieures, celle de la dernière décennie a atteint ou dépassé les limites du système agricole traditionnel qui avait pourtant fait preuve d'une capacité d'absorption élevée. Le glissement vers le déséquilibre paraît avoir surtout atteint les deux zones les plus denses: le Bushi et le Bunande.

A Bushumba en 1958, 1734 habitants disposent d'un terroir de 678 ha. Les niveaux de densité atteints sont respectivement : 256 h/km² pour l'ensemble du terroir, 298 h/km² cultivable (583 ha) et 505 h/km² cultivé (340 ha) ce qui est déjà fort élevé (on

⁸⁰ *Le sex ratio ne peut donner qu'une image partielle des mouvements de population.*

compte habituellement au Zaïre 1 hectare pour 3 habitants) mais assure aux habitants une alimentation suffisante et un léger surplus de bière de bananes.

Si l'on applique au terroir de Bushumba l'augmentation moyenne de 45% en 12 ans enregistrée dans tout le Kivu (et fort probablement réalisée compte tenu du taux d'accroissement naturel de 3% déjà enregistré en 1958 sur la colline), la population s'élève à 2514 habitants, entraînant les densités à 371 h/km² (densité générale) ou 583 h par km² cultivable.

La densité par km² cultivé paraît plus difficile à calculer. En 1958, la colline disposait d'une réserve cultivable (correspondant en grande partie aux jachères) de 240 ha (181 ha sur la colline et 59 ha en bas fonds). Le maintien du ratio de 1958 (1 hectare pour 5 habitants) entraîne la mise en culture de 65% de ces disponibilités, réduisant d'autant les superficies en jachères, à moins de reporter une partie des cultures sur les 95 ha de fortes pentes, considérées comme inutilisables en 1958. Le seuil de saturation paraît en tout état de cause franchi et la dégradation du système de culture amorcée.

422. Les effets de la saturation sur la physionomie des terroirs

L'organisation de la colline au Bushi est fondée sur une répartition concentrique. Le sommet plat des collines, qui possède les sols les plus fertiles (placages de basaltes à olivines protégés de l'érosion par la faiblesse des pentes) forme le centre du terroir, où l'on trouve les contrats fonciers les plus stables (terres en *kalinzi*). Une première auréole est formée par les bananeraies. Les cultures vivrières sont établies à leur périphérie. A l'exception d'une sole de bas fonds (*kandalwe* de marais) cultivée en saison sèche à l'instigation des colonisateurs⁸¹ l'ensemble des superficies vivrières a longtemps trouvé assez de place pour se maintenir sur la partie sommitale (53 ares sur 66) et en majorité sur des terres *kalinzi* (44 ares sur 66 soit les 2/3).

En entraînant une augmentation des superficies cultivées, la croissance démographique a déséquilibré un système déjà proche de ses limites. L'extension touche d'abord la bananeraie: augmentation des besoins en bière pour l'autoconsommation et la vente (c'est le seul moyen de se procurer un peu d'argent), et abrogation des limites de superficies imposées par l'autorité coloniale. La totalité du *kalinzi*, et même de la partie sommitale de la colline tend à être envahie par les bananeraies, à Bushumba, une augmentation de la bananeraie de 45% (qui est probablement inférieure à la réalité) fait passer sa part de 50 à 72% de la zone sommitale (pentes inférieures à 15 %) et de 64 % à 91 % des terres en *kalinzi*.

Faute de place, les cultures vivrières se trouvent rejetées à la périphérie, envahissant les premières pentes et les exposant aux ravages de l'érosion. De plus l'occupation à *peu* près intégrale du *kalinzi* par la bananeraie reporte les cultures annuelles sur des terres de statuts précaires (parcelles allouées pour une récolte à titre onéreux ou gratuit suivant les cas). Les usagers n'ont donc aucun intérêt à y effectuer les travaux de mise en défense. qu'imposent la situation topographique et la vulnérabilité à l'érosion des cultures sarclées.

On assiste ainsi à une inversion des vocations culturales: plante améliorante, le bananier conviendrait parfaitement aux premières pentes, et pourrait même rétablir leur fertilité. Par contre les cultures vivrières trouveraient sur la partie sommitale un terroir fertile et moins vulnérable. Avec la dégradation topographique (augmentation de la pente au fur et à mesure qu'on s'éloigne du sommet) et pédologique de la sole vivrière, le système de culture traditionnel, qui a pourtant fait ses preuves en

⁸¹ Au cours de la deuxième guerre mondiale plusieurs famines au Rwanda ont décidé les agronomes belges à rendre obligatoires les cultures de bas fonds seules capables d'assurer la soudure en fin de saison sèche.

nourrissant, jusqu'à une date récente, une population importante, entrée dans une décadence de plus en plus rapide. Le bétail déjà trop nombreux en 1958 (39 têtes par km² au lieu de 22 au Rwanda Burundi) achève de dégrader les dernières pentes incultes.

423. L'affaissement de la production agricole

Pratiquées sur un sol dégradé, les cultures vivrières ne peuvent pas beaucoup améliorer leurs performances. Face à une population qui augmente sans cesse l'écart se creuse entre la production et les besoins. La recherche d'une quantité de nourriture plus élevée conduit les exploitants à réduire la part du haricot (culture traditionnellement prépondérante) au profit du manioc, peu adapté au climat, mais produisant plus.

Déjà peu fourni en protéines, le régime alimentaire des ruraux se dégrade un peu plus: on parvient tant bien que mal à trouver les calories nécessaires, mais elles ne proviennent plus que des hydrates de carbone. A la pénurie ancienne de corps gras s'ajoute une grave carence en protéines, notamment chez les jeunes enfants.

Les pédiatres de la mission CEMUBAC⁸² assistent impuissants à l'extension du kwashiorkor appelé au Kivu *bwaki*: la proportion d'enfants atteints dans les villages environnants est passée de 5% en 1959 à 5% en 1967 et à 10% en 1972. La pauvreté du milieu rend les soins à peu près inutiles: 70% des enfants hospitalisés pour des carences alimentaires rechutent au bout de deux ans. Dans certaines régions particulièrement défavorisées la quantité même n'est plus assurée et le déficit chronique en calories peut atteindre 15%⁸³.

De moins en moins apte à nourrir ses habitants, le milieu collinéen voit s'évanouir tout espoir de produire un surplus monétaire. A quoi bon promouvoir les cultures arbustives, s'il n'y a plus de place pour les planter ?

Quant au revenu de la bière de banane, distribué à une population de plus en plus nombreuse il ne peut que s'amenuiser, en attendant que la quantité commercialisée soit elle-même réduite par les progrès de l'autoconsommation.

424. L'aggravation des tensions sociales

La société rurale du Kivu est très anciennement hiérarchisée. Comme au Rwanda Burundi, une aristocratie d'origine nilo-hamite (les Baluzis au Bushi) a enserré la population bantoue dans un carcan foncier de type féodal. Les notables prélevaient des redevances en nature et parfois en travail pouvant représenter une lourde charge sans aucune contrepartie. Officiellement abolies par les décisions présidentielles de décembre 1971, elles n'ont pas complètement disparu.

Au niveau de la colline, la population est divisée en deux classes: les *bashamuka* ou cultivateurs libres, généralement titulaires d'un *kalinzi*, et les *bambali* ou *baganda* en position de clientèle par rapport aux précédents. En 1958 à Bushumba, il y a déjà une majorité de paysans sans terre: la population compte 56% de clients installés sur les exploitations de 58% des tenanciers libres. Il ne s'agit plus à cette date d'un phénomène familial, puisque 33% des clients n'ont aucun lien de parenté avec la famille de l'exploitant.

La position précaire des *bambali* s'est beaucoup détériorée avec l'aggravation des tensions foncières. Les cas d'expulsion, rares autrefois, et liés à des faits graves, se font de plus en plus fréquents. L'accès à la terre est de plus en plus onéreux: la

⁸² CEMUBAC : Centre d'Etudes Médicales de l'Université de Bruxelles en Afrique Centrale. Installée à l'IRSAC Lwiro (Institut de Recherche Scientifique en Afrique Centrale) la mission dispose d'un centre d'observation et d'un hôpital où sont soignés les enfants malnutris.

⁸³ d'après une enquête faite à Idjwi en 1966-67. De plus l'île compte une extension anormale du goître et du crétinisme, consécutive à une carence en iode.

compétition foncière incite les tenanciers et les notables à céder au plus offrant. Une proportion croissante de la population rurale est ainsi réduite à une condition sans espoir.

Les deux noyaux les plus peuplés du Kivu d'altitude assistent impuissants à un amoindrissement régulier de leurs moyens d'existence. Si cette dégradation touche inégalement les strates sociales, elle met en péril l'ensemble du système. Aucune amélioration qualitative ne peut être obtenue avant qu'une solution ne soit apportée au problème démographique. Et il ne s'agit plus seulement d'atténuer ou de stopper la croissance. Il faut désormais trouver un exutoire à une proportion appréciable de la population afin de dégager des terres pour rétablir la situation de la fraction restée sur place. Fort heureusement pour le Kivu, et contrairement à ses deux voisins de l'est, il dispose en abondance de terres inoccupées. Mais il est grand temps de les mettre en valeur, et de donner enfin à la région cette *épaisseur* en longitude qui lui fait cruellement défaut.

43. LES MOYENS D'ACTION

Le Kivu est dévoré par une double crise: à la dislocation de l'économie d'échanges s'ajoute l'inexorable dégradation du milieu agricole traditionnels. La conjonction des deux phénomènes a créé une situation d'une gravité peu commune, même dans la zone intertropicale. Et face à un avenir menaçant, le Kivu dispose de moyens d'action extrêmement limités.

431. Les perspectives d'appui extérieur

Nous avons da relever à plusieurs reprises la répugnance des investisseurs étrangers à s'établir au Kivu. A vrai dire le capital privé a été constamment défaillant et on ne voit pas ce qui pourrait l'inciter à intervenir aujourd'hui. A moins d'une découverte exceptionnelle, aucune perspective de profit facile ne se dessine. Le Kivu ne peut même pas compter sur les sociétés déjà en place, effrayées par les mesures de zairisation. A une exception près elles sont uniquement soucieuses de tirer partie d'un capital amorti de longue date. Leurs *investissements* consistent à remplacer le matériel défectueux ou dépassé par les techniques nouvelles. Seules les organisations internationales (ONU, FAO, FED) semblent décidées à faire un effort financier en faveur de la région.

A l'intérieur du Zaïre, l'aide ne peut venir que de l'État. Le gouvernement central dépense des sommes importantes dans la région qui surpassent nettement les contributions du Kivu au budget national. Quand elles parviennent jusqu'à la capitale, les sommes versées au titre des impôts, taxes et douroles ne représentent qu'une faible part des transferts en provenance de Kinshasa.

Le problème est avant tout dans l'utilisation de cet argent qui est en grande partie affecté au budget de fonctionnement. Une faible part du total est réellement consacrée à l'équipement. De plus, une portion appréciable de l'argent versé retourne à son point de départ pour payer des importations.

Une meilleure utilisation de cet apport est peu probable. Si l'on espère parvenir à améliorer la compétence et donc l'efficacité de l'administration, on voit mal ce qui pourrait en abaisser le coût, et par conséquent dégager un excédent disponible pour des investissements productifs. Dans l'immédiat, on ne peut qu'inciter une part croissante des dépenses administratives à rester sur place en diversifiant, autant que faire se peut, la gamme des produits locaux disponibles dans les centres urbains.

Dans l'hypothèse d'un accroissement des disponibilités budgétaires nationales (à la suite d'opérations d'assainissement, ou d'une hausse des cours du cuivre) propre à favoriser les investissements, le Kivu n'est pas très bien placé pour en tirer parti: le

reste du pays peut mettre en avant des projets d'une rentabilité supérieure. Même si l'on ne s'en tient pas à ce critère, la région n'est pas la seule à réclamer des *programmes d'urgence*. En fait, le Kivu peut seulement bénéficier du budget d'équipement de l'Etat pour des opérations ponctuelles d'intérêt général: tourisme et aménagements périphériques, quelques travaux d'infrastructure comme l'axe Bukavu Kisangani. La région n'est pas en état de faire passer la solution de ses problèmes au niveau des priorités nationales. Comme à l'époque coloniale, elle ne peut compter avant tout que sur elle-même.

432. Les capacités de l'agriculture de plantation

Seul secteur à produire pour l'extérieur, à dégager une plus value et à apporter quelques ressources en devises étrangères, l'agriculture de plantation doit être mise au service du développement. Compte tenu des faibles investissements disponibles, trois objectifs peuvent être poursuivis :

- augmenter les quantités produites et exportées par une action sur les superficies ou les rendements.
- accroître la plus value réalisée (si les cours du marché international le permettent) par une meilleure organisation des circuits de transformation et de commercialisation
- assurer une distribution plus équitable de la masse monétaire acquise vers le milieu villageois.

Dans la caféiculture, le succès des plantations villageoises du Nord Kivu indique clairement la marche à suivre. La production zaïroise d'arabica peut encore augmenter, dans des proportions notables. Il paraît dans l'immédiat souhaitable d'augmenter le nombre des planteurs (de manière à mieux diffuser les revenus monétaires). L'intensification des plantations existantes, inéluctable à terme, mais plus coûteuse ne pourra être entreprise que dans une phase ultérieure. Moins de la moitié des exploitations du Nord disposent d'une parcelle de café (de 0,2 ha en moyenne). Il est possible, et à peu de frais, de convertir à la caféiculture la plupart des paysans de l'étage de moyenne altitude. Au Sud, par contre, le souvenir des cultures obligatoires ne plaide pas en faveur du café. Le sort des grandes plantations est plus difficile à prévoir. Après les mesures de zaïrisation du 30/11/73, seule une remontée substantielle des cours pourrait leur redonner quelque prospérité. Dans les régions les plus peuplées un morcellement en petits blocs alloués aux villageois donnerait de meilleurs résultats que les méthodes, nécessairement extensives (faute de moyens financiers) des nouveaux acquéreurs. Enfin on peut gagner un *peu* d'argent en améliorant les circuits de collecte, d'usinage et de transformation, sans avoir à réaliser des investissements exagérés.

La théiculture a d'autres priorités. Les grands domaines ont fait preuve de vitalité et le processus de production impose toujours un certain niveau de concentration géographique et financier. Par contre, les parcelles villageoises, quand elles survivent, ont la plus grande peine à parvenir à des rendements rémunérateurs. Leur revenu est faible par rapport au nombre de journées de travail effectuées.

Au demeurant, les grandes plantations ont le mérite d'exister, et de disposer d'une importante capacité d'usinage inemployée, qui peut être rentabilisée par de nouvelles plantations établies à proximité des champs existants. Faut-il se lancer au Kivu dans une politique audacieuse de croissance de la théiculture ? La création de nombreux périmètres exige des investissements élevés, assez longs à rentabiliser, et lourds à supporter dans l'immédiat. Leur impact géographique est limité aux environs de l'usine, empêchant au contraire de la caféiculture une diffusion généralisée des revenus. Même les plantations villageoises posent des problèmes de mise en rapport: la culture n'est intéressante qu'à partir d'un certain niveau d'intensification qui implique l'emploi d'engrais coûteux pour les petits exploitants.

Pourtant, il n'est pas douteux que la théiculture, parfaitement adaptée au milieu naturel et humain du Kivu, doit à terme y occuper une place de choix. A ce titre, la CAK réalise un programme du plus grand intérêt pour la région. Mais, et c'est capital, elle dispose d'un financement extérieur. Dans le court terme, le Kivu peut-il affecter une trop grande part de ses maigres ressources à des opérations coûteuses, aux répercussions lointaines et géographiquement limitées ?

En outre, la théiculture est l'un des secteurs où les mesures de zaïrisation représentent un pari risqué. Nous avons pu mesurer la vulnérabilité du processus de production. Dans un environnement hostile, les domaines ont survécu grâce à l'entêtement des anciens propriétaires qui ont su allier capacité de gestion et compétence technique. Le gouvernement de Kinshasa trouvera-t-il parmi les nouveaux acquéreurs des éléments aussi résolus ?

Mais c'est dans le quinquina que les changements paraissent les plus nécessaires. Hautement rentable, cette dernière culture est très loin de servir l'économie locale autant qu'elle le devrait. D'une part, la sous évaluation systématique du QAA prive le Kivu d'un apport en devises et d'une plus value considérable, particulièrement précieuse compte tenu de la situation commerciale des autres produits. D'autre part, la concentration financière de plantations réduit à *peu* de chose la redistribution des revenus en milieu villageois. Partout on se trouve devant une situation contraire aux intérêts bien compris du Kivu.

Nous touchons là un problème politique, dont l'évolution dépend du rapport de forces entre les autorités et PHARMAKINA. La société dispose de la compétence technique et de la maîtrise du circuit de commercialisation, ce qui suffit à rendre la nationalisation très hasardeuse. Le marché étant l'apanage de quelques initiés, il est difficile d'apprécier la valeur du Kivu dans la stratégie de PHARMAKINA. Une grande prudence est donc nécessaire *pour* ne pas étrangler une activité essentielle. Par contre les pouvoirs publics peuvent s'appuyer sur les deux concurrents de PHARMAKINA. Surtout, la société gagne tant d'argent au Kivu qu'elle peut être disposée à s'y maintenir dans des conditions moins exceptionnelles tout en lui restant très favorable. La prise de participation de la Présidence de la République au capital de PHARMAKINA SARL est-elle de nature à réaliser cet objectif ?

Par ailleurs, la diffusion en milieu villageois ne paraît pas poser de problèmes techniques. Seule plante à pouvoir rapporter autant, et même plus que la bière de bananes⁸⁴ le quinquina est apte à vaincre les réticences des agriculteurs du Bushi.

Si sa bonne conjoncture se maintient, il est en mesure d'aider substantiellement à la solution de deux problèmes importants pour le Kivu. Parmi les trois cultures, il est le seul à pouvoir procurer un bénéfice net important capable de financer certains travaux urgents de portée limitée. De plus, il a un rôle important à jouer dans le déblocage de l'agriculture villageoise du Sud.

Enfin, il n'est pas inutile de songer à l'élargissement de l'éventail des cultures. Le pyrèthre a eu au Kivu son heure de gloire, et il est toujours prospère au Rwanda et au Kenya. Sa relance peut être étudiée. Près de deux décennies ont passé depuis la grande période de recherche de nouvelles cultures par l'OPAK et d'autres opportunités peuvent être apparues dans les zones de climat comparable (Colombie, Amérique Centrale).

⁸⁴ *en drainant vers les campagnes une partie de l'argent versé par le gouvernement aux villes, les ventes de bière exercent un effet économique positif bien que limité au marché régional. Orienté vers l'exportation, le quinquina villageois pourrait jouer un rôle complémentaire appréciable.*

433. Les limites

Une politique de développement axée sur les cultures d'exportation comporte nécessairement des aléas, parfois incompatibles avec les objectifs fixés.

L'augmentation de la production n'est pas toujours payante, et le Kivu n'a pas intérêt à gaspiller le faible capital disponible pour recueillir un supplément de recettes sans proportion avec l'effort accompli. Deux cultures sur trois ont un taux de rentabilité insuffisant. La conjoncture peut s'améliorer, mais l'incertitude demeure. Dans la théiculture, par exemple, la qualité insuffisante du produit, cause essentielle de la faible plus value recueillie, ne peut être améliorée qu'au prix de gros investissements.

Si l'accroissement de la production des trois cultures peut apporter un supplément de devises, seul le quinquina est dans l'immédiat apte à accroître substantiellement la rentabilité de l'ensemble du secteur.

Hautement souhaitable, le mouvement de redistribution monétaire par l'intermédiaire des plantations villageoises a aussi ses limites. Seul le café paraît en mesure d'accroître fortement le nombre de bénéficiaires d'un revenu. Sans investissements élevés, le thé en est incapable. Quant au quinquina, les effets de sa diffusion peuvent provoquer d'importantes distorsions. Sa rentabilité élevée est de nature à peser défavorablement sur les autres cultures, si le prix d'achat au producteur n'est pas établi avec discernement.

Enfin et surtout se pose le problème de la contrepartie en biens de consommation au revenu monétaire ainsi créé. Le surcroît de production doit pouvoir être échangé contre des améliorations tangibles de la condition rurale, et non contre du papier monnaie sans valeur⁸⁵. Les importations étant trop coûteuses, il faudrait mettre le potentiel local en état de répondre efficacement à la demande. Mais l'économie disloquée du Kivu n'a pas les moyens de le faire sans investissements importants. Enfin, une redistribution substantielle peut diminuer dangereusement le montant du capital réinvesti.

Le développement de l'économie d'exportation trouve rapidement ses limites au Kivu. Sa consommation en capital et en bien d'importations est trop élevée pour la région. Son essor exclusif, par ailleurs difficile à réaliser, ne peut pas entraîner le reste de l'économie. Contrairement à d'autres pays africains, le Kivu ne peut en faire un levier au rôle décisif. La disproportion est trop grande entre la fragilité de l'agriculture commerciale et l'énorme poids du milieu traditionnel qu'il faut ébranler.

Si elle ne peut servir de moteur au développement, l'agriculture de plantation est en état de jouer un rôle décisif. Elle seule peut solder les inévitables importations : carburant, pièces de rechange, bien d'équipement dans la mesure de~ possibilités. Le Kivu lui est redevable du peu de capital disponible. A ce titre, les plantations peuvent aider à la solution, des problèmes urgents. Mais il paraît peu fécond de les développer pour elles-mêmes en espérant par là relancer toute l'économie.

434. Les possibilités d'ouverture d'un marché intérieur

Trop inerte pour être ébranlée de l'extérieur, l'économie traditionnelle doit parvenir à se mettre en marche par elle-même et pour elle-même. Elle ne peut compter que sur le faible stimulant de l'agriculture de plantation et du marché monétaire urbain. On peut rester sceptique sur les aptitudes d'un système aussi rétracté à susciter des flux internes. Mais toutes les autres solutions ont échoué. Et malgré sa dégradation

⁸⁵ le dynamisme de l'agriculture ougandaise avant 1972 a été en partie stimulé par le bas prix des produits de consommation courante. Ainsi l'Ouganda était au premier rang en Afrique pour le nombre de bicyclettes par millier d'habitants.

récente, le monde rural conserve deux atouts: ses disponibilités en main d'œuvre et une forte capacité de production inemployée.

L'agriculture traditionnelle ne peut songer à élever le niveau de vie de ses habitants sans dégagement d'un surplus échangeable. A l'exception des zones saturées, une bonne partie du terroir peut fournir une production vivrière et animale supérieure. Cet accroissement de production peut déjà trouver un emploi intéressant à l'intérieur du monde rural: entretien d'une population non agricole apte à fabriquer des objets de consommation courante (bois, poteries) ou à effectuer des travaux d'intérêt général (routes, etc...) Au-delà, l'agriculture vivrière dispose d'un marché important assorti d'une contrepartie monétaire: ravitaillement de Bukavu et des centres urbains du Kivu d'altitude (actuellement assuré dans une proportion excessive par des importations), approvisionnement de la cuvette centrale et de la capitale en produits "tempérés" (fruits, légumes, pommes de terre, viande et même thé) où les produits du Kivu n'ont pas de concurrence à redouter. Dans ce domaine, les perspectives sont vastes, puisqu'aucune région d'altitude ne dispose d'un arrière pays tropical aussi étendu~ même en se limitant à des échanges à courte distance avec le bas pays, les paysans du Kivu pourraient améliorer notablement leurs conditions de vie par l'acquisition à prix réduit de produits de consommation courante : oléagineux, sucre, coton (à transformer par l'artisanat ou industriellement si on en trouve les moyens).

On voit déjà qu'une contrepartie appréciable peut se révéler rapidement disponible. La mise en activité d'une population rurale non agricole devrait en apporter une autre. En allégeant la pression des hommes sur l'espace, la création de nouveaux périmètres agricoles dans les régions faiblement peuplées (épaulée par les excédents vivriers des autres zones) en dessine une troisième porteuse d'autres surplus. Par contre, il paraît nécessaire de se contenter, autant que possible, des productions locales. Aussi longtemps que le Kivu n'aura pas eu les moyens de mettre sur pied un embryon d'industrie légère, il faudra limiter les importations aux biens d'équipement.

Cependant, la mise en place d'un circuit d'échanges internes est strictement subordonnée à deux impératifs :

- réconcilier le milieu rural avec le monde extérieur,
- restaurer le système des transports.

Brutalisé par le processus colonial et les événements de la décolonisation, le monde rural s'est replié sur lui-même. Accueillant avec appréhension et parfois avec hostilité les innovations venues du dehors, il doit être persuadé, et ce ne sera pas facile, qu'il peut trouver un avantage à s'ouvrir. A cet égard, l'initiative appartient au pouvoir, qui doit donner des gages tangibles de sa bonne volonté en améliorant le fonctionnement de l'administration.

Enfin et il faut bien y revenir encore une fois, la mise en place d'un circuit d'échanges dépend de la remise en état du réseau routier. Rien ne peut évoluer sans la création d'un système régulier de ramassage des produits et d'acheminement de leur contrepartie. Le Rwanda a prouvé qu'un réseau routier convenable pouvait être entretenu avec des moyens techniques limités, si l'on pouvait disposer toute l'année d'une main d'œuvre abondante. Il n'y a pas de raison que le Kivu n'y parvienne pas également.

LISTE DES TABLEAUX

COURS DES MONNAIES UTILISEES DANS LE TEXTE	8
ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA REGION DU KIVU	8
MOYENNES PLUVIOMETRIQUES LE LONG DE L'EQUATEUR	15
EVOLUTION DES PRECIPITATIONS AVEC L'ALTITUDE	15
CONDITIONS CLIMATIQUES DES DEUX ETAGES D'ALTITUDE D'INTERET AGRICOLE.....	16
DONNEES DEMOGRAPHIQUES PAR SOUS-REGION	22
EXEMPLES D'ITINERAIRES ROUTIERS	24
LES ITINERAIRES D'EVACUATION A PARTIR DE BUKAVU, GOMA OU BENI.....	29
COMPARAISON DES PLANTATIONS VILLAGEOISES ET EUROPEENNES	50
COMPARAISON DES PERFORMANCES DANS LA CULTURE DU PYRETHRE	50
LES RACHATS DE PLANTATION DANS LA ZONE DE BENI	60
LES USINES A THE DU NGWESHE	75
PRODUCTION DE THE DU NGWESHE	75
FLORAISON ET RECOLTE DU CAFE ARABICA.....	86
DEPENSES D'ENTRETIEN PAR HA	88
EVOLUTION DU PRIX DE REVIENT D'UN KG DE CAFE MARCHAND (EN K/KG)	88
LES SUPERFICIES PLANTEES EN THE AU KIVU	89
LA PRODUCTION DE THE AU KIVU.....	90
TENEUR EN ECORCES (% DE QAA) AU KIVU VERS 1600 RN	99
EVOLUTION DE LA TENEUR EN ECORCES (% DE QAA) DANS UN TRONC	99
REPARTITION DU DOMAINE FONCIER DE PHARMAKINA	101
SUPERFICIES PLANTEES EN QUINQUINA AU KIVU EN 1971	102
SUPERFICIES PLANTEES ET PRODUCTION PAR ZONE :	102
REPARTITION DES SUPERFICIES PLANTEES (EN POURCENTAGE)	102
ÉTABLISSEMENT DES PLANTATIONS	105
REPARTITION DES COUTS DE PRODUCTION DU THE AU KIVU	115
COUT DE TRANSPORT DU THE DU KIVU	117
PRIX MOYENS OBTENUS PAR L'ARABICA DU KIVU.	117
COMPOSITION DE LA PRODUCTION EN 1972	118
RESULTATS OBTENUS POUR DES THES DU KIVU	119
PRODUCTION DES HAUTES TERRES DU KIVU EN VALEUR.....	120
VALEUR DE LA PRODUCTION EXPORTEE	120
PRODUCTION DES PLANTATIONS VILLAGEOISES	121
ESTIMATION DU REVENU MONETAIRE DE LA SPHERE ECONOMIQUE TRADITIONNELLE	123